N° 467 — Tome CXXIV 1er Décembre 1917

MERCVRE

DE

FRANCE

Vingt-huitième Année

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois

JEAN ALAZARD, HENRI ALBERT, EDMOND BARTHÉLEMY, J. BERTHELOT, PIERRE BENOÎT, JULES CHOPIN, HENRY-D. DAVRAY, GUSTAVE FUSS-AMORÉ, J. GALZY, CHARLES-HENRY HIRSCH, RENÉ MARTINEAU, ROGER MAURICE, J. MIRABEL, PAUL MORISSE, JEAN NOREL, LE RÉGISSEUR, DENIS THÉVENIN.

PRIX DU NUMÉRO

France : 1 fr. 50 *net.* | **Étranger : 1 fr. 75.**

DIRECTEUR

ALFRED VALLETTE

PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RVE DE CONDÉ, XXVI

MCMXVII

SOMMAIRE

N° 467. — 1er DÉCEMBRE 1917

René Martineau	*Léon Bloy*	385
Roger Maurice	*Les Théories militaires d'avant la Guerre*	399
J. Galzy	*Paix aux morts et aux vivants*	425
Denis Thévenin	*Sur la Somme*	428
Jean Alazard	*L'Esprit de guerre en Italie*	445
Pierre Benoit	*Kœnigsmark*, roman (Prologue-I)	467

REVUE DE LA QUINZAINE

Edmond Barthèlemy	*Histoire*	503
Jean Norel	*Questions militaires et maritimes*	508
Charles-Henry Hirsch	*Les Revues*	512
Le Régisseur	*Le Théâtre au Front*	520
Henry-D. Davray	*Lettres anglaises*	522
Divers	*Ouvrages sur la guerre actuelle*	525
Divers	*A l'Etranger :*	
	Allemagne (Henri Albert)	536
	Autriche-Hongrie (Jules Chopin)	542
	Belgique (Gustave Fuss-Amoré)	547
	Italie (J. Mirabel)	552
	A travers la Presse (Paul Morisse)	557
J. Berthelot	*Variétés : Iconeuphonia*	561
Mercvre	*Publications récentes*	564
—	*Echos*	566

La reproduction et la traduction des matières publiées par le « Mercure de France » sont interdites.

MANUSCRITS

Les auteurs non avisés dans le délai de DEUX MOIS de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la Revue, où ils restent à leur disposition pendant un an.

COMPTES RENDUS. — Les ouvrages doivent être adressés **impersonnellement** *à la revue. — Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages* **personnels** *et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.*

Les avis de changement d'adresse doivent nous parvenir, accompagnés de 0.50 en timbres-poste, au plus tard le 10 pour le numéro du 16, le 25 pour le numéro du 1er du mois suivant.

ERNEST FLAMMARION, Editeur, 26, Rue Racine, PARIS

Nouveautés :

Léon DAUDET
de l'Académie Goncourt

LE BONHEUR D'ÊTRE RICHE

ROMAN

Un volume in-18. Prix..... 3 fr. 50

Les personnages, que le lecteur voit — avec un intérêt passionné — évoluer dans cette œuvre, sont Jean Badelot, négociant enrichi, sa seconde femme, et Emilie, fille d'un premier lit. A la vérité, ainsi que le titre de ce beau roman le laisse prévoir, le vrai héros du **Bonheur d'être riche**, ce n'est aucun de ces personnages ; le vrai héros c'est l'Argent, le cruel, le terrible, le délicieux Argent.

Jean-José FRAPPA

A SALONIQUE

SOUS L'ŒIL DES DIEUX!

ROMAN

Un volume in-18. — Prix..... 3 fr. 50

C'est un fort amusant roman de mœurs locales dont l'action se passe dans la grande cité macédonienne, pendant son occupation par les armées alliées, — roman vivant, coloré, pittoresque.

Jean AICARD
de l'Académie Française, Président de l'Union française

LE SANG DU SACRIFICE

Avec traduction anglaise par Miss M. GUNNING
et traduction italienne par M. S. LALLICI

Un volume in-18. — Prix..... 3 fr. 50

Collection in-18 à 3 fr. 50 le volume
Majoration temporaire 50 centimes

OUVRAGES D'ÉTRENNES

Collection in-8° illustrée à 14 fr. le volume relié, toile tranches dorées

Henry BORDEAUX

ANNETTE ET PHILIBERT..... Un volume

Capitaine DANRIT (Colonel DRIANT)

ROBINSONS SOUTERRAINS.....	*Illustrations de G. DUTRIAC.*	Un volume
AU-DESSUS DU CONTINENT NOIR.....	—	Un volume
ROBINSONS DE L'AIR.....	—	Un volume
AVIATEUR DU PACIFIQUE.....	—	Un volume
ROBINSONS SOUS-MARINS.....	—	Un volume
ALERTE.....	—	Un volume

ENVOI CONTRE MANDAT-POSTE.

L'EDITION — BIBLIOTHEQUE DES CURIEUX

4, Rue Furstenberg, Paris (6e)

SES COLLECTIONS :

Les Maîtres de l'Amour

L'Œuvre du Divin Arétin 2 volumes, *le volume* 7.50
L'Œuvre du Marquis de Sade 7.50
L'Œuvre de Nicolas Chorier (Satire Sotadique) 7.50
Le Livre d'Amour de l'Orient : I. *Ananga Ranga* 7.50
— II. *Le Jardin parfumé* 7.50
— III. *Les Kama Sutra* 7.50
L'Œuvre de John Cleland (*Fanny Hill*) 7.50
Les Liaisons dangereuses (12 illustrations) 7.50

Etc., etc., 38 volumes parus.

Le Coffret du Bibliophile

Mémoires d'une Femme de chambre (1786) ..... 6 fr.
Ma vie de garçon 1774 (Caylus) ..... 6 fr.
La beauté du sein des Femmes (Mercier de Compiègne) .... 6 fr.
Les tendres épigrammes de Cydno la Lesbienne ..... 6 fr.
Le Divan d'amour du Chérif Soliman ..... 6 fr.

Etc., etc. 42 volumes parus.

L'Histoire Romanesque

La Rome des Borgia, par G. Apollinaire (12 ill.) ..... 5 fr.
La Fin de Babylone — — ..... 5 fr.
Les Trois don Juan — — ..... 5 fr.

Romans

Irène grande première, par O. Diraison Seylor 3.50
Le Poète assassiné, par Guillaume Apollinaire 3.50
L'art de séduire les hommes, par Une femme curieuse 3.50
Souvenirs galants de Monsieur X..., par Monnereau 3.50
Le Journal de Marinette, par Une femme curieuse 3.50
La Nuit d'été, par Charles Derennes 3.50
La Lanterne rouge, par F. Boutet 3.50
Souvenirs d'une odalisque, par Jehan d'Ivray 3.50

ENVOI FRANCO CONTRE MANDAT OU CHÈQUE SUR PARIS

(Prière de recommander les envois d'argent)

Catalogue Général Illustré 1917

96 pages 70 illustrations : 0 fr. 50

L'Edition — Bibliothèque des Curieux, 4, rue Furstenberg, Paris (6e)

Envoi franco, sur demande, du Catalogue complet et d'un numéro de la revue.

LÉON BLOY

—

Depuis quelques années, Léon Bloy n'était plus un méconnu. Un groupe de passionnés collectionnait ses livres et les lisait d'une manière presque exclusive, n'admettant pas qu'un autre écrivain contemporain se pût comparer, fût-ce un instant, à l'auteur du *Mendiant ingrat*.

Enfin, ses ennemis mêmes s'inclinaient devant la puissance de son génie et j'en sais qui, faisant abstraction de leurs répugnances pour des idées qui n'étaient pas les leurs, ou du souvenir plus ou moins lointain des coups que le pamphlétaire leur avait portés, lisaient Léon Bloy, s'inquiétant avec insistance de ce qu'il publiait.

Tous, admirateurs ou détracteurs, amis ou ennemis, le comprenaient-ils vraiment ? Je ne le crois pas. Ils se partageaient les richesses de l'œuvre du maître sans faire la synthèse de ses divers éléments, opérant ainsi une dissociation regrettable ; et Léon Bloy, qui n'était plus un méconnu, aura été jusqu'à son dernier jour un incompris.

Je n'aurai pas ici la prétention de l'expliquer ; mais l'ayant beaucoup fréquenté, beaucoup admiré et beaucoup aimé, il me sera peut-être possible de faire un peu de lumière autour de ce nom et de cette œuvre impérissables.

Lorsque Léon Bloy « apparut en ce monde ennuyé » (1), je ne sais si ses parents en furent « épouvantés », mais il est certain qu'il était encore tout enfant, lorsqu'ils durent s'étonner de ses violences et de ses larmes. Car il pleurait souvent de terreur à la seule idée qu'il avait des condisciples et des maîtres,

(1) Léon Bloy est né à Périgueux le 11 juillet 1846.

de ravissement à la vue du soleil d'avril et des pommiers en fleurs, et aussi sans cause, simplement parce qu'il était doué de profondeur et de mélancolie.

Son père, artisan peu fortuné de Périgueux, était libre-penseur. L'enfant, quoiqu'il fût d'un naturel peu sentimental, trouvait auprès de sa mère, très chrétienne, un réconfort à sa tristesse et les pratiques religieuses avaient pour lui de l'attrait.

Ce futur champion du catholicisme fut catholique dès son enfance et, si, un peu après sa vingtième année, l'admiration qu'il avait pour Barbey d'Aurevilly le fit s'éprendre davantage de piété et de prosélytisme, il n'y eut point là de conversion, mais le simple développement de principes qui avaient toujours été siens.

« Je n'ai pas eu de succès auprès des catholiques, disait-il, parce que je n'étais pas un converti ! »

Au lycée de Périgueux, ce furent d'inconcevables batailles. Léon Bloy revenait chaque jour couvert de sang, quand on ne le rapportait pas aux trois quarts assommé.

Son père, homme rigide et très épris des théories de son époque concernant l'éducation, dut le retirer dès la quatrième, se demandant avec une inquiétude grandissante ce qu'il adviendrait d'un fils auquel tout contact social semblait impossible et qui d'ailleurs ne faisait aucun progrès, incapable de s'assujettir à des travaux réguliers.

A dix-huit ans, Léon Bloy déclara qu'il voulait être peintre et manifesta des dons étonnants qui eussent dû être révélateurs de son génie et n'inspirèrent que la méfiance et la désolation.

On consentit pourtant à ce que le jeune homme entrât chez un architecte qui collaborait alors à la construction de la gare d'Austerlitz. C'était une manière de concilier la culture pratique et les goûts artistiques de Léon Bloy.

Celui-ci continua de s'ennuyer et, après un séjour d'un an chez l'architecte et un autre plus court encore à l'atelier de Pils, où les scènes du lycée de Périgueux faillirent se renouveler tragiquement, Léon Bloy ayant décidé de se défendre des *brimeurs* un couteau à la main, il se prit d'une admiration énorme pour Barbey d'Aurevilly. Il se présente alors (1) chez

(1) 1867.

l'auteur du *Prêtre marié* qui l'accueille avec son habituelle bonhomie et c'est le commencement d'une amitié qui ne finira qu'avec la mort de Barbey.

En 1870, Léon Bloy s'engage dans le corps franc de Cathelineau. Avec ses souvenirs de la campagne il écrira plus tard *Sueur de Sang*.

Après la guerre, il revient habiter la rue Rousselet et reprend auprès de son vieux maître les fonctions de secrétaire (1) et de correcteur d'épreuves, qu'il partageait avec M. Landry. En 1874, Léon Bloy publie deux articles à l'*Univers* et tout aussitôt Barbey d'Aurevilly, pressentant l'artiste, encourage Léon Bloy, le stimule. « Si vous ne vous faites écrivain, lui écrit-il un jour, je me brouille avec vous. »

Bloy est tout étonné. Habitué depuis son jeune âge à douter de soi, il ne peut se décider, malgré sa confiance dans le jugement de Barbey, à entreprendre un ouvrage de longue haleine.

En 1877, il écrit *La Chevalière de la Mort*, quelques pages qu'il avoue imitées de Carlyle et qu'il n'osera publier qu'en 1891, dans une petite revue, à Gand.

Il connaît alors tous les écrivains qui fréquentent chez Barbey d'Aurevilly et très particulièrement Féval et Hello qui l'aiment et apprécient à leur valeur ses moindres essais.

Pourtant ils ne savent rien de sa vraie vie, de l'existence exclusivement contemplative à laquelle il a fait allusion dans une lettre à Octave Mirbeau parue dans le deuxième volume de son *Journal*, lettre que j'ai citée ici même en racontant *Les Débuts de Léon Bloy* (2) et que je dois citer encore parce que Bloy m'a dit, à propos de cette lettre : « Il faut et il faudra toujours y revenir. »

Je suis entré dans la vie littéraire à trente-huit ans, après une jeunesse effrayante et à la suite d'une catastrophe indicible qui m'avait précipité d'une existence exclusivement contemplative. J'y suis entré comme un élu disgracié entrerait dans un enfer de boue et de ténèbres, flagellé par le chérubin d'une nécessité implacable : *Angelus Domini coarctans me*. A la vue de mes hideux compagnons nouveaux, l'horreur m'est sortie par tous les pores. Comment se

(1) Voir les curieuses *Lettres de Barbey d'Aurevilly à Léon Bloy* (Mercure de France).

(2) *Mercure de France*, n° du 1er mars 1912.

pourrait-il que mes tentatives littéraires eussent été autre chose que des sanglots ou des hurlements...

Cette existence contemplative dura de 1878 à 1882.

Quant à ce que fut la « catastrophe indicible », il faut, pour la deviner, lire le *Désespéré* et faire la part de l'invention, à côté de celle de l'autobiographie. Si les amis de Léon Bloy, en 1878 ne surent jamais rien de cette histoire, ceux d'hier ne sont guère plus éclairés. Léon Bloy n'eût pas aimé qu'on en parlât et c'est un sujet que j'ai constamment évité d'aborder avec lui.

En 1882, il se met résolument au travail. Sa confiance toutefois n'est pas absolue, car il ne fait que marcher dans le sillage du comte Roselly de Lorgues en publiant *Le Révélateur du globe*, ouvrage d'exégèse pour lequel Barbey d'Aurevilly écrit une préface.

La même année, Bloy devient, au *Chat Noir*, le collaborateur de Salis et d'Emile Goudeau et, en quelques semaines, il est célèbre, au moins dans le monde littéraire parisien.

Ce fut alors pour lui le commencement des tourments et des tribulations qui ont engendré cette amertume particulière qui le fit déclarer inacceptable par ses confrères.

Quelle fut l'essence même de cette douleur, de ce tourment qui, jusqu'à ses dernières années, le tortura?

J'ai sous les yeux un exemplaire du *Désespéré* orné de cette dédicace :

> Le pire tourment humain, c'est la soif de la Grandeur et de la Beauté, et il y a de pauvres poètes qui souffrent de cette soif autant que peuvent souffrir les Anges coupables...
>
> Ah ! ce n'est pas le mépris du monde qui les torture, c'est l'exil de la maison paternelle et la nécessité pour ces malheureux de garder les cochons infâmes dont ils sont réduits à envier la nourriture.
>
> L'auteur du *Désespéré* a connu cette excessive infortune et il la connaîtra sans doute jusqu'à sa dernière heure. C'est pour cela qu'il mendie la pitié des cœurs sur les grandes routes et au coin des bois, — étant d'ailleurs toujours armé jusqu'aux dents.

On pourrait attribuer cette pensée à Baudelaire, à l'exception des derniers mots qui la modifient singulièrement.

La douleur faite des laideurs coudoyées et des médiocrités impossibles à fuir est à la base des souffrances de Léon Bloy. C'est la douleur commune à tous les poètes.

Mais, sa naïveté lui ayant fait un instant supposer que les milieux intellectuels pourraient fournir sinon à son âme, du moins à son esprit, une sorte de refuge ou de délassement, il y entra hardiment pour s'enfuir tout aussitôt non sans avoir laissé paraître un mépris que beaucoup ne lui ont jamais pardonné.

Dès lors, il a des ennemis, la dernière phrase de la dédicace citée plus haut s'explique, il croit à la nécessité de se forger des armes offensives et défensives. Le pamphlet devient pour Léon Bloy la seule forme sous laquelle se puisse concevoir le journalisme.

Il y montre des qualités inconnues avant lui, une verve d'une incomparable puissance, une manière de rapetisser l'adversaire lequel apparaît incapable d'une réplique, situé désormais dans une posture ridicule et dangereuse.

L'ensemble de ces articles, parus presque tous au *Chat Noir*, forme deux volumes : Les *Propos d'un entrepreneur de démolitions* et *Belluaires et Porchers*, auxquels il faut ajouter une petite revue, *Le Pal*, qui n'eut que quatre numéros (1885).

Le premier des deux volumes fut publié en 1884, immédiatement après *Le Révélateur du Globe*, et le second beaucoup plus tard, en 1905.

L'auteur était, à l'époque de ses premiers livres, admiré de quelques lettrés seulement, mais admiré avec passion. Il se dit que le pamphlet lui avait en partie réussi et qu'avec un redoublement de force et d'énergie il atteindrait peut-être à un succès moins restreint. Et il introduisit le pamphlet dans le roman avec *Le Désespéré* (1).

Ce livre, dans dix ans, ne paraîtra sans doute pas aussi terrible qu'il nous paraît aujourd'hui et surtout qu'il parut à ses premiers lecteurs : « Ce n'est, m'a dit Léon Bloy, qu'un paquet de broussailles enflammées. »

Quoi qu'il en soit, *Le Désespéré* est encore le plus connu des livres de l'auteur, qui s'y montra pour la première fois avec ses qualités particulières d'écrivain catholique.

C'est avec cette autobiographie qu'il commence, selon sa parole, *à jouer de son âme comme d'un violon surnaturel et jamais on n'avait entendu musique aussi douloureuse.*

A la souffrance du poète va s'ajouter une autre souffrance

(1) 1887.

Léon Bloy ne voit plus que les âmes : son âme et les âmes des autres hommes. Sa colère devient, selon sa propre expression, l'effervescence de sa pitié et il va manifester par des livres qui seront des actes ce qu'il sait être sa mission.

Dans une lettre inédite, écrite il y a six ans, je copie ceci :

On t'a sans doute parlé de la Communion des Saints, mais sans t'expliquer qu'appartenant à Jésus-Christ comme un membre essentiel de son Corps divin, étant dès lors non seulement participant mais identifié, c'est-à-dire Dieu lui-même en cette manière et Dieu rédempteur, il y a des créatures humaines en nombre inconnu qui dépendent de toi, devant être secourues et sauvées par toi.

La communion des saints, antidote ou contre-partie de la Dispersion de Babel, atteste une solidarité humaine si divine, si merveilleuse, qu'il est impossible à un être humain de ne pas répondre de tous les autres, en quelque temps qu'ils vivent, qu'ils aient vécu ou qu'ils aient à vivre...

A ceux qui passent dans la vie, satisfaits et la conscience vacante, il crie :

Misérable, ne sais-tu pas que tu as une âme immortelle, et que cette âme même contient un abîme de mystère!

Chacun a son gouffre qu'il ignore, qu'il ne peut pas connaître (1)...

Le désir d'atteindre les âmes avec ses livres devint pour Léon Bloy comme le but unique de sa vocation. Dans *la Femme pauvre*, parue en 1897, il se montra artiste génial et alla jusqu'à écrire :

... Je ne suis pas un artiste... Je suis Pèlerin du Saint Tombeau. — Les cieux inimaginables n'ont pas d'autre emploi que de marquer la place d'une vieille pierre où Jésus a dormi trois jours.

Né pour ma désolation indicible dans un fantôme de siècle où cette notion rudimentaire est totalement oubliée, pouvais-je mieux faire que de ramasser le bâton des vieux voyageurs qui crurent à l'accomplissement de la Parole de Dieu (2) ?

Les gens du siècle n'entendirent pas le vociférateur qui redoubla de violence.

Voulant briser toutes les idoles, il attaqua toutes les réputations. On se vengea de lui en continuant de l'affamer : il devint pauvre.

(1) Lettre inédite.
(2) *La Femme pauvre*, p. 225.

A partir de ce moment, la comparaison avec les autres poètes, avec Baudelaire, par exemple, n'est plus possible.

Léon Bloy est un dandy à rebours qui se glorifie de ses habits en guenille. Il connaît la volupté de la souffrance acceptée pour l'amour de Dieu : « Tout ce qui arrive est adorable, écrit-il, parfaitement adorable et je suis brûlé de larmes ! »

Il est décidément déclaré impossible, incompréhensible et de plus il insulte de son attitude non seulement les indifférents ou les triomphateurs, mais leur seul et véritable dieu, la richesse.

On le détesta.

La pauvreté devint pour Léon Bloy la misère, une misère affreuse qui le força de mendier.

Son *Journal*, qui comprend sept volumes, est fait de l'histoire de ses tribulations infinies. Dans ces notes au jour le jour, l'écrivain ne perd rien de ses qualités. Chose curieuse, ce seront ces pages avec lesquelles le gros public viendra à lui, celles qui lui ont procuré les quelques milliers de lecteurs qu'il avait depuis dix ans.

Car il faut le dire, si sa misère fut réelle, sa déréliction ne fut pas absolue. Aux cris qu'il poussa devant la foule, quelques êtres s'arrêtèrent pour l'écouter.

En 1890, il avait épousé la fille du poète danois Christian Molbech et non seulement cette chrétienne admirable sut partager et atténuer ses souffrances, mais elle comprit l'œuvre de Léon Bloy au point de se faire assez souvent sa collaboratrice.

Aux quelques fidèles qui vinrent se joindre à sa femme et à ses filles pour mettre leur âme à l'ombre de son âme, Léon Bloy parla plus particulièrement du mystère :

Pénétré, hanté, possédé de la certitude que tout est mystérieux, hommes et choses, parce que symboliste et figuratif, j'ai voulu montrer partout le mystère toujours évident pour moi et le faire sentir avec une violence extrême, jusqu'à produire la constriction ou la dilatation des cœurs... (1)

Le salut par les Juifs et, plus tard, *Le sang du Pauvre*, *L'âme de Napoléon*, *Jeanne d'Arc et l'Allemagne*, *Méditations d'un solitaire en 1916* et *Dans les ténèbres*, celui-ci, hélas ! inachevé, sont le résultat de cet énorme effort d'exégèse.

(1) Lettre inédite.

Certains lui ont reproché maladroitement de parler de ces choses en ignorant de la théologie, oubliant que Léon Bloy n'eut jamais la prétention de se poser en théologien. Il savait surtout ce qui ne s'apprend pas, ce qui manque si complètement à beaucoup de théologiens :

Je sais, a-t-il dit, que je suis un clairvoyant dans les plus épaisses ténèbres et un aveugle dans les éblouissements de la lumière...

Admirons tout au moins la langue extraordinaire qu'il sut se créer pour traiter ces sujets extraordinaires qui lui devenaient de plus en plus familiers, à mesure que s'accumulaient sur sa tête toutes les causes de détresse.

Le monde visible lui apparut hideux et enténébré, le monde invisible plein de beauté et de clarté.

Mme J. Termier-Boussac a magnifiquement rendu cette face saisissante du génie de Léon Bloy et je ne puis m'empêcher de citer cet exemple de la sensibilité d'un poète pénétrée par un autre poète :

On avait des idées, des notions qu'on croyait claires; on avait équilibré pour soi, tant bien que mal, une métaphysique, harmonisant l'univers à sa façon, situant chaque chose à sa place et parquant délibérément l'Inconnaissable pour n'en être plus inquiété. Les moins dogmatiques et les plus profonds d'entre nous sont ainsi et transportent dans leur esprit d'analogues constructions puériles.

Léon Bloy saccage cette ordonnance et ces prétendues clartés. C'est un des traits les plus remarquables de son génie que cette puissance d'enrichir de mystère, d'illimiter aussitôt les sujets qu'il traite. Il dresse devant nos yeux sa propre aperception du monde, non plus précise et linéaire, mais chaotique et bouleversée, fissurée de gouffres nouveaux inimaginés jusqu'alors.

A considérer ainsi l'œuvre de Léon Bloy, nous voici loin, bien loin du pamphlétaire, dénomination qui finissait par l'agacer :

Ah ! je suis autre chose, pourtant, disait-il, et quand je le fus, c'était par indignation et par amour et mes cris je les poussais dans mon desespoir sur mon idéal saccagé...

Il ne faudrait pas croire, en effet, que Léon Bloy ne se sentait à l'aise qu'en vociférant des violences. Personne au contraire ne posséda une plus grande variété de dons. Il savait être doux et faire sa douceur persuasive, caressante et enveloppante, comme il fallait.

Artiste, il ne fut pas une force irréductible allant en tous sens, à la recherche de n'importe quoi; il sut tempérer son expression, mettre sa plume au diapason de cet instrument surnaturel qu'était son âme.

Il ne perdait la mesure qu'en face d'une œuvre mal exprimée et pour cela, ne fut pas toujours un critique exact.

On sait le mot d'Ernest Hello : « Présentez à l'homme médiocre ses propres idées exprimées avec splendeur, il ne les reconnaîtra pas!... »

Léon Bloy subissait, pour la raison contraire, une impression analogue. Homme de génie, vous pouviez lui présenter ses propres idées dépourvues de splendeur, il ne les reconnaissait plus et jamais son jugement ne se faisait plus acerbe que devant une phrase ridicule ou sans clarté.

C'est qu'il attachait à la forme l'importance qu'elle mérite.

Il savait qu'on ne persuade pas avec des raisonnements, mais avec de la beauté. Son écriture qui ressemblait à un dessin vigoureux et parachevé, montrant qu'il avait été enlumineur, est indicatrice de ce désir constant qui le tourmentait d'être lumineux dans ses moindres productions.

Le point culminant de son génie est au centre même de son œuvre : *Le Salut par les Juifs* (1892), *La femme pauvre* (1897), *Sueur de Sang* (1893) et *Le Mendiant ingrat* (1898) sont les livres dont je conseillerais plutôt la lecture à quelqu'un voulant prendre contact avec Léon Bloy.

L'Exégèse des Lieux Communs, commencé en 1899 et publié en 1902, est un chef-d'œuvre incompris.

Que l'auteur, à côté de pages merveilleusement réussies, ait cru devoir ajouter quelques contes que l'on pourra trouver un peu lourds, je l'admettrai volontiers. Mais le volume, je parle de la première série (1), n'en reste pas moins un modèle de difficulté vaincue.

Baudelaire avait entrevu le moyen littéraire d'exprimer son dégoût de l'époque où il vivait.

Flaubert indiqua même un plan vague d'un livre tel qu'une fois qu'on *l'aurait lu on n'osât plus parler de peur de dire naturellement une phrase qui s'y trouve* (2).

Tous les deux devinèrent l'originalité d'un pareil travail,

(1) Une deuxième série parut en 1913.
(2) Edouard Maynial : *La jeunesse de Flaubert*. Mercure de France.

sans s'illusionner sur la difficulté qu'il y aurait à l'entreprendre.

Léon Bloy a déployé là une verve digne des plus grands ironistes jointe à une sûreté dans la psychologie qu'ils ont rarement atteinte.

Comme pour toutes les œuvres dont l'originalité est la première qualité, il faut remonter très loin dans l'histoire des littératures pour trouver une comparaison possible. En procédant ainsi, le livre de Léon Bloy m'a toujours fait penser aux comédies d'Aristophane qui répète aussi fréquemment δεμος que l'auteur de *l'Exégèse des Lieux communs* a écrit *le bourgeois*.

Bien entendu, dans l'*Exégèse* il y a autre chose, puisque c'est une œuvre chrétienne et en réalité, de l'avis de Léon Bloy lui-même, une œuvre plus douloureuse qu'elle n'en a l'air.

J'ai nommé *Sueur de Sang* parmi les quatre meilleurs ouvrages de l'auteur. Cette réunion de trente contes, tous parus au *Gil Blas* et écrits avec des souvenirs de la guerre de 70 à laquelle Bloy participa, comme je l'ai dit plus haut, constitue une véritable prophétie. Bloy a vu les Allemands tels qu'ils étaient et tels qu'ils sont, abjects et épouvantables. Pourquoi ce volume, réimprimé récemment, n'est-il pas dans toutes les mains françaises ?

Je n'ai rien dit de *Celle qui pleure*. Pour raconter l'histoire de ce livre et les raisons qui ont déterminé Léon Bloy à l'écrire, il faudrait une étude détaillée et très spéciale. Contentons-nous de savoir qu'il s'agit du miracle de la Salette, de prédictions concernant le monde moderne, auxquelles Léon Bloy ajoutait foi et dont il s'était fait le propagateur. Ces événements remontent à 1846, année même de la naissance de Léon Bloy qu'un vieux prêtre conduisit en 1879 à la Salette.

Léon Bloy y revint au mois d'août 1906, avec sa femme et ses enfants, puis une dernière fois en juin 1910.

C'est dans *L'Invendable* et dans *Le vieux de la Montagne* qu'on trouve le récit de ces deux derniers pèlerinages et la description du paysage de la Salette, à la fois grandiose et angoissant.

Et je crois, à quelques brochures près, avoir tout cité de cette œuvre énorme, variée, pittoresque, pleine de cris de ré-

volte ou d'enthousiasme, faite d'ingénuité et de profondeur, inspirée par la souffrance et pourtant saine d'un inaltérable et sublime optimisme.

On l'a déclarée inclassable. Au seul point de vue littéraire, il n'est pourtant pas impossible de la situer.

Léon Bloy, en effet, appartient à la génération qui suivit immédiatement le romantisme et il est lui-même un romantique comme le sont tous les écrivains ayant, à la même époque, une certaine valeur. Il est romantique comme le furent Barbey d'Aurevilly, Baudelaire, puis Villiers.

Il a comme eux la recherche constante des images et, Remy de Gourmont l'a remarqué il y a longtemps (1), personne n'en a trouvé aussi abondamment que lui.

Quand la poésie devint toute intérieure et que s'éteignit le lyrisme, on n'admit pas que l'on pût dire, comme il a fait dans *Le Fils de Louis XVI : Les yeux bleus de la monarchie française.*

En revanche, J.-K. Huysmans, à la recherche d'épithètes *californiennes*, frémissait de joie devant cette phrase écrite par Bloy, à propos d'*A rebours :*

« «... Son expression, toujours armée et jetant le défi ne supporte jamais de contrainte, pas même celle de l'Image qu'elle outrage à la moindre velléité de tyrannie et qu'elle traîne continuellement par les cheveux ou par les pieds, dans l'escalier vermoulu de la Syntaxe épouvantée.

On dit que Huysmans, plusieurs heures après avoir lu cette phrase, s'en allait dans la rue répétant: « ... l'escalier vermou-lu de la syntaxe épou-van-tée... »

Dans les livres de début de Léon Bloy, les quelques défauts de goût que l'on rencontre, et qu'il a d'ailleurs sentis, sont des défauts romantiques; il y a au commencement du *Désespéré* toute une histoire d'enfant perdu et aussi l'épisode de Véronique se faisant arracher les dents, purement mélodramatiques. Enfin certaines *Histoires désobligeantes* sont également entachées d'inventions à effet que la beauté du langage rend d'autant plus apparentes.

L'auteur sut se défaire vite et complètement de ces abus romantiques. On n'en trouve plus dans *La Femme pauvre*

(1) *Le Livre des Masques :* Léon Bloy.

que Léon Bloy jugeait avec raison comme étant bien supérieur aux deux livres précédemment nommés.

Il aimait le lyrisme pourvu que le sujet de poème ne fût point sentimental. Des poètes qu'il avait lus je ne lui ai jamais entendu citer que Baudelaire et Hugo.

Il méprisait profondément Alfred de Musset.

Un jour que je lui disais de s'entraîner par la pensée, avant qu'il partît pour un voyage qui lui semblait devoir être extrêmement pénible, il se mit à dire, très doucement :

Vois sur ces canaux
Dormir ces vaisseaux
Dont l'humeur est vagabonde.
C'est pour assouvir
Mon moindre désir.

Et il ajouta : « C'est très beau... »

On ignore généralement qu'il avait lu presque tout Léon Gozlan. Il l'avait même relu en manière de récréation. Les titres seuls de ce romancier suffisaient à le mettre en joie. A des gens graves qui lui parlaient de livres non moins graves, il disait : « Je parie que vous ne connaissez pas *Le Vampire du Val-de-Grâce* ?.. »

Mais ses livres préférés, ceux pour lesquels son admiration ne s'est jamais démentie, étaient *L'Ensorcelée*, *L'Eve future*, *Tribulat Bonhomet* et des contes tels que *L'Intersigne* ou *Akédysséril* dont la perfection l'enchantait.

Cette petite énumération suffira pour montrer les goûts romantiques de Léon Bloy. Ce genre n'était pas le seul qu'il fréquentait. Il lisait souvent *la Bible* et toujours en latin.

Le latin mystique lui plaisait de toutes les façons et il a écrit à propos du livre de Remy de Gourmont un article enthousiaste.

De tout ce qu'on a publié sur lui Léon Bloy, il plaçait au premier rang les quelques pages si fines et si éloquentes que Mme Rachilde a consacrées (1) au premier volume de son *Journal*. « Rien, m'a-t-il dit souvent, ne me fut plus utile. » C'est peut-être, en effet, grâce à ce noble hommage que le public s'éprit d'une façon particulière du *Journal* de Léon Bloy.

Depuis sa mort on a mis son nom à côté de ceux de Villiers de l'Isle-Adam et de Barbey d'Aurevilly, lui assignant une

(1) *Mercure de France*, Juin 1898.

place à peu près équivalente à celle de ces deux grands génies.

Je crois que son art seul suffira à le mettre plus haut encore. Il y a en lui une maîtrise, une force d'expression que Villiers n'avait pas et une variété de ton qui manquait souvent à Barbey.

Mais pour que Léon Bloy ait sa vraie place, il faudra attendre encore. Il faudra attendre que le côté éternel de l'œuvre l'ait emporté sur l'histoire des réalités d'un jour.

Les hommes de notre temps sont trop esclaves de leurs partis pris et de leurs préjugés pour ne pas confondre avec intransigeance ce qui ne fut qu'excès d'individualisme.

Jamais les catholiques modernes, à de très rares exceptions près, n'admettront que l'amour de Dieu ait pu dicter à Léon Bloy des remontrances à son curé et il n'est pas de libre-penseur qui s'arrangera d'un artiste qui communiait chaque jour.

Les uns et les autres n'aiment pas la naïveté, les saintes colères, les prophéties, les extases et en général tout ce qui est en dehors de la vie pratique.

Reste le pamphlétaire que l'on comprend mieux, mais qu'on ne comprend qu'en affublant son caractère de tout un faisceau d'impardonnables défauts.

N'ayant fréquenté Léon Bloy que depuis vingt ans, je ne saurais dire si antérieurement il se rendit aussi difficilement supportable que certains l'ont raconté.

A mon tour, je puis proclamer, sans crainte d'être démenti par les amis qu'il avait, que jamais homme ne fut plus affectueux et plus tendre.

Dans les moments très pénibles qu'il a traversés, il suffisait vraiment de peu de chose pour le consoler et l'apaiser.

A ses heures de tranquillité, il était plutôt gai et sa conversation faite aussi souvent de plaisanteries que de mots profonds.

Très généreux, il arriva que ce mendiant sut se priver de sommes énormes, relativement à ce qu'il possédait au moment où il les donnait.

Exempt de préjugés, indulgent même, il recevait très simplement, attentif à ne point contrister son interlocuteur. Il fallait pour que le Léon Bloy violent éclatât, qu'il eût vraiment affaire à un importun.

Ayant peu de goût pour toutes les manifestations extérieu-

res de somptuosité, il s'habillait de vêtements sombres. Ses cheveux blancs très abondants et ses sourcils épais donnaient beaucoup de noblesse à sa tête ronde.

Un bâton solide à la main, il marchait un peu courbé, les talons rapprochés l'un de l'autre, d'une allure où l'influence de Saturne était nettement visible.

Celle du Soleil se laissait deviner à son écriture splendide et à son amour des arbres et des prairies vertes.

Depuis deux ans, il se sentait atteint par la maladie. La guerre, les soucis qu'elle a créés à tous les foyers et la mort à l'ennemi de trois de ses plus chers amis ont contribué à précipiter sa fin.

Léon Bloy dort dans la seule demeure qu'il ait jugée habitable sur cette terre de désolation.

A ceux qu'il chérissait et qui savent ce qu'ils lui doivent, il ne parlera plus du mystère.

Mais ses livres demeureront, ses livres où il s'est donné tout entier, pour rappeler l'âme douloureuse de ce grand artiste et de ce grand visionnaire qui fut le Mendiant ingrat.

RENÉ MARTINEAU.

LES THÉORIES MILITAIRES D'AVANT LA GUERRE

La guerre que nous soutenons depuis trois années a contraint les armées en présence à évoluer sans cesse, à s'adapter aux circonstances nouvelles, les procédés de combat variant de jour en jour. La plupart des règlements d'armes en vigueur avant la guerre ont dû faire place à de nouveaux règlements; d'autres ont disparu, tandis que de nouveaux sont nés. Les plus récents sont eux-mêmes l'objet d'instructions, d'additions, de modifications presque journalières et l'on a grand'peine à les tenir à jour. Si les règlements nouveaux évoluent, rien d'étonnant à ce que ceux d'avant-guerre aient dû disparaître.

Notre intention est de montrer comment notre doctrine militaire s'était constituée, comment nos règlements avaient été établis, sur quelles bases ils reposaient et dans quel esprit ils avaient été conçus. Nous indiquerons aussi de quels facteurs ils avaient négligé de tenir compte et les causes de leurs erreurs.

De nombreuses études historiques ou stratégiques ont déjà été publiées, des polémiques violentes ont même été engagées. Le but de cette étude n'est pas de faire œuvre de polémique. Il s'agit seulement de montrer comment, en quoi et pourquoi nous nous sommes trompés, quels sont les écueils à éviter dans l'édification d'une doctrine de guerre et quelle orientation il convient de donner à notre esprit dans cette recherche de la doctrine future qui peut être celle de demain.

Il ne s'agit pas de « démolir » Napoléon, Bonnal, Langlois et les fondateurs de notre doctrine militaire. Si nos exemples sont surtout pris du côté français, il ne s'en suit pas que chez

nos ennemis tout fût pour le mieux dans la meilleure des armées. La doctrine allemande a fait presque totalement faillite et la déception fut infiniment plus grande chez eux que chez nous, — puisqu'ils prétendaient avoir le monopole de l'art militaire et de la science tactique.

La nécessité de rechercher la vérité et de faire ressortir les erreurs peut nous avoir fait porter des jugements sévères, mais la réalité des premiers mois de la campagne ne le fut-elle pas également et la critique militaire future ne le sera-t-elle point davantage ?

I

L'aube du XIX^e^ siècle qui présida au triomphe de Napoléon et assista à sa chute n'était qu'un prélude. Tout ce siècle est rempli de ce nom fameux. « Lui, toujours Lui. » Les soldats de toutes les nations l'ont invoqué, leurs chefs ont sacrifié sur l'autel de ce nouveau Dieu. Malheureusement les Français ne s'aperçurent de l'utilité de ce sacrifice qu'au moment précis où il était sinon nécessaire de le cesser, tout au moins dangereux de se fier à sa seule vertu.

A part Marmont, sujet à caution et qui dit souvent des sottises, à part Jomini, citoyen suisse qui écrit pour les Russes, les militaires français furent les seuls à se désintéresser des campagnes de l'Empereur. Etait-ce par jalousie d'une gloire si éblouissante qu'elle éclipsait la leur ? C'est possible pour la génération de vieux maréchaux qui codifièrent nos lois militaires et réglementèrent nos habitudes. Pour ceux de 1840 à 1870, la cause unique est dans un total engourdissement intellectuel. Seul, un civil, M. Thiers, se transforma en stratège. Il étudia les campagnes impériales, lut les ordres, visita les champs de bataille, se vautra sur les cartes de l'Europe. L'armée ne le lut guère. C'était le seul cependant. Napoléon III fit appel à ses lumières pour préparer la campagne d'Italie et ce fut d'après *l'Histoire du Consulat et de l'Empire* que le « maître d'école » Frossard instruisit le Prince Impérial des campagnes de son illustre grand-oncle.

Les troupes faisaient en Algérie une guerre pénible, rude et profitable. Elles y contractaient des habitudes excellentes dans l'Atlas ou près des déserts, mais déplorables pour une guerre européenne.

En Prusse, on agissait tout autrement. Willisen, Clausewitz, Moltke et, sous l'impulsion de ce dernier, tout le grand Etat-Major étudiaient à fond le système de guerre de Napoléon, adaptaient leurs conclusions au cas concret d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche, au cas probable d'une guerre contre la France. Une adaptation était, en effet, nécessaire. Les chemins de fer, dont on fit un timide essai militaire en 1849, le télégraphe, transformaient singulièrement le problème de la mobilisation et de la concentration. Les armes nouvelles, fusil et canon, de portée plus grandes, de tir plus rapide modifiaient sensiblement les formations de combat. Néanmoins, on peut dire que l'étude des plans de campagne de Napoléon trouvait encore toute son application, sa raison d'être et sa vertu enseignante. Napoléon était avec nos ennemis de 1870. Et nous fûmes vaincus.

Les guerres de 1866 et de 1870 avaient prouvé, sinon l'excellence, tout au moins la valeur exceptionnelle de la méthode allemande. En France, on se trompa d'abord. Le premier et quasi le seul enseignement immédiat que la France en tira, ce fut de conclure que nous avions été écrasés par le nombre. Les militaires s'accommodèrent fort bien de cette conclusion qui faisait supporter tout le poids des responsabilités aux politiciens et leur laissait la gloire du sacrifice et l'auréole du martyre. Des lois successives créèrent la nation armée ; on se crut sauvé. Puis, avec le recul du temps, on s'avisa que le haut commandement prussien était peut-être aussi pour quelque chose dans la victoire de la Prusse. Quelqu'un émit cette opinion que Napoléon nous avait battus par l'entremise de Moltke et du grand Etat-Major. L'idée était juste. Elle fit fortune. La création de l'Ecole supérieure de guerre en fut la conséquence.

Une ère nouvelle commença dans les milieux militaires français. Elle devait avoir son complet développement en 1914. A la génération d'officiers braves, mais superficiels, « culottes de peau », rouillés intellectuellement, au cerveau ankylosé, succéda celle des officiers à l'esprit ouvert, aux connaissances générales étendues, curieux, travailleurs, aimant leur métier tout comme leurs anciens et dignes continuateurs des traditions d'honneur, d'abnégation, de bravoure et d'héroïsme qui sont de tout temps celles de l'armée française.

L'Ecole de guerre eut des professeurs remarquables. Leurs

noms sont connus de tous ceux qui ont suivi leurs enseignements ou étudié leurs œuvres. Maillard, Langlois, Bonnal furent des travailleurs acharnés et des cerveaux puissants, qui donnèrent à l'Ecole et à son enseignement une orientation définitive. Leurs successeurs sont nos grands chefs actuels. Pétain, Foch, Fayolle, Debeney, de Maud'huy ont professé à l'Ecole de guerre ; tant il est vrai que, si l'on peut contester que la doctrine fût la bonne, on y acquérait une formation et un assouplissement de l'esprit qui permettait de s'adapter aux nouvelles circonstances, d'étudier les problèmes imprévus, et de les résoudre, brillamment parfois.

Tout était à faire en 1880. Tout fut fait. Napoléon fut lu et relu, connu et archi-connu, dépouillé et commenté. On lui fit dire tout ce qu'il avait dit et on alla jusqu'à deviner ce qu'il n'avait pas dit. On prononça son nom avec vénération comme celui d'un demi-dieu que l'on appelait à l'aide aux moments difficiles, ou comme quelque parole magique dont il suffisait d'articuler les syllabes pour résumer le passé, expliquer le présent, présager de l'avenir. « Napoléon a dit.... » cela expliquait tout et interdisait toute réplique. On mit en formules et en règlements les commandements de ce Dieu des armées. L'hérésie fut condamnée et le schisme poursuivi. La doctrine française était fondée.

Disons de suite quelle était cette doctrine vers 1894. Nous aurons l'occasion de la préciser davantage un peu plus tard dans le temps, en 1914. Un mot la résume : Offensive. Nous avions été vaincus en 1870 pour nous être sans cesse tenus en situation défensive, pour avoir laissé aux armées de Moltke la liberté de leurs mouvements. Les masses prussiennes, imposantes sans doute, mais non suffisantes, nous avaient vaincus parce qu'elles avaient attaqué, tandis que nous nous étions contentés d'« encaisser ». On en concluait donc que pour être victorieux dans la prochaine guerre, nous devions attaquer en quelques parties de la frontière préalablement déterminées. C'était fort judicieux. Nous allons voir qu'on ne s'en tint pas à cette sage opinion.

Evidemment, on n'imaginait pas que la guerre, sauf sur quelques points particuliers comme les abords des places fortes, pût revêtir une autre forme que celle dite de « guerre de mouvement ». On ne se souvenait pas que les armées royales avaient

fait des guerres de position et de siège. On ne voyait dans les guerres de Louis XIV que la campagne d'Alsace de Turenne; on oubliait le reste. Quand on s'en souvenait, c'était pour les prendre en pitié et les opposer au système de guerre dit « national » le seul qui convînt à des armées républicaines, nourries de la doctrine napoléonienne. Telle était la doctrine en 1894, doctrine dont l'évangile fut le règlement sur le service en campagne de 1895.

II

Cette doctrine ne s'était pas établie d'un seul coup et imposée toute entière. La guerre turco-russe de 1877-78 semblait devoir offrir de bons arguments aux partisans de la défensive et des places-fortes. Il y en avait. Plewna était un exemple de la puissance du feu d'infanterie et de la valeur des retranchements. Cette guerre mit en évidence la nécessité de donner des outils à l'infanterie et des canons lourds à l'artillerie. Elle ne fut pas étrangère à l'achèvement de notre système de places fortes. On peut dire que dans l'ensemble, les conclusions que l'on en tira furent justes. Les fantassins reçurent quelques outils, et les artilleurs des grosses pièces. Car il ne faut pas l'oublier, et nous nous faisons un devoir de le rappeler ici, nous avions en 1892, grâce aux colonels de Bange et Baquet, plus d'artillerie lourde que les Allemands. Cette artillerie lourde de telle qualité et si parfaitement établie, qu'aujourd'hui encore, après trois ans de guerre, elle est la plus précise et la mieux conservée.

C'est à partir de cette date que, disposant de l'armée fournie par la loi de 1889, d'une ligne de places-fortes très solides, d'une artillerie puissante, d'un fusil tout nouvellement mis en service, la doctrine de l'offensive fut enseignée à tous et reçut cette vigoureuse impulsion qui devait dépasser la mesure et l'amener à la forme dangereuse de 1914.

L'étude de l'histoire militaire fut continuée avec plus d'ardeur que jamais. Napoléon fut à nouveau fouillé, dépecé, trituré, mis à toutes les sauces, accommodé au goût du jour et parfois arrangé pour les besoins de la cause. On lui fit dire ce qu'il n'avait sans doute jamais voulu dire, lui qui avait tout dit (même ce qu'il voulait que la postérité dît de lui). On pénétra dans sa vie privée, dans sa correspondance, dans les mé-

moires des contemporains. Ceux qui le découvraient ainsi semblaient participer d'un peu de sa gloire, et ils en vinrent presque à substituer leurs commentaires et leurs conclusions au texte et aux enseignements du maître. Après le Dieu des armées, on eut les Pontifes de la Guerre.

Puisque l'histoire militaire était à la base de la doctrine, les guerres de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle auraient dû ou bien en confirmer les enseignements ou bien mettre en garde contre un engouement hasardeux. Maîtres et élèves, contraints par leur état d'esprit, leur mentalité, fascinés par leurs études antérieures, bridés par la doctrine établie démontrèrent de fort bonne foi que nous étions dans la bonne voie. Bien mieux, il leur parut que l'accentuation de la doctrine s'imposait après chaque expérience.

Au Transwaal, 40.000 Boers sans chefs, sans services organisés, sans éducation militaire, presque sans artillerie, avaient contraint une armée bien supérieure en nombre, organisation et armement, à une longue et coûteuse campagne. On pouvait tout au moins en conclure que le fusil moderne, manié par un tireur moyen installé dans une tranchée médiocre, était une arme à laquelle il était dangereux de s'attaquer de front tant qu'elle serait intacte. C'est ce que proclama un général sous le nom « d'inviolabilité des fronts défensifs ». Il fallait riposter. Les vigilants gardiens de la doctrine démontrèrent que la guerre Sud-Africaine n'était qu'une petite affaire coloniale sur laquelle on était, à tout prendre, assez mal renseigné, que les Anglais avaient employé des formations archaïques et des procédés surannés, et que dans de telles conditions on ne pouvait en rien affirmer l'inviolabilité des fronts.

Un autre qui ne prit pas parti dans la discussion, mais qui était à l'extrême gauche de la doctrine, ajouta son mot. Il concluait de cette puissance de l'armement moderne à la nécessité de ne le faire manier que par des gens de métier. L'emploi des grosses masses était impossible, illusoire, et il terminait en pensant que les Allemands ne manqueraient pas de profiter de cette leçon de la guerre du Transwaal. De là à présager qu'ils engageraient dans la bataille au maximum leurs corps actifs, il n'y avait qu'un pas à faire. Et combien le firent ! Bref, à part quelques modifications de détail, la doctrine du « Tapez dans le tas », exagération de la vraie et raisonnable doc-

trine de l'offensive, sembla triompher, alors qu'elle aurait dû sombrer dans le ridicule.

L'Extrême-Orient nous offrit une nouvelle occasion de mettre au point notre doctrine de guerre. La lutte entre Russes et Japonais donnait à réfléchir par sa durée, sa forme nouvelle, les moyens modernes qu'elle mettait en œuvre. Les Russes s'étaient enterrés dans d'immenses tranchées sur un front de plus de cent kilomètres ; la bataille se transformait en une guerre de siège à Moukden et à Port-Arthur. C'était nouveau. Le chef de notre mission militaire revint en France et exposa dans un rapport les conclusions de cette guerre. On peut dire qu'il lançait dès 1906 le fameux mot : Des canons, des munitions. Il insistait également sur la nécessité d'une artillerie lourde de campagne. A ce propos, chacun pouvait remarquer que l'Allemagne, en retard sur nous en 1892, avait pris de l'avance et que ses projets budgétaires pour l'accroissement de son artillerie lourde étaient importants. Un théoricien militaire renommé, un artilleur merveilleux, qui fut un des créateurs de la tactique de l'artillerie de campagne et un apôtre de la liaison des armes, se présenta alors. Il fut le sauveur du budget menacé. Son opinion était considérable, et ce pontife fut écouté avec avidité. Il démontra que nous n'avions nul besoin d'artillerie lourde de campagne, qu'il était inutile d'encombrer les colonnes de pièces de gros calibre, que le 75 suffirait à toutes les besognes, et que le seul reproche qu'on pouvait adresser à ce merveilleux canon, c'était précisément d'être déjà trop lourd. Donc, si les Allemands faisaient des bêtises, ce n'était pas une raison pour les imiter. Toute l'Ecole dont il était le chef respectueusement écouté applaudit à ce langage. Le ministre des finances était ravi. Nous n'eûmes point d'artillerie lourde.

On admit l'importance de la fortification de campagne « dans un but offensif » ; ce seul mot fit passer la chose et notre infanterie vit sa dotation en outils portatifs fortement augmentée. Enfin, la guerre de Mandchourie avait mis en évidence la valeur de la mitrailleuse dont les Russes et Japonais n'avaient qu'un petit nombre d'exemplaires. La réalisation de notre organisation de mitrailleuses fut timide, car tout se compliqua. La doctrine de l'engin était mal établie. Quelques-uns se trouvèrent gênés par cette arme nouvelle dont ils ne savaient que

faire; d'autres déclarèrent qu'ils ne croyaient pas en la mitrailleuse, et enfin les techniciens eurent chacun leur modèle préféré. Un industriel en vendait une toute faite et fort bonne; les fantassins en inventèrent une; les artilleurs en imaginèrent une autre. La question n'était pas encore résolue en juillet 1917! Elle vient de l'être. Heureusement que l'on n'avait pas attendu cette époque pour quadrupler le nombre de nos mitrailleuses et en préciser le mode d'emploi!

On aurait pu tirer de cette guerre russo-japonaise des enseignements beaucoup plus complets, si ceux qui connaissaient à fond la Russie, les chefs russes et les habitudes russes avaient pu ou osé en parler. Mais les Russes étaient nos alliés. Par nécessité et par politesse, il fallut se contenter de quelques timides allusions, même quand de retentissantes révélations et de scandaleux procès furent venus éclairer d'un jour singulier les événements de cette guerre de Mandchourie. Les récents événements du « front oriental » m'évitent d'insister davantage et permettent au lecteur de comprendre pourquoi l'on eut tort de conclure que l'enfoncement des fronts était possible avec les moyens dont disposaient les Japonais. Or, on tenait absolument à cette conclusion. Voici pourquoi : chacun sait que la doctrine allemande était celle de l'enveloppement par les ailes. Pour ne pas la copier, nous avons une préférence marquée pour l'écrasement du centre. D'autre part, il était évident, et les journaux allemands en faisaient grand bruit, que la stratégie d'Oyama était calquée sur la moltkienne. C'était de Moltke qui avait triomphé à Liao-Yang en enveloppant la gauche russe. Napoléon devait prendre sa revanche. On en trouvera l'occasion à Moukden. Il demeura entendu que cette victoire était surtout due à l'enfoncement du centre russe. En cet endroit les Russes étaient nombreux. Dans de belles tranchées avec réseaux de fils de fer, et il paraît qu'ils avaient des cartouches. Je crois me souvenir que sur ce front immense qu'ils enfoncèrent, les Japonais ne disposaient guère que de leur artillerie divisionnaire du calibre 76, laquelle tira à peine 100 coups par pièce et par jour pendant ces huit jours de bataille. A ceux qui savent ce que c'est qu'un feu nourri d'infanterie retranchée et à ceux qui savent l'effet produit par un 77 dans le voisinage d'une tranchée, je pose cette simple question: « Croyez-vous que les Japonais, même supposés être tous

des héros, aient enfoncé ce front avec de si ridicules moyens? Est-ce que le rouleau russe n'aurait pas tout simplement fait machine en arrière, abandonnant une partie dangereuse dont il se désintéressait totalement après deux ans de guerre? »

Les Balkaniques terminèrent la série des « guerres d'Etude », avant de participer eux-mêmes à la grande guerre. Nous n'avions plus d'alliés officiels en cause, mais nous avions des amis et des clients, des gens qui nous devaient de l'argent et nous avaient acheté des canons. Ils furent victorieux. Ce fut le premier triomphe du 75. Le succès des armées bulgares fut transformé par les journalistes français en une victoire de notre armement et de nos méthodes. On eut un avant-goût de la Revanche et la prise d'Andrinople fut la réplique de celle de Metz en 70. Les Turcs avaient été instruits par von der Goltz et avaient des canons Krupp. On cria à la faillite des théories du grand Etat-Major allemand, sans prendre garde au triste état matériel et moral des troupes, sans prendre garde que les Bulgares, nos préférés d'alors, étaient les meilleurs élèves des Allemands, que leur méthode de guerre et même leur uniforme étaient allemands. Le plan de mobilisation bulgare et surtout la marche des armées bulgares faisant irruption en masse au delà de la frontière, utilisant les routes à plein rendement, dévalant des montagnes à toute vitesse, avançant brutalement comme une gigantesque vague de fond était tout ce qu'il y a de plus *made in Germany*. Si Tchataldja était un avant-goût de la guerre de tranchées, l'invasion de la Thrace aurait dû faire trembler la Belgique. La suite de l'histoire a permis aux Bulgares de nous prouver de quel côté étaient leurs sympathies militaires.

Les Grecs avaient eu la victoire facile et une mission française était à Athènes. L'ex-roi de Grèce sut quelques mois après la victoire décocher à son adresse quelques paroles agréables... à Guillaume. Et on se demande alors ce qu'il restait de justifié dans cette explosion de joie française qui accueillit la nouvelle de la victoire de Kirk-Kilissé et la prise d'Andrinople.

Le temps manqua pour étudier cette guerre en détail et pour mettre en lumière ses conséquences pratiques. Les ouvrages qui parurent furent plutôt des récits de voyages avec quelques aperçus militaires. Un des principaux auteurs vit très juste-

ment la puissance de la fortification et son rôle grandissant; c'est sans doute parce qu'il était « de la partie ». Il insista sur la nécessité des tranchées étroites et profondes avec traverses et abris, sur l'importance du fil de fer, des grenades et encore une fois de l'artillerie lourde. C'était faire renaître le conflit entre l'artillerie de gros calibre et l'artillerie de campagne. Encore une fois le canon fut tiré d'affaire. Un inventeur s'en chargea : il imagina la fameuse plaquette à tir courbe qu'il suffisait de visser sur l'ogive de l'obus pour que le canon de 75 devînt du même coup un obusier. Inutile de dire que ce tir, aujourd'hui complètement abandonné, ne donna jamais que des résultats médiocres, fatiguant outre mesure le matériel.

On avait néanmoins mis en chantier quelques batteries lourdes; on décida la création de régiments d'artillerie lourde. La mobilisation les surprit en pleine période d'organisation.

Il n'entre pas dans le cadre de la présente étude d'examiner les doctrines stratégiques. Je citerai simplement la conclusion du livre le mieux fait sur la guerre balkanique, livre dont nous venons de parler :

« Andrinople a joué le rôle que définit Napoléon (lui, toujours lui !) et qu'il dévolue aux seules places fortes : affaiblir et retarder un ennemi vainqueur. Est-ce à dire que dans tout espace de frontière libre il faille une place ? Je réponds énergiquement : Non. Peu de places, mais très fortes, placées aux points de passage obligés des grandes armées et au cœur pour sa capitale. Telle est ma conclusion. Il n'est pas un officier imbu des doctrines de l'Ecole de guerre qui ne s'y rallie. »

Je demanderai alors aux officiers imbus des doctrines de l'école de guerre si la Belgique était une voie d'invasion ? A ceux qui proclamaient la faillite de la fortification, je leur demanderai s'ils ont vu les tourelles de 75 du fort de Douaumont absolument intactes, malgré les effroyables marmitages français et boches qui en ont complètement bouleversé la surface ? A ceux qui croient encore aujourd'hui qu'un fort s'enlève en un clin d'œil, je demanderai si l'exemple de Troyon n'est pas là pour montrer toute la valeur d'un béton quand les défenseurs sont décidés à se défendre jusqu'au dernier?

On avait eu tort d'assimiler Port-Arthur et Andrinople et des places fortes françaises défendues par des troupes françai-

ses. Pour ma part je connais plusieurs officiers, « imbus des nouvelles doctrines » qui ont changé d'avis.

III

Le résumé de la doctrine française d'avant guerre se trouve dans les Règlements des diverses armes et est condensé dans un véritable bréviaire de tactique qui s'appelle: Règlement sur le Service des Armées en Campagne. Je viens de le relire. Demeuré depuis longtemps au fond d'une cantine, il est presque neuf. Il date de décembre 1913. Huit mois avant l'application ! Quelles méditations il inspire !

Le rapport de la Commission qui est, en quelque sorte, la préface du volume montre la volonté de faire un règlement offensif à outrance. En voici un passage : « Le décret de 1895 (c'est le précédent règlement que celui-ci est destiné à remplacer) considère la défensive comme un moyen d'attirer l'ennemi sur un terrain où l'on croit pouvoir lutter dans de bonnes conditions. De là à accepter que la valeur d'une position puisse déterminer le commandement à préférer la défense à l'attaque, il n'y a pas loin et aucune conception n'est plus dangereuse. » Ceux qui ont suivi les cours de l'Ecole de guerre retrouvent dans cette phrase l'anathème prononcé contre la théorie des positions à propos de celles de Cadenbronn et autres avoisinantes. Depuis, il y a eu le Grand Couronné et Verdun ! Et tous les jours c'est la bataille pour les positions qui gardent et protègent les observatoires.

Ce même règlement, obligé de consacrer un chapitre spécial à la Division sur la défensive, a bien soin de le terminer par un paragraphe qui s'appelle, en grosses lettres : « Passage à l'offensive. »

Ce malheureux décret de 1895, qui avait eu force de loi pendant vingt ans, est encore pris à partie à propos de l'attaque. Il considérait que celle-ci comprenait deux phases, l'une de préparation, l'autre de décision. Le Règlement de décembre 1913 n'en veut qu'une seule : l'attaque à fond, tout le monde à la bataille, jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche : « Chacun ne doit avoir qu'une seule pensée, aller de l'avant quand même... La chaîne d'attaque est renforcée à mesure que les vides s'y produisent, ne s'arrête que pour

reprendre haleine. » Ce n'est certes pas par manque d'énergie que péchait le nouveau réglement.

A force d'avoir commenté et accommodé les enseignements et les maximes de l'art de la guerre napoléonienne, on s'en est totalement écarté. Nous sommes loin en 1914 de la manœuvre habile et préparée de l'Empereur, des attaques dosées et mesurées, du doigté de génie dans l'exécution. C'est la bataille brutale, bestiale, à coups d'hommes ; c'est la tactique du taureau qui fonce tête baissée sur tout ce qu'on lui présente. Ce n'est plus Arcole ou Austerlitz, c'est le carré de Wagram, ce sont les coups de massue désespérés de Mont-Saint-Jean ; c'est pis encore : c'est la masse boche ivre de sang et d'alcool lancée par un fou furieux sur l'Yser.

Tel était le Règlement, tel on l'enseignait dans les écoles même avant qu'il n'eût reçu la consécration officielle du décret.

A Saint-Cyr et à Saint-Maixent, l'instructeur allouait à un des élèves, promu à la dignité de caporal, les quatre hommes classiques et obligatoires de toute patrouille française ; puis il les plaçait au centre d'un terrain, véritable tapis de billard. Tout à coup, il supposait que cette patrouille recevait des feux violents partant d'une lisière de bois à 200 mètres de là. Que faites-vous ? Malheur à celui qui hésitait ! Honte à celui qui s'arrêtait ! « J'attaque », telle était la réponse gabarit, et celui qui avait réellement l'esprit offensif s'élançait menaçant en criant : « En avant ! à la baïonnette ! »

A l'Ecole de guerre, la fameuse brigade mixte, au hasard de ses pérégrinations, se trouvait en présence d'une série de points d'appui fortifiés et solidement tenus. Il n'y avait qu'une solution : attaquer. Un peu plus de bataillons sur tel village, un peu moins d'infanterie sur tel bois, beaucoup plus de canons prêts à intervenir sur l'objectif choisi, mais tout le monde à l'attaque. Et chaque bataillon enlevait en un clin d'œil son objectif. Bien mieux, on trouvait encore le moyen de venir ensuite en aide aux voisins. J'ai connu un élève qui simplifiait le travail intellectuel ; les quinze premiers jours du mois il attaquait par la droite, les quinze derniers c'était par la gauche qu'il manœuvrait ; mais il attaquait à tous les coups et par toutes les situations. Sa solution était toujours fort acceptable et très souvent conforme à la solution type. Pour les travaux de fortification, on consentait avec peine à se

retrancher pendant deux heures et en spécifiant bien que c'était dans un esprit offensif ; on avait à peine calculé le nombre de pelles, de pioches, de voitures d'outils nécessaires qu'il était grand temps de se porter en avant. Résoudre le thème de barbette sans faire une tranchée était le comble de l'élégance et le triomphe du grand art.

La stratégie courut de concert avec la tactique dans cette « fuite en avant ». Les fortifications permanentes sont des choses chères, gênantes, inutiles et l'on voudrait bien voir quelques bétons de l'Est remplacés par des croupes favorables au déploiement de l'artillerie de campagne. Deux fameuses conférences, faites en 1911 pour convaincre les Membres du Conseil Supérieur de la guerre qui n'étaient pas, dit-on, suffisamment dans le « mouvement en avant », sont demeurées célèbres. Elles firent à ce moment-là un certain bruit et même quelque scandale. Leur auteur a été tué en merveilleux soldat, à la tête de sa brigade, au début de la campagne. Il y avait dans ces deux conférences des phrases dans le genre decelle-ci : « Dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des sûretés. » On ne pouvait plus nettement inciter l'ennemi à nous préparer des embuscades dans lesquelles il excella — et des « becs de gaz » à grandes dimensions contre lesquels vinrent se briser les efforts de nos meilleures troupes.

Les dernières générations militaires, les nouvelles couches, avaient dépassé le but que s'étaient proposé les fondateurs de la doctrine moderne française. Ceux-ci avaient voulu, avec raison, réagir contre cette défensive néfaste qui fut une des causes principales de nos désastres. Ils avaient fort bien vu, ces fondateurs expérimentés et pondérés, que la troupe française était, est, sera toujours follement offensive, et que le mot de Napoléon III, fin juillet 1870 : « Soldats, je ne crains que votre trop grande ardeur offensive », sera toujours vrai. Il leur avait donc suffi de prescrire aux chefs l'offensive judicieuse et ceux-ci, avec l'enseignement et l'armement qu'on avait alors, n'y eussent point manqué. Le Règlement de 1895 atteignait la juste mesure et l'armée à cette époque était pourvue des moyens nécessaires à un rendement maximum des offensives entreprises.

En 1914, la théorie de l'offensive était devenue un dogme ; le nouveau Règlement décidait que, hors de ce dogme, il n'y

avait point de salut. Les commentateurs de ce règlement, les prédicateurs officiels de la doctrine, entraînés par leur conviction, par leur ardeur, et par je ne sais quelle aberration, aboutirent à une exagération absurde de cette offensive, à des prescriptions déraisonnables et dangereuses, à une conception fausse de la guerre future, à une doctrine théorique dont ils prêchaient partout la mise en action immédiate, violente et incessante. C'est cet aboutissement que l'on a baptisé justement : l'hystérie de l'offensive.

IV

Et ce fut la guerre... On appliqua les règlements. Ce fut l'échec. Non pas l'échec de l'offensive, — elle seule, aujourd'hui comme demain, procurera le résultat décisif, la victoire, — mais ce fut la banqueroute de l'« hystérie de l'offensive ». On mit quelque temps à s'en apercevoir. Chacun de nous a présentes à la mémoire certaines attaques de fin 1914-début 1915 qui furent de véritables aberrations du bon sens.

Voyons rapidement, en reprenant nos règlements d'avant-guerre, ce que devinrent dès le premier mois de guerre leurs prescriptions antérieures, au dur critérium de la réalité. Voici quelques phrases du Règlement du service en Campagne au Chapitre Cavalerie : « Il y a un élément de succès que le chef ne trouvera qu'en lui-même, c'est la résolution d'attaquer. » « Le combat à cheval, à l'arme blanche est le mode d'action principal de la cavalerie. » Enfin cette perle est à enchâsser : « L'accroissement de la puissance du feu donne à la cavalerie audacieuse des occasions d'intervenir plus favorables et plus fréquentes qu'autrefois. » C'est à croire qu'il n'y avait que nous qui avions des fusils à tir rapide et à grande portée ! Bref, la cavalerie devait rechercher la cavalerie ennemie, la provoquer en champ clos pour la mettre hors de cause, aspirer à la mêlée à l'arme blanche, au tournoi. Il n'y a qu'une manière de « les avoir », disait le dernier cours de Cavalerie de l'Ecole de guerre, « c'est d'être plus téméraire qu'eux ». On prêtait ainsi aux cavaliers allemands une audace qu'ils n'eurent point. On les vit peu et certainement pas comme on s'attendait à les voir. Les nôtres furent follement téméraires. A cheval, à l'arme blanche, la cavalerie française n'a rien pu faire. Voulant agir comme elle avait appris et

comme le règlement le lui prescrivait, elle s'est fait démolir en pure perte dans d'épouvantables guet-apens. Elle a servi, elle a été utile, mais la mission qu'on lui avait assignée était impossible à remplir. Il y a des éléments contre lesquels on ne lutte pas à cheval, en reconnaissance, en éclaireurs, en fourrageurs ou en colonne d'escadrons : le fusil à tir rapide, la mitrailleuse, les défenses accessoires et les obstacles hâtivement placés sont de ceux-là. Notre cavalerie a chargé, elle s'est dépensée sans compter, mais pour quels maigres résultats! En septembre 1914, après un mois de campagne, les divisions étaient toutes, ou peu s'en faut, éreintées, vidées, claquées. Et on leur a demandé de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices. On leur a demandé de boucher des trous, de rétablir des situations, d'assurer des liaisons incertaines. Joyeusement la cavalerie a fourni tout ce qu'on lui demandait. Elle a voulu mourir (car elle est morte, quoi qu'en pensent certains) en beauté. C'est dans les boues de Belgique, sur les bords de l'Yser qu'elle a trouvé son apothéose et écrit sa plus belle page de gloire : les charges contre la ruée furieuse des masses allemandes, charges à bout portant, à la lance... et à pied.

L'infanterie était imbue de la doctrine offensive. Elle attaquait en lignes de tirailleurs très denses, étayées par des soutiens, appuyées par des réserves. Il était bien entendu que l'artillerie devait appuyer la progression de l'infanterie, mais celle-ci devait également, dans certains cas surtout, compter sur l'appui mutuel de ses divers éléments et sur la valeur morale de l'offensive. Chose curieuse, ce feu auquel on reprochait son manque d'efficacité dans la défensive devenait tout puissant dans l'offensive. Après avoir montré dans les écoles de tir que le tir collectif était un gigantesque et maladroit coup de balai qui n'était guère dangereux, que bons, médiocres et mauvais tireurs donnaient un même pourcentage de balles au but quand ils tiraient en groupe, que les objectifs de guerre étaient invisibles (ce qui était bien vrai), après avoir conclu que ce feu défensif était tout à fait insuffisant pour arrêter un ennemi décidé à avancer coûte que coûte, on admettait en même temps que ce feu d'infanterie devenait effroyable dès qu'il était offensif; aussi était-il convenu que le feu des éléments momentanément arrêtés permettait la progression des fractions en mouvement.

Une des erreurs fondamentales a été propagée par les soi-disant spécialistes des Ecole de Tir, et par je ne sais quels auteurs d'impressions de combattants. Elle consistait à affirmer que le feu d'infanterie avait son efficacité maximum entre 600 et 1.000 mètres, qu'à partir de 400 mètres il perdait en justesse et par suite en effet moral et que, lorsque l'on était parvenu à moins de 200 mètres de l'ennemi, le tir de celui-ci était tellement déréglé, affolé, « de femme saoule », « dans le bleu » que l'assaillant n'avait plus rien à craindre de ce feu. Quand l'artillerie accompagnait par son tir la marche de l'infanterie, elle devait cesser son feu quand l'attaque était parvenue à 200 ou 300 mètres de la ligne ennemie (400 mètres d'après le Règlement si l'on tirait fusant, 200 quand on tirait percutant). Le fantassin de la chaîne de tirailleurs restait donc seul devant l'ennemi, à 200 mètres, ce qui pour les théoriciens n'avait aucun inconvénient, puisqu'il était établi et tout au moins entendu et professé qu'à partir de 200 mètres, le défenseur était réduit à la triste nécessité de décamper au plus vite, de se rendre, ou d'attendre la mort sans la donner. Ce sont ces théories extraordinaires des Ecoles de Tir, établies sur les affirmations non contrôlées d'étrangers bavards, sur les ridicules expériences de polygone, ou sur les fantaisies d'une imagination toujours prête à prouver les prescriptions des règlements, qui nous ont valu les pertes sérieuses de certaines attaques considérées comme faciles et qui ont fait que, deux mois après la mobilisation, plus de la moitié des chefs de section d'infanterie était hors de combat.

Tous l'avaient, l'esprit offensif. Combien de lieutenants sont tombés fauchés par le feu rapide et ajusté de Boches couchés à 50 mètres dans un champ de blé ! Et ils ont encore eu la force de se retourner vers leurs hommes, leur criant le fameux: « En avant, à la baïonnette ! » décidément entré dans les réflexes des cadres français.

La préface du règlement de manœuvres d'infanterie d'avant la guerre contenait une phrase que j'ai retenue, car elle me laissa toujours rêveur. Elle est à peu près celle-ci : « L'augmentation de la portée des armes et de la rapidité du tir est toute entière en faveur de l'offensive. » C'est à croire que l'on supposait que les Allemands partiraient en campagne avec des cartouches à blanc ! Je me rappelle aussi avoir entendu un ins-

tructeur d'une de nos grandes écoles tenir à ses élèves le discours suivant : « Il ne s'agit pas de tirer pour tuer des ennemis, il faut tirer pour avancer. » Les idées humanitaires faisaient des progrès partout ! Qui veut trop prouver ne prouve rien; mais il est regrettable que l'on ait édifié des doctrines et produit des règlements sur de telles fautes de raisonnement et sur un tel mépris du bon sens. En réalité, le feu de l'infanterie fut très meurtrier aux moyennes et aux petites distances. Le soldat tirait et tirait juste quand il avait confiance en lui et en son arme. Il y aurait eu foi bien davantage si l'on eût développé dans de meilleures conditions l'instruction du tir et le perfectionnement du tireur. Mais on ne croyait pas au tir. On était persuadé, d'après les récits de trop fameux témoins oculaires, que l'homme au combat baissait le nez, levait le fusil, appuyait sur la détente avec nervosité et que le coup partait dans le bleu. Nos hommes ont bien tiré, ajusté leur Boche à 400 mètres comme à 20 mètres, dès que l'habitude fut prise d'entendre siffler les balles ; et, n'en déplaise aux fabricants de récits fantaisistes et de chansons de café-concert, même à portée de baïonnette, c'est encore le coup de fusil qui règle la question.

La tactique de l'artillerie allait se modifiant et se perfectionnant chaque jour. Jusqu'en 1906 ou 1908 on exposait dans les cours ce mécanisme de la lutte d'artillerie prélude de toute bataille. C'était tout à fait gentil et simpliste. Une batterie française ouvrait le feu pour appuyer son infanterie ; elle était bientôt prise à contre-partie par une batterie ennemie. Une batterie française, dite de contre-batterie, ouvrait immédiatement le feu pour dégager sa voisine et elle criblait de projectibles la méchante batterie boche qu'elle voyait fort bien au tableau noir. Mais alors, une deuxième batterie boche prenait à partie cette contre-batterie française, d'où intervention d'une troisième batterie pour la dégager, etc., etc... La victoire, et on ne saurait nier que le raisonnement ne fût mathématique, appartenait à celui qui engageait le dernier sa dernière batterie. Car alors, ce loup mangeait le chien, le chien mangeait le chat, le chat mangeait la souris, etc.... Que le lecteur ne croie pas que j'exagère. Il lui suffira de se reporter aux cours de cette période et aux livres de l'inventeur de la lutte d'artillerie, l'un des grands maîtres d'avant-guerre de l'artillerie française.

Notre artillerie avait modifié cette doctrine un peu simplette et évoluait nettement vers l'appui constant et total de l'infanterie. Ce fut avec raison. La lutte d'artillerie ne s'alluma pas et ne fut pas effroyable, les batteries se rendant aussi peu repérables que possible. Ce fut le fantassin, lequel essayait pourtant lui aussi de se rendre invisible, qui encaissa tout. Le Règlement de 1911 eut tort de supprimer l'ancien texte : « L'artillerie prépare l'attaque de l'infanterie. » Toute la guerre actuelle n'est qu'un immense développement de cette ancienne petite phrase. Néanmoins il disait nettement : « Il est aujourd'hui reconnu que le rôle essentiel de l'artillerie est d'appuyer les attaques de l'infanterie en détruisant tout ce qui s'oppose à la progression de ces attaques. » Le but était de savoir quel était ou quel allait être ce « tout ce qui s'oppose à la progression ». Il est vraisemblable qu'on l'estima à peu de chose, car on n'avait pas prévu l'énorme consommation de munitions que demandait une telle mission largement interprétée. Après la Marne, les coffres et les arsenaux étaient vides.

Le général Langlois, qui fut hostile au développement de notre artillerie lourde, avait insisté de toutes ses forces sur la nécessité de la liaison des armes. Ce fut une de ses grandes préoccupations. Aussi, malgré son énorme erreur, devons-nous lui être reconnaissants d'avoir fait adopter le 75 et d'avoir travaillé sans cesse à la communauté d'action entre l'infanterie et l'artillerie. Ce principe de la liaison était posé et bien posé ; mais la solution fut toute théorique et toute de paperasse et de verbiage. On répétait à l'unisson les vieux clichés dont la banale généralité marque l'absence de réalisation : liaison par le haut, liaison par le bas, liaison morale, etc... ; comme résultat pratique, ce fut à peu près le néant. La plupart des garnisons d'infanterie et d'artillerie étaient distinctes (ce n'est pas la faute des militaires, mais plutôt l'influence inattendue et décisive de conseils municipaux). Il en résultait que jamais une petite unité d'infanterie ne manœuvrait en liaison effective avec une batterie ; les grandes manœuvres se déroulaient avec une telle rapidité qu'il était impossible de songer espérer un enseignement quelconque à ce sujet. L'infanterie n'avait pas une fusée, pas un signal pour correspondre par signes conventionnels avec notre artillerie. Les téléphones aussi bien pour les régiments que pour les batteries

étaient dotés d'un fil ridiculement court et destiné à mille autres usages. On savait bien que l'on devait agir en liaison, mais on n'en avait pas les moyens. Je me rappelle qu'un certain jour de septembre 1914, une de nos batteries avait pris une de nos compagnies comme objectif. Il fallut un peu plus d'une heure pour que le cavalier envoyé par le chef de bataillon parvînt à trouver la batterie et à faire cesser le tir. Ce tir fut, en effet, décalé et reporté sur la ligne boche. L'infanterie s'avisa que les boches décampaient sous nos obus. Mais impossible d'avancer, puisque notre batterie continuait à tirer. Il fallut renvoyer le cavalier, d'où une bonne demi-heure de perdue, pendant laquelle les Allemands avaient eu le temps de nous fausser compagnie.

Nous pensons avoir montré suffisamment et sans acrimonie avec quelle rigueur l'implacable réalité s'opposait aux conceptions des théoriciens militaires, et comment se trouvaient à demi ruinées, en un mois de guerre, les prévision de quarante années d'études.

« Mais il y a eu la Marne », direz-vous. Eh oui, précisément — il y a eu la Marne, c'est-à-dire l'abandon de toutes les théories préconisées et dont nous venions de constater l'effondrement, c'est-à-dire le retour au bon sens sous la pression des nécessités, la victoire arrachée à l'Allemagne, au moment où elle la croyait assurée, par un violent sursaut de la race française profitant d'une énorme faute des Allemands. Qu'est-ce que la Marne, en effet, sinon « l'ennemi amené sur un terrain où l'on croit pouvoir lutter dans de bonnes conditions », phrase du règlement de 1895 déjà citée et formellement condamnée par le règlement de décembre 1913 ?

Qu'est-ce que la Marne, sinon l'arrêt des attaques allemandes sous le feu d'une infanterie résolue à ne pas lâcher un pouce de terrain? « Aujourd'hui, on ne recule plus, on se fait massacrer sur place plutôt que de céder d'un pas », avait dit le maréchal Joffre. Qu'est-ce que la Marne, sinon l'écrasement des colonnes d'assaut allemandes par l'artillerie française et la préparation des offensives françaises par un feu violent de toutes nos batteries qui vidèrent leurs coffres, alors que l'artillerie allemande, trop éloignée de ses convois de munitions, ne pouvait riposter avec la même énergie? Qu'est-ce que la Marne, sinon une immense contre-attaque bien prépa-

rée, bien étudiée, menée par des gens qui « en veulent », contre des troupes éreintées, épuisées, abruties, ivres de fatigue, de pillage et de vin français?

On prête cette phrase au maréchal Joffre : « J'aurais dû gagner Charleroi et perdre la Marne.» Il est vraisemblable que ce mot, comme beaucoup d'autres, n'a jamais été dit. Si les ordres donnés pour la concentration et la contre-offensive sur la Sambre avaient pu être exécutés, il est certain que, d'après le règlement de 1913 et d'après les théories de l'Ecole de guerre, la bataille de Charleroi aurait pu être une victoire française. Peut-être, le maréchal Joffre aurait-il dû gagner Charleroi et perdre la Marne. Mais les faits sont là et ils suffisent.

Mais il y a plus fort. Savez-vous qui a fait perdre la bataille de la Marne aux Allemands? C'est Napoléon lui-même et son bon élève de Moltke. Ce n'est point un paradoxe. Lisez Napoléon, lisez Moltke, et vous y trouverez développée cette idee que la prise de la capitale est une opération secondaire qui importe peu au développement des opérations. Pour l'un et pour l'autre de ces grands capitaines, le but de la guerre, c'est de détruire dans le plus bref délai les forces ennemies en campagne, l'armée ennemie. Celle-ci vaincue, la capitale tombe toute seule, de même que l'on cueille une pomme quand le pommier vient d'être abattu. Donc, d'abord mettre hors de cause l'armée ennemie,— ensuite se préoccuper de la capitale. C'est ainsi que, marchant sur Paris fin août 1870, Moltke infléchit ses armées entre Meuse et Argonne pour courir sus à l'armée de Mac-Mahon. Ainsi agit von Kluck en septembre 1914.

Voici à ce sujet une anecdote curieuse que j'ai de sérieuses raisons de croire vraie. En 1912, un Kriegspiel avait eu lieu au Grand-Etat major allemand. La situation étudiée était sensiblement la même qu'au 1er septembre 1914. Von Kluck était chef de parti. Il s'agissait précisément de choisir entre deux alternatives : marcher sur Paris ou continuer la poursuite de l'armée française supposée en pleine retraite. Von Kluck marcha sur Paris. Ce fut la gaffe. A la critique, le directeur de l'exercice l'écrasa sous les textes. Napoléon, Clausewitz, Moltke furent cités. Von Kluck fit amende honorable et se déclara convaincu. Le 1er septembre 1914, le problème se posa encore

à lui. C'était la veine du candidat qui tire la question qu'il a étudiée la veille. Von Kluck ne voulut pas « faire la gaffe » et il infléchit sa droite à la poursuite de l'armée française, laissant Paris sur son flanc et, dans le camp retranché, l'armée de Maunoury intacte. On connaît la manœuvre Joffre-Galliéni qui s'en suivit.

Et voilà comment Napoléon nous a permis de remporter la victoire de la Marne. Si von Kluck n'avait pas agi selon Napoléon, Paris risquait fort l'occupation allemande. Quelles conséquences incalculables ! C'est le grain de sable de Cromwell et le nez de Cléopâtre dans le domaine de la stratégie. Depuis, von Kluck doit s'être souvent repenti d'avoir appris Napoléon et Moltke.

V

Les Allemands, cette anecdote le montre, ne nous avaient pas laissé le monopole de l'erreur. Eux aussi avaient fait de grosses fautes de prévision. Il faudrait plusieurs pages pour les énumérer, et il est évident que, s'ils avaient prévu la situation actuelle, ils n'auraient jamais déclaré la guerre. Cependant leur esprit de méthode, leur préparation minutieusement prévue jusque dans le détail, leur déclanchement au moment choisi par eux et propice pour eux, étaient autant de facteurs et d'éléments de supériorité sur nous. Disons aussi, avouons-le, qu'ils surent voir et prévoir, sinon plus juste, du moins plus large et plus pratique.

Puisque nous avions tant travaillé, tant étudié, d'où vient que nous nous étions si bien trompés? Puisque nous avions suivi pas à pas dans chaque guerre l'évolution de la tactique, comment se peut-il que les enseignements tirés de ces guerres soient devenus tout d'un coup vains et faux ?

Avant de rechercher les causes de cette faillite de l'histoire militaire, nous répétons qu'il ne s'agit nullement de s'attaquer à des réputations ou à des personnalités. Il ne s'agit pas davantage de rechercher toutes les causes de nos erreurs, mais seulement de trouver quelques enseignements qui pourront trouver leur application dès maintenant.

L'histoire militaire placée à la base de nos études était envisagée beaucoup trop pour elle-même et pas assez comme élément de déductions ou de discussions. Les seuls qui tiraient

des conclusions de ces études les présentaient sous forme de dogmes établis et indiscutables.

On ne savait pas étudier l'histoire, telle est la vérité. On était fasciné par cette idée *à priori* que les principes de la guerre étaient éternellement vrais et que tous les raisonnements et toutes les déductions devaient en démontrer l'éternelle continuité. « La justesse des décisions, écrivait un de nos plus grands théoriciens, s'inspire toujours des mêmes considérations que par le passé. Les perfectionnements de l'industrie modifient la forme de la guerre, mais sans provoquer de révélations, sans atteindre en rien les principes fondamentaux. »

Les événements de l'histoire militaire étaient trop étudiés comme des fragments isolés dans l'espace et dans le temps. Or, il faut au contraire les envisager dans le cadre qui les vit se dérouler, dans l'ambiance politique-industrielle du moment et du milieu. La guerre du temps de Louis XIV est absolument incompréhensible à quiconque ne fait pas un effort sérieux et des études préliminaires complètes pour se représenter la situation générale, le recrutement, l'armement, l'organisation, les services, l'état d'esprit de ces armées et de leurs chefs au moment envisagé, l'état politique, économique, religieux des pays en lutte, les circonstances géographiques, climatiques et autres influençant les zones d'opérations. Si la tactique des armées républicaines fut différente, c'est parce que tout avait été modifié, en apparence tout au moins. Qu'il me soit permis de citer ici et un peu plus loin un texte d'un Boche qui mettait en garde les officiers du grand Etat-Major contre cette factieuse tendance : « Bien que l'histoire, dit Bernhardi, nous prouve la nécessité d'envisager chaque guerre future comme dépendant de conditions nouvelles, les esprits médiocres en reviennent cependant à considérer les leçons de la dernière guerre comme absolues. Pour ceux qui voient plus loin, il est clair qu'à envisager les faits sous cet angle, on court au-devant de catastrophes, car c'est enrayer la poussée des énergies nouvelles, que de leur opposer la résistance passive des événements écoulés. » Il n'y avait cependant pas que des esprits médiocres pour étudier l'histoire militaire. Et pourtant, les mieux avertis avaient tendance à appliquer à la guerre future les leçons tirées des campagnes d'il y a un siècle.

Les campagnes de 1792 à 1815 étaient la partie la plus intéressante, mais aussi la plus indigeste de la préparation à l'Ecole de guerre. Napoléon triomphait à l'Ecole. Il y était chez lui. On pensait bien en les étudiant et en les admirant qu'il n'y avait à ce moment-là — ni cartes — ni télégraphes — ni chemins de fer — ni avions, — ni même de bonnes routes, et malgré tout, on prenait l'habitude de parler d'étapes, de kilomètres, de journées de marche. On savait bien que l'Empereur avait manié, surtout pendant les dix premières années, des armées qui tenaient dans un mouchoir de poche, et néanmoins on parlait, pour les masses modernes, d'ailes, de derrières, de lignes intérieures, etc., alors qu'il eût fallu parler de journées de chemin de fer, de réseau ferré et routier, de convois automobiles, de lignes continues. Il était entendu que, depuis Napoléon, une armée faisait 20 kilomètres par jour en moyenne; et voilà que les armées allemandes, débouchant de la Belgique, dévalent à travers la France à raison de 40 kilomètres par jour et serrent sur l'Aisne et la Marne en masses compactes. On fut stupéfait et la lecture du bref communiqué était angoissante. Qui eût pensé à transporter des régiments entiers en camions-automobiles? Qui eût songé que, par une idée géniale, on transporterait une division entière en taxi et au compteur? Napoléon avait fait la guerre de mouvement, nous continuions à la faire à raison de 20 kilomètres par jour. On savait bien qu'il avait transporté la garde en voiture; on ne pensa pas que les voitures du début du siècle étaient devenues des autobus et des camions. On commençait à y songer au moment où la guerre éclata. Bref, nous étions tellement imprégnés de Napoléon par une étude immédiate, à vues courtes, que nous n'imaginions pas qu'il pût en être autrement en 1914 qu'en 1805. Quelle aberration ! Il semblait que le télégraphe, le téléphone, la T. S. F., les chemins de fer, les autos, les avions, l'artillerie à tir rapide, la poudre sans fumée, l'optique, la chimie, que tout cela qui existait bien (puisque l'on s'en servait comme de moyens commodes) n'influençât en rien la stratégie et la tactique. Si quelque révolutionnaire se hasardait à aventurer quelque timide objection, on lui ripostait par cette phrase dogmatique : « Les procédés peuvent changer, les principes sont toujours vrais. » Non, les principes ne sont plus vrais, ou alors ce que vous

appelez les principes ne sont que des lapalissades. Les seuls principes qui subsistent : attaquer du fort au faible, surprendre et ne pas être surpris, économiser là où l'on se défend pour concentrer là où l'on attaque, ces seuls survivants, un enfant de cinq ans les découvre tout seul en jouant avec ses camarades. La transformation radicale du monde économique depuis Napoléon a détruit peu à peu les principes et a singulièrement modifié la valeur de ceux qui demeurent. « Il est souvent plus dangereux, disait Bernhardi en 1898, de méconnaître l'importance des grandes découvertes que d'apprécier trop haut les nouveautés. Il faut avoir le courage de pousser jusqu'aux plus extrêmes conséquences les idées et les jugements que l'on a reconnus justes et ne pas hésiter à les mettre en pratique. » Ce sera ma dernière citation de ce Boche qui a dit et écrit par ailleurs de nombreuses sottises.

Pour terminer cette discussion et rentrer dans le giron professionnel, rappelons ce mot de Napoléon, qui vivait à une époque où il n'y avait guère de modification industrielle sensible que tous les dix ans : « Il faut changer de tactique tous les dix ans. » Etudier Napoléon comme nous l'avons fait, c'est comme si un élève de l'Ecole Navale essayait de découvrir dans l'histoire de Jean Bart l'art de conduire un sous-marin.

L'histoire militaire pouvait nous offrir quelques bases de discussion, quelques éléments d'un problème dont il s'agissait de découvrir la solution et d'interpréter les données. Si j'osais emprunter un langage algébrique, je dirais que l'histoire militaire fournit les premiers termes d'une fonction compliquée, fonction qu'il faut ensuite intégrer un certain nombre de fois en donnant après chaque opération des valeurs convenables aux nouveaux coefficients. La valeur de ces coefficients dépend des modifications apportées par les lois, le développement de l'industrie, de l'armement, par l'évolution politique des peuples ; le degré de la fonction dépend de la nature des faits considérés et de leur éloignement dans le temps. Puisque tous ces facteurs se modifiaient continuellement, ce n'est pas tous les dix ans qu'il fallait changer de tactique, mais tous les trois ans; actuellement c'est toutes les dix semaines.

L'exagération de ce qui pouvait être juste en 1892 était une grosse faute en 1914. Les conditions du problème n'étaient

nullement identiques. L'Allemagne prolifiait à tel point qu'elle s'augmentait d'un corps d'armée tous les cinq ans ; l'armée qu'elle était susceptible de mobiliser s'accroissait avec une vitesse insoupçonnée, et, pour qui connaissait la hantise du colossal allemand, on pouvait prévoir qu'elle jetterait en ligne, d'un seul bloc, sa masse maximum ; son artillerie lourde devenait formidable ; ses formations de réserve étaient de jour en jour mieux instruites et plus solidement encadrées ; son industrie et son commerce s'étaient développés dans des proportions redoutables. Tout cela aurait dû modifier de fond en comble nos principes tactiques et nos prévisions militaires. Je ne parle pas, à dessein, de nos plans stratégiques, des nouvelles voies ferrées allemandes et de l'intention évidente de violer la neutralité belge.

Alors que nous aurions dû nous méfier, être prudents, nous armer à la dernière mode, nous allions d'un train d'enfer vers l'offensive stratégique et tactique, toujours, partout et quand même. Le boche Alvensleben, l'extraordinaire veinard du 16 août 1870, devenait l'objet de l'admiration générale, sans qu'on prît garde que Moltke l'avait à demi « limogé » avant la fin de la guerre et mis à la retraite aussitôt après. Son nom devint un symbole. « Tapez dans le tas » fut le cri unanime. « Tapez dans le tas, envers et contre tous, envers et contre tout. »

Certes, la théorie de l'offensive était celle qui convenait et elle est toujours celle qui convient. Encore fallait-il la limiter aux cas et aux fronts où elle était possible et fructueuse et imposer partout ailleurs la défensive pure et simple. Mais on attaqua partout, on tapa dans le tas. Nul ne se résignait à se défendre, même quand c'était la seule solution logique. On fit de la « défensive offensive » ; mot hybride que l'on employait encore à regret, ayant bien soin de pallier la bassesse du premier terme par la noblesse du second. On avait raison, mille fois raison d'exalter la toute-puissance de l'offensive, mais on eut tort, cent mille fois tort de méconnaître la nécessité et la puissance incontestable de la défensive. Il fallut, longtemps après l'ouverture des hostilités, cette fameuse phrase du maréchal Joffre : « On ne lutte pas avec des hommes contre du matériel », pour convaincre les récalcitrants.

Si l'on eût étudié sans parti-pris (et les exemples histori-

ques récents non déformés ne manquaient pas) la valeur de la défensive avec l'armement moderne, on eût été amené à déterminer de quels puissants moyens de destruction et de neutralisation on devait doter l'armée offensive. C'est cela surtout que nous pouvons reprocher à la doctrine de l'offensive de la manœuvre et du mouvement qui était la nôtre. C'est d'avoir été partiale, résolument partiale, aveuglément partiale. C'est de s'être payée de mots, de phrases et de soi-disants principes. C'est d'avoir eu des œillères et d'en avoir imposé à ceux qui prétendaient quand même voir et raisonner ce qu'ils avaient vu. C'est d'avoir taxé d'emblée, sans discussion, de non-valeurs ou de pessimistes ceux qui voulaient discuter les doctrines sacro-saintes et désiraient les modifier. C'est surtout d'avoir outré ces doctrines jusqu'à la plus folle témérité et d'en avoir poussé les conséquences jusqu'aux extrêmes limites de l'incohérence. C'est, en un mot, d'avoir tout préparé pour l'offensive, sauf les moyens matériels qui en étaient la condition *sine qua non*.

Aujourd'hui, nous pouvons proclamer que notre tactique offensive est réellement adaptée aux circonstances. Il semble qu'il s'agisse actuellement plutôt d'une question de mise au point de procédés que d'une question de doctrine. La concentration des moyens a prouvé par les résultats obtenus sur la Somme et à Verdun l'excellence de la méthode. Le jour où cette concentration de moyens formidables pourra être réalisée sur plusieurs points à la fois sur chacun des fronts alliés, la victoire décisive et totale sera certaine.

ROGER MAURICE.

PAIX AUX MORTS ET AUX VIVANTS

Paix sur la terre
qui va dormir avec le froid !
Paix à ceux qui sont sa poussière,
dont le corps redevient cette argile première
que modèlera, sous son doigt
énorme et tout puissant, la force de la terre !...

Là-bas des champs, et puis des coteaux, et des combes,
et des fleuves qui vont lentement en fouillant
les terroirs gras, du ciel immense, encor des champs,
des villages épars aussi blancs que des tombes,
et des villes, qui sont de loin
comme l'entassement d'un immense ossuaire
jeté au hasard, dans un coin
du paysage sombre et sévère ;
et, là-bas, des coteaux, et des champs, et, plus loin,
des fleuves et des bois qui semblent, en rasant
le sol, un vol épais, noir, sinistre et vorace
de corbeaux attirés jusqu'au fond de l'espace
par l'ossuaire immense et blanc...

Il n'y a que des morts, regardez-les, Vivants !
Ils sont là, relevant un peu, comme un suaire,
l'étoffe transparente et molle de la terre :
à chaque pli du sol, un corps s'allonge ou tord
son grand geste qui se dissout dans la poussière,
une épaule remonte, une tête ressort,

un genou fait saillie au creux mou d'une ornière,
et, là-bas, une main semble, encore prisonnière
de la motte de glaise, aller vers la lumière,
car la plaine et le mont ne sont faits que de morts !

Ils sont l'entassement énorme
qui siècle à siècle monte et grandit sous les cieux.
Vous ne la sentiez plus dans vos cœurs oublieux,
mais la guerre est venue pour que vous sachiez mieux
qu'ils sont l'univers même et sa force et sa forme,
et que vous n'êtes, vous qui piétinez sur eux,
qui mangez le pain noir qui sort de leur poussière,
qui buvez l'eau terreuse où leur chair se dissout,
qu'un peu d'écume née au-dessus d'un remous
de leur sombre océan qui recouvre la terre...

Aussi, avec des yeux calmes, regardez-les,
sur la plaine, les champs, dans la lenteur des fleuves
qui de pourriture s'abreuvent
autant que de la pluie glissant sur les sommets...
Regardez-les, avec une face tranquille,
sachant que vous serez vous-mêmes de l'argile
demain, ou dans si peu d'instants,
que vous engraisserez les nouvelles semailles,
et que tous les champs de bataille
ne sont point de l'horreur, mais qu'ils sont seulement
cet endroit de la terre où la métamorphose
se fait plus vite, ainsi que dans un champ de roses
qui, sans cesse fleuri, s'effeuillerait au vent,
qu'ils sont dans l'univers les gigantesques aires
où le fléau du temps presserait par milliers
les hommes rassemblés, serrés comme les gerbes
que le faucheur lia dans les grands champs de blé...

Et soyez apaisés d'être tous éphémères,
et de sentir, Vivants qui marchez sur la terre
avec des pieds brûlants, que vous tenez aux morts
par cette argile même où votre pas s'englue,

soyez tous apaisés d'être, bientôt élue,
la matière que va dissocier la mort !

Paix sur la terre
qui va dormir avec le froid,
paix à vous, ô Vivants qui serez la poussière,
à vous qui rentrerez dans l'argile première,
que modèlera, sous son doigt
énorme et tout puissant, la force de la terre.

J. GALZY

SUR LA SOMME

AOÛT-SEPTEMBRE 1916

—

Je n'avais pas le cœur à rire et, parfois, j'en sentais comme une vague envie. Je songeai à ces gens qui écrivent dans les journaux, sur la guerre, et qui disent : « La trouée est faite! Qu'attend-on pour y jeter cinquante divisions ? » ou encore : « Il n'y a plus qu'à masser les réserves à proximité du front ! Vite, quatre cent mille hommes dans la brèche... »

J'aurais voulu que l'on chargeât ces gens-là de trouver, entre Fouilloy et Maricourt, la place du chat qui ronronne sur l'amas de leurs dossiers stratégiques. Ils y auraient éprouvé quelque peine.

Tout en marchant, je rêvassais à mes affaires; de temps en temps, je jetais un coup d'œil sur le pays, et je vous assure qu'on voyait de curieuses choses.

Sous les peupliers qui font procession le long de la vallée, une immense armée se tenait tapie, avec ses bataillons, ses animaux, ses voitures, toute sa ferraille, ses bâches décolorées, ses cuirs puants, ses immondices. Les chevaux broutaient l'écorce des grands arbres qui dépérissaient, en proie à un précoce mal d'automne. Une foule houleuse s'appliquait à se dissimuler, comme si la face du ciel n'eût été qu'une vaste trahison. Un trio d'ormeaux chétifs servait d'abri à tout un campement, une haie poudreuse couvait dans son ombre le train de combat d'un régiment. Mais la végétation était avare et son asile exigu, en sorte que l'armée regorgeait de partout sur la plaine nue, écorchant les routes qui montraient leur squelette à vif, zébrant les champs de pistes compara-

bles à celles que laisse le passage des grands troupeaux de fauves.

Il y avait des routes mitoyennes où Français et Anglais voisinaient. Là, on voyait défiler la belle artillerie britannique, toute neuve, — pas de patine, mais du vernis, — couverte de harnachements blonds, avec des boucles étamées, des chevaux à la robe choisie, gras et luisants comme des montures de cirque. Il passait aussi de l'infanterie : rien que de jeunes hommes. Les flûtes et les tambours bariolés leur faisaient une sauvage musique de bamboula. Et puis de grands cars à étages emportaient, avec de molles secousses, des blessés aux cheveux clairs, aux regards étonnés, qui avaient l'air placide des voyageurs de l'agence Cook.

Nos villages étaient bondés à crever. L'homme s'était insinué partout, comme une maladie, comme une inondation.

Il avait chassé les bêtes de leur gîte pour s'installer dans les écuries, dans les étables, voire dans les clapiers.

Les dépôts d'obus, de place en place, ressemblaient à des poteries pleines d'amphores terreuses.

L'eau gluante du canal était chargée de chalands qui portaient des nourritures, des canons, des hôpitaux.

Un souffle véhément remplaçait le silence, fait de la respiration de toutes ces existences et du grincement de leurs mécaniques. La campagne entière évoquait une sorte de kermesse sinistre, une foire de la guerre, un ramassis de bastringues et de clans bohémiens.

Plus on approchait de Bray, plus le pays semblait congestionné. Le peuple automobile régnait tyranniquement sur les routes, repoussant à travers champs les humbles convois à chevaux. De petits tacots sur rails montraient de l'indépendance et hululaient avec emphase, bas sur pattes, le dos chargé de millions de cartouches; entre les caisses, des bonshommes étaient accroupis et somnolaient, attestant qu'il est doux d'être assis sur quelque chose qui marche à votre place.

En arrivant au-dessus de Chipilly, je vis une chose étrange. Un vaste plateau ondulait, couvert de tant d'hommes, d'objets et de bêtes que, sur de vastes étendues, la terre cessait d'être visible. Au delà de la tour en ruines qui domine Etinehem, s'étendait un pays brun, roux, semblable à une bruyère

ravagée par l'incendie. Je vis plus tard que cette couleur était due à l'accumulation des chevaux serrés les uns contre les autres. Tous les jours on en menait boire vingt-deux mille à l'abreuvoir vaseux de la Somme. Ils transformaient les pistes en bourbiers et chargeaient l'air d'une puissante odeur de sueur et de fumier.

Plus vers la gauche, s'élevait une véritable ville formée de tentes écrues, avec des croix rouges écartelées sur leur faîte. Au delà, le terrain se creusait et repartait d'un coup de rein vers le champ de bataille frémissant à l'horizon dans une buée noire. De-ci de-là, montaient, côte à côte, les fumées d'une rafale d'obus, rangées comme les arbres d'une route.

Plus de trente ballons formaient cercle en plein ciel, ainsi que des curieux qui s'intéressent à une rixe.

L'adjudant me montra les tentes et dit :

— La cote 80, c'est là ! Vous y verrez passer plus de blessés que vous n'avez de cheveux sur la tête, et couler plus de sang qu'il n'y a d'eau dans le canal. Tout ce qui tombe entre Combles et Bouchavesnes rapplique là...

Je hochai la tête et nous retournâmes à nos réflexions. Le jour finissait dans l'haleine trouble des marais. De grosses pièces anglaises tiraient, pas très loin de nous, et leur bruit se ruait dans l'étendue comme un coursier furieux qui fonce à l'aveugle. L'horizon était peuplé de tant de canons qu'on percevait un gargouillement continu, semblable à celui d'une immense bouilloire tourmentée par un brasier.

L'adjudant se tourna de nouveau vers moi et dit :

— Vous avez eu trois frères tués à l'ennemi. Dans un sens, vous voilà tiré d'affaire. Vous ne serez pas mal, comme brancardier. Dans un sens, c'est malheureux, mais c'est bon pour vous. Le brancardage, c'est dur, mais ça vaut mieux que la ligne, pas vrai ?

Je ne répondis rien. Je songeais au petit vallon désolé ou j'avais passé le début de l'été, face à la butte du Plémont. J'avais enduré là de mortelles heures à regarder, entre les peupliers fracassés, les ruines de Lassigny, les pommiers frappés d'horreur au bord de la route chaotique, les trous d'obus écœurés d'une eau verte et grouillante, le muet visage, chargé de reproches, du castel de Plessier et la colline formidable

qu'un bouleversement cosmique seul avait pu faire surgir des mornes entrailles du rêve.

J'avais respiré là, pendant de longues nuits de garde, le souffle fétide des prés fourrés de cadavres. Dans la solitude la plus désespérée, j'avais tour à tour souhaité et redouté de mourir. Et puis on était venu me dire, un jour : « Vous allez retourner à l'arrière, puisque votre troisième frère vient d'être tué. » Et beaucoup me regardaient qui semblaient penser comme l'adjudant : « Ton troisième frère est mort ! Dans un sens, tu en as de la chance... »

C'est à tout cela que je pensais, en me rendant à mon nouveau destin, pendant que nous cheminions sur le plateau dressé, comme un autel, vers la nue et chargé de millions de créatures, ainsi que pour un sacrifice.

Il faisait sec depuis plusieurs jours et nous vivions dans le royaume de la poussière. La poussière est la rançon des beaux jours ; elle imprègne la meute guerrière et se mêle à ses travaux, à ses nourritures, à ses pensées ; elle sale les lèvres, croque sous la dent et enflamme les yeux. Elle avilit la joie candide de respirer. Mais, lorsqu'elle disparaît, le règne de la boue commence, et l'âme végète encore mieux dans la poussière que dans la boue.

Au loin, semblables à des fleuves paresseux, de grands courants de poussière dessinaient toutes les routes de la contrée, et, par infiltration, diffusaient au gré des brises, sur le paysage.

La lumière en était offensée, comme était souillé le ciel par les grands vols d'avions, souillé et injurié le silence, souillées et mutilées la terre et sa fourrure végétale.

Je n'étais déjà point enclin à la joie, mais tout cela m'enivrait de tristesse.

Promenant mes regards sur ce qui m'entourait, je ne trouvais à les reposer que dans les yeux innocents des chevaux, ou dans ceux même de quelques hommes malheureux et timides qui travaillaient au bord des pistes. Tout le reste du monde n'était qu'un hérissement belliqueux.

A la nuit tombante, nous arrivâmes dans la ville des tentes. L'adjudant me conduisit vers une tortoise et m'y fit trouver une place sur la paille qui sentait la porcherie. Je posai mon sac, m'étendis et m'endormis.

★

Levé avec le petit jour, je voguais à travers le brouillard et cherchais à comprendre.

Il y avait une route, celle d'Albert, usée, creusée, surmenée de besogne. Elle charriait le flot incessant des blessés. Au bord de la route se dressait la ville des tentes, avec des rues, des faubourgs, des places publiques. En arrière des tentes, un cimetière. C'était tout.

J'étais accoudé à un pieu ; je regardais le cimetière. Il était déjà exubérant, il avait l'air affamé. Un gros de prisonniers allemands travaillait à y creuser de longues tranchées qui béaient comme autant de gueules. Deux officiers passèrent ; l'un était obèse et paraissait guetté dès le matin par le coup de sang. Il disait à l'autre, avec des gestes frénétiques :

— Nous avons deux cents fosses d'avance et presque autant de cercueils.

En effet, il y avait un grand nombre de cercueils tout prêts. Ils remplissaient une tente où l'on exposait sommairement les cadavres.

Installée en plein vent, une copieuse équipe de menuisiers débitaient les planches de sapin. Ils sifflaient et chantaient innocemment, comme il est d'usage lorsque l'on occupe ses mains.

C'est à ce service que, dès le jour même, je fus affecté, sous le prétexte que je m'étais, dans ma jeunesse, occupé d'ameublement d'art.

Je connus, une fois de plus, que chaque homme juge les plus majestueux événements du seul point de vue que lui proposent sa profession et ses aptitudes. Il y avait là un sergent qui se formait une opinion sur la guerre mondiale de par la qualité du bois qu'il devait travailler. Quand le bois était mauvais, il disait : « Cette guerre est une grande foutaise! » Mais quand le bois ne contenait pas de nœuds, il opinait : « On les aura! »

Un jeune homme inquiet et tatillon assumait la charge accablante de diriger tout l'hôpital. Il apparaissait à tout instant, les doigts crispés sur des liasses de papiers qui passaient alternativement d'une de ses mains dans l'autre. J'eus peu l'occasion de l'entendre parler, mais, presque chaque fois, je

surpris les mêmes propos : « Ça ne me regarde pas... Moi, je m'en fous ! J'ai assez de soucis comme cela... »

Je reconnais qu'il lui fallait penser à beaucoup de choses. Presque toute la journée, les automobiles alourdies d'une cargaison gémissante se succédaient sur la voie cintrée qu'on empierrait à la hâte et qui était comme la bouche vorace de ce vaste organisme. Au sommet de la courbe, les voitures se vidaient sous un porche orné de drapeaux, assez semblable aux dais pavoisés que l'on dresse, les jours de noce, à la porte des églises.

Dès le premier soir, je reçus l'ordre de participer pour la nuit au service du brancardage, à l'arrivée des voitures. Nous étions une quinzaine sous le porche, rassemblés pour la même besogne.

Jusque-là, j'avais vu les camarades blessés à mes côtés, dans la tranchée, partir pour un voyage long et mystérieux dont nous savions peu de chose. L'homme frappé était escamoté, il disparaissait du champ de bataille. J'appris à connaître toutes les étapes de la vie douloureuse qui commençait dès lors pour lui.

Le soir où j'entrai en fonction, il y avait eu quelque chose vers Maurepas ou le Forest ; c'était, entre deux grandes journées de la bataille, un de ces épisodes qui n'arrachent pas toujours une ligne au rédacteur du communiqué. Les blessés n'en affluèrent pas moins toute la nuit. Dès leur descente de voiture, nous les faisions pénétrer dans la grande tente. C'était un immense hall de toile éclairé à l'électricité. On l'avait dressé sur le chaume et son sol grossier était encore hérissé d'herbes anémiques et de mottes mal écrasées. Les blessés qui pouvaient marcher étaient introduits à la file dans une sorte de couloir, entre deux rampes, comme on en voit à l'entrée des théâtres où la foule fait queue. Ils avaient l'air ébloui et surmené. On leur retirait leurs armes, leurs coutelas, leurs grenades ; ils se laissaient faire comme des enfants accablés de sommeil. Puis, on les interrogeait. Le gigantesque massacre européen veut de l'ordre. Une comptabilité minutieuse règle tous les actes du drame. Au fur et à mesure que ces hommes défilaient, on les comptait, on les couvrait d'étiquettes : des scribes vérifiaient leur identité avec la froide exactitude d'employés de la douane. Eux répondaient, d'ailleurs, avec la patience de l'éternel pu-

blic au guichet administratif. Parfois ils se permettaient une réflexion ; on demandait à un chasseur :

— C'est toi qui t'appelles Menu ?

Et le chasseur remarquait d'un air navré :

— Eh oui ! malheureusement !

Je me rappelle un petit bonhomme qui portait le bras en écharpe. Un médecin consultait ses fiches et disait :

— Tu as une plaie du bras droit ?

Et l'homme de répondre avec modestie :

— Oh ! c'est pas une plaie, c'est seulement un trou.

Dans un coin, on distribuait de la nourriture et des boissons. Un cuisinier découpait des tranches de bœuf et tailladait à même une meule de gruyère. Les blessés saisissaient les victuailles de leurs mains pleines de terre et de sang, et ils mastiquaient avec lenteur et délice. On devinait que, pour beaucoup, la faim et la soif était la première souffrance. Ils se tenaient sur un banc, timidement assis, comme des invités pauvres au buffet d'une fête.

En face de ces hommes, il y avait une vingtaine de blessés allemands que l'on avait débarqués là, pêle-mêle. Ils somnolaient ou jetaient de brefs regards avides sur les vivres et les seaux de thé fumant. Retrouvant un mot célèbre, un fantassin grison qui se tassait de larges morceaux de bouilli entre les mâchoires dit tout à coup au cuisinier :

— Ben quoi ! Donne leur-z-y quand même un bout de barbaque !

— C'est-y que tu les connaîtrais ? plaisanta le cuistot.

— Si je les connais, les vaches ! on s'a cogné ensemble toute la sainte journée ! Allez, colle-leur-z-y quand même un bout de barbaque.

Un freluquet au nez anguleux, au regard de myope, ajouta d'un ton concentré :

— Faut ça pour la réputation...

Et ils continuèrent à deviser avec gravité, en lampant les tasses de tisane bouillante qu'on leur versait d'un broc de fer blanc.

De l'autre côté de la tente, le spectacle était tout différent : les blessés étaient tous couchés et gravement atteints. Rangés côte à côte, sur le sol rugueux, ils formaient une mosaïque de souffrance teinte aux couleurs de la guerre, fange et sang,

empuantie des odeurs de la guerre, sueur et pourriture, bruissante des cris, des lamentations, des hoquets qui sont la voix même et la musique de la guerre.

Ce spectacle me glaça. J'avais connu le hérissement du massacre, la chasse et le hallali. Il me fallait apprendre une autre horreur, celle du « tableau », l'accumulation des victimes gisantes, la perspective du vaste hall grouillant, au ras du sol, d'un amas de larves humaines.

J'avais fini le brancardage et m'empressais autour des blessés; j'avais la maladresse d'une bonne volonté trop émue. Il y en avait qui vomissaient, avec des peines infinies et un front ruisselant. La plupart demeuraient immobiles, raisonnables, comme attentifs aux progrès intérieurs de leur mal. L'un surtout me bouleversa. C'était un petit sergent blondin, à la moustache délicate. Il pleurait, dans sa main, avec un désespoir qui ressemblait à de la honte. Je lui demandai s'il souffrait. Il me répondit à peine. Alors soulevant doucement sa couverture je vis que la mitraille l'avait cruellement frappé dans sa virilité. Et je ressentis une profonde compassion pour sa jeunesse et pour ses larmes.

Il y avait aussi un jeune garçon qui criait, à intervalles réguliers, une plainte curieuse, une plainte de son pays, dont je ne saisissais que ces syllables : « Ah! mon don... ah! mon don... » Un médecin qui passait lui dit :

— Allons! un peu de patience! Ne crie pas comme cela!

L'enfant s'arrêta un petit moment pour répliquer :

— Faudrait plus avoir de voix, pour ne pas crier.

Et, tout de suite, il se reprit à dire : « Ah! mon don... » en mesure, comme si ce rythme et ces mots eussent été nécessaires à sa souffrance.

Son voisin était un rude bonhomme, à la mâchoire puissante, aux traits massifs et énergiques, avec cette coupe du crâne et cette implantation des cheveux qui font reconnaître les gens d'Auvergne.

Il regarda le petit garçon qui gémissait à ses côtés, et, se tournant vers moi, estima, avec un mouvement d'épaules :

— Si c'est pas malheureux d'être amoché comme ce garçon-là!

— Et toi, lui dis-je, qu'est-ce que tu as?

— Ah! moi, je crois bien que j'ai plus de pieds; mais je suis d'une grosse santé; le coffre est solide...

Et c'était vrai : je vis qu'il avait eu les deux pieds arrachés.

Les lampes électriques s'auréolaient d'une buée nauséabonde. Sur les parois de la tente, dans les plis, on voyait, par gros paquets noirs, dormir les mouches domptées par la fraîcheur de la nuit.

La salle peu à peu se déblayait. De grandes ondes roulaient sur ses toiles et les agitaient comme d'un frémissement ou comme d'une ruade, selon que le vent ou le canon en était la cause.

Je fis, avec précaution, quelques pas en enjambant les brancards, et je me trouvai dehors, dans une nuit grondante, illuminée par l'aurore boréale du champ de bataille.

J'avais marché, les mains en avant, et venais de toucher une palissade; je connus soudain la sensation d'être accoudé au balcon de l'enfer.

Quel orage humain! Quelle explosion de haine et de destruction! On eût dit qu'avec des millions d'étincelles une troupe de géants forgeaient l'horizon de la terre en frappant dessus à coup redoublés. Faite d'une infinité de lueurs furtives, une immense lueur continue vivait, palpitait, bondissait, éblouissant le paysage et la nue. Des gerbes irisées fusaient en plein ciel, comme le marteau-pilon en exprime de la fonte incandescente.

Pour moi qui sortais de la tranchée, tous ces artifices signifiaient quelque chose : des recommandations, des ordres, des appels désespérés, des signaux d'égorgement, et je commentais ce brasier comme s'il eût exprimé en toutes lettres la fureur et la détresse des combattants.

Dans la direction de Combles, à gauche de Maurepas, un point surtout brûlait avec rage. C'est là que se faisait la soudure des deux armées, anglaise et française, c'est là que l'ennemi concentrait avec insistance l'effort tumultueux de ses feux. Pendant des semaines, je vis, chaque nuit, s'allumer à cette place la même flamme dévorante. Elle était, à chaque seconde, si intense que cette seconde donnait l'impression d'être la seconde décisive. Mais les heures, les nuits, les mois s'avançaient lentement à travers l'éternité et chacun de ces instants terribles n'était qu'un paroxysme dans une infinité de paroxysmes.

C'est ainsi que la douleur des plaies donne souvent à croire qu'elle ne saurait plus être tolérée davantage ; mais la mort n'accède pas volontiers au désir des hommes ; elle frappe à son gré, quand elle veut, où elle veut, et ne souffre guère d'être séduite ou conseillée.

Le matin vint. Ceux qui auront vu les aubes de la guerre, après les nuits employées à combattre ou consumées dans la sanglante besogne des ambulances, ceux-là connaîtront une des plus grandes laideurs et une des plus grandes tristesses du monde.

Pour ma part, je n'oublierai jamais cette lumière avare et verte, cet aspect découragé des lampes et des visages, cette odeur suffocante des hommes envahis par la pourriture, ce frisson du froid matinal, pareil au dernier souffle glacé de la nuit dans les frondaisons engourdies des grands arbres.

★

Mon service de brancardier était achevé. Je pus retourner à la menuiserie. Je façonnais les pesantes planches de bois vert en pensant à toutes sortes de choses, comme en conçoit l'esprit privé de sommeil et abreuvé d'amertume.

Vers huit heures du matin, le peuple des mouches salua le soleil qui se dégageait péniblement des brumes ; et ces bêtes commencèrent de se livrer à leur grande orgie quotidienne.

Tous ceux qui ont passé sur la Somme en 1916 conserveront le souvenir des mouches. Le désordre du champ de bataille, sa richesse en charognes, l'accumulation anormale des animaux, des hommes, des nourritures gâtées, toutes ces causes déterminèrent, cette année-là, une formidable éclosion de mouches. Elles semblaient s'être donné rendez-vous de tous les points du globe pour assister à une exceptionnelle solennité. Il y en avait de toutes les espèces, et le monde humain, livré à ses haines, restait sans défense contre cette odieuse invasion. Pendant tout un été, elles furent les maîtresses, les reines, et on ne leur marchanda pas la nourriture.

J'ai vu, à la cote 80, des plaies fourmillantes de larves, ce que l'on avait pu oublier depuis la bataille de la Marne. J'ai vu des mouches se précipiter sur le sang et le pus des blessures et s'en repaître avec une telle ivresse qu'on pouvait les saisir avec des pinces ou avec les doigts sans qu'elles consen-

tissent à s'enfuir, à quitter leur festin. Elles propageaient toutes sortes d'infections et de gangrènes. L'armée souffrit cruellement par elles, et l'on peut s'étonner que la victoire ne leur soit pas restée, en définitive.

Rien n'était plus morne et pelé que le plateau sur lequel était dressée la ville des tentes. Chaque matin, de pesants tracteurs montaient la côte d'Etinehem et venaient abreuver le camp. Ils remplissaient d'une eau douceâtre quelques tonneaux épars dans les allées, et, sur cette provision, il fallait, tout un jour, désaltérer les hommes, laver toutes les souillures et les déjections de la maladie.

Pas un buisson, jusqu'aux bosquets de l'horizon. Pas une touffe d'herbe fraîche. Rien que l'immensité poudreuse ou gluante selon que le visage du ciel était serein ou furieux. Pour colorer cette désolation, on avait eu l'idée de jardiner quelque peu entre les tentes, et les blessés que l'on descendait de voiture apercevaient avec étonnement, à travers la lugubre agitation des choses militaires, le pâle sourire d'un géranium ou les petites cathédrales gothiques des genévriers arrachés aux bords pierreux de la vallée et repiqués là, hâtivement, selon le dessin des jardins à la française.

Je ne peux me rappeler sans une étrange émotion la tente sous laquelle agonisaient une douzaine de soldats atteints de gangrène gazeuse. Tout autour de ce lieu désespéré courait une maigre plate-bande, et un homme attentif s'efforçait avec placidité d'y faire s'épanouir la clochette rouge des sylvias.

Parfois la terre, accablée par le mois d'août, se pâmait sous le brusque assouvissement d'un orage. Ces jours-là, les tentes claquaient de toutes leurs toiles et paraissaient, comme de grands oiseaux livides, se cramponner au sol pour mieux résister à l'autan.

Mais, ni les ruées de la pluie, ni les galopades de la foudre, rien de ces fureurs naturelles ne parvenait à distraire les hommes de leur guerre. On continuait sur la colline 80 à opérer et à panser les blessés, comme, sur les collines voisines, l'artillerie continuait à éventrer le sol disputé. Souvent même il semblait que l'homme s'obstinât à parler plus haut que le ciel et une sorte d'enchère s'engageait entre les canons et le tonnerre.

Une fois, je me rappelle, la foudre eut le dernier mot :

deux ballons-saucisses s'enflammèrent et l'artillerie, aveuglée, balbutia, puis finit par se taire.

Je fus, au bout de quelques jours, chargé d'installer sous les tentes de menus objets de menuiserie, bancs ou tablettes. Je me transportais sur place avec mes outils et faisais de mon mieux pour ne pas importuner les patients déjà excédés par les bruits de la bataille. Ce service m'était pénible, parce qu'il me rendait le témoin impuissant de toutes les misères. Un jour, cependant, j'assistai à une scène belle et touchante : un jeune artilleur, frappé au visage, recevait la visite de son frère, aspirant d'un régiment voisin. Ce dernier, tout pâle, considérait la face du blessé qui n'était plus rien qu'un pansement souillé et qu'un regard. Il lui avait pris les mains, et s'approchait instinctivement comme pour l'embrasser, puis il reculait et s'approchait encore, en proie à une émotion mêlée d'horreur et de compassion. Alors le blessé, qui ne pouvait parler, eut une inspiration pleine de tendresse et, dégageant ses doigts, se mit à caresser les cheveux et la figure de son frère. Cette effusion silencieuse disait combien volontiers l'âme renonce aux paroles pour se livrer à ses mouvements les plus intimes.

Sous la même tente, mourait le lieutenant Gambier. C'était un homme simple, un peu fruste, voué à quelque obscur emploi civil et qui, par la seule vertu de son courage appliqué, avait conquis des galons d'officier. Une hémorragie venait d'épuiser son grand corps et il mit deux jours à mourir. Le souffle de la vie mit deux jours à quitter ses membres glacés que couvraient de grosses gouttes d'une sueur visqueuse. De temps en temps, il poussait un soupir. Alors, quittant mon vilebrequin et mes vis, je venais lui demander s'il n'avait pas besoin de quelque chose. Il me regardait avec des yeux agrandis, pleins de souvenir et de tristesse, et disait :

— Je ne veux rien ; mais j'ai le cafard ! oh ! j'ai le cafard !

Je fus presque content de le voir mourir ; son interminable agonie était trop lucide. Le petit Lalau qui mourut le même jour partit du moins noyé dans l'inconscience et le délire.

C'était un garçon de la campagne ; il avait été blessé à la moelle épinière par un petit éclat d'obus. Il fit une espèce de méningite et, tout de suite, cessa d'appartenir au monde raisonnable. Les prunelles de ses yeux se balançaient de droite à

gauche avec une rapidité vertigineuse ; il remuait sans arrêt la mâchoire à la façon des ruminants. Un jour je le trouvai dévorant le chapelet qu'un aumônier lui avait passé au cou. Un infirmier lui maintint ouverte sa bouche dont nous retirâmes maints fragments de bois et de fil de fer. Le malheureux riait doucement et répétait : « C'est dur, c'est dur à mâcher. » Et les plis de sa figure étaient secoués d'une foule de tics douloureux.

Le délire déconcerte et blesse notre esprit comme le suprême désordre : celui des choses du jugement. Mais il traduit peut-être une bienveillance de la nature qui retire à l'homme déchu le contrôle de sa misère. La vie et la mort ont de ces sombres bontés. C'est ainsi que je vis un soldat percé de tant de coups que les chirugiens avaient estimé son cas au-dessus des ressources de l'art. Il portait, entre autres blessures, un long éclat d'acier fiché comme un poignard à travers le poignet droit. Ce spectacle offensait si cruellement les yeux qu'on tenta de retirer l'éclat. Un médecin l'avait pris à pleine main et l'ébranlait de menues secousses.

— As-tu mal ? disait-il de temps en temps.

Et le patient répondait :

— Non, mais j'ai soif !

— Comment, demandai-je au médecin, comment peut-il ne pas souffrir de ce que vous lui faites ?

— C'est, me répondit le praticien, qu'il est dans l'état de choc...

Et je compris comment l'excès même des douleurs procure parfois aux victimes une trêve qui est en quelque sorte un avant-goût de l'anéantissement, le prélude des délices de la mort.

A l'extrémité de chacune des grandes tentes rectangulaires, on avait dressé une de ces petites tentes coniques que les troupiers appellent des marabouts. Elles servaient de chambres d'agonie. C'est là qu'on enfermait les hommes perdus, dans une solitude préalable à celle du tombeau. Quelques-uns semblaient s'en rendre compte, tel ce soldat à l'abdomen perforé qui, en pénétrant sous la tente ronde, demanda qu'on lui mît du linge propre :

— Ne me laissez pas, répétait-il, mourir avec une chemise

sale. Donnez-m'en seulement une blanche. Si vous êtes pressés, je la mettrai bien moi-même.

Parfois, excédé de tant de souffrances, je sollicitais des corvées hors du camp, pour donner de l'air à mes idées, renouveler le thème de mes réflexions. C'était toujours avec un soupir de soulagement que je m'éloignais de la ville des tentes. Je contemplais, de loin, cette sinistre agglomération qui ne manquait point d'analogie avec une fête foraine ; je cherchais, parmi la blancheur des toiles et les croix écarlates, la pointe des marabouts, je regardais aussi le cimetière où des centaines et des centaines de corps étaient enfouis et, supputant la somme de tristesses, de désespoirs ou de colères accumulée sur ce point de la terre, je pensais à ces gens qui, dans l'intérieur du pays, peuplent les cafés-concerts, les salons, les cinémas, les lupanars, jouissent effrontément d'eux-mêmes, du monde et du temps, et, à l'abri de ce tremblant rempart de sacrifices, se refusent à communier dans la détresse univervelle. Je pensais à ces gens avec encore plus de honte que de ressentiment.

Les courses au dehors me rafraîchissaient le cœur, je trouvais quelque réconfort dans le spectacle d'hommes sains ménagés par la bataille.

Quelquefois j'allais jusque dans le secteur anglais. L'artillerie à longue portée s'y prodiguait. Les pièces étaient servies par des soldats en manches de chemise, en pantalons longs, souillés d'huile et de cambouis, qui ressemblaient beaucoup plus à des ouvriers d'usine qu'à des militaires. On sentait là combien la guerre est devenue une industrie, une entreprise mécanique et méthodique de tuerie.

Un soir, en passant sur la route d'Albert, j'entendis parler des hommes assis au revers d'un fossé. Ils avaient l'accent des paysans du Nord et devaient appartenir aux régiments qui revenaient alors du feu.

— Après la guerre, disait l'un d'eux, ceux-là qui voudront se mêler des affaires publiques, faudra qu'ils pourront dire qu'ils l'auront faite, c'te guerre !

Mais cette phrase candide, surprise en passant, la nuit, sur une route du front, cette phrase sans importance et sans écho se perdit dans le tumulte de la canonnade.

★

Je dus bien des choses à mon nouveau métier de brancardier. Je lui dus de connaître les hommes mieux que je ne les avais connus jusque-là, de les connaître baignés dans une lumière plus pure, nus devant la mort, dépouillés même des instincts qui dénaturent la divine beauté des âmes simples.

A travers les plus grandes épreuves, notre race de laboureurs est demeurée vigoureuse, pure, digne des nobles traditions humaines. Je vous ai connus, Rebic, Louba, Ratier, Freyssinet, Calmel, Touche, et tant d'autres que je ne dois nommer, pour ne pas appeler le pays tout entier. On ne saurait dire que la blessure choisit ses victimes; et pourtant, quand je passais entre les lits où se débattait votre destin, quand je vous regardais un à un, au visage, vous me sembliez tous des hommes bons, patients, énergiques, et tous vous méritiez d'être aimés.

— Ne le méritais-tu point, toi, Rebic, sergent aux cheveux gris qu'une douce famille attendait au foyer ?

Un jour, on venait de panser la grande plaie que tu portais au flanc, et nous nous empressions autour de toi pour te mettre du linge blanc et te faire un lit convenable. Tu te pris à pleurer, homme simple et bon, et, comme nous t'en demandions la cause, tu trouvas cette réponse sublime :

— Je pleure de voir tout le mal que je vous donne.

De Louba, nous ne pouvions pas atteindre des paroles : l'éclat d'obus lui avait effondré la face. Il ne restait rien de son visage qu'une immense plaie barbare, un œil dévié, déjeté, et le front, un humble front ridé de paysan. Un jour, pourtant, comme nous lui disions des choses fraternelles, Louba voulut nous témoigner son contentement, et il nous fit un sourire. Ils s'en souviendront, ceux qui ont vu l'âme de Louba sourire sans visage.

Freyssinet, enfant de vingt ans, cédait souvent au délire ; il s'en rendait compte dans ses instants de lucidité et en demandait pardon à ceux que cela pouvait importuner. L'heure vint où il connut un majestueux repos. Ce jour-là, un personnage chamarré parcourait les tentes en imposante compagnie. Il s'arrêtait au pied de chaque lit et prononçait, d'une voix avantageuse, des paroles établissant quel honneur cette allocution même représentait pour le blessé. Il fit halte devant le lit de

Freyssinet et entreprit son discours. Comme il était homme d'importance et méthodique, il dit tout ce qu'il avait à dire sans remarquer les signes qu'on multipliait à son intention. Ayant parlé, il demanda toutefois à ses assistants :

— Vous avez quelque chose à me signaler ?

— Oui, lui répondit-on, c'est que... ce blessé est mort.

Mais Freyssinet était si modeste, si timide, que toute son attitude de cadavre trahissait le respect et la confusion.

C'est là aussi que je fis la connaissance de Touche.

Il nous arriva, le pauvre Touche, avec sa tête cassée, évacué d'un poste de secours détruit par l'incendie. Je le voyais bouleverser de ses mains tâtonnantes une vieille musette qui contenait toute sa fortune.

— Non, non, disait-il, elles sont bien perdues...

— Que cherches-tu, lui demandai-je ?

— Je cherche les petites photos de mes deux gamins et de ma femme. Malheureusement, on me les a perdues. Elles vont me manquer...

Je l'aidai dans ses recherches et, ce faisant, je m'aperçus que Touche était aveugle !

Pauvre Touche ! Il me reconnaissait très bien à la voix et me réservait toujours un sourire. Il mangeait avec la maladresse d'un homme qui n'est point encore habitué à son infirmité. Mais il tenait à se débrouiller tout seul et nous disait d'une voix sereine :

— Je fais mon possible, voyez-vous : je fouille dans l'assiette jusqu'à ce que je sente plus rien.

Ai-je pu oublier le nom de celui qu'on nous apporta, une nuit, avec les deux jambes broyées et qui murmura simplement : « C'est dur de mourir ! Allez ! Allez ! Je serai courageux. »

Comment s'appelait donc aussi ce garçon naïf qui nous recommanda en ces termes son pied malmené par une grenade : « Prenez bien garde, messieurs, c'est que je suis pas encore marié ! »

Mais Calmel, Calmel, aucun de ceux qui l'ont connu ne voudra l'oublier. Jamais homme, plus ardemment, ne désira vivre. Jamais homme ne s'en rendit plus digne par son endurance et sa résignation. Il souffrait de blessures mortelles que désavouait à tout instant son regard étincelant de vie intérieure ; c'est lui qui, lors d'un bombardement nocturne, apos-

trophait ses camarades de salle et les conviait au calme, avec sa voix de moribond autoritaire :

— Allons, allons ! disait-il. Nous sommes tous des hommes ici, n'est-ce pas ?

Telle est la force de l'âme que ces seuls mots, prononcés par une telle bouche, eurent le pouvoir de restaurer l'ordre et la confiance dans les cœurs.

C'est à Calmel qu'un civil grassouillet, chargé de je ne sais quelle mission aux armées, dit un jour, avec une conviction jubilante :

— Tu parais bien touché, mon brave ! Mais si tu savais quelles blessures nous leur faisons, avec notre 75 ! Des blessures terribles, mon cher, terribles !

Chaque jour amenait des visiteurs à la cote 80. Ils arrivaient d'Amiens dans de somptueuses automobiles ; ils traversaient en causant le grand hall de toile, semblable à une exposition de concours agricole ; ils adressaient aux blessés quelques paroles en rapport avec leurs fonctions personnelles, leurs opinions, leurs dignités. Ils prenaient des notes sur des calepins et acceptaient quelquefois de souper à la table des officiers. Il y avait des étrangers, des philanthropes, des hommes politiques, des comédiennes, des millionnaires, des romanciers et des folliculaires. Ceux qui recherchaient les sensations fortes étaient parfois admis à pénétrer sous une tente conique ou dans une salle d'opérations.

Ils repartaient, satisfaits de leur journée quand le temps était beau, et assurés d'avoir vu des choses curieuses, des combattants héroïques, une installation modèle.

★

Mais silence ! J'ai prononcé vos noms, Freyssinet, Touche, Calmel, et ils ne sauraient laisser à mon cœur qu'un souvenir trop noble pour être mêlé de fiel.

Qu'est devenue la cote 80 désertée ? La bataille a marché vers l'Est. L'hiver est arrivé, la ville des tentes a plié ses toiles, ainsi qu'une flotte de voiliers qui doit appareiller pour de nouveaux destins.

En rêve, souvent, je revois le plateau nu et l'immense cimetière échoué dans les labours brumeux, comme, au fond des mers, les épaves d'un naufrage innombrable.

DENIS THÉVENIN.

L'ESPRIT DE GUERRE EN ITALIE

Lorsqu'au mois de mai 1915 l'Italie fut secouée d'un mouvement de révolte contre les partisans de la paix à tout prix, les plus enflammés eux-mêmes crurent que la guerre ne durerait plus très longtemps, que l'intervention de leur pays en abrégerait le cours, qu'on pouvait demander à la nation un effort considérable, mais de courte durée. Si quelques hommes prévoyants soupçonnèrent les difficultés de la tâche et, se rendant compte des conditions de la guerre moderne, mesurèrent l'ampleur des sacrifices nécessaires, l'opinion publique eut, dans son ensemble, l'impression qu'on atteindrait vite la paix victorieuse. Les Russes étaient encore les maîtres en Galicie et en Pologne ; nul ne prévoyait que la retraite qu'ils esquissaient à peine dût les amener bien au delà de Varsovie.

Cette conviction que le conflit serait plus rapidement résolu s'affaiblit au fur et à mesure que la retraite russe s'accentua. Partie pour une guerre qu'elle avait d'abord espérée courte, l'Italie dut s'accoutumer à l'idée qu'elle serait très pénible. Elle eut le courage de se mettre très vite à la besogne, de s'organiser militairement et industriellement pour de longs mois de lutte. C'est dans la continuité de ce labeur, dans la méthode avec laquelle il l'a poursuivi que le peuple italien a montré une volonté, une énergie que beaucoup ne soupçonnaient pas. Passés les moments de grand enthousiasme, on dut préparer minutieusement les corps et les consciences à un choc terrible dont il était difficile de prévoir la durée.

La France brusquement envahie se fit immédiatement une forte âme guerrière. L'évolution ne fut pas aussi rapide en Italie. Il y eut chez elle plus de réflexion et un peu moins de

spontanéité. Pour que l'évidence du péril germanique lui soit devenue familière, il a fallu qu'elle le découvre dans son industrie, dans son commerce, même dans son enseignement. Ces observations de chaque jour, l'analyse précise de ses propres intérêts et de ceux de l'Europe libérale, ont insensiblement fait comprendre à la nation entière ce que l'élite avait saisi d'emblée. L' « esprit de guerre » est peu à peu devenu ardent sur toute la terre d'Italie...

§

L'appel de toutes les catégories de soldats s'est fait progressivement. De dix-huit à quarante-deux ans, tous ceux qui sont capables de servir portent l'uniforme « grigio-verde ». Les étrangers qui venaient dans les villes de Piémont ou de Toscane peu de temps après le mois de mai 1915 manifestaient quelque étonnement d'y noter rarement les marques extérieures d'une mobilisation totale des forces du Royaume. Dès le 24 mai le front de bataille était complètement garni; tous les régiments se trouvaient à leur poste, prêts pour l'offensive. L'Italie passait, sans fortes secousses, de l'état de paix à l'état de guerre. La vie du pays n'en souffrait pas au même degré que celle des nations qui en août 1914 avaient été brutalement précipitées dans l'action. Les communications continuaient à être assez faciles entre les divers points du royaume ; il n'y avait aucun arrêt dans le mouvement régulier des affaires.

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1916 que commencèrent les restrictions, et que changea la physionomie des villes. La crise du charbon eut sa répercusion dans toutes les branches du commerce : il fallait dès lors économiser les aliments, fermer les boucheries le jeudi et le vendredi, instituer la carte de sucre ; toutes mesures de précautions qui furent imposées au peuple avec prudence et habileté.

Il n'y eut pas d'à coups dans l'application. Le Commissariat des vivres sut atténuer ce que les nouvelles mesures pouvaient avoir de vexatoire. A un peuple qui est trop épris de sa liberté et de son indépendance pour se laisser gouverner à « la manière forte », il sut faire accepter les réformes qu'exigeait la situation actuelle. C'est un des aspects les plus curieux de la guerre, ce besoin qu'a le peuple italien d'être convaincu, de saisir les raisons essentielles de sa conduite. Il ne croit pas aveuglément à la vertu d'une loi, uniquement parce qu'elle est loi. Sa

discipline est consentie et raisonnée. De là tous les discours et toutes les conférences par lesquels on a voulu l'éclairer. Quand le gouvernement a rendu les décrets « luogotenenziali » qui restreignaient la liberté du consommateur, il a dû les expliquer au peuple non seulement par des considérants clairs et précis, mais aussi par la voix d'orateurs allant de ville en ville commenter les mesures qu'exigeaient les circonstances présentes. Il en a été de même à chaque émission d'emprunt. La propagande par l'affiche, la parole et la brochure a été saisissante d'intensité et d'habileté. Il y a de grandes maisons de crédit qui ont demandé à des économistes connus de véritables « consultations » sur les résultats financiers de la guerre, et les ont réunis en de petits « tracts » riches d'idées et de faits.

Toutes les régions d'Italie ne manifestent pas de la même façon leur volonté guerrière. En Sicile, dans les Pouilles et dans la Calabre, dans la Romagne aussi, on est plus expansif et la haine contre les Autrichiens et les Allemands, aujourd'hui également détestés, se manifeste avec violence. En Ligurie ou en Piémont, on est plus calme, mais tout aussi tenace dans l'antipathie. Quelle que soit la région d'Italie où il se trouve, quel que soit son auditoire, un orateur est toujours sûr d'avoir l'approbation générale, dès qu'il parle de l'écrasante responsabilité de l'Allemagne.

Si l'on veut peser tous les mérites de l'Italie, apprécier toute la ténacité de son effort, il faut se représenter les sacrifices auxquels ont dû se soumettre certaines régions. Prenons l'exemple du Midi italien, de ces provinces des Pouilles, de Calabre et de Basilicate, qui, déjà en temps de paix, étaient si peu favorisées au point de vue économique. Les gouvernements qui ont précédé le ministère Salandra avaient négligé de s'intéresser à leur sort, de diminuer le poids de leurs impôts, d'y développer l'agriculture, qui est malheureusement leur seule ressorce, et de donner le plus vite possible l'eau potable à un pays qui en manque à peu près totalement. Les Méridionaux d'Italie espéraient qu'avec le cabinet de 1914 leur situation serait améliorée, et qu'on commencerait à songer à des réformes précises. La déclaration de guerre du mois d'août fit évanouir ces espérances. Leur destinée ne s'améliorait point et leurs ressources continuaient à être si res-

treintes qu'ils envisageaient sans joie la possibilité de l'intervention militaire de l'Italie. « Pendant les dix mois qu'a duré notre neutralité, dit M. Romolo Caggese, les habitants du Midi ont conservé l'espoir qu'on ne sortirait pas de la neutralité, et dans toutes les provinces le sentiment était que l'on ne devait pas en sortir (1). » Les questions de politique internationale, la menace directe de la tyrannie germanique n'étaien rien auprès des problèmes agricoles à résoudre, de la pauvreté des paysans, des riches terrains qui restaient incultes par la faute du gouvernement central.

Malgré cette pénible situation, la déclaration de guerre du 23 mai 1915 fut accueillie avec calme. Les mobilisés rejoignirent leurs régiments sans protester, abandonnant une moisson qui s'annonçait très belle. Et ceux qui restèrent comprirent très vite la gravité du moment.

La résignation entre pour beaucoup dans leur discipline consentie, car ils n'ont pas les mêmes compensations que le Nord ou le Centre : les industries de guerre sont à peu près inconnues chez eux; il n'y a que le maigre rendement du sol. Or, les bras font défaut. Malgré leur dévouement, qui est admirable, les femmes ne réussissent pas à pourvoir aux besoins de la région. La crise économique y est plus pénible qu'en toute autre région d'Italie. Leur résistance morale n'en est que plus émouvante. On y a « gardé un calme digne et une force d'âme presque incroyable ». La côte est sans cesse menacée par les bombardements d'avions autrichiens ; au lieu de déprimer l'esprit public, cela lui donne un « mordant » qui alimente la haine contre l'agresseur.

Ayant, au cours d'une tournée de conférences, admiré la vigueur de ce moral, je fus étonné du sang-froid avec lequel tous les habitants envisageaient les nécessités d'aujourd'hui et celles de demain. Les habitants se plaignaient à peine du mauvais rendement des récoltes. « Nous sommes très frappés par la guerre, disait l'un d'entre eux, mais cependant il n'y a pas de défaillance chez nous. Nous espérons de cette guerre la disparition d'un danger dont nous avons enfin constaté toute l'importance, mais nous voulons aussi qu'elle donne à l'Italie une autre conception de la politique intérieure. De ce renouveau nous attendons la solution de la dou-

(1) *Le Midi de l'Italie et la guerre* (Revue des Nations Latines, 1er nov. 1916).

loureuse question méridionale : nous ne sommes pas exigeants : nous savons bien que nous n'aurons jamais un développement économique pareil à celui de certaines régions d'Italie. Nous ne demandons qu'un peu d'aisance. » C'est un raisonnement que j'ai entendu faire souvent dans les Pouilles, en Sicile, en Calabre et dans le pays napolitain. Cette guerre devra élargir la mentalité des gouvernants et leur donner une conscience plus haute des intérêts généraux de la nation.

Les Méridionaux ont l'espérance d'autant plus tenace qu'ils savent l'héroïque conduite de leurs compatriotes sur le front et qu'ils en sont fiers. La guerre a révélé la valeur individuelle du soldat italien, qui a dépassé de beaucoup l'idée qu'on s'en pouvait faire. Le dévouement à la lutte nationale les a pris tout entiers, alors qu'ils ne s'étaient intéressés que modérément aux lointaines expéditions coloniales. Cette fois-ci l'armée italienne a démontré des qualités de discipline et d'endurance qui l'ont égalée aux armées les plus aguerries d'Europe. Les soldats du midi y ont brillé par l'ardeur de leur esprit guerrier. On n'a pas oublié les merveilleux assauts de la division de Brindisi au moment de l'offensive autrichienne dans le Trentin. Autant le Piémontais est solide et résistant, autant le Méridional est irrésistible dans son élan. On s'attendait bien à ce que les soldats du nord et du centre fussent remarquablement entraînés. On se demandait au contraire ce que donneraient les divisions méridionales, habituées (c'était un peu la faute du climat) à plus de nonchalance dans la vie militaire. Or, l'expérience de deux années de guerre a prouvé leur intrépidité et leur vaillance. Puisque les soldats du midi ont été un si bon élément de la défense nationale, il est naturel que les provinces méridionales espèrent une amélioration de leur sort après la guerre. Et c'est ce qui contribue à soutenir leur moral, malgré les malaises économiques dont ils souffrent.

D'une manière générale l'héroïsme des soldats au front, leur patience et leur énergie sont les meilleurs remèdes contre le découragement possible de l'arrière. Aux propagandes perfides, aux bruits étranges que les agents germanophiles font circuler, il n'y a pas de plus émouvante réponse. Peu à peu le public italien, dans toutes ses classes, a compris la grandeur de la lutte, et la nécessité de la continuer jusqu'à la victoire, quelle que soit la durée de l'effort à accomplir.

Il ne faut pas oublier non plus la grande publicité qui est faite à tous les éclatants faits d'armes. Il n'y a pas en Italie la même littérature de combattants qu'en France. Rien de comparable à ce qu'ont publié Henri Barbusse, Adrien Bertrand, Maurice Genevoix ou René Benjamin ; quelques lettres des tranchées, quelques récits comme celui d'Ambrosini et rien d'autre à signaler. Ce sont les correspondants de guerre qui ont la mission de raconter au grand public ce qui se passe sur le front. Presque tous les quotidiens italiens d'une certaine importance ont dans la zone des opérations un représentant qui envoie régulièrement de longues lettres grâce auxquelles arrive partout l'écho des batailles de première ligne. L'institution des correspondants de guerre est beaucoup mieux organisée qu'en France : les livres où ils réunissent leurs impressions finissent par jouer en Italie le même rôle que chez nous les « mémoires » des combattants. On comprend d'après cela qu'il n'y ait pas eu en Italie de succès de librairie analogue à celui du « Feu » de Barbusse. Les œuvres de Luigi Barzini ont beau être littérairement intéressantes, elles ne peuvent avoir l'attrait de l'inédit, puisque tout le monde en a lu les chapitres, écrits au jour le jour, dans le *Corriere della Sera*. Barzini est d'ailleurs le type parfait du correspondant de guerre. Ayant assisté à l'évolution de tous les conflits armés du xx^e^ siècle, il n'a pas voulu manquer une seule grande bataille depuis 1914. Il a parcouru tous les fronts d'Occident, et en a rapporté une série de lettres qu'il a réunies en volume. Celles qu'il a envoyées du front italien en 1916 ont été parmi les plus remarquables. On ne saurait trop insister sur l'importance « d'impressions » de ce genre qui, publiées dans tous les journaux de la péninsule, habituent le peuple à admirer et à aimer son armée nationale.

La presse étrangère a su, elle aussi, rendre aux fantassins du Carso et aux Alpins du Trentin l'hommage qu'ils méritent. Au début de la guerre on se plaignait souvent en Italie qu'on n'insistât pas assez sur leurs efforts et qu'on ne reconnût pas les difficultés énormes au milieu desquelles ils menaient la lutte. Quiconque a observé sur la rive droite de l'Isonzo la série ininterrompue de hauteurs abruptes qui barrent l'horizon, a immédiatement compris les avantages considérables dont jouit l'armée autrichienne. Les envoyés des journaux

étrangers ont pu le constater, et ils en ont conçu beaucoup d'admiration pour l'œuvre militaire de l'Italie. Leur intervention est loin d'avoir été inutile, étant donné le prix que le peuple italien attache aux jugements de l'opinion publique internationale.

§

Quel est en tout cela le rôle du Parlement ? Et quelle influence a-t-il dans l'histoire qui s'écrit en ce moment ?

Son importance est loin d'égaler celle de la Chambre française ; le seul fait que le conflit ait éclaté en grande partie contre sa volonté suffit à l'expliquer. Alors qu'en France les députés sont intervenus dans toutes les questions de la défense nationale, en Italie ils n'ont pu s'y intéresser que d'une manière générale et théorique. Le Parlement français siège presque en permanence ; à Montecitorio il n'y a que les sessions réglementaires. Tous les appels de classes sont faits chez nous après approbation de la Chambre et du Sénat ; à Rome i suffit d'un décret rendu, après proposition ministérielle, par le Lieutenant Général du Royaume, le Duc de Gênes. La plupart des mesures qui concernent l'organisation militaire du pays dépendent du Ministère auquel ont été conférés les pleins pouvoirs.

Pendant les deux premières années de guerre une session parlementaire s'est presque toujours passée de la façon suivante. D'abord les déclarations du Cabinet, faites par le Président du Conseil, ou quelquefois par le Ministre des Affaires Etrangères. Les députés semblent prendre intérêt à la discussion de ces déclarations et à celle des divers budgets. Mais les pièces de résistance sont les discours prononcés par quelques giolittiens ou quelque socialistes officiels sur l'état de guerre. Ils déchaînent des tumultes, et les journaux « bien informés » dénoncent les habituelles manœuvres des ex-neutralistes, décidés à renverser le ministère qui fait la guerre. Des intrigues de ce genre n'auraient d'ailleurs pas rendu possible en 1916 la chute du ministère Salandra, s'il ne s'y était ajouté le profond mécontentement des milieux démocratiques, fatigués de l'apathie ministérielle.

Un des plus acharnés à combattre les cabinets de guerre a été pendant longtemps l'ancien directeur de l'*Avanti*, M. Enrico Ferri, devenu très désireux du pouvoir, et adversaire de

tous ceux qui l'occupent. M. Salvatore Barzilai le lui fit remarquer, un jour qu'il attaquait avec virulence le Ministère Salandra : « *La lingua batte dove il dente duole* », s'écria-t-il. Presque à chaque session on entendait en effet une harangue où M. Ferri déplorait ce qui était arrivé, la guerre et ses tristes conséquences. « Ah ! s'il n'y avait pas eu M. Salandra au pouvoir ! » Les anciens neutralistes ne pouvaient pas pardonner à M. Salandra d'avoir eu assez d'habileté pour passer outre à la volonté du Parlement. Même après sa chute, on continua à l'attaquer violemment à la session du début de 1917, un député socialiste officiel voulut provoquer un incident et, espérait-il, un scandale, en portant à la tribune de la Chambre une mesquine affaire de fonds de bienfaisance, où il avait même impliqué la personnalité de la fille de l'écrivain Fogazzaro.

M. Enrico Ferri, qui, lorsque je le vis au mois de janvier 1915, parlait avec émotion de la vieille amitié qui l'unissait à M. Salandra, son collègue à l'Université de Rome, n'a donc cessé, pendant plus de deux ans, de blâmer sa conduite. Lui qui fut si maltraité par les « socialistes officiels » lorsqu'il abandonna leur parti, retrouve aujourd'hui, dans ce groupe qui lui fut dévoué, quelques rares admirateurs. Nous disons « rares », car M. Ferri n'a plus d'autorité à la Chambre. On écoute ses discours, on s'amuse à ses interruptions et à ses saillies ; on reconnaît qu'il est un des orateurs les mieux doués du Parlement. Mais il reste un isolé.

§

Au temps où M. Salandra avait encore la direction du gouvernement, c'était M. Ettore Ciccotti qui s'était attribué le rôle de « terre-neuve du ministère ». A l'éloquence pointue de M. Ferri il opposait des périodes émouvantes qui faisaient taire pour quelques heures les divergences d'opinion et provoquaient des espèces de « baisers Lamourette ». Son évolution est une des plus intéressantes auxquelles la guerre nous ait permis d'assister. Il était avant 1914 l'ennemi implacable des ministères bourgeois dont il critiquait tous les actes avec ironie ; ses interventions dans une discussion étaient celles d'un homme férocement sceptique. Or, le voici devenu maintenant un catégorique défenseur de la politique du front unique et mué en véritable apôtre. Convaincu que le Ministère de guerre pouvait rencontrer à chaque instant les obstacles les

plus imprévus, il sut réunir autour de lui des hommes politiques de toute nuance, depuis le républicain Eugenio Chiesa jusqu'au nationaliste Medici del Vascello, tous désireux d'intensifier une « guerre sacrée ». Ce fut le groupe de « l'Azione Nazionale », qui n'eut malheureusement pas assez de force pour jouer un rôle important.

A vrai dire, la « politique de guerre » n'a jamais été sérieusement menacée par les intrigues parlementaires. Avant la chute de M. Boselli, on entendait souvent dans les couloirs de Montecitorio des plaintes sur la durée de la guerre, et les sacrifices qu'elle impose. Mais dès que la question était nettement posée en séance plénière, il n'y avait que peu d'opposants à l'ordre du jour de confiance : les socialistes « officiels », quelques membres du groupe giolittien et toujours M. Chiaraviglio, le gendre du député de Dronero. Si les amis de M. Giolitti, M. Schantzer ou M. Facta, intervenaient dans les débats, c'était au moment où le « Ministère de guerre » était menacé. Non pas qu'ils eussent l'espoir de prendre sa place ; ils sentaient très bien que l'opinion publique ne leur avait nullement pardonné leur attitude du mois de mai 1915. Ils croyaient seulement faire arriver au pouvoir quelques-uns des hommes n'ayant jamais pris nettement position et capables de se montrer pleins de bienveillance à leur égard. M. Giolitti lui-même restait loin de Montecitorio. Brusquement on annonçait qu'il venait de faire un voyage à Rome; il avait réglé quelque affaire de famille, vu M. Enrico Ferri ou tel autre de ses amis. Puis il repartait pour Cavour; et c'étaient ses partisans qui au Parlement se chargeaint de soutenir sa politique. Il donnait rarement signe de vie. Cependant il était et il est encore très puissant. « Vous verrez qu'il redeviendra l'homme nécessaire. Il attend son heure », dit-on souvent. Mais il lui sera tout de même désormais impossible de redonner vigueur aux conceptions « terre à terre » de politique intérieure qui avaient été le fondement de sa fortune. Il s'en rend compte : pour qu'on ne dise pas de lui qu'il s'est détaché de l'âme nationale, comme le lui avait reproché M. Salandra dans son discours du Campidoglio, il se montre « guerrafondaio », les rares fois qu'il lui arrive d'exprimer publiquement son opinion. M. Giolitti évolue habilement vers la politique qu'il a d'abord essayé de faire échouer; et les der-

niers événements lui ont d'ailleurs permis de se laver de bien des reproches qui lui avaient été adressés.

Dans un discours prononcé à Muro Lucano, le 25 octobre 1916, un des économistes les plus remarquables d'Italie, M. Francesco Nitti, voulut cependant justifier aux yeux du public l'ancien Président du Conseil dont il fut le fidèle collaborateur. Il le fit avec beaucoup d'habileté. Nul d'après lui n'avait songé à défendre une politique de neutralité à tout prix. « S'il y avait eu une lointaine possibilité de neutralité, ce n'aurait pu être qu'à la condition d'un complet renoncement ; et cela, aucun homme politique éminent ni ne l'a voulu ni ne l'a proposé. » Une fatalité irrésistible conduisait l'Italie à l'intervention ; « ce qui est arrivé était inévitable ». « Neutralité négociée signifiait pour l'Italie la guerre. Je suis certain, dit M. Nitti, que les hommes qui représentèrent devant le pays le programme de la neutralité auraient donné aux événements la même solution, parce que celle-ci était supérieure à la volonté des hommes (1). » Ce qui divisa la nation en deux camps au moi de mai 1915, ce qui provoqua des « luttes excessives », ce fut uniquement une question d'opportunité : les uns voulaient agir plus tôt, les autres plus tard ; mais au fond leurs intentions étaient identiques.

Cette démonstration, habilement faite, devait permettre aux amis de M. Giolitti, sinon à M. Giolitti lui-même, d'ambitionner à nouveau le pouvoir. M. Francesco Nitti, défenseur du giolittisme de 1915, n'est-il pas devenu un des principaux ministres du ministère Orlando (2)? Et M. Orlando n'a-t-il pas pris comme sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur M. Valenzani, dont on connaît l'intimité avec le député de Dronero?

§

Si beaucoup de députés qui avaient été en toute sincérité neutralistes se sont ralliés rapidement à la politique du « Ministère de guerre », il est resté bien des irréductibles, qui pendant longtemps n'ont pas voulu avouer qu'ils avaient pu se tromper. Ce sont en grande majorité des « socialistes officiels ».

(1) Francesco Nitti, *La guerra e la pace* (Laterza, édit. Bari p. 27-28).

(2) Notons que M. Francesco Nitti est très circonspect dans sa germanophobie. Il reconnaît que c'est l'Allemagne qui a déchaîné le conflit européen ; mais il atténue sa responsabilité en affirmant que « tôt ou tard le conflit aurait éclaté » : l'Allemagne n'a fait que précipiter les événements et choisir l'heure qui était la plus favorable. De là un ton moins catégorique dans la polémique, mesurée et prudente, de M. Nitti.

Leur « cas » a été déjà étudié ; quand il fut question, au début de 1917, de convoquer un congrès des socialistes de l'Entente, on réclama avec énergie l'admission des collectivistes italiens qui avaient été partisans de l'intervention. Les « officiels » s'y opposèrent avec énergie. Ce fut une des raisons qui rendit le congrès impossible. Il n'y a pas eu de manifestation antibelliqueuse à laquelle ils n'aient adhéré. Non contents d'avoir présenté par deux fois au Parlement italien une motion en faveur de la paix immédiate, ils n'ont cessé dans leur journal l'*Avanti* de rendre hommage aux efforts des socialistes allemands, de dénigrer les « majoritaires » français au profit des « minoritaires », de déformer les événements aux yeux de leurs lecteurs. Lorsqu'est survenue la révolution russe, ils ont été un moment embarrassés. Mais ils ont eu vite fait de la qualifier de révolution bourgeoise, et de la déprécier puisqu'elle ne signait pas la paix. N'ont eu leur sympathie que les collectivistes russes qui se sont déclarés partisans d'une immédiate entente avec la social-démocratie allemande. L'intervention américaine ne les a pas davantage pris au dépourvu. Une caricature de l'*Avanti* représenta le dollar américain venant s'ajouter à la livre sterling, au franc et à la lire sur le plateau de la balance où s'accumulent les capitaux de l'Entente. La guerre actuelle n'est donc, après l'entrée en ligne de l'Amérique comme avant, qu'une lutte d'intérêts capitalistes.

On a voulu justifier cette attitude des socialistes officiels italiens au point de vue théorique. « Leur premier mouvement en face de la guerre a été un mouvement de recul », a-t-on dit (1). Il y a eu beaucoup d'idéalisme intransigeant dans ce mouvement, une volonté ferme de vaincre la brutalité matérielle des faits par la force de la pensée pure. Et c'est cet idéalisme poussé à outrance, ce dédain des réalités mêlé à un sentiment pur et élevé d'humanité qui donne à l'attitude étrange des socialistes italiens ce caractère de beauté morale que même les adversaires ne peuvent lui refuser. » Ce jugement ne vaut, à notre avis, que pour un petit groupe de dirigeants cantonnés dans leur souverain mépris pour la politique de guerre. La plupart ont songé à leurs intérêts personnels, à l'avenir électoral du parti, et ont refusé de s'associer à

(1) A. V. Eisenstadt : Le parti socialiste italien (*L'Avenir, revue du socialisme*, février 1917).

toute manifestation qui ne fût pas de tendances pacifistes, parce qu'ils ont spéculé sur le mécontentement des masses. L'incident de l'université populaire de Bologne éclaire la thèse qu'ils ont soutenue. Le conseil d'administration avait préparé en octobre 1916 tout un programme de conférences, où étaient largement traités les problèmes soulevés par le conflit actuel. En novembre, ses membres interventistes ayant été inopinément remplacés par des « socialistes officiels », ceux-ci annulèrent ce programme, pour ne faire étudier que des questions historiques, scientifiques ou sociales, sans rapports avec les événements d'aujourd'hui. Le parti socialiste « officiel » veut ignorer le grand bouleversement contemporain ; au lieu de rechercher ses causes profondes, il s'obstine dans son internationalisme intransigeant. Il a créé au gouvernement toutes sortes de difficultés. Il en est même arrivé à « boycotter » des réunions organisées au profit des malheureux « déportés » belges ! En sorte que les partisans de M. Mussolini et de M. Bissolati ont pu regretter à juste titre que cet internationalisme théorique se soit transformé dans la pratique en germanophilie !

Les chefs eux-mêmes eurent des regrets et ils les exprimèrent sous une forme qui fit croire, au début de 1917, à un changement d'attitude. M. Graziadei, dans deux conférences faites à Milan, se prononça en partie pour le programme des revendications idéales de l'Entente. L'*Avanti* protesta. On crut quelque temps à la possibilité d'un schisme. On déclara que M. Turati partageait les idées de M. Graziadei. Durant la session parlementaire de mars, le discours pacifiste de M. Enrico Ferri l'avait exaspéré et il était sorti en disant : « Si je reste plus longtemps, je sens que je vais devenir interventiste. » C'est au moins la réflexion qu'on lui prêta ; et lorsqu'il fut interrogé à ce sujet, il se borna à répondre : « Si je ne l'ai pas dit, je l'ai pensé »... Quoi qu'il en soit, il n'y eut que des velléités de scission. Au congrès officiel du parti tenu à Rome en février 1917, la tendance intransigeante, représentée par les directeurs de l'*Avanti*, MM. Serrati et Lazzari, reprit le dessus. Et pour ne rien perdre de sa popularité et de son influence, M. Turati les laissa imposer leur volonté. Le schisme fut ainsi momentanément conjuré.

Les journaux giolittiens ont eu une toute autre conduite

que l'*Avanti*. Leur mauvaise volonté s'est manifestée sans violence de langage, par insinuations perfides. La *Stampa* fourmilla pendant longtemps de sous-entendus malveillants pour le gouvernement ; un habile choix de titres à effets, la mise en valeur des nouvelles tendancieuses, au bout desquelles se cachait le désir de la paix immédiate : tout cela fut parfaitement dosé par le directeur du grand journal turinois. Très lu, parce que très bien informé, il utilisa sa puissance contre les ministères de guerre. Il est vrai qu'on n'y trouvait plus la signature du député Cirmeni accusé d'austrophilie. Mais les opinions du directeur, que M. Giolitti fit sénateur, et de ses collaborateurs n'avaient guère changé. Dans tout le Piémont et dans une partie de la Ligurie il a eu plus d'influence qu'on ne l'aurait voulu ; influence heureusement contrebalancée par celle que prend de plus en plus le grand quotidien libéral milanais, le *Corriera della Sera*.

Sauf l'*Avanti*, presque toute la presse lombarde est d'ailleurs très ardemment germanophobe. Le *Secolo* et le *Popolo d'Italia* représentent les tendances démocratiques, le premier ayant une longue tradition d'hostilité à l'Austro-Allemagne, qui s'est accentuée avec la guerre, le second poursuivant implacablement tout ce qui rappelle le souvenir du neutralisme et peut en faire craindre le retour. Leur puissance est malgré tout loin d'égaler celle du *Corriere* qui doit à l'intelligence et à l'énergie de son directeur, M. Albertini, une place privilégiée dans la presse italienne. Aux heures de découragement, aussi bien qu'à celles d'enthousiasme exagéré, il intervient comme le régulateur de l'opinion publique. On ne peut lui comparer aucun quotidien français ; il a en même temps les qualités du bon journal d'informations, et celles du quotidien sérieux ; certains de ses articles ont presque la valeur d'articles de revue. Le rôle important qu'il a joué à la veille de la déclaration de guerre, il le joue encore ; il calme les nerfs du public et il sera le grand facteur de modération et d'équilibre lorsqu'on verra les prodromes de la paix exciter les convoitises de chacun.

Les journaux romains ont aussi une grande place dans la vie de la nation, surtout dans le Sud et le Centre de l'Italie. Bien souvent les éditoriaux du *Giornale d'Italia* sont considérés comme étant de nature officieuse ; car on n'oublie pas

les liens qui unirent pendant longtemps ce journal à M. Sonnino. Pourtant le ministre des Affaires Etrangères est si peu expansif qu'il n'est pas probable qu'il consente à communiquer quelques-unes de ses intentions même au représentant d'un journal ami. C'est la diversité dans la collaboration qui fait l'intérêt du *Giornale d'Italia*, beaucoup plus que les notes diplomatiques soi-disant officieuses. Son influence sur l'opinion publique en est d'ailleurs affaiblie ; car ne sont vraiment agissants que les journaux qui suivent une ligne politique déterminée, et non ceux qui exposent à leurs lecteurs toutes les tendances. La *Tribuna* est à ce point de vue plus importante que le *Giornale d'Italia*. Avant mai 1915, elle représentait les théories neutralistes, et elle était connue pour ses excellentes relations avec M. Giolitti et avec son ami, le marquis Garroni, qui fut le dernier ambassadeur italien à Constantinople. Au cours des journées historiques qui décidèrent de l'avenir de l'Italie, elle ne modifia pas sa ligne de conduite. Mais lorsque la guerre eut été déclarée, elle en arriva peu à peu à soutenir les « Ministères de Guerre ». A l'encontre de la *Stampa*, la *Tribuna* accepta le fait accompli sans arrière-pensée.

Cela n'a rien d'étonnant ; car même pendant la période de neutralité son directeur, M. Malagodi, avait des sympathies très prononcées pour l'Entente. Il a vécu longtemps à Londres et il en a rapporté une grande admiration pour l'Angleterre. Sur toutes questions ou militaires ou diplomatiques, il a des vues nettes et souvent originales. Qui ne se souvient en Italie de ces précieux commentaires sur les opérations militaires qu'il publiait dans les premiers mois de la guerre européenne? Ils étaient remarquables d'intelligence et pleins de sympathie pour les soldats de l'Entente. Il a abandonné depuis quelque temps ce métier de critique militaire, et il se consacre aux « éditoriaux » qui dans son journal analysent les grands problèmes de politique internationale. Parti du socialisme qui l'avait fait pendant quelque temps directeur du *Punto Nero*, devenu directeur d'un des principaux quotidiens conservateurs d'Italie, après avoir failli l'être d'un grand organe démocratique, il a affirmé au cours de cette guerre d'exceptionnelles qualités de journaliste. Très positif dans ses prémisses comme dans ses conclusions, il examine

les questions avec une hauteur de vues et un sens des situations politiques qui le met au premier rang parmi les publicistes de l'Entente.

§

On constate donc que la majorité des grands organes a toujours soutenu très énergiquement le gouvernement.

Certains journaux de province ont cependant laissé passer quelquefois des notes où se trahissait le découragement; ils étaient heureusement peu nombreux et peu lus. Il y a quelques mois M. Palamenghi-Crispi, ancien rédacteur en chef du journal la *Concordia* qui avant mai 1915 était ardemment germanophile, fonda une curieuse petite revue : *Voci del tempo;* il y réunissait scrupuleusement et habilement les articles, les notes des différents quotidiens italiens ou étrangers qui pouvaient contribuer à discréditer l'Entente et à donner la meilleure idée de la force et de l'organisation germaniques.

Cela nous montre que d'anciens neutralistes ont essayé d'entamer la résistance morale de l' « arrière ». Il n'est pas douteux que de nombreux parlementaires ont souvent voté à contre-cœur les ordres du jour de confiance. Cela ne contribuait pas à rehausser leur prestige. Combien d'articles ont paru depuis le début de la guerre, mettant en parallèle le Parlement et la Nation, ou bien le Parlement et l'Armée! A côté des attaques des journaux d'opinions extrêmes, comme le *Popolo d'Italia* ou *l'Idea Nazionale*, il y avait les sévères remontrances du *Giornale d'Italia* et du *Corriere*. Par une étrange fatalité, c'étaient les socialistes « officiels » qui devenaient les meilleurs défenseurs de la Chambre des Députés. Cette institution qu'ils dénigraient autrefois parce qu'elle représentait la bourgeoisie capitaliste, ils la défendaient désormais parce que là seulement ils pouvaient exprimer leur volonté de paix à tout prix. Ils demandaient qu'elle fût convoquée beaucoup plus souvent et que ses droits fussent respectés ou augmentés.

Parfois le pays fut impressionné par l'attitude ambiguë de certains groupes de députés. A la fin de 1916, quand on était encore sous le coup de l'émotion provoquée par la retraite roumaine, les éléments hostiles à la guerre en profitèrent pour répandre des nouvelles tendancieuses. Les thèmes de presque tous les discours étaient simples : invincibilité de l'Allemagne,

impossibilité de coordonner les efforts de l'Entente ; et surtout égoïsme de l'Angleterre. Dans une violente discussion parlementaire, M. Agnelli, député radical de Milan, fut accusé par un député socialiste d'être « vendu à l'Angleterre ». D'après les nouveaux anglophobes, ce n'était pas dans l'intérêt supérieur de l'humanité civilisée que l'Angleterre était intervenue dans la lutte ; elle n'avait songé qu'à son avenir économique menacé. Elle désirait la défaite complète de l'Allemagne, parce qu'elle voulait remplacer le pangermanisme par le panangli-cisme. Pourquoi s'obstiner à continuer une pareille lutte, du moment qu'il s'agissait tout simplement de savoir qui l'emporterait, de l'Allemagne ou de l'Angleterre ? Il serait puéril de nier que cette campagne n'ait pas fait de mal. Après la retraite de Roumanie, quand les Empires Centraux firent leurs premières propositions de paix, il y eut un fléchissement momentané dans la résistance de l'arrière. Malaise analogue à celui qui se manifesta chez tous les peuples de l'Entente et qu'aggravait alors une pénible situation économique.

La presse libérale dans sa presque totalité, toute la presse démocratique et nationaliste, et les organes socialistes non officiels réagirent avec vivacité. Ils réclamèrent une énergique « défense interne ». En France la censure n'a pas d'autre tâche que d'empêcher la publication des nouvelles d'ordre militaire ou diplomatique ; car « l'union sacrée » y est à toute épreuve. Mais en Italie la censure du ministère de l'Intérieur dut sévir contre « l'œuvre quotidienne d'empoisonnement ». Il est aussi grave de laisser paraître un article sournoisement favorable aux propositions de paix austro-allemandes, que de dévoiler trop tôt une heureuse manœuvre diplomatique. La vigueur avec laquelle on réclama, en décembre 1916 et en janvier 1917, une action efficace de la censure contre toute propagande intempestive en faveur de la paix prouve la ténacité des gens qui étaient uniquement soucieux de retrouver le « dolce vivere » d'avant la guerre.

Cette campagne fut salutaire. Puis vint la rupture des relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne ; la révolution russe, qui fit naître des espérances et des craintes : craintes atténuées par la grande intervention américaine. Cette série d'événements eut la meilleure influence sur le moral du pays. A ceux qui parlaient d'impérialisme anglais, le message de M. Wilson

donna la réponse qu'il fallait, et ce document contribua à dissiper les malentendus qu'avaient fait naître les hésitations et, il faut bien le dire, les fautes des derniers mois de 1916. Dans un bel article intitulé « Guerre au règne de la guerre », M. Malagodi exprima l'opinion de l'immense majorité de la nation. Y avait-il une intervention qui pût impressionner davantage même ceux qui étaient le plus attachés aux vieilles conceptions pacifistes? Justement la guerre des Etats-Unis était avant tout « la guerre du pacifiste exaspéré ». « Aujourd'hui la révolution russe et l'intervention américaine font de cette guerre une véritable guerre de délivrance, continue M. Malagodi. Et alors persister dans la négation, rester à l'écart, c'est pour les socialistes rester comme perdus dans le vide. La guerre, avec son idéal sacrosaint, les a même dépouillés de ce patrimoine qu'ils croyaient et proclamaient jalousement leur propriété personnelle. La valise de leur programme s'amincit, se vide; et si quelque douanier de la pensée y faisait une perquisition, il n'y trouverait probablement plus que de la misérable contrebande, c'est-à-dire l'espérance de profiter après la guerre, dans un intérêt électoral, des sacrifices inévitables et des douleurs de la guerre (1) !... »

§

Si nous avons insisté sur les difficultés qu'a rencontrées le gouvernement et sur les hypocrites propagandes qui ont entravé son action, c'est afin que justice complète soit rendue au merveilleux effort par lequel l'opinion publique a assuré « la défense interne ». Puisque les survivances de l'ancien neutralisme ont été nombreuses, le peuple italien n'en a eu que plus de mérite à les rendre peu à peu inoffensives. Il n'y a plus d'hésitations nulle part; toutes les insinuations perfides ne vaudraient pas contre ce fait : les Italiens ont compris la grandeur et l'importance de la lutte, et ils se sont fait un état d'esprit de guerre qui égale, en solidité, celui des autres peuples de la Quadruple Entente.

Pensons aux sacrifices qu'il a consentis, du plus grand cœur et avec enthousiasme, avant ceux que lui imposèrent les journées tragiques de la fin d'octobre 1917. Les économistes, ayant évalué à 80 milliards la richesse globale de l'Italie, constatent qu'elle en a consacré pendant 18 mois 20 milliards, c'est-à-dire

(1) *Tribuna*, 7 avril 1917.

le quart, à la défense nationale. Il ne faut peut-être pas accorder à ces chiffres une importance exagérée : mais un fait n'en reste pas moins indéniable : bien que les ressources financières de l'Italie soient très inférieures à celles de l'Angleterre et de la France, elle n'a pas lésiné, quand il s'est agi de la préparation militaire. Ce qu'il y eut de plus difficile, ce fut la mobilisation industrielle. L'Italie ayant peu de fer et n'ayant pas de charbon, il fallut faire « des miracles » ; avant la guerre, elle ne produisait que 800.000 tonnes d'acier, ce qui était à peine le cinquième de la production française. On dut improviser ; et les résultats ont été remarquables, puisqu'on est arrivé à faire construire des armes et des munitions dans plus de 3.000 établissements industriels, où travaillent environ 600.000 ouvriers. Pour la seule artillerie lourde l'Italie est encore en partie tributaire de ses Alliés. Elle a acquis dans le reste une espèce d'autonomie industrielle dont elle a le droit d'être fière, elle qui était jusqu'ici une nation essentiellement agricole (1).

La bonne volonté du gouvernement et du pays s'est manifestée également dans l'organisation de ce qu'on a appelé la « mobilisation civile », ou plus exactement « l'assistance civile ». On n'a pas forcé la main aux habitants comme en Allemagne. Ce qui se fait en Italie est strictement volontaire. Dans chaque ville de quelque importance, des Comités se sont créés, avec l'appui du Ministère, pour subvenir aux besoins des familles des soldats et adoucir les souffrances de la guerre. Leurs attributions sont très diverses. Peu à peu ils sont devenus des organismes officiels ; et M. Orlando, suivant l'exemple de M. Boselli, en a confié la direction à un ministre spécial, qui est M. Comandini. L'Etat fournit des secours aux femmes des mobilisés ; ils sont en général insuffisants ; et une des principales attributions des Comités de préparation civile est de les augmenter : on donne des subsides en argent ou en bons de pain et de lait. Il faut y ajouter les services sanitaires, la création de cuisines économiques, ce qui regarde la protection de l'enfance, et aussi la propagande morale (2). Toutes les villes d'Italie, petites et grandes, ont soutenu les

(1) Cf. M. Ruini : *Lo Sforzo dell' Italia* (*Nuova Rassegna*, février 1917).
(2) Leone Wollemborg : *Il Comitato romano d'assistenza civile durante la guerra* (*Nuova Antologia*, 16 mars 1917).

comités d'assistance par de grosses contributions volontaires. Au mois de juillet 1916, Milan avait donné 17.370.040 lire, Turin plus de 9 millions et Gênes près de 6 millions.

On s'est intéressé à la guerre sous toutes ses formes. On a intensifié la production des armements, on a beaucoup donné aux Comités de secours, on a fait pour les Emprunts nationaux la propagande la plus active. Mathilde Serao elle-même a donné des conseils aux femmes de province dans ce curieux livre de germanophile impénitente qu'elle a intitulé « Parla una donna » (1). Tout en rendant furtivement hommage à « Hindenbourg l'invincible », elle reconnaît la grandeur de l'effort accompli par son pays. Si elle insiste sur l'espérance de la paix, elle parle aussi avec enthousiasme des « victoires civiles et militaires ». « Là-haut, dit-elle, sur les Alpes et sur le Carso, l'âme du soldat se fait plus vigoureuse et plus impétueuse, et il devient capable d'une somme d'héroïsme innombrable; à l'arrière, nos vertus de résistance se font plus fermes, plus intenses, plus tenaces. »

Du temps que le peuple prend conscience de son énergie et de sa vigueur, l'élite intellectuelle sent qu'elle a des devoirs nouveaux. Il y a des publicistes qui continuent leurs déclamations sur la fécondité du génie « latin », et qui l'opposent au « génie allemand », par amour des contrastes violents. L'opinion publique n'y est pas sensible, car elle s'aperçoit bien vite de la vanité de pareilles dissertations. Elle s'intéresse plutôt aux critiques serrées qui ont été faites, en Italie, des méthodes allemandes. Sans parler de l'espionnage (et dans peu de pays on en a si bien démonté les rouages), on s'est attaché aussi au côté intellectuel du pangermanisme. Les études italiennes s'étaient beaucoup ressenties, dans l'Enseignement supérieur, de l'influence prépondérante de l'Allemagne. Des professeurs allemands enseignaient à l'Université de Rome; c'était Beloch qui y faisait les cours d'histoire romaine. De nombreux historiens et philologues italiens se considéraient comme leurs élèves.

Or, contre toutes les méthodes allemandes, d'invasion économique aussi bien que d'invasion intellectuelle, il y a eu une campagne continue et multiforme : non seulement des pamphlets comme ceux d'Ezio-Maria Gray, mais aussi des livres

(1) M. Serao : *Parla una donna*. Treves, édit., Milan.

de savants sérieux : celui d'Ettore Romagnoli (1). L'élite a compris qu'il fallait enrayer le pangermanisme sous toutes ses formes; elle en a expliqué le danger au peuple, et elle-même désire ardemment se libérer de son emprise; on veut remplacer les collections Teubner, les guides Baedeker; l'Italie ne doit plus dépendre en rien de l'Allemagne, ni dans son industrie, ni dans sa science.

L'opposition brutale que la guerre a fait naître entre deux conceptions de la civilisation a permis à l'Italie de saisir tout ce que la sienne avait d'original. L'ayant constaté, elle s'est de plus en plus rapprochée de la France. A l'élan sentimental qui entraîna le peuple italien, après la déclaration de guerre d'août 1914, est venu s'ajouter l'élan intellectuel. On a beaucoup parlé ces temps derniers d'alliance latine, de cohésion latine. Et le symptôme le plus rassurant pour l'avenir de cette idée, c'est qu'on n'en parle plus comme autrefois en termes vagues et génériques. Jusqu'en 1914, l'amitié latine n'avait été pour beaucoup qu'un simple prétexte à déclamations. Maintenant les économistes et les industriels s'y intéressent; c'est la preuve que l'avenir est plein d'heureuses promesses. Le danger du *Mitteleuropa* suffit à grouper contre lui toutes les énergies latines. L'Angleterre, restant maîtresse des mers, étant soutenue par son magnifique empire des dominions, sera un pôle d'attraction. L'Allemagne en deviendra un autre. Les Etats slaves formeront un bloc formidable. Devant ces grandes masses ethniques, l'Italie et la France, si elles étaient séparées, ne pourraient se défendre. L'idée latine perdrait ainsi de son individualité et de son originalité. M. Borgese, qui n'était pas avant la guerre un ami de l'Entente, a été un des premiers à faire cette observation, et à conseiller la formation d'un « immense bloc latin, formé de la France, de l'Italie et de l'Espagne, géographiquement compact en Europe, possesseur de terres nombreuses en Afrique et en Asie, capable d'exercer une influence irrésistible sur l'Amérique méridionale (2) ».

Parmi ceux qui parlent aujourd'hui plus volontiers d'alliance latine, il y a les anciens nationalistes comme M. Borgese et il y a les nationalistes tout court. Ils en parlent avec précaution

(1) Ettore Romagnoli : *Minerva e lo scimmione*. Zanichelli, édit., Bologne.
(2) G.-A. Borgese : *L'Italia e la nuova Alleanza*, p. 39. Trèves, édit., Milan.

en laissant volontairement de côté toute phraséologie sentimentale. Ils ne veulent que des réalités, ayant sur le conflit actuel des idées tout à fait opposées à celles des milieux démocratiques. « Ce n'est pas la dernière guerre du Risorgimento que nous faisons, dit Coppola, mais la première guerre de l'Italie comme grande puissance, la guerre contre l'impérialisme allemand pour l'impérialisme italien. Les limites à la conquête sont dans la puissance actuelle et non dans le droit. Le droit à la conquête est illimité dans chaque nation.» Comme on peut le penser,les nationalistes italiens ont confiance dans l'issue de la guerre actuelle; l'expansion de leur pays y trouvera toutes sortes d'avantages.Le problème qui se pose désormais pour l'Italie, dit avec force M. Borgese, n'est plus « un problème d'existence, mais un problème de puissance ». Une des conséquences de la guerre doit être de fournir à l'Italie les moyens de se constituer un empire colonial important, et il est à souhaiter qu'on « lui facilite au moins l'acquisition d'une vaste colonie de peuplement dans le Levant. »

Les nationalistes sont en même temps partisans d'une ample politique industrielle. L'avenir se ressentira beaucoup de l'élan qui a été donné aux industries de guerre. Les nombreuses fabriques de munitions qu ont été créées depuis deux ans devront être utilisées à d'autres fins. Quelles perspectives pour l'Italie, surtout si l'on songe aux ressources que représentera pour elle la houille blanche destinée à remplacer le charbon qui lui vient de si loin !

§

Un nationalisme aussi actif est la preuve d'une crise de croissance décisive. M. Savj-Lopez, en comparant son pays au Japon, veut indiquer qu'il a pour lui la jeunesse, et les grandes espérances de la jeunesse. La guerre actuelle lui a donné, en même temps qu'une excellente armée, la foi en l'avenir et la confiance en ses forces. C'est une notion qu'il avait un peu perdue au cours des années précédentes, occupé qu'il était à des luttes mesquines de politique intérieure. Lui avoir redonné aussi le sens de sa « latinité », lui avoir fait comprendre qu'il se devait à lui-même d'acquérir, dans le domaine intellectuel comme dans le domaine économique, une autonomie complète ; avoir convaincu son élite que cette autonomie recevrait son développement le plus parfait par la création

d'un grand et solide bloc latin opposé aux autres blocs ethniques d'Europe : voilà quels ont été à nos yeux les heureux résultats de la guerre actuelle.

L'« esprit de guerre » s'est donc développé avec continuité, en Italie, depuis le mois de mai 1915. Nous avons insisté sur les nombreux obstacles qui pendant longtemps l'ont empêché d'être partout également ardent. Ces obstacles ont à peu près complètement disparu. Voyant son territoire envahi, le peuple italien a réagi comme tous les peuples qui ont une forte conscience nationale. Tant que son armée combattait en territoire ennemi, il pouvait continuer à discuter sur la nécessité de la guerre : on était à l'abri. Mais une fois forcée la ligne du Natizone, tout ce qui pouvait diviser la nation devait être annihilé, et l'a été en effet. Le premier moment de stupeur passé, l'*union sacrée* s'est faite, plus forte que jamais. La *Stampa* a tenu les mêmes discours que le *Corriere della Sera*. La nécessité de défendre des provinces belles et riches a donné un renouveau d'esprit guerrier à l'Italie. A l'encontre de ce qu'espéraient les Austro-Allemands, les souffrances de l'invasion n'ont fait que tremper davantage son caractère. Cela a secoué la masse des indifférents : et la volonté de vaincre est devenue générale.

D'Annunzio a parlé avec lyrisme du « printemps d'Italie, printemps de bonheur et de sang ». La destinée de l'Italie en sort renouvelée. Au cours de ces années d'épreuves l'âme de l'Italie s'est révélée semblable à celle de la France : les deux nations ont souffert, dans leur cœur et dans leur esprit, de l'impérialisme germanique. Elles tireront de la guerre les mêmes conclusions, et seront fatalement amenées à conduire, côte à côte, après la guerre, la même lutte avec la même énergie.

JEAN ALAZARD.

KŒNIGSMARK

Au Docteur Léon Lascoutx.

> Ces vieux châteaux de la Saxe galante et du Hanovre électoral, ces gothiques palais, mornes et silencieux au dehors, féeriques au dedans, avec leurs lambris d'or massif, leurs tentures de brocart, leurs lourdes portières de tapisseries, quel étrange et fantastique spectacle ne deviennent-ils pas pour nous? La tragédie s'y confond avec la pastorale, à chaque porte heurte l'intrigue; le long des corridors à demi éclairés, l'amour mène sa sarabande...
>
> BLAZE DE BURY.

AVANT-PROPOS

Longtemps, j'ai hésité à rendre à la vie le dépôt que je tenais de la mort. Et puis, songeant que le lieutenant Vignerte et celle qu'il aima sont rentrés dans l'ombre éternelle, j'ai pensé qu'il n'y avait plus aucune raison de faire le silence sur les tragiques événements dont fut le théâtre, dans les mois qui précédèrent immédiatement la grande guerre, la cour allemande de Lautenbourg-Detmold.

P. B.

PROLOGUE

— *Rompez les faisceaux.*

D'elle-même, avec cette habitude qui économise les commandements, la masse sombre de la compagnie fit à droite par quatre.

La nuit tombait, désolante et froide, striée de longues raies liquides. Il avait plu tout le jour. Au milieu de la clairière,

des flaques d'eau reflétaient, encore pâles, le ciel vert de gris.

Un ordre tomba : En avant.

La petite troupe se mit en marche. J'étais en tête.

A la lisière du bois se dressait un pavillon, sorte de folie dix-huitième siecle ; deux ou trois obus à peine en avaient ébréché les ailes. Les lustres de la grande pièce du rez-de-chaussée, multipliés dans les glaces, étincelant à travers les hautes vitres, rendaient plus sinistre et plus noire cette nuit descendante d'octobre.

Cinq ou six ombres, avec de longue pélerines, se profilaient au dehors sur cette lumière.

— Quelle compagnie, lieutenant ?

— 24e du 218e, mon général.

— Vous prenez les tranchées au Blanc-Sablon ?

— Oui, mon général.

— Bien. Dès que votre monde sera casé, vous irez chercher les ordres au poste de commandement. Votre chef de bataillon les a... Et bonne chance.

— Merci, mon général.

Dans l'obscurité, les hommes avaient d'extraordinaires silhouettes de bossus, courbés sur leurs bâtons, avec, au dos, l'étonnant chargement des sacs où ils avaient brelés les objets les plus hétéroclites. La tranchée est une île déserte. Sait-on de quoi on y aura besoin ? Aussi les soldats y emménagent-ils tout ce qui est transportable.

Ils observaient un silence grave et bourru, le silence qu'on garde en allant occuper un secteur dont on n'a pas l'habitude. Et puis, le Blanc-Sablon avait mauvaise réputation. La tranchée ennemie était assez éloignée, sans doute — trois ou quatre cents mètres, — mais la nature du terrain n'avait permis de creuser que de déplorables abris, sans cesse effondrés, maintenus à grand peine avec des rondins. En outre, c'était un lieu boisé, raviné, où l'on ne voyait pas à cinquante mètres devant soi. Et rien n'est énervant, à la guerre, comme le mystère de l'invisible.

Une voix dit :

— Qui sait si au moins on pourra allumer les bougies ?

Allumer les bougies, cela veut dire jouer aux cartes. On le peut, quand les trous sont suffisamment profonds, avec de bonnes toiles de tente pour en voiler l'entrée.

Un autre murmura :

— Pour combien de temps descend-on là-bas ?

Cette question demeura sans réponse. En octobre 1914, la guerre n'était pas encore devenue une chose administrative, avec relèves fixes, permissions... On ignorait le nombre de jours qu'on resterait dans de mauvaises tranchées, qu'on ne pouvait se résoudre à améliorer : ce n'est pas la peine. Il y a déjà un mois qu'on est arrêté. Avant la fin de la semaine, on sera sûrement reparti de l'avant.

De mon bâton, je fouillais le sentier forestier, éclairé à trois pas par la pauvre lanterne qu'un soldat cachait sous sa pèlerine. C'est une chose redoutable que d'être guide, dans la forêt, dans la nuit, sur un chemin inconnu. Derrière vous, les hommes, les chefs eux-mêmes, suivent comme des moutons, attentifs seulement à ne pas, dans un arrêt brusque, venir se cogner le nez contre le sac de leur prédécesseur, qui est tout leur horizon. Les autres pouvaient penser à la relève, à leur partie de cartes, à chez eux, à n'importe quoi... Moi, je n'avais qu'un souci : ne pas fourvoyer cette foule aveugle.

Pas d'autre bruit que le piétinement sourd qui serpentait indéfiniment derrière moi. Les arbres au-dessus de nous faisaient un dôme noir. De temps en temps, en passant dans une clairière, on levait la tête; mais le ciel était aussi sombre que la voûte des branches.

— Où est le lieutenant ?

— En tête, mon lieutenant.

Une main se posa sur mon épaule : celle de Vignerte.

Depuis que notre capitaine, après Craonne, nous avait quittés pour être chef de bataillon dans un autre régiment, Raoul Vignerte, plus ancien qne moi, avait pris le commandement de la compagnie. C'était un garçon de vingt-cinq ans, mince, avec une admirable tête brune. Deux mois de guerre nous avaient liés plus que n'auraient pu le faire dix ans de paix. Sans nous connaître avant l'août de 1914, nous n'en avions pas moins des souvenirs communs. J'étais béarnais, il était landais. J'avais préparé en Sorbonne l'agrégation d'allemand. Il y avait préparé deux ans plus tard l'agrégation d'histoire. Tour à tour gai et taciturne, il était, en toutes circonstances, un merveilleux commandant de compagnie. Les soldats le

trouvaient parfois un peu distant, un peu lunatique, mais ils aimaient sa tranquille bravoure, le souci constant où il était de leur bien être. Vignerte ne dormait pas, comme moi, avec les hommes. Mais ceux-ci savaient que, s'il l'habitait seul, c'était toujours l'abri le plus démoli, le moins riche en paille, le plus exposé qu'il choisissait.

A mon égard, il n'y avait pas une attention qu'il n'eût, pour me faire oublier que, plus jeune de deux ans, il était mon chef. Pour ma part, enchanté d'avoir à obéir à un tel camarade, j'étais en outre ravi d'échapper à la responsabilité de tous les instants qu'est celle d'un commandant de compagnie. L'établissement des états, les discussions avec le sergent major et le fourrier, la comptabilité, si réduite qu'elle soit en campagne, ne m'auraient que médiocrement réjoui. Vignerte qui, pendant la retraite, n'avait pas dormi une heure par nuit, qui était sorti le dernier de Guise en flammes et rentré le premier dans la Ville-aux-Bois rasée, ce même Vignerte s'acquittait des plus infimes détails avec une activité méthodique. Par moment, quand je voyais ce charmant intellectuel mettre à ces insupportables besognes toute son attention, il m'était arrivé de penser : Quel dérivatif cherche-t-il? A quelles idées noires veut-il donc se soustraire ?... Alors, comme redoutant d'être deviné, il venait à moi avec quelque plaisanterie, et le régiment ne comptait pas de la journée de compagnon plus gai, plus insouciant.

Ce soir, il était dans ses heures de gravité. Quoi d'étonnant, avec la charge de répondre de deux cent cinquante hommes, dans un nouveau secteur? Et puis, il avait peut-être des ordres que j'ignorais encore.

— Où en sommes-nous? me demanda-t-il.

— Encore dix minutes de marche pour arriver au poste de commandement, dis-je. Et, plus bas, je l'interrogeai : Y a-t-il du nouveau?

— Une compagnie du bataillon doit, je crois, effectuer une opération. Mais ce n'est pas à notre tour de marcher. D'ailleurs, je vais rester au poste de commandement. Vous ferez la relève sans moi. J'arriverai un quart d'heure après, avec les ordres.

C'était vraiment un endroit lugubre, que ce Blanc-Sablon. Au flanc d'un ravin, une forêt naine, défoncée d'obus, avec de

saillants boisés, des trous d'ombre et, devant, un chemin barricadé de branchages qui filait vers le village occupé à quelques cents mètres par l'ennemi.

Les soldats, muets jusqu'alors, ne purent se défendre de brefs commentaires.

— Eh bien, vrai! C'est du propre. Ça n'arrive qu'à nous, ces endroits-là...

— Silence!

La relève a quelque chose d'une figure de cotillon. Commandant de compagnie, chefs de sections, caporaux, soldats doivent immédiatement trouver leur vis-à-vis, le commandant, le chef de section, le caporal, le soldat dont chacun a à prendre la place. Cela s'opère en cinq minutes, sans bruit, sinon l'artillerie ennemie aurait tôt fait de prendre sous son feu ces hommes entassés, dont la moitié n'est pas abritée, et de les anéantir.

Le silence, relativement aisé à obtenir de ceux qui arrivent, s'obtient beaucoup moins aisément de ceux qui partent. La joie de bientôt dormir à l'abri, de se reposer quelques jours à l'arrière, les rend loquaces. Ils donnent des conseils à leurs successeurs :

— Et puis, ne te risque pas à ce créneau. Il y a un citoyen qui m'en veut, en face. J'y ai tiré trois fois dessus, aujourd'hui ; s'il n'est pas mort, il doit vouloir se venger. Alors...

— Silence, donc!

Vraiment, quel ignoble secteur : quatre, cinq petits postes à fournir, douze sentinelles, sans compter les patrouilles. Ah! mes pauvres diables ne vont pas pouvoir beaucoup dormir.

— Au revoir, Monsieur.

— Au revoir, et merci de votre amabilité.

C'est l'officier de la compagnie relevée qui prend congé · la rumeur s'efface dans le bois.

Il était temps : voici la lune.

Triste, embuée de brouillard jaune, elle roule au milieu d'un floconnement gris.

Elle éclaire le navrant paysage blanchâtre, les troncs déchiquetés, les glaises labourées. Les hommes ont disparu dans leurs abris. Les sentinelles inclinent vers la terre leur fusil dont il ne faut pas que reluise la baïonnette. Derrière

nous, de petits tertres aplatis, avec de touchantes grilles de bois tordu, hautes comme la main, surgissent.

Ce sont les tombes.

Les soldats ne les ont pas vues. Tant mieux! Il est préférable qu'ils ne les aperçoivent que demain, au jour, quand ils seront habitués, quand le soleil versera sur notre monde sa relative gaieté.

★

Mes cinq petits postes, mes douze sentinelles sont placés. La compagnie est installée dans ses taupinières. La moitié qui n'est pas de veille ronfle déjà.

Avec deux hommes de bonne volonté — on en trouve toujours d'éveillés et de curieux,— je pars en patrouille.

— Vous direz au lieutenant Vignerte que je suis allé faire la liaison avec la 23e, — qu'il m'attende dans mon abri. Je serai de retour dans un quart d'heure.

Nous nous coulons le long des haies. A intervalles réguliers, une chandelle lumineuse s'élève de la tranchée allemande, et retombe dans un halo bleu et blafard.

— Qui vive!

— Masséna.

— Melun.

— C'est l'officier de la 24e qui vient faire la liaison. Rien de nouveau chez vous?

— Non, mon lieutenant. Si ce n'est qu'on s'est accroché avec une patrouille allemande. C'est les coups de fusil que vous avez entendus tout à l'heure. On en a tué un.

Un corps gît dans l'herbe. Je me penche. Sur la patte d'épaule il y a le nº 182.

— Et ses papiers?

— Le capitaine les a.

— Bien. Vous avez notre petit poste de droite à cent mètres, ici, dans le boqueteau... Ah! à deux heures, une patrouille passe. Pas de blagues, n'est-ce pas?

— Bien, mon lieutenant.

— Au revoir.

Je trouve en rentrant Vignerte dans mon abri. Il fume une cigarette.

Je lui demande : Rien de nouveau?

— Rien, me répond-il, du moins pour cette nuit. Par exemple la 22e va peut-être écoper. Il y a, devant elle, une corne de bois où nous avons de bonnes raisons pour croire qu'on mijote une sape. La 22e doit aller voir, et mettre, si possible, du désordre dans ce travail. A six heures du matin, une section part; le reste suit pour appuyer le coup de main. Dès que les détonations retentiront, la 23e doit donner de la mousqueterie sur la tranchée en face pour la fixer. Nous, nous n'avons à bouger que si les choses se gâtent. Mais en tout cas, la 23e contre-attaque avant nous. Donc, nuit calme. Et vous, rien de nouveau?

— La compagnie est installée, dis-je. Si mal, d'ailleurs, que je suis sûr qu'il n'y a pas à se méfier. Il y en aura toujours une bonne partie d'éveillée. J'ai fait la liaison à droite; là, rien d'important non plus, si ce n'est qu'ils ont eu maille à partir avec une patrouille allemande. Ils en ont démoli un.

— Ah! dit Vignerte. Un fantassin? Un chasseur?

— Un fantassin. Infanterie prussienne, 182e régiment.

— Je suis curieux, dit mon camarade, de savoir d'où viennent les gens que nous avons en face de nous.

En disant ces mots, il tirait un petit memento Lavauzelle :

— 160e, Posen — 180e, Altona — 181e, Lippe — 182e, Lautenbourg... Lautenbourg...

— Eh bien?

Il répéta encore :

— Lautenbourg.

— Vous connaissez cela, Lautenbourg? dis-je, un peu étonné par le son de sa voix.

— Oui, répondit-il gravement. Vous êtes bien sûr du numéro?

— Mais oui, dis-je, un peu impatienté. Et puis, qu'est-ce que cela peut faire? De Lautenbourg ou d'ailleurs!

— Evidemment, murmura-t-il. Qu'est-ce que cela peut faire!

Je le regardai, d'autant plus facilement qu'absorbé comme il était, il ne prêtait aucune attention à moi.

— Vignerte, lui dis-je, qu'y a-t-il? Vous ne me paraissez pas normal. Quelque mauvaise nouvelle?

Mais déjà il s'était repris, et haussant les épaules :

— *Mon pauvre ami ! Une mauvaise nouvelle? Et de qui, s'il vous plaît? Je suis seul au monde. Vous le savez bien.*

— *C'est égal, insistai-je. Vous êtes nerveux ce soir. Je préfère que vous restiez avec moi. Vous pouvez établir où vous voulez votre poste de commandement.*

— *Il est vrai, interrompit-il, je suis un peu nerveux. Quelle heure est-il?*

— *Sept heures.*

— *Eh bien, jouons aux cartes.*

La proposition était si inattendue de sa part que les deux soldats que j'avais pour compagnons levèrent la tête, abasourdis. Jamais, à la compagnie, on n'avait vu le lieutenant Vignerte toucher une carte.

— *Holà! dit-il, vous deux, Damestoy, Henriquez, vous avez des cartes, n'est-ce pas?*

Ils firent un signe affirmatif. Comment n'auraient-ils pas eu de cartes.

— *A quoi savez-vous jouer?*

— *A la* bourre, *mon lieutenant.*

— *Eh bien, jouons à la* bourre.

Ce fut une étrange partie. Au bout d'une heure, Vignerte avait été copieusement bourré. *Les deux pauvres soldats se regardaient ahuris, se demandant ce qu'il y avait de plus extraordinaire dans leur aventure, de l'honneur que leur avait fait le lieutenant Vignerte, ou de la somme — une dizaine de francs — qu'ils lui avaient gagnée.*

Je le regardai avec de plus en plus d'inquiétude.

Nerveusement, il jeta les cartes.

— *Ce jeu est stupide, il est huit heures; je vais surveiller la première relève.*

— *Je vous accompagne.*

Je n'oublierai jamais cette nuit. Le ciel peu à peu s'était dépouillé de sa toison de nuées. La lune, presque en son plein, brillait dans l'azur bleu et froid. Sous elle, entre les groupes sombres des boqueteaux, le sable et les tranchées faisaient de longues traînées blanches.

L'ascension des fusées lumineuses, devenues inutiles, s'était arrêtée.

Un grand silence régnait. Par moment, une balle perdue, avec un bourdonnement aigu, passait près de nous. Et l'on

entendait, après, la détonation du fusil, là-bas, dans la vallée.

A voix basse, nous échangions le mot avec nos sentinelles, les unes aplaties dans un trou d'obus, les autres accroupies derrière un buisson. La compagnie était déployée sur un front immense : cinq cents mètres au moins. L'inspection nous en prit une bonne heure.

Quand nous fûmes au bout, Vignerte me demanda :

— Où est le dernier poste de la 23e ?

Nous y allâmes. Les quatre soldats étaient en train d'enterrer aussi profondément que possible le corps de l'Allemand tué tout à l'heure.

D'un geste, Vignerte les écarta et, se penchant sur la fosse, il fouilla le sable qu'ils étaient en train de rejeter. Le cadavre apparut.

— 182e. C'est bien cela, murmura-t-il.

Puis il me dit avec un frisson :

— Rentrons, je commence à avoir froid.

*

Damestoy et Henriquez dormaient dans la cahute où étaient venus les retrouver les trois hommes de liaison. Avec la grande déférence des soldats, ils nous avaient arrangé la meilleure place. Deux trous dans une paille abondante, sous un amas de couvertures brunes.

La respiration enfantine de ces braves gens rompait seule le silence et, par moment, le petit piaulement d'un de ces minuscules mulots attiré par la paille toute pourvue encore d'épis. Je ne voyais pas Vignerte, étendu à mon côté, mais je le sentais qui ne dormait pas. La porte de la cahute s'ouvrait en un trou bleu sur le firmament, au fond duquel pendait, comme une larme, une étoile d'argent.

Une heure passa ainsi, peut-être. Vignerte n'avait pas bougé. Il avait dû s'endormir, ce mystérieux camarade que la guerre m'avait envoyé. Pourquoi était-il si troublé, ce soir? Quel souvenir soudain était venu usurper une pensée qu'il pliait sauvagement aux mille détails de la guerre, comme pour l'empêcher de vagabonder à travers des mondes interdits?...

Et soudain, j'entendis un grand soupir, tandis qu'une main saisissait la mienne.

— Vignerte, pour Dieu, qu'avez-vous ?

Je n'eus d'autre réponse qu'un serrement plus convulsif de sa main.

Alors, je brûlai mes vaisseaux.

— Mon ami, mon cher ami, vous savez si j'ai le droit de vous donner ce titre. Eh bien, ne me laissez pas avec cette inquiétude sur votre compte. Vous souffrez, ce soir. Dites-moi votre souffrance. Si nous étions à Paris, n'importe où, je n'en userais pas avec cette indiscrétion. Mais telle confidence qui nous ridiculiserait ailleurs ici devient sacrée. Nous allons peut-être nous battre demain, Vignerte! Demain, peut-être, quatre soldats nous creuseront la fosse de sable où dort maintenant l'Allemand de tout à l'heure. Ne me parlerez-vous pas, Vignerte, ne me direz-vous pas...

Je sentis sa main mollir dans la mienne.

— Ce serait long, mon pauvre ami. Et comprendrez-vous? Je veux dire : ne me prendrez-vous pas pour une sorte de fou?

— Je vous écoute, dis-je impérieusement.

— Allons, soit. Aussi bien ces souvenirs m'étouffent, et vraiment il en est qu'il serait égoïste d'emporter avec moi. Tant pis pour vous, vous ne dormirez pas cette nuit...

Et voici donc la bizarre histoire que me raconta, ce soir du 30 octobre 1914, le lieutenant Vignerte, à l'endroit que ceux qui l'ont occupé ont appelé le Carrefour de la Mort.

I

Vous êtes universitaire, commença-t-il. Vous ne m'en voudrez pas si le début de ce récit n'est pas exempt de quelque amertume envers l'Université dont je n'ai pu faire partie. Amertume injustifiée sans doute, puisque je lui suis redevable, pour ne m'avoir pas accepté dans son sein, de souvenirs que, somme toute, je n'échangerais pas contre une chaire en Sorbonne.

J'ai fait les études de ceux qui ont un peu d'intelligence et pas du tout de fortune. J'ai été boursier. C'est-à-dire que je me suis engagé chaque année à passer d'une certaine façon des examens, à acquérir un état d'esprit particulier, avec, comme couronnement, l'agrégation et un poste dans un lycée de province.

J'ai d'abord répondu aux espérances que fondait sur moi le Conseil général de mon département. Ma bourse au lycée de Mont-de-Marsan est devenue une bourse de rhétorique supérieure au lycée Henri-IV. C'est là, en 1912, que je me présentai à l'Ecole normale supérieure. Trente-cinq élèves furent reçus. Je fus classé trente-septième. A titre de fiche de consolation, j'obtenais une bourse, de licence cette fois, près de la Faculté des Lettres de l'Université de Bordeaux.

Je fis alors un coup de tête qui fut jugé sévèrement par les quelques personnes qui s'étaient intéressées à moi. Pendant mon année d'internat, à peu près comme le détenu qui aperçoit la campagne à travers le croisillon de sa cellule, j'avais entrevu Paris. En juin, un jour de Grand Prix, je me rappelle, pauvre lycéen, avoir assisté, aux Champs-Elysées, au retour du cortège des millionnaires. Chacune des carrosseries de ces automobiles qui, en fleuve brillant, déferlaient dans l'avenue coûtait dix fois plus que toute ma pauvre personne n'avait coûté depuis sa venue au monde. Il y avait par là-dessus une admirable lumière jaune et mauve. J'étais ébloui. Je n'avais contre ce luxe aucune des pensées qui des impuissants, font des révoltés. Ah! seulement, en avoir ma part un jour! « Balzac est un admirable réaliste », ânonnait mon professeur de rhétorique supérieure. Elles sont donc réelles, de l'aveu même de ce brave homme borné, ces aventures des jeunes héros de province qui, plutôt que d'accepter la médiocrité dans un coin de leur pays natal, sont venus à la Grande ville, l'ont domptée, en ont fait la respectueuse servante de leurs passions...

Et maintenant, on voulait me renvoyer là-bas. On m'avait passé sur l'aire, on me trouvait trop léger. Eh bien, on verrait.

Ce fut ainsi que j'envoyai ma démission de boursier et que je résolus de m'inscrire à la Sorbonne pour y faire ma licence ès-lettres.

Une voix me disait : « N'entre pas dans l'Université. Mais n'en néglige pas les titres. Ils n'ont de valeur que lorsqu'on n'y est pas entré. En dehors d'elle, ils constituent d'excellents attrape-nigaud. »

Au bout d'un an, j'avais passé ma licence, vivant de leçons données de ci, de là, puisant dans ces besognes un désir plus

puissant d'être libre ; et puis, finalement vaincu, je me résignai au sort dont j'avais fait fi.

Je posai ma candidature à une bourse de diplôme d'études supérieures d'histoire, demandant Bordeaux. Et je dis adieu à Paris.

Le Comité consultatif de l'enseignement public, qui a pour mission de se prononcer sur ces sortes d'affaires, se réunit d'ordinaire dans les premiers jours d'octobre. Les deux mois que j'avais à attendre, je les passai dans les Landes, dans un village maritime, chez un vieux curé (excusez le cliché, mais c'est la vérité) qui, en souvenir de mes parents qu'il avait connus, m'ouvrait sa pauvre maison.

C'est là, mon ami, que j'ai connu les jours les plus calmes de mon existence. Libre, vaquant à ma volonté à travers la grande nature sylvestre, n'ayant d'autre contrainte que les heures des repas, ne lisant, pour la première fois, que des choses qui ne figuraient pas au programme de l'examen ou du concours de fin d'année, attentif seulement au miracle de la belle saison finissante.

Le presbytère était au bout de l'étang qui communique avec la mer par un mince canal engorgé d'herbes aquatiques. Le matin, dans ma chambre ouverte, j'étais éveillé par la rumeur de la marée montante. De ma fenêtre, je voyais, sous un ciel gris et rose, le gonflement progressif de la grande eau verte. Des volées de macreuses et de courlis tournaient au-dessus avec des cris plaintifs. Ah ! rester là. Voir s'y dérouler la calme ronde des saisons. N'avoir pas, quelque part, un état civil, un dossier, un lien avec la vie. Courir tous les jours le long des dunes rectilignes, où les grandes lames se succèdent dans le vent, où, sur le cordon argenté du sable, les méduses échouées ont l'air d'immenses pendentifs d'améthyste !...

Un matin d'octobre, je reçus deux lettres : l'une venait de l'Académie de Bordeaux, et m'apprenait que le comité consultatif « n'avait pas cru devoir réserver à ma demande de bourse un accueil favorable ».

L'autre était signée de M. Thierry, professeur de langue et littérature germaniques à la Sorbonne. Pendant un an, j'avais eu pour maître cet excellent homme, ce consciencieux érudit ; c'est lui qui avait corrigé le mémoire que j'avais présenté en juillet pour la licence, sur « Clausewitz et la France », s'il vous

plaît. Jamais je n'avais eu qu'à me louer de lui. Je sentais qu'il me portait une amitié qu'il se reprochait peut-être un peu.

Il faisait partie du Comité. Sa lettre essayait de justifier sa décision. Personnellement, il avait fait ce qu'il avait pu. Mais certains membres avaient émis des doutes sur ma vocation universitaire, et lui-même, sur ce point, avouait qu'il avait manqué de conviction pour défendre ma cause. Au reste, il valait mieux qu'il en eût été ainsi. Il ne me voyait pas bien étudiant en province. « Revenez immédiatement, concluait-il, il y a peut-être un moyen d'arranger tout cela et qui vous permettra de rester à Paris. »

Je quittai mon brave homme de curé en lui promettant de revenir aux vacances de janvier, et le surlendemain je débarquai quai d'Orsay.

C'était déjà l'hiver. Le Luxembourg dépouillé laissait dénombrer ses statues grises. Dans le petit appartement de la rue Royer-Collard où habitait M. Thierry, le feu était allumé.

— Mon cher enfant, me dit-il — et, seul comme je l'étais, je lui sus un gré infini de ce préambule, — il ne faut pas en vouloir au Comité. Mes collègues ont le devoir de veiller strictement aux intérêts de l'Université, et vous-même avouerez que vous avez souvent, dans vos études, fait preuve d'une — comment dirais-je... — fantaisie, oui, fantaisie propre à alarmer des esprits aussi... sérieux. Moi, je vous connais, c'est autre chose. Je sais que de cette fantaisie bien dirigée, il ne restera qu'une heureuse originalité. Mais, d'abord une question. Avez-vous réellement la vocation d'une carrière universitaire ?

Que voulez-vous qu'on réponde, quand on a exactement en poche cent sept francs et des centimes ? J'affirmai énergiquement ma vocation.

— Eh bien, reprit-il, j'ai votre affaire. La bourse vous aurait donné 1.200 francs tout au plus. Je vous ai recommandé à un vieil ami qui dirige, aux Ternes, une institution libre. Il lui faut un professeur d'histoire : six heures par semaine, cent soixante-quinze francs par mois et la possibilité d'avoir des répétitions. Par exemple, il vous faudra travailler ferme pour poursuivre parallèlement vos études en Sorbonne. Mais je vous connais, je réponds de vous. C'est aujourd'hui mardi. Si cela vous agrée, vous commencerez vendredi prochain.

Je sentais, âpre et froide, la gaine universitaire m'enserrer jusqu'au cou. Ah! les Champs-Elysées! les femmes en fourrures, avec, derrière elles, un sillage adorable de parfum! Mais comment « cela » eût-il pu ne pas « m'agréer »? Cent sept francs et des centimes...

Je me confondis en remerciements.

Il se frotta les mains.

— Je vois M. Berthomieu ce soir. Repassez demain à dix heures, je vous fixerai rendez-vous.

★

— Mardi, 22 octobre 1913. — La nuit tombait. Rue Auguste-Comte, je me heurtai aux groupes d'enfants qui sortaient du Lycée Montaigne. Ah! petits élèves, petits boursiers, étudiez les mathématiques, entrez aux Arts et Métiers, mettez-vous derrière un comptoir, si vous ne voulez pas un jour être cette ombre falote qui tourne le Luxembourg et s'engage dans la rue d'Assas.

Toujours cette fantaisie, que me reprochait mon bon maître. Allons, pauvre fille, accordons-lui sa dernière joie. Menons-la dîner rive droite.

A cet instant de son récit, Vignerte s'interrompit. Puis :

— Tout à l'heure, continua-t-il, une balle a sifflé, là; c'était juste au-dessus de nos têtes. Avez-vous pensé, cher ami, que si, à ce moment, il vous était venu l'idée de mettre le nez dehors, elle vous aurait étendu raide? Que dites-vous du rôle du hasard dans la vie?

— L'autre jour, répondis-je, la onzième escouade était en effervescence. Personne ne voulait aller à la corvée d'eau. Chacun prétendait que ce n'était pas son tour. Comme le bruit gagnait, je suis intervenu. J'ai envoyé le premier qui m'est tombé sous la main, celui qui criait le plus fort. Il est parti en maugréant, protestant que c'était une injustice. Il laissait sa capote à sa place. Quand il est revenu, il ne l'a plus retrouvée. Un obus l'avait pulvérisée, en même temps que ses douze camarades.

— Nous sommes d'accord, dit Vignerte.

Et il poursuivit :

Moi qui, jamais, le soir, ne passais les ponts, me conten-

tant des tristes joies du quartier latin, quelle force me poussa ce soir? Je me rappelle avoir fait une orgie solitaire au Grand U; puis l'envie me vint d'aller prendre mon café à la terrasse de Weber. Prétendant ne me rien refuser, je passai devant les lampions de l'Olympia avec la ferme intention de m'y octroyer ensuite un promenoir. Un peu excité par ma bouteille de Barsac, je marchais très droit, en regardant avec aplomb les passantes.

Il faisait froid. Je rentrai chez Weber, et, tout de suite, les lumières, la foule me rendirent ma timidité. Je m'assis humblement dans un coin, avec la maladresse de ceux qui craignent qu'on voie qu'ils n'ont pas l'habitude.

En face de moi, un groupe de jeune gens menait grand bruit. Je regardai avec envie leur aplomb, leur mise, tout ce bonheur auquel je n'atteindrais peut-être jamais. Ah! vraiment, comme il était peu fait pour l'Université, ce jeune homme que laissaient sceptique les étalages d'érudition, les bibliographies, les références, et à qui la vue d'un veston bien coupé, d'une cravate savamment nouée, de fines chaussettes devinées sous le rempli du pantalon donnait presque des battements de cœur!

Ils étaient quatre, dont une femme, rose et jolie sous les fourrures réapparues. Un peu fardée peut-être, mais cela ne m'a jamais déplu. Assise sur la banquette, avec un des beaux jeunes gens, elle me faisait vis-à-vis. Les deux autres me tournaient le dos, mais, dans les glaces, je voyais leurs faces légèrement échauffées par un bon dîner finissant.

Etre celui qui vient prendre son café dans un grand restaurant, je compris ce soir cette humiliation : « Ah! me disais-je, il valait mieux rester chez toi, dîner de n'importe quoi et te coucher; dormir, dormir. Le sommeil est le refuge du pauvre. Il ne fallait pas venir ici. »

Et pourtant...

Je commençais à peine à remarquer qu'un des convives qui me tournait le dos me regardait dans la glace avec insistance, lorsque, s'étant levé, il vint vers moi :

— Vignerte!

— Ribeyre!

J'avais connu ce Ribeyre en rhétorique supérieure. Déjà licencié, il préparait aussi Normale, mais avec toute la désin-

volture que peuvent donner un peu de fortune et d'autres ambitions.

— Que fais-tu là ?

— Tu vois, dis-je, déjà gêné.

J'ajoutai vite :

— Et toi ? quoi de nouveau depuis Henri IV ?

— Ah, mon cher, ne me parle pas de cette sale boîte. Et on dit qu'on y instruit la jeunesse! Ils m'auraient fait manquer ma vie, si je les avais écoutés...

Il ajouta, lui aussi :

— Et toi ?

— J'ai été bien forcé de les écouter. Et je le suis encore, répondis-je avec amertume. Mais que fais-tu, maintenant ? Tu n'as pas l'air de t'ennuyer.

— Mon vieux, toutes les chances. Secrétaire d'un député qui, six mois après, devient ministre des Affaires étrangères. Je l'ai suivi au quai d'Orsay. Et voilà. Mais quitte ton coin. Je vais te présenter à des amis des Ministères.

Ribeyre me présenta en effet : — Mon ami Vignerte. Un travailleur, celui-là. Diplomé, un tas de choses. Agrégé peut-être ? Non, tant mieux pour toi. Mais qui en sait sûrement plus que nous trois réunis, sans compter Clotilde.

Clotilde salua d'un air pincé et me jeta un regard ironique.

J'étais au supplice. Ah ! ce panégyrique allait bien avec mes pauvres pantalons bosselés aux genoux.

Tous d'ailleurs furent charmants ! La louange de mon savoir n'était-elle pas plutôt un éloge de leur savoir-faire, à eux, de leur art à mater la vie?

Bientôt Ribeyre se leva.

— A demain, les amis ! Mes respects, Clotilde. Tu viens avec moi, Vignerte, tu me pousseras un bout de chemin.

Dehors, il me prit le bras.

— Je rentre au quai d'Orsay. Quelques lettres du vieux à expédier. Accompagne-moi.

La rue Royale étincelait. Des femmes emmitouflées dans de longues capes de soie descendaient des automobiles arrêtées devant un restaurant. Ce luxe m'enivrait, me fouettait, me poussait à essayer de tirer parti de la rencontre de Ribeyre. Je sentais celui-ci disposé à m'étonner de sa nouvelle fortune. Qui sait, peut-être arriverais-je à profiter de son désir de me

manifester sa puissance. Que ne peut-on obtenir de la vanité des gens !

Quelle sotte vanité me prit moi-même lorsque je montai avec lui le perron de droite du Palais des Affaires étrangères? Un grand laquais bleu et or nous ouvrit l'ascenseur. Un autre nous reçut au premier étage.

— Pas de coup de téléphone, Fabien ?

— Si, Monsieur, un du Ministre du Commerce. Il doit dîner demain avec le Ministre. C'est pour lui dire qu'ils se retrouveront à la Chambre. J'ai pris la communication par écrit.

Une minute après, nous étions dans un adorable petit cabinet gris et or.

Ribeyre frappa sur la table.

— Le bureau de Vergennes, dit-il négligemment.

— Tu permets? continua-t-il en s'asseyant.

Et il se mit à décacheter des lettres, sur lesquelles, au fur et à mesure, il traçait des signes au crayon rouge.

— Ne te gêne pas pour me parler. Ce n'est pas une besogne bien absorbante. Voyons, dis-moi ce que tu fais? Où en es-tu avec l'Université?

Je le lui dis, je lui dis tout, depuis mon départ d'Henri IV jusqu'à ma prochaine entrée chez M. Berthomieu.

Il leva la tête :

— Et tu as accepté ça?

— Le moyen de faire autrement? répondis-je avec âpreté. Il faut ne pas mourir de faim.

La faim. Ce mot résonna étrangement au milieu de ces Gobelins, de ces meubles Boule, de ces Sèvres.

Ribeyre se leva. J'eus l'intuition que j'étais sauvé.

— Mon cher, il ne faut pas entrer chez Berthomieu. On se coule avec ces histoires. Je te connais. Je te jure que tu n'es pas fait pour l'Université. Ce qu'il te faut, c'est cela.

Il désigna d'un geste circulaire ce luxe de puissance qui nous environnait. Quel psychologue, ce Ribeyre!

— Ecoute, me dit-il en venant s'asseoir sur le bras de mon fauteuil. Consentirais-tu momentanément à t'expatrier? Je dis momentanément, car c'est à Paris que se joue la partie et qu'elle se gagne. Mais quoi, tu n'as pas un sou. Ici, l'avenir pourrait être à un garçon comme toi qui a devant lui de quoi vivre un an sans s'occuper de la matérielle.

— Eh bien? dis-je haletant.

Il continua, savourant le plaisir de me paraître si grand.

— Voilà. C'est un service que tu me rendras aussi bien que je t'en rendrai un. J'ai déjeuné ce matin à l'ambassade d'Allemagne avec de Marçais. Tu ne connais pas de Marçais? C'est notre ministre à Lautenbourg. Connais-tu Lautenbourg, toi, l'agrégé de géographie?

— C'est un des Etats allemands.

— Grand-duché de Lautenbourg-Detmold. Prince souverain, son Altesse Frédéric-Auguste, dit-il doctoralement. Cette altesse-là est affligée d'un héritier d'une quinzaine d'années, pour lequel elle recherche un précepteur. Or, tu sais que le Français fait prime dans toutes les cours du monde. Tu es licencié?

— Oui.

— Parfait! sais-tu l'allemand?

— A peu près, pour la Sorbonne.

— Bah! ils parlent tous français, là-bas. Eh bien, le grand-duc a chargé de Marçais partant pour Paris de lui dénicher ce précepteur. De Marçais est un homme charmant, et d'un distingué!... Charvet lui confectionne des cravates exclusives. Après, il brise la planche aux assignats. Mais ce n'est pas un reproche; comme débrouillard, il y a mieux. Hier, au hasard, il m'a confié son embarras. Demain, il doit aller au Ministère de l'Instruction Publique. Tu comprends que là, il en trouvera à revendre, des précepteurs, surtout avec les appointements qu'offre le grand-duc, 10.000 marks par an.

— 10.000 marks? répétai-je ébloui.

— Il faut régler la question tout de suite. Tiens, j'écris un pneumatique à de Marçais.

Il m'en donna lecture. Je n'avais qu'à rougir devant les compliments qui m'étaient décernés.

— De Marçais l'aura demain matin. C'est un garçon rangé, il se lève à 9 heures, ce sera pour te convoquer. Ah! ton adresse?

— 7, rue Cujas.

— Eh bien, n'oublie pas d'y repasser, à ta rue Cujas, pour ne pas manquer son rendez-vous.

— Donne-moi le pneumatique, dis-je. Je veux le mettre moi-même.

Ma fièvre, visiblement, le flattait. Il sourit vaniteusement.

— Ah ! mon gaillard ! Au lieu des soupes du père Berthomieu, tu vas goûter la vie de château, de palais. Lautenbourg est une exquise résidence, paraît-il. De Marçais refuse depuis deux ans de l'avancement pour y rester. Le grand-duc est aimable. La grande-duchesse court le renard mieux qu'un homme. De Marçais m'a dit avoir crevé son meilleur cheval à la suivre. Sache te faire ta place là-bas, voilà tout.

Ce disant, je vis qu'il jetait un coup d'œil sur ma pauvre mise.

— Ne crains rien, dis-je avec une autorité qui l'étonna.

Il me regarda, sourit encore : — Eh ! eh ! je crois que je viens de révéler quelqu'un à lui-même. Lutte là-bas, mon enfant. Reviens-nous avec quelques billets de mille. Le patron est solide ici, et s'il coule, je quitterai le vaisseau avant. On se retrouvera. Vois-tu, pour que les gens vous rendent utilement service, il faut n'avoir plus besoin d'eux. Les cabinets de ministres, il n'y a rien de mieux. Mais il faut avoir de quoi attendre, pouvoir tenir le coup. Sinon, on est forcé de se faire bazarder conseiller de préfecture, à 2.000 francs. Six mille marks de côté, cela ne te sera pas difficile. Défrayé de tout là-bas, emploie le reste à te nipper. C'est de l'argent toujours placé à cent pour cent. En cela, tu peux copier de Marçais. S'il n'était pas si bien mis, il y a longtemps qu'il aurait été débarqué.

Telles furent les paroles d'Etienne Ribeyre. Entre autres précieux conseils, il venait de me donner la démonstration que, dans la vie, il peut arriver qu'un indifférent fasse pour vous davantage qu'un ami.

Oh ! l'admirable lune d'octobre sur Paris ! La Seine coulait dans une douce brume mauve. Au coin de la Chambre des Députés, je déposai mon pneumatique à la poste de la rue de Bourgogne. Puis, j'eus besoin de marcher, d'être seul avec moi-même. Dix mille marks, 12.500 francs. L'argent ne fait pas le bonheur ! Qui le fait donc, je vous le demande ? Qui me donnait cette démarche assurée, cette confiance, cette joie ?

La rue de Varenne, la rue Barbet-de-Jouy, le boulevard Montparnasse virent défiler ma superbe. Je ne voyais pas les passants, j'étais splendide. Je ne sais comment mes yeux purent s'arrêter, près de l'Observatoire, sur une ombre mouvante

et craintive, sous un reverbère. C'était une mince fille, avec d'énormes cheveux blond rouge. Ma joie était trop lourde ce soir pour pouvoir la porter seul. Mais, pas un instant, je ne pensai, près d'elle, que son corps lui appartînt en propre. Il était, ce mince corps, celui des femmes des Champs-Elysées, des élégantes de Maxims, et de celles, combien plus belles, qui sans doute devaient m'attendre dans une lointaine cour allemande, au bord d'un fleuve wagnérien, en murmurant, pour tromper leur impatience, les plus molles strophes de l'*Intermezzo*.

★

Dix heures du matin. Et le rendez-vous de M. Thierry que j'allais oublier.

Il lisait au coin de son feu. Quand j'entrai, il vint vers moi avec un sourire ravi.

— Tout est entendu, mon cher ami, avec M. Berthomieu. Vous entrez chez lui jeudi.

— Mon cher maître, répondis-je, je crois bien que je vais vous avoir dérangé pour rien.

Et je lui fis le récit de la soirée de la veille, sans pouvoir, malgré mon désir de lui paraître calme, arriver à cacher ma joie.

J'eus du dépit à ne pas le voir la partager immédiatement. Il me regardait étonné, avec même, me parut-il, une pointe de désapprobation.

Les universitaires sont tous les mêmes, pensai-je. Hors de l'Université, point de salut. Et je sortis de la mesure où je m'étais tenu si difficilement pour manifester très haut mon orgueil de ma nouvelle situation.

— Enfin, conclus-je, je me demande combien il me faudrait passer d'examens, de concours et attendre d'années pour arriver à la situation qui m'est offerte du premier coup : 10.000 marks par an.

— Evidemment, murmura-t-il, rêveur.

Il regarda un moment les charbons de son feu, puis se leva pour aller à la bibliothèque, d'où il revint avec un gros volume relié en une de ces toiles de couleur crue, plates, dorées, qui caractérisent beaucoup d'ouvrages anglais ou allemands.

— C'est bien au nom du grand-duc de Lautenbourg-Det-

mold que vous est faite la proposition dont il s'agit ? me demanda-t-il.

— Oui, dis-je, au nom du grand-duc Frédéric-Auguste.

— C'est bien cela. Pour être précepteur de son fils unique, le duc Joachim.

Ce fut ainsi que j'appris le nom de mon futur élève.

Mon vieux maître réfléchit quelques secondes encore, et, levant vers moi ses lorgnons pâles :

— Et... puis-je vous demander si vous êtes déjà lié par un engagement formel?

— A vrai dire, pas encore. Mais ma résolution est formelle, et ce n'est que si on m'en préfère un autre que je ne partirai pas.

— Dans ce cas, n'en parlons plus, dit M. Thierry en remettant son volume en place.

J'étais intrigué, et quelque peu irrité.

— Mon cher maître lui dis-je, voulez-vous me parler avec franchise? Je vous sais assez soucieux de mon intérêt pour me déconseiller d'accepter des offres aussi brillantes, si vous n'avez pour cela les motifs les plus sérieux. En outre, je dois vous dire qu'en venant ce matin chez vous, je comptais obtenir de votre connaissance unique des hommes et des choses de l'Allemagne contemporaine des détails précieux sur la cour de Lautenbourg-Detmold. Ces détails, mon cher maître, je vois que vous les possédez sans doute encore mieux que je ne pouvais me le figurer. Je dois voir tout à l'heure M. de Marçais, notre ministre à Lautenbourg. Mais il me sera assez difficile de le questionner. Et un diplomate est sans doute tenu à certaines réserves que vous n'avez pas les mêmes raisons d'observir vis-à-vis de moi. En un mot, laissez-moi vous poser une question qui résumera tout ce débat : si vous aviez un fils, Monsieur Thierry, le laisseriez-vous faire ce que je vais faire? Le laisseriez-vous partir pour Lautenbourg?

Il me regarda fixement et me répondit d'une voix ferme :

— Jamais.

J'avoue que mon étonnement commençait à faire place à un peu d'inquiétude. Je discernais très bien que ce n'était pas un enfantin dépit de ne pas me voir plier à la situation qu'il m'avait trouvée qui guidait un homme aussi pondéré.

— Vous devez avoir des motifs bien sérieux, maître, lui

dis-je d'une voix un peu tremblante, pour me faire une réponse aussi catégorique.

— Je les ai, en effet, me répondit-il.

— Pourriez-vous me dire le sujet de l'investigation à laquelle vous venez de vous livrer dans ce livre ?

— Mon cher enfant, vous pensez qu'il ne peut y avoir dans cet annuaire des maisons régnantes aucun détail de nature à justifier les craintes que peuvent me donner votre sort là-bas ; j'ai vérifié un nom, certains souvenirs, voilà tout. Il est vrai que je possède sur la maison de Lautenbourg-Detmold quelques renseignements particuliers, qu'il serait permis à M. de Marçais lui-même d'ignorer, si ce diplomate était doué de plus de perspicacité qu'il est réputé en avoir. D'ailleurs, il n'y a pas bien longtemps qu'il est à Lautenbourg. Il n'a pas connu feu le grand-duc Rodolphe.

— Qui était ce grand-duc Rodolphe ?

— Vous ignorez même ce détail ! C'était le frère aîné du grand-duc actuel. Mort il y a quelques années. Deux ans, si je ne me trompe.

— C'est sa mort qui a fait hériter le grand-duc Frédéric-Auguste ?

— Pas directement. La constitution de l'État de Lautenbourg-Detmold est particulière. La loi salique n'y est pas appliquée. La couronne ducale, à la mort du grand-duc, revenait à sa femme, la grande-duchesse Aurore-Anna-Eléonore.

— Alors, elle a épousé son beau-frère ?

— Exactement. Et c'est ainsi, comme il n'y a pas d'enfants du grand-duc Rodolphe, que votre futur élève, le duc Joachim, fils du grand-duc Frédéric-Auguste et d'une comtesse allemande quelconque, est devenu l'héritier présomptif de l'État de Lautenbourg-Detmold. Il faudrait, pour qu'il cessât de l'être, que le mariage de son père avec la grande-duchesse Aurore fût honoré d'un gage, chose qui paraît assez improbable.

— Il me semble me rappeler, dis-je. N'y a-t-il pas eu, il y a deux ou trois ans, un grand-duc allemand qui s'en est allé mourir en Afrique, au Congo, dans un voyage d'études ?

— Exactement, répondit M. Thierry. C'était le grand-duc Rodolphe. Il avait toujours chéri les études géographiques. Son voyage n'était d'ailleurs pas parfaitement désintéressé.

En pensant que, quelques mois après, c'était Agadir et pour nous la perte du Congo, j'ai bien souvent songé que le grand-duc de Lautenbourg était allé accomplir là-bas une mission pour le compte de son auguste cousin, le Kaiser. Il n'eut d'ailleurs pas le temps de la mener à bien, puisqu'il mourut au Congo, peu de temps après son arrivée. Il serait curieux...

— Je ne vois pas, en tout cas, mon cher maître, dis-je en l'interrompant, quoi que ce soit, dans ces histoires, de nature à justifier les craintes que vous me manifestiez tout à l'heure.

Il parut gêné.

— Mon cher enfant, me dit-il avec un effort, le devoir d'un historien est évidemment de n'accepter pour certain que ce qu'il a pu dûment contrôler. A ce point de vue, je vous avouerai que je ne sais que des choses assez vagues et difficilement vérifiables. Certains bruits, certaines allusions, quelques détails enfin que m'a donnés il y a quelque temps un ami dont je dois taire le nom, et c'est tout. Mais je crois assez le proverbe selon lequel il n'y a pas de fumée sans feu.

— Ne pourriez-vous un peu plus me préciser l'objet de ces bruits ?

— Vous garderez absolument cela pour vous, me dit-il, vous me le promettez?

— Je vous en donne ma parole.

— Eh bien, il paraît qu'on ne meurt pas toujours de mort naturelle à la cour de Lautenbourg-Detmold.

Ma curiosité était à son comble. Qu'est-ce à dire ? demandai-je.

— Hélas, ou plutôt heureusement, rien de bien précis. Mais enfin on est bien forcé de constater que deux personnes séparaient de la couronne le duc Frédéric-Auguste.

— Puisque le grand-duc Rodolphe est mort d'insolation au Congo, dis-je; tous les journaux l'ont raconté.

— Evidemment. Cette mort-là fut naturelle. On ne peut pas, paraît-il, en dire autant de celle de la comtesse de Tepwitz, la première femme du grand-duc actuel, la mère du duc héritier Joachim.

— Est-ce donc au grand-duc qu'on impute cette mort?

— C'est un homme bien curieux, reprit M. Thierry, que le grand duc Frédéric-Auguste. Intelligent, fort instruit, mais d'une dissimulation redoutable. Joue-t-il pour lui? Pour le

compte du roi de Wurtemberg, son suzerain direct? de l'empereur ? J'ai étudié la question au point de vue politique allemand. Elle n'est pas simple. Frédéric-Auguste est ambitieux. Et je crois qu'il ne recule devant aucun moyen.

— Il a dû tenir compte, dans ses calculs, de la grande-duchesse héritière, dis-je. Il lui a fallu pourtant son consentement pour l'épouser.

M. Thierry eut un sourire :

— Ils pouvaient être d'accord. J'avoue ne pas connaître ce côté de la question. Je ne sais rien de la grande-duchesse, si ce n'est son âge, dit-il en reprenant son livre bleu et or, ses prénoms : Aurore-Anna-Eléonore; son origine russe et qu'elle est née princesse Tumène. Les Tumène sont les seigneurs les plus puissants du gouvernement d'Astrakhan. A-t-elle joué d'accord avec le grand-duc actuel, c'est possible. Vous savez cependant que la raison d'État entraîne parfois bien des mariages. Mais, encore une fois, je ne sais rien d'elle.

— Tout cela ne me paraît pas bien clair, dis-je, un peu déçu. Mais de toute façon, je ne vois pas en quoi un modeste précepteur pourrait avoir à souffrir des démêlés de ces hauts personnages.

— Ce que vous dites a une apparence de raison. Sait-on cependant jamais ce qu'il peut advenir au milieu de ces louches affaires? On se trouve parfois mêlé, sans le savoir, à bien des intrigues ; et savez-vous même ce qu'on attend de vous là-bas? Tenez, je vous dirai le fond de ma pensée. C'est 10.000 marks d'appointements qui vous sont offerts, n'est-ce pas? Eh bien, je ne puis m'empêcher de trouver ce chiffre exagéré. Votre ami Bouvelet, normalien et agrégé, n'en avait que 8.000 chez le roi de Saxe.

Je vis très nettement que le vieux professeur avait certains motifs très précis de me parler de la sorte, mais que la peur de se compromettre l'empêchait d'en dire davantage. D'ailleurs, je crois que la chose eût été inutile. Ma curiosité était piquée à vif. Un besoin d'aventure s'éveillait en moi. Et ce fut avec la voix la plus résolue que je lui dis :

— Je vous remercie, mon cher maître, de m'avoir mis en garde, mais mon parti est pris. Avec le soin constant de me tenir à l'écart, de ne jamais sortir de mes attributions, je crois que j'éviterai n'importe quel danger. Et avouez que rien n'est

moins certain que j'en coure. Vous me permettrez d'ailleurs une prière.

— Dites !

— Si jamais quelque chose me semble suspect, je vous en écrirai, je solliciterai vos conseils et il sera alors temps...

— Gardez-vous-en bien, mon pauvre ami ! s'écria-t-il. Mettez-vous dans la tête que là-bas vous serez immanquablement entouré d'espions. N'écrivez jamais une lettre qui ne puisse être lue par le grand-duc, car vous pouvez être assuré que, si l'envie lui en prend, il ne vous en demandera pas la permission. Une fois à Lautenbourg, vous serez absolument isolé de tout. Je connais le palais ducal. Son luxe ne l'empêche pas de ressembler plutôt à une forteresse qu'à un château.

— J'aurai toujours M. de Marçais.

M. Thierry sourit, d'un sourire qui me rappela le mot de Ribeyre : comme débrouillard, il y a mieux.

— Enfin, dit-il, je vous vois absolument décidé. Après tout, mes craintes sont peut-être exagérées. Et puis, vous êtes jeune, seul. Vous avez de l'à propos, de la volonté. Je ne sais moi-même si j'ai raison de blâmer votre besoin d'aventure. Sur ce point, je suis un peu prisonnier de mes goûts de vieil universitaire : une vie calme, une bibliothèque. Par exemple, acheva-t-il, vous aurez à Lautenbourg une des plus belles bibliothèques du monde à votre disposition. La collection du grand duc est célèbre. Il y a les manuscrits d'Erasme et la plupart de ceux de Luther. Allez donc, mon cher enfant.

— Pourtant, dit-il, revenez me voir après avoir vu M. de Marçais. Peut-être pourrai-je vous donner quelques conseils pratiques sur la meilleure façon de comprendre votre rôle de précepteur.

A mon hôtel Cujas m'attendait un pneumatique, délicatement scellé de cire mauve. M. de Marçais m'informait qu'il serait ravi de me voir chez lui, le jour même, à trois heures.

En me rendant rue Alphonse-de-Neuville, où habitait le ministre de France à Lautenbourg, je ne fis que repasser les détails de mon long entretien avec M. Thierry. Il en sait sûrement plus long qu'il n'ose en dire, pensais-je. Est-ce que je fais une folie ? Bah ! on verra. Il n'y a pas pire folie que lais-

ser passer à vingt-cinq ans 12.000 livres de revenus pour traîner une vie médiocre et sans issue...

Après ce qui m'est arrivé, mon opinion reste la même à cet égard.

★

Le comte Mathieu de Marçais avait à peu près la figure et la prestance sous lesquelles on peut imaginer M. de Marcellus, et, par-dessus tout, cet air réservé, plein de sous-entendus des diplomates. Avec un air pareil, on peut se payer le luxe d'un cerveau parfaitement cave. Personne ne pourra y trouver rien à redire.

Une sympathique quadragénaire était occupée, avec un grand luxe de matériel, à faire les ongles du ministre plénipotentiaire lorsque je fus introduit auprès de lui.

— Monsieur, me dit-il avec des façons vraiment exquises, je ne saurais trop m'excuser du sans gêne avec lequel je vous reçois. Mais le temps, cher Monsieur, le temps à Paris, vous savez quelle denrée précieuse il est pour tous. Pensez combien je dois le ménager, moi qui ne suis dans cette chère ville que quinze jours par an.

Il me débita ainsi une demi-douzaine de lieux communs, se regardant dans la glace, m'observant à la dérobée. Je crus deviner que ce premier examen, si important pour un homme de son intelligence, ne m'était pas défavorable. Mais je devinai aussi que je ne réformerais pas précisément l'opinion sévère qu'il pouvait avoir de la façon qu'ont les universitaires de s'habiller.

Comme une de ses mains, terminée, baignait mollement dans une eau tiède et rose, il se décida à en venir au fait.

— Je ne me serais pas permis, cher Monsieur, de vous convoquer pour vous faire subir une sorte d'examen probatoire, besogne dont je suis d'ailleurs tout à fait incapable. Je sais que vous possédez toutes les garanties scientifiques nécessaires. Les garanties morales et intellectuelles, — avant que j'aie été à même de les constater par moi-même, — la recommandation de notre ami Ribeyre me les avait par avance fournies.

Je m'inclinai. Il s'inclina. Il paraissait ravi d'avoir si bien parlé.

— Vous serez sans doute bien aise de savoir en quoi con-

sistera votre tâche à Lautenbourg. Oh ! pas grand chose. Le duc Joachim a un précepteur pour la partie scientifique. Le commandant major de Kessel est chargé de son instruction militaire. Il vous restera l'enseignement du français et de l'histoire, l'histoire universelle, bien entendu. Ah ! cependant, il y a une chose que le grand-duc m'a particulièrement recommandée...

— Nous y voici, me dis-je, en pensant aux soupçons de M. Thierry.

— Lisez-vous bien les vers ?

Je restai un peu dérouté par cette question pourtant si inoffensive et simple.

— Mon Dieu, je ne sais trop, il m'est difficile...

— Cela, c'est essentiel ; le grand-duc m'a dit d'y veiller. En voici la cause. La grande-duchesse Aurore est férue de poésie française. Il se peut que de temps en temps on vous prête à elle. C'est une surprise que compte faire son Altesse à sa femme qui se plaint sans cesse du peu de ressources qu'offre Lautenbourg sous ce rapport. « Mon cher comte, m'a-t-il dit, je vous sais lettré et de goût sûr, je m'en rapporte à vous. » Excusez-moi donc, cher Monsieur, si sur ce point c'est une véritable épreuve que je vous demande.

— Tenez, ajouta-t-il, en me montrant de sa main humide une vitrine. Il y a là d'excellents poètes. Choisissez et lisez, au hasard.

Il n'y avait, à vrai dire, que des auteurs bien périmés dans cette vitrine. Je fus obligé de me rabattre sur un volume de Casimir Delavigne. Tant bien que mal, je lus l'admirable poème des *Limbes*.

> Ils volent, mais on n'entend pas
> Battre leurs ailes.

— Parfait, parfait, opina en connaisseur M. de Marçais, n'est-ce pas, Madame Mazerat ?

La manucure eut un gloussement pénétré pour prouver l'extase où l'avait laissée cette lecture. J'ai vu dans ma vie des scènes ridicules ; plus, jamais.

— Tout va pour le mieux, donc, dit le comte en se levant. Je n'ai pas besoin de vous dire que là bas vous serez traité avec toute la déférence désirable. Le grand-duc est un homme exquis. La grande-duchesse... — il leva les yeux — une Russe,

Monsieur, c'est tout dire pour la beauté. Le prince Joachim est très docile, un peu lent d'esprit peut-être. Mais on ne peut exiger des Allemands la vivacité française. Enfin la cour est peuplée d'hommes charmants et de femmes ravissantes. Montez-vous à cheval?

Je fis signe que non.

— Vous apprendrez. Vous monterez avec Kessel. Un cavalier hors ligne... Et vous viendrez déjeuner à la légation. J'ai là-bas une petite folie dessinée par Poiret dont vous me direz des nouvelles. Vous la verrez à mon retour; dans dix jours; car vous partirez avant moi. On vous attend le plus tôt possible. En partant après-demain soir à 10 heures, vous serez à Lautenbourg dimanche matin vers 9 heures.

— C'est entendu, dis-je.

— C'est entendu. Rappelez-moi respectueusement au souvenir du grand-duc, et veuillez mettre mes hommages aux pieds de son Altesse la grande-duchesse. Ah! mon Dieu, quel étourdi, je fais!

Il se leva, prit dans son portefeuille une enveloppe cachetée.

— Le grand Intendant, M. de Soldau, m'a chargé de vous remettre ceci, dit-il discrètement. Frais de voyage. Bonne chance, et à bientôt. Excusez-moi, Madame Mazerat. Me voici tout à vous.

★

Je n'avais jamais fait à Paris la dépense d'une voiture que lorsque, partant en vacances ou en revenant, j'y étais contraint par ma malle. Dès que je fus sorti, cependant, j'en pris une pour rentrer chez moi, tellement était grande ma hâte de voir ce que contenait cette enveloppe que je n'osais ouvrir dans la rue.

Vraiment, je commençais à sentir les bénéfices que procure la société des grands de la terre. « Prière à Monsieur le Précepteur, disait un papier à en tête de la chancellerie ducale, de vouloir bien trouver ici le premier trimestre de ses honoraires, plus mille marks à titre d'indemnité pour frais de voyage. » A cette gracieuse invitation étaient joints trois mille cinq cents marks.

Plus de quatre mille francs, je possédais plus de quatre mille

ancs, moi qui hier à Paris débarquais sans savoir comment
e vivrais dans huit jours !

La visite à M. Thierry me pesait. Je résolus de m'en débar-
asser sur l'heure, en lui disant que je partais le lendemain
natin.

Je le trouvai dans son cabinet de travail.

— A votre air radieux, me dit-il, je vois que tout a marché
uivant vos désirs. Tant mieux, j'ai eu peut-être tort de vous
ffrayer. Quand partez-vous?

— Demain, dis-je.

— Alors, mon cher enfant, c'est votre visite d'adieu. Que
ous dirai-je? Je suis sûr que vous vous tirerez admirablement
e vos fonctions pédagogiques. Rappelez-vous le grand prin-
ipe que pose le père de Pascal : Essayez de tenir toujours
otre élève au-dessus de sa tâche. C'est une règle impossible
appliquer pour un professeur de lycée qui est obligé de
e conformer à la force moyenne d'une classe. Mais quand
n a la chance d'avoir un seul élève, on le peut et on le
oit.

L'excellent homme me donna ensuite quelques conseils
elatifs au choix des livres dont j'aurais à me servir pour pré-
arer mes cours. Il me remit son Histoire de la littérature
llemande, qui me fut si souvent là-bas d'un précieux
ecours.

— Ne me remerciez pas, me dit-il, comme je murmurais
uelques mots de reconnaissance. C'est peut-être moi qui serai
otre obligé. Je vous ai dit que vous alliez avoir à Lautenbourg
ne admirable bibliothèque. Son conservateur, le professeur
Cyrus Beck, — que j'ai eu l'occasion de connaître dans divers
ongrès, — la surveille jalousement. Mais c'est un scientifique.
Je ne doute pas que vous aurez la libre disposition des ouvrages
t manuscrits qui n'intéressent pas directement le grand tra-
ail qu'il poursuit sur l'histoire des théories de la transmuta-
ion des métaux. Or, vous savez peut-être que je suis moi-
même en train d'écrire un livre sur les mœurs à la cour de
Hanovre à la fin du XVII^e siècle. J'ai pu voir à la Nationale,
ans le catalogue de la bibliothèque ducale de Lautenbourg,
u'il y a là des documents d'une importance capitale. J'ai
ouru ce matin, en vous quittant, dresser les cotes des princi-
aux ouvrages que je vous serai reconnaissant de consulter

pour moi. Je suis sûr d'ailleurs que cette besogne vous intéressera. Voici ma liste. Je vous signale principalement cet ouvrage : *Stattmutter der Koeniglichen Haeuser Hannover und Preussen*, par la grande-duchesse de Ahlde, édité à Leipzig en 1852. Nous n'en avons à Paris qu'une réimpression incomplète ; je vous recommande aussi les livres de Cramer et de Palmblad, ainsi que l'*Octavie romaine* (*die roemische Octavia*), du duc Ulric de Wolfenbüttel.

— Malheureusement, continua-t-il, tandis que je serrais précieusement le papier, je n'ai pu inscrire ici que les imprimés. Les manuscrits de Lautenbourg ne sont pas inventoriés. C'est en les parcourant, mon cher enfant, que vous pouvez me rendre les plus précieux services. Nul doute que vous y découvrirez des documents inestimables sur cette société allemande du XVII^e^ siècle, raffinée en apparence, au fond violente et cruelle plus qu'on ne l'a jamais imaginé.

Il me tenait les deux mains ; son émotion me faisait comprendre qu'il avait encore quelque chose à me dire.

— Je ne veux, pour rien au monde, revenir sur notre entretien de ce matin, murmura-t-il enfin. Mais, mon enfant, vous savez l'intérêt que je vous porte. Je m'en rends compte davantage en vous quittant. Eh bien, je vous en conjure, ne cédez jamais au désir, aux invitations même qui pourraient vous être faites de sortir de votre rôle pédagogique. Il y a à Lautenbourg une assez riche matière pour ceux qui, comme nous, ont mission d'écrire l'histoire. Ecrivons-la, en nous gardant de la tentation d'y participer.

J'étais de bonne foi lorsque je lui jurai d'avoir toujours ses derniers conseils présents à la mémoire.

— Ecoutez encore. A part le prince Joachim, le grand-duc et la grande-duchesse, M. de Marçais, j'ignore totalement les êtres de Lautenbourg. Pourtant, il y a eu autrefois là-bas un certain baron de Boose. S'il y est encore, voyez cet homme le moins possible. Défiez-vous-en, défiez-vous-en.

Je voulus avoir la raison de cette recommandation suprême. Mais il était redevenu l'historien consciencieux, le fonctionnaire timoré.

— Non, non, me dit-il. Ce sont des impressions trop personnelles. Quoi qu'il en soit, si cet homme n'est plus à Lautenbourg, ne posez aucune question à son sujet. Attendez

qu'on en parle, qu'on fasse allusion à lui... Allons, cher ami. Il faut nous quitter.

Nous nous embrassâmes. Je ne l'ai plus revu depuis.

★

La dépression que m'avait laissée cette visite disparut vite chez le changeur où je réalisai en billets français la moitié de mes billets de la *Deutsche Bank*. Le reste de la soirée se passa en courses chez les tailleurs, les bottiers, les chemisiers.

Pour la première fois de ma vie, je connus la joie admirable et amère de l'argent dépensé sans compter. De taille ordinaire, je n'eus pas de peine à trouver à *Old England* un complet, un pardessus, des chaussures à ma taille. On fit un paquet de mes pauvres nippes qu'on renvoya rue Cujas.

Alors, confiant en moi-même, je me risquai chez un grand tailleur. Avec l'autorité que me donnait mon portefeuille, je commandai un habit, une redingote, un autre veston. Je payai d'avance les 800 francs demandés sur la promesse que le tout me serait livré le surlendemain soir.

Sept heures du soir. Merveille du boulevard des Capucines en octobre. Joie de s'y sentir bien habillé, avec de l'argent, le maître de tout, vous entendez, de tout. Les grelots bleus de l'Olympia faisaient un effroyable tintamarre de lumière. Les fiacres roulaient. Les taxis cornaient. La Madeleine, vaguement aperçue, élevait dans le brouillard son énorme entablement d'ombre.

Allons, allons. C'est après-demain que nous quittons tout cela. Jouissons de notre éphémère royauté.

Sensation étrange. J'avais de l'argent. Mais je ne pouvais pas exiger de lui qu'il me donnât des relations à la minute. J'avais de l'argent, mais si je n'avais aucun ami pour le prouver, c'était comme si je n'en avais pas eu.

Une idée lumineuse me vint alors avec un brusque souvenir. J'entrai chez Weber. N'était-ce pas là que, tout à l'heure, se réuniraient Ribeyre et ses amis de la veille? La pensée de Clotilde m'obsédait. Elle avait hier un grand manteau de velours noir d'où émergeait sa tête rose aux bandeaux blonds étrangement lisses. Quelle joie de me montrer à elle avec mes nouveaux avantages!

Ribeyre était déjà là.

— Eh bien, mon cher ! tout est pour le mieux. Je viens de voir de Marçais qui est ravi. Il paraît que tu as une voix de charmeur ! Diable, je vois que tu n'as pas perdu de temps, dit-il en remarquant ma transformation.

Quand Mme de Rénal fait abandonner à Julien Sorel sa petite veste de ratine, quand Lucien Chardon, pour s'y muer en Rubempré, arrive à Paris avec Mme de Villeneuve Bargeton, née de Négrepelisse d'Espard, ces jeunes gens trouvent immédiatement leur chemin de Damas. Il n'y a pas eu pour eux d'étape dans le dandysme. Je crus saisir une nuance d'étonnement moqueur chez Ribeyre. Je pensai à Baudelaire dont Gautier disait qu'il râpait avec du papier de verre ses nouveaux habits pour leur ôter cet éclat du neuf, si cher aux philistins et aux bourgeois. Mon assurance en vacilla, mon plaisir risqua de s'en trouver du coup gâté. Puis « Bah ! pensai-je. Ce n'est que de la confection. Je ne pouvais pourtant venir ici avec mes souliers éculés et mon veston d'il y a deux ans. Ils verront bien dans deux jours. » Et la certitude d'être allé chez un des tailleurs les plus coûteux me rendit toute ma confiance.

Clotilde survint. Elle portait une fourrure de renard blanc qui me parut bien, ce soir-là, le comble du luxe et du bon goût. Quand j'eus acheté pour elle toutes les violettes d'une misérable qui vint les lui offrir, elle daigna s'occuper de moi et me fit vite comprendre que j'étais beaucoup plus de son gré.

— Clotilde, dit Ribeyre, si tu m'aimes, tu tromperas ce soir Surville avec mon ami Vignerte. Il a de l'argent et il part après-demain, deux choses que les femmes ont coutume d'apprécier.

Un quart d'heure plus tôt, cette plaisanterie d'homme m'eût paru terriblement déplacée. Mais l'horrible porto blanc faisait son œuvre; puis Clotilde riait, amusée, ne disant pas non.

Surville, arrivait avec l'autre, un nommé Mouton-Massé. Ils étaient tous les deux au cabinet du Ministre de l'Intérieur, l'un attaché, l'autre chef adjoint.

— Nous n'allons pas encore rester dans cette boîte, dit le grand Surville. Deux fois, en suivant, c'est trop. Charmé, Monsieur, vous dînez avec nous?

— Mon ami Vignerte me charge de vous prier de vouloir

bien accepter à dîner, dit Ribeyre. Il part après-demain pour la cour de Lautenbourg et désire nous faire goûter à ses frais de voyage.

Le petit Mouton-Massé fit comprendre qu'il admettait fort bien mon désir.

— Où va-t-on ?

Ces messieurs discutèrent dix bonnes minutes, se renvoyant comme des volants des noms qui m'étaient absolument inconnus : Viel, les Sergents, la Tour, entremêlés de bizarres vocables d'animaux : le Coucou, l'Escargot, l'Ane rouge.

Je n'écoutais pas. Un troisième porto me versait une infinie béatitude. Cette chaude atmosphère de café me grisait. Je songeais avec mépris à ma destinée d'hier, aux bourses d'études, à l'agrégation, aux doyens des quatre facultés, au Vice-Recteur dans son cabinet de la rue des Ecoles. Ces femmes élégantes, ces jeunes gens pleins de morgue qui tournaient autour de moi sous la lumière me rappelaient le froid couloir de la Sorbonne et la fresque d'Henri Martin : celle où M. Anatole France, vêtu comme un explorateur, dans un paysage plein de confettis, expose à une douzaine de jeunes agrégés mal habillés sa conception personnelle de la destinée humaine.

— La véritable conception de la vie, la voilà ! pensai-je voluptueusement en contemplant Clotilde qui piquait le bouquet mauve et vert sur sa fourrure blanche.

Ribeyre et ses amis s'étant enfin mis d'accord, nous montâmes dans un taxi qui nous déposa place Gaillon, devant un restaurant dont j'ai oublié le nom.

A l'intérieur, de lourdes tentures dérobaient aux passants la vue de la salle, jalousement. Surville, qui connaissait l'endroit, nous mena dans un petit cabinet où cinq couverts furent rapidement dressés.

J'étais à côté de Clotilde, ou du moins de la femme qui portait ce nom. C'était pour moi l'essentiel. Ce qu'on servit dans ce fameux dîner, je l'ai à vrai dire oublié. Sans doute, des choses qui poivraient la bouche, car nous bûmes énormément : « Tu me donnes carte blanche », me demandait Ribeyre, en me désignant alternativement d'un coup d'œil moqueur Clotilde et Surville. Un petit sommelier noir prenait les commandes avec onction. Sans pouvoir l'affirmer, je crois que ce Ribeyre s'y connaissait. Pas de champagne, avait-il déclaré. Je

ne sais plus. On avait débuté par un petit Pouilly sec comme du verglas, à cause des huîtres. Puis Mouton-Massé, qui était de par là, avait réclamé du St-Emilion 1892. Sur quoi, Clotilde, qui était comme par hasard de Beaune, insista pour du vin de son pays. Je ne manquai pas cette occasion de lui faire la cour et osai interpeller le sommelier pour avoir le meilleur. Là-dessus Ribeyre trouva de circonstance de faire apporter, dans un de ces vases à long col et d'étroite embouchure, du Wolxheim. Je dois ajouter que le succès fut pour moi qui réclamai en fin de compte du vin de sable des Landes. Aucun de nos compagnons n'avait jamais goûté de ce redoutable cru, qui puise sur nos maigres dunes le pâle et jaune dépôt du soleil marin, qui laisse la tête libre, le buste alerte, mais sape impitoyablement les jambes.

Surville et Mouton-Massé me tutoyaient. Clotilde m'appelait Raoul et me faisait jurer de lui envoyer des cartes postales. Ribeyre, plus fort, en conversation constante avec le petit homme noir, me faisait signe de l'œil : « Ne te gêne pas. »

J'étais semblable aux Dieux, avec en plus la conscience de ma rapide ascension. Je revoyais la pauvre guimbarde qui m'emportait deux jours plus tôt vers la gare perdue dans la Lande. Une seule lanterne dans cette nuit ; et du vent, du vent. Celui de la Mer. Et en moi, plus de nuit encore.

Or liquide, le Sauterne brillait dans les verres. Les abat-jour des lampes électriques se reflétaient en lui comme de petites tulipes roses. Je voyais les dents de Clotilde luire sur le cristal où elle buvait, à petits traits, avec des rires qui soulevaient sa gorge blanche. Sa main, posée sur la mienne, me transmettait les sursauts de ce doux animal sans malice. Ribeyre exultait. Mouton-Massé mangeait des crêpes au kirsch. Surville buvait.

Il y eut une scène au moment des liqueurs, que Surville voulait absolument faire servir dans des verres à Bordeaux. Mouton-Massé avait beau lui faire observer que les verres à dégustation suffisaient, puisque les bouteilles restaient sur la table. Il s'obstinait. On lui en donna un.

Les maîtres d'hôtel étaient partis. La fumée des cigares atténuait l'électricité. Les fleurs mouraient sur la table. Surville ronflait. Mouton-Massé avait tiré un calepin et s'efforçait à je sais quelle addition dans laquelle il s'embrouillait en ju-

rant, et Ribeyre, qui n'avait pas lâché son idée, son bras droit passé sous mon bras gauche, son bras gauche sous le droit de Clotilde renversée, nous attirant l'un contre l'autre, parlait à l'oreille de la jeune femme qui riait, les lèvres humides, le dos secoué de petits frissons.

★

Le vendredi soir 25 octobre 1913, tout était prêt pour mon départ. Mes effets étaient emballés dans une grande malle neuve; une caisse plus petite contenait mes livres. Je n'avais rien voulu jeter des pauvres vieilles choses ramassées dans ma chambre d'hôtel et qui résumaient trois ans d'une vie laborieuse et triste. Le tout, empaqueté proprement dans l'antique malle qui avait été celle de ma mère, y compris mon uniforme d'officier de réserve déjà râpé par deux périodes d'instruction, — les pauvres gens en ont toujours fait volontairement de supplémentaires,— le tout, dis-je, j'étais allé le porter à la gare d'Orsay, à l'adresse du vieux prêtre qui m'avait hébergé en vacances.

A cinq heures, je finissais une lettre pour lui faire part de mon nouveau sort; j'avais fait mes comptes. Il me restait un peu plus de deux mille trois cents francs, y compris dix louis que j'avais été heureux de prêter à Ribeyre. Je résolus d'adresser une somme équivalente à mon vieux curé pour sa misérable église croulante au milieu des dunes.

Après avoir jeté ma lettre à la poste de la rue de Tournon, je remontai par le Luxembourg, je passai devant la pâle fontaine Médicis où j'avais attendu tant de fois des élues imaginaires. Le garde républicain était enfoui dans sa guérite, invisible. Jamais le grand jardin royal n'avait été plus désert qu'en ce soir d'automne incliné sur l'hiver.

Au milieu des arbres dénudés, sous un ciel jaune et mourant, le cercle frileux des reines arrondissait ses socles de marbre, étrangement blancs dans la nuit qui venait.

Cinq heures et demie sonnèrent à l'horloge du Sénat. Au cœur de Paris, c'était la mort et l'abandon.

La grande vasque octogone dont le jet d'eau s'était tu étendait son miroir, plus clair — par quel miracle — que le ciel. Un homme, le seul avec moi dans le parc illustre, était arrêté

au bord avec des gestes bizarres de semeur. Il jetait du pain aux oiseaux. Il y avait là trois douzaines de moineaux, deux ramiers gris et lourds, aux allures gauchement colère.

C'était un vieillard, avec un paletot verdi, au col de fourrure élimé. Un sac était posé à ses pieds.

Je m'approchai; les oiseaux s'envolèrent.

Le vieux me regarda d'un air de reproche, jeta son sac sur son épaule et s'en alla.

Quand je sortis moi-même du jardin, la nuit était complètement tombée.

Quatre heures après, je prenais à la gare de l'Est l'express Paris-Berlin.

PIERRE BENOIT.

(*A suivre.*)

REVUE DE LA QUINZAINE

HISTOIRE

Un Prophète, Edgar Quinet. Edition nouvelle de ses articles sur l'Allemagne d'après les textes originaux, avec Commentaire par Paul Gautier. Plon-Nourrit, 3 fr. 50. — Memento.

On avait pu s'habituer plus ou moins à prêter à Edgar Quinet quelques-uns des traits de la physionomie mentale commune aux grands intellectuels français de son temps, et notamment, entre ces traits, l'admiration de l'Allemagne. En effet, Quinet a étudié en Allemagne, il s'y est marié, l'inspiration générale de son œuvre est, par certains côtés, germanique. Mais M. Paul Gautier, en réunissant, sous ce titre significatif : **Un Prophète, Edgar Quinet**, des textes, insuffisamment connus, de l'auteur d'*Ahasvérus*, s'est proposé de nous éclairer au sujet de cette admiration.

Il en est de Quinet comme de divers autres esprits remarquables, qui, ayant une fois reçu du dehors quelque grande empreinte, manifestent ce signe dans leurs œuvres principales ; mais qui, entre temps, dans des écrits plus rapides, plus spontanés, reprennent leur liberté, leur naturel. C'est le cas de Quinet, dans les écrits, brochures, articles, réédités ici. Il s'y montre publiciste de beaucoup de bon sens, et d'indépendance, critique historique pénétrant. Ce sont en vérité des pages d'un Français clairvoyant, qu'on doit remercier M. Paul Gautier d'avoir rééditées. Il faut les lire avec grande attention, comme aussi l'importante introduction de M. Paul Gautier, pleine d'indispensables indications critiques. On retrouve naturellement dans cette introduction, — comment ne l'y retrouverait-on pas ? — la terrible atmosphère de notre temps à nous. Quant à moi, je voudrais m'abstraire un moment des événements actuels (bien que ce soit difficile et d'ailleurs peut-être peu permis), pour ne pas abdiquer toute liberté d'esprit dans l'appréciation du rôle d'Edgar Quinet.

« De l'Allemagne et de la Révolution » (1832), « De la Teutomanie » (1842), « France et Allemagne » (1867) : ce sont là, entre d'autres, des pages bien curieuses. Mais je tiens à les replacer en pensée dans les grandes lignes de la vie intellectuelle de Quinet. Edgar Quinet s'est enivré de libéralisme allemand. Car cette intensité spéculative et sentimentale qu'il rencontra de prime abord en Allemagne ne pouvait, chez un Français comme lui, de tradition révolutionnaire et idéaliste, s'associer qu'à l'idée de liberté (1). Il a eu la même façon

(1) « Le mode panthéistique (allemand) de penser et de sentir,... dit à ce propos

de concevoir et la Révolution et le génie allemand. Et ceci, quoi qu'on dise, a duré chez lui toute la vie (qu'on se souvienne de ses appels à l'Allemagne après 1870, au nom de la Liberté). — Mais, là-dessus, ces pages éditées par M. Paul Gautier nous manifestent un phénomène assez curieux, que voici : Tout en gardant, en ce qui concerne la Révolution, une façon de penser plus ou moins métaphysique, symbolique, c'est-à-dire allemande à quelques égards, le même Edgar Quinet, par une démarche inverse, a eu une façon de penser purement française touchant la situation politique de l'Allemagne. Réaliste, Français en ce qui concerne l'Allemagne ; romantique, métaphysicien, Germanique en ce qui concernait la France. Tel est le schéma.

Et d'abord, Français. Comment ? Parce que — ces articles en témoignent — il a eu une clarté et une sagacité patriotique de vision qui, dans le domaine de la politique étrangère, l'a mené aux analyses les plus exactes et les plus concrètes de la pensée allemande. Cet idéaliste, cet abstracteur, fut ici un pénétrant réaliste, plein d'un bon sens digne des meilleurs terroirs français et des meilleures époques françaises. Il a discerné le fait psychologique de *Force* qui, plus profondément que le Sentiment et d'ailleurs en connexion d'une certaine manière avec celui-ci, est à la racine de l'idéalisme allemand ; et, sous la lumière de cette intuition magistrale, il a aperçu tout le développement de l'Etat germanique. Il n'y a pas à dire, c'est écrit :

Nous qui sommes si bien préparés, dit-il dans les pages intitulées *De l'Allemagne et de la Révolution* (1831), pour savoir quelle puissance est aux idées, nous nous endormions sur ce mouvement d'intelligence et de génie ; nous l'admirions naïvement, pensant qu'il ferait exception à tout ce que nous savons, et que jamais il n'aurait l'ambition de passer des consciences dans les volontés, des volontés dans les actions, et de rechercher pour lui la puissance sociale et la force politique. Et voilà, cependant, que ces idées, qui devaient rester si insondables et si incorporelles, font comme toutes les idées qui ont jusqu'à présent apparu dans le monde, et qu'elles se soulèvent en face de nous avec toute la destinée d'une race d'hommes ; et cette race elle-même se range sous la dictature d'un peuple (la Prusse), non pas plus éclairé qu'elle, mais plus avide, plus ardent, plus exigeant, plus dressé aux affaires. Elle le charge de son ambition... Depuis la fin du moyen-âge, la force et l'initiative des Etats germaniques passe du midi au nord avec tout le mouvement de la civilisation. C'est donc de la Prusse que l'Allemagne est occupée à cette heure à faire son agent au lieu de l'empire d'Autriche? Oui, et si on la laisse faire, elle la pousse lentement, et par derrière, au meurtre du vieux royaume de France.

De telles lignes, insérées en 1832, pourraient, en effet, mériter à

M. Pierre Lasserre, fut adopté chez nous par les Michelet, les Quinet, comme un puissant explosif de Révolution. »

Edgar Quinet ce titre, plus ou moins enviable, de « Prophète », imprimé en flamboyantes lettres rouges sur la couverture de ce livre-ci. Et le lecteur simpliste demandera : Prophète, s'il le fut tant, comment sa prophétie servit-elle à si peu de chose? Un écrivain célèbre a-t-il donc eu si peu d'influence sur son temps?

Très peu, en effet, du moins (ce qui est bien regrettable) dans le sens de sa prophétie, et d'ailleurs par une fortune commune à tous les prophètes. Mais ajoutez ceci : Edgar Quinet, insconsciemment, quoique avec une efficacité trop certaine, a été... Qu'a-t-il été ? Oui, il a été le propre exterminateur du prophète qu'il y avait en lui, ne laissant à nul autre que lui-même le soin de le démentir et de l'étouffer. Et comment? Ici nous arrivons au second aspect de sa carrière intellectuelle : la conception *métaphysique* (allemande à maints égards) des choses de France, — conception stérilisant, pour tous buts pratiques, ces parties plus positives de l'esprit de Quinet que nous signalions tout à l'heure à propos des études politiques sur l'Allemagne.

Ce Français généreux, ce grand cœur, eut le sentiment très vif de tout ce qui put paraître manquer, après les traités de 1815, à la grandeur, au rayonnement de sa patrie. Après un moment d'espoir, la politique étrangère si prudente du gouvernement de Juillet l'irrita profondément. La Révolution française lui sembla brusquement aussi effacée, aussi reléguée, aussi retranchée de toute Communion européenne, que l'était, par exemple, en ce temps-là, le libéralisme américain. C'est qu'il la considérait, elle, et avec elle toutes les choses de l'histoire de France contemporaine, à travers l'optique métaphysique et sentimentale formée dans son esprit, pour les parties les plus *déformantes*, les plus *grossissantes*, sous l'influence de l'Allemagne. Et depuis, son « curriculum vitæ » fut toujours celui de tous les grands chefs chimériques de la démocratie française, — avec les tourbillonnantes roues du char d'Elisée qu'il y ajouta, quant à lui, en sa flamme et son enthousiasme ! Helas ! Il avait compris l'histoire d'Allemagne et il ne comprenait pas celle de France; il avait sagacement étudié le monde germanique, et dès qu'il appliquait sa critique historique à son propre pays, il n'y voyait plus clair ! Il démêlait la *Force*, en Allemagne, et on eût dit, vraiment, qu'il se faisait honneur de ne rien noter de pareil en France ! Eternelle erreur des démocrates ! Lui, le Français clairvoyant qui aperçut la nature durement concrète de l'idéalisme hégélien, qui sut si bien où se trouvaient, dans l'ordre *temporel* et *politique*, le premier anneau et le dernier anneau de cette immense chaîne idéologique, appelant l'un Frédéric II, appelant l'autre « l'homme qui devait sortir de Prusse » et qui en sortit, en effet, sous le nom de Bismarck, — lui, Edgar Quinet, ne garda de la philosophie allemande, comme Français et comme fils de

la Révolution, que la part nuageuse, sans jamais s'aviser d'une application pratique dans son pays. Il sut très bien ce qu'était au fond l'idéalisme allemand : mais il hésita toujours, comme Français, dans la conception des destinées de sa patrie qu'il voulait pourtant si grande, devant la leçon de positivisme et de force qui se dégageait d'un tel idéalisme. C'est ce qui explique que ses « prophéties » réalistes, entre temps, se perdirent dans les nuées de ses idéologies et ne furent jamais très efficaces à leur époque, — ni à nulle époque, car il est bien tard, aujourd'hui, pour les resservir.

Memento. — *Revue Historique* (Juillet-Août 1917). G. Desdevises du Dezert: Vices-rois et capitaines-généraux des Indes espagnoles à la fin du XVIIIe siècle (Ire partie). (Voici, pour le coup, un curieux chapitre de l'histoire d'un impérialisme. L'impérialisme espagnol, dit M. Desdevises du Dezert, « a la gloire d'avoir découvert, conquis, exploré et colonisé un monde entier. On a reproché, il est vrai, à l'Espagne d'avoir détruit les civilisations originales du Mexique et du Pérou, d'avoir fait couler le sang... Ces reproches sont en partie fondés, mais les historiens espagnols font remarquer avec raison que toute colonisation est marquée à l'origine par de terribles violences... » Les impérialismes ont certainement une phase civilisatrice, à commencer par le nôtre. Il faut tout juger avec mesure et d'un point de vue relatif. N'oublions pas que les civilisations sud-américaines, où la cause du « Droit » trouve aujourd'hui un appui, sont l'œuvre de gens fort peu libéraux, vices-rois, capitaines-généraux, ecclésiastiques et magistrats castillans. La partie actuelle de cette curieuse étude contient beaucoup de renseignements sur Cuba, le Mexique et le Guatémala.) Albert Mathiez : Un essai de réglementation pendant la première invasion (septembre-décembre 1792). (Après le 10 août, dit l'auteur, « il était inévitable que la victoire du peuple se fît sentir dans le domaine des subsistances ». Il y eut, sous ce rapport, un mouvement populaire, « socialiste », notamment dans le domaine agraire. C'est ce fait qu'étudie M. Mathiez. Tout en se gardant de parallèles trop commodes et d'ailleurs faux, on pense maintes fois à la Révolution russe en feuilletant ces pages.) Louis Halphen : Etudes critiques sur l'histoire de Charlemagne. II. Les « Petites Annales ». (Qu'on ait « quelques pertes à déplorer dans la série des annales carolingiennes », M. Halphen ne le nie pas ; mais il estime que ces pertes ne sont pas « aussi nombreuses » que le pensent les critiques allemands qui ont fourni, comme, par exemple, M. Kurze, une liste prodigieuse de « textes perdus »). Bulletin historique : Histoire d'Italie. Période moderne, par Julien Luchaire et Jean Alazard (*Ire partie*). Comptes rendus critiques. Bibliographie.

La Révolution Française (Mai-Juin 1917). La Révolution française et la Révolution russe ; lettre aux citoyens de la libre Russie, par A. Aulard. (M. Aulard, qui passe sa vie dans d'atomistiques et pulvérulents travaux d'archives, éprouve, ses cartons fermés, un fort besoin de généraliser. Cela se conçoit. On aime à se donner de l'air, bien que dans les hauteurs abstraites où s'élance M. Aulard l'air soit précisément ce qui manque le plus. Hier encore, il envoyait aux pouvoirs publics une délégation chargée de leur porter son plan de manufacturage d'une « Société des Nations ».

Aujourd'hui le voici écrivant à la Russie révolutionnaire. Et certes, le but de cette lettre est des plus louables. M. Aulard voudrait que la Révolution russe, réparant ses fautes, aidât efficacement l'Entente, ce qu'elle a cessé de faire depuis longtemps. Et l'éminent professeur de dire : Voyez notre Révolution ! Prenez modèle sur elle ! Hélas ! Sans doute, il y a quelques points de ressemblance (pas beaucoup) entre la Révolution russe et la Révolution française. Mais M. Aulard oublie-t-il à quoi notre Révolution a abouti ? Au militarisme, qui régla le sort jusqu'alors si douteux de la France : et c'est exactement au contraire de ceci qu'aboutit la Révolution russe, dont le destin reste de plus en plus problématique. Je ne comprends pas qu'on invoque les exemples classiques de la Démocratie pour l'édification d'un pays auquel la Démocratie a si mal réussi, — comme elle a d'ailleurs mal réussi à notre propre pays, il y a plus d'un siècle. Et puis : *non bis in idem*. La Révolution française fut une chose ; la Révolution russe est une autre chose. La France monarchique était compacte et ordonnée, et la Révolution française, advenue, agit, avec toute la cohérence permise, en fonction de ce milieu favorable à l'exercice d'un pouvoir politique central. (Le Comité de Salut public en est la preuve.) Au contraire, qu'est-ce que la Russie ? Cent pays qui n'en font pas un. Tout ce qui ressort de la Révolution russe jusqu'ici, c'est l'enseignement que voici : la poigne de fer du tsarisme était indispensable, la chose même voulue par la nature des choses, pour maintenir ce pays debout. La Démocratie, à peine possible, chez nous, dans un pays où elle trouvait des cadres, est une plaisanterie dans l'informe Russie. Qu'on rappelle le tsar, et les vœux patriotiques de M. Aulard se réaliseront peut-être !) — La Révolution a interdit le service militaire aux députés, par H. Labroue. La caricature en France sous le Directoire, par André Blum. Brigandage des Chouans : une journée d'assassinats en l'an III, par Lelièvre. Etienne Clavière et la politique franco-anglaise en 1792, par E. Chapuisat (Clavière, dans une lettre à Lord Stanhope, reproduite ici, préconise l'alliance de la France et de l'Angleterre). Une lettre de Mme Roland, du 3 juillet 1790, par Cl. Perroud. (Intérêts privés et affaires financières de Lyon.) Notes de lecture. Chronique et bibliographie.

Annales Révolutionnaires (Juillet-Septembre 1917). — Gustave Rouanet : Les séances de la Constituante après le 14 juillet 1789. (Etude de procédure parlementaire.) Albert Mathiez. Les Enragés et la lutte pour le maximum. (Suite de ces études d'économie politique révolutionnaire.) Gabriel Vauthier : Lakanal, Commissaire de la République dans les quatre nouveaux départements de la rive gauche du Rhin. (Exposé d'une administration qu'on peut déclarer vexatoire. Comme j'ai tout lieu de croire que c'est le même Lakanal dont la mission dans la Dordogne a été naguère l'objet d'une formidable thèse aussi documentaire qu'élogieuse, je dois dire : *Quantum mutatus !*) G. Vallée : L'Ecole centrale de la Vienne (*suite*). G. Dommanget : Le Culte de la Raison dans l'Oise. (Les simples titres de ces monographies archi-spéciales ont une tournure comique.) Mélanges. Glanes. Bibliographie.

EDMOND BARTHÈLEMY.

QUESTIONS MILITAIRES ET MARITIMES

La Guerre à objectifs limités. — La Manœuvre de l'Isonzo.

La Guerre à objectifs limités. Nous venons d'entrer dans une nouvelle phase de la guerre. Le temps n'est plus momentanément, en attendant la fin de la crise du commandement russe, où l'Allemagne pressée sur tous ses fronts, exposée à des coups de boutoir imprévus, n'avait pas de trop de toutes ses forces pour résister à cette pression. Nous achevons de vivre les six mois les plus calmes de cette longue lutte, si l'on compte cette période du lendemain de l'offensive du 16 avril. Au cours de cette période, l'activité réglée des armées anglaises sur le front de Flandre et les deux brillants succès de nos troupes sur les fronts de Verdun et de l'Aisne, — ce dernier surtout si important par les conséquences qu'on en peut prévoir dès aujourd'hui, — ont suffi à entretenir nos plus chères espérances. Certains esprits, inquiets après le 16 avril, achevaient lentement de reprendre leur assiette. Malgré qu'on fût un peu déçu d'avoir vu s'évanouir ce beau printemps, sans avoir assisté à une action de grande envergure, on se résignait. Bien plus, la notoriété accordée à une méthode de combat, présentée comme inédite et exclusive, contribuait à se forger une foi nouvelle. Depuis le 9 juin, qui avait vu se déclancher une attaque longuement préparée, dans le nouveau style, sur les positions de Messines et de Wytschaete, les 2e et 5e armées anglaises n'avaient pas cessé de travailler méthodiquement à refouler l'ennemi au Nord-Est d'Ypres, en tendant à former un coin dans ses lignes. Chaque effort était marqué par un succès, quelquefois sensible, d'autres fois très modeste; mais de même que les petits ruisseaux font les grandes rivières, les petits succès, répétés et continus, peuvent aboutir à de grandes victoires. Il n'est certes pas à craindre que la ténacité fasse jamais défaut au grand état-major anglais. M. Llyod George nous a dit, voici longtemps, que l'armée britannique n'avait ni calendrier, ni pendule. Cette image n'est pas une parole vaine. La méthode anglaise a donc paru à beaucoup d'excellents esprits le fin du fin, le dernier mot de l'art, — j'allais dire de l'art militaire.

On pilonne sévèrement, à coups d'artillerie lourde, la bande de terrain que limitent des objectifs qu'on veut atteindre. Sous l'avalanche d'obus, l'ennemi évacue progressivement cette bande de terrain.

Les aviateurs survolent chaque jour la zone ainsi battue; ils en rapportent des clichés photographiques. Lorsque ces clichés attestent que l'ennemi a complètement évacué, alors l'attaque se déclanche. Le canon conquiert, l'infanterie occupe. Les troupes débordent sur la zone pilonnée, où ne restent plus que quelques ahuris, enfouis dans

leurs abris, ou des volontaires, qui dissimulent à peine leur satisfaction d'être enfin prisonniers. Mais parvenues aux limites de la zone pilonnée, les troupes se trouvent avoir à résister aux contre-attaques de l'adversaire. A ce moment, elles subissent des pertes, si sagement évitées pendant le premier temps de la manœuvre; et le succès, en définitive, dépend de leur solidité, à cet instant critique. En fin de compte, il faut toujours finir par se battre. La méthode serait excellente si, au moment où se produit la contre-attaque, l'artillerie de bombardement se trouvait déjà sur des positions rapprochées, à même de pilonner avec une densité de feu égale à celle de la période de préparation le terrain de la contre-attaque. Il semble qu'il n'en est pas encore tout à fait ainsi. La grosse artillerie est lente à déplacer et à remettre en batterie. La sagesse serait d'adopter un compromis, en revenant à un calibre de bombardement plus petit, mais représenté par un nombre plus élevé de canons. En campagne, la densité du feu importe plus que le poids de l'obus. Pour réduire une forteresse, ce serait le contraire. La formule du calibre lourd de campagne devrait être la suivante : le calibre le plus élevé capable, dans l'état actuel de la traction mécanique, d'être roulé sur route au moins à la vitesse du pas accéléré. Un obusier du calibre de 200 m/m répondrait sans doute à la formule. Je consens à élever le calibre à mesure que les moyens de traction mécanique seront perfectionnés. Mais de grâce, n'inventons rien. Toujours est-il que la tactique anglaise, à objectifs limités, est devenue tout à fait en faveur. Elle a le précieux avantage d'assurer toujours un succès, car il est toujours permis d'affirmer que les objectifs étaient limités aux positions où l'on se trouve arrêté. Si, par cas, on n'avance pas d'une ligne, on se borne à exprimer qu'on a repoussé victorieusement une contre-attaque de l'adversaire, et en s'exprimant ainsi on ne dit pas une contre-vérité. La méthode prévoit tous les cas ; elle les intègre tous, si l'on peut dire (1). Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'on nous la présente aujourd'hui comme la seule méthode de faire la guerre, la seule rationnelle, la seule scientifique. Cependant, juste au moment où cette vérité dogmatique venait de luire sur la terre, la guerre de mouvement disloquait le front italien, avec une brutalité impressionnante, en donnant des résultats tout à fait déconcertants.

§

La Manœuvre de l'Isonzo. Les Italiens avaient remporté un très vif succès sur le plateau de Bainsizza, au cours des journées

(1) Le communiqué anglais du 30 octobre en fournit un exemple remarquable. Il s'exprime ainsi : « Nos troupes ont atteint tous leurs objectifs sur la crête et se sont avancées jusqu'aux lisières de Passchendaele... » Pour la même affaire, le communiqué allemand dit : « Fortes attaques anglaises contre Passchendaele. Nous avons perdu le village ; mais de vigoureuses contre-attaques en ont chassé l'ennemi. » Ainsi, les Anglais en disant qu'ils ont avancé jusqu'aux lisières de Passchendaele restent dans une stricte exactitude.

du 24 au 28 août. Leur avance très sensible, puisqu'elle atteignait une douzaine de kilomètres en profondeur, avait été accompagnée d'une tentative d'enveloppement de l'aile droite ennemie. La manœuvre ne fut pas poursuivie pour des raisons que nous ne connaissons pas : sans doute insuffisance des effectifs, épuisement des troupes engagée, hésitation du Commandement devant les sacrifices exigés, etc. Cette affaire du plateau de Bainsizza, qui leur livra 30.000 prisonniers avec un matériel considérable, fut assurément le plus franc succès de toute la campagne de 1917. Il était tout à l'honneur des troupes italiennes.

Le 24 octobre, à 7 heures du matin, tout le front autrichien du Monte Rombo, près de Plezzo, au plateau de Bainsizza s'enflammait devant la deuxième armée italienne. Après une heure de bombardement violent, les divisions autrichiennes s'ébranlaient sur toute la ligne. La deuxième armée n'attendait pas le choc ; elle se repliait dans un état de démoralisation, dont la soudaineté serait inexplicable. La troisième armée, au Sud, voyant sa gauche découverte, commençait dès le lendemain son mouvement de repli. L'ordre de retraite était conforme à la situation.

La troisième armée a effectué son repli dans un ordre relatif, en précédant aux mesures de salut imposées par les circonstances. — Elle ne paraît pas avoir été très inquiétée au cours de sa retraite. Gorizia est prise le 28 après complète évacuation. Le 29 l'aile droite autrichienne, venant de la direction Tolmino-Cividale, se trouvait à mi-chemin entre Udine et le Tagliamento, après avoir marché à une allure de 10 kilomètres par jour. Le 31 l'ennemi arrivait sur le Tagliamento, bien que son aile droite ait été retardée quelque peu par des forces italiennes qui garnissaient les hauteurs de San Daniele del Friuli (sans doute un détachement de la deuxième armée). Un combat semble s'être livré en cet endroit. Nous ne savons rien sur son importance. Le premier novembre, les fronts s'immobilisaient d'un côté et de l'autre du Tagliamento.

Ainsi, en quelques heures, tout le front italien des Alpes Juliennes, composées de troupes aguerries qui avaient donné des preuves de leur valeur et de leur endurance, fléchissait et coulait comme un château de cartes. Sa gauche complètement désorganisée, se volatilisait. Tout ce formidable appareil de défense dont on nous a si longtemps entretenu était devenu inexistant ; les fameuses hauteurs du Mont Gabriele, du Mont Santo, du Vodice, du Mont Nero, et tant d'autres, dont on s'était si souvent disputé la possession dans des combats stériles, sous le prétexte qu'une compagnie ou un demi-bataillon se trouvait juché dessus, ne constituaient plus aucun obstacle. Plus de difficultés de terrain. Les contre-forts des Alpes Juliennes semblaient s'être aplanis pour former un glacis favorable

à la marche de l'adversaire. Que s'était-il donc passé ? Ce n'est pas la violence de l'attaque frontale, qui s'est produite dans la journée du 24, tout le long de la ligne de Plezzo à Tolmino, sur un front de 50 kilomètres, qui a déterminé le recul de la deuxième armée. De l'aveu de l'adversaire cette attaque n'était qu'une fausse attaque qui avait pour but de fixer la deuxième armée sur ses positions, pendant que les divisions allemandes, descendant par les cols de Tarvis, de Pontafel et de Plocken, gagneraient sur les derrières de cette armée pour couper ses lignes de retraite et tenter ultérieurement son enveloppement. Les troupes de la deuxième armée connaissaient depuis plusieurs jours la présence des divisions allemandes, dans les hautes vallées des Alpes Carniques ; c'est la menace de la manœuvre d'encerclement dont elles étaient obsédées qui a causé leur démoralisation. Ainsi, c'est le fait de la manœuvre à peine esquissée qui détermine le fléchissement de tout le front italien des Alpes Juliennes. Si les troupes austro-allemandes s'étaient bornées à des attaques frontales depuis la coupe de Plezzo jusqu'à Monfalcone sur la mer, et si les troupes italiennes avaient eu la certitude que les hautes vallées dont les routes conduisaient sur leurs lignes de communication étaient libres de tout ennemi, des fléchissements se seraient peut-être produits en certains points du front, mais sans entraîner son disloquement général. Depuis les premiers jours d'octobre le bruit se répandait de plus en plus de l'arrivée de contingents allemands sur les confins italiens. Une inquiétude sourde agitait toute l'Italie. La menace qui planait n'était un mystère pour personne. Les communiqués des journées qui ont précédé le 24 octobre laissent percer l'annonce d'une action à grande ouvergure. Toujours est-il que nous venons d'assister à une brusque et violente reprise de la guerre de mouvement sur un théatre où les difficultés de terrain semblaient la condamner d'avance. Du premier coup, la manœuvre a manifesté sa vertu efficace, son action souveraine, décisive. Basée sur la connaissance des mauvaises dispositions de l'adversaire, de sa psychologie, de l'état de ses effectifs, de son ordre de bataille, elle apparaît claire, compréhensible et d'une remarquable simplicité. Le groupe d'armées italiennes de l'Est tendait depuis le début de la guerre tous ses efforts vers la route de Trieste, à travers un terrain hérissé de difficultés. Dans cette formidable tension vers l'objectif convoité, il semble qu'on ait négligé de s'assurer la maîtrise des débouchés des cols, qui permettaient une avance rapide sur les lignes de communication des armées orientées vers Trieste ; et le péril devait augmenter avec la progression de celles-ci vers leurs objectifs. Il y a toute apparence que la manœuvre a été montée par le fameux von Mackensen. Elle porte sa griffe. Exilé sur les rives du Sereth après avoir été réservé pour des besognes estimées secon-

daires dans les différents secteurs du front oriental, le voici qui apparaît sur un théâtre plus important. Apparemment il n'a pas fait figure jusqu'ici d'un général bien en cour auprès des Princes chefs de l'armée. Il n'appartient pas à l'Ecole des fruits secs ou des courtisans de l'entourage des Kronprinz de Prusse et de Bavière. Suivra-t-il la fortune d'Hindenbourg ?

En résumé, l'attaque du front italien semble avoir été conduite par deux groupes de forces distinctes : l'un composé de divisions amalgamées austro-allemandes, comme on en a déjà vu sur le front galicien, marchant de l'est à l'ouest ; un autre composé uniquement de divisions allemandes, qui a débouché par les hautes vallées des Alpes Carniques avec une direction générale de marche du Nord au Sud. C'est ce dernier groupe de forces qui, au moment où nous écrivons, tente de forcer le passage du Tagliamento supérieur pour tourner une fois de plus la gauche de l'adversaire. L'armée italienne cependant a fait résolument front derrière le cours du Tagliamento. Souhaitons qu'elle ne soit pas forcée à un nouveau recul. Le secours que lui apportent les alliés ne sera mesuré, espérons-le, ni en nombre ni en qualité. La situation est d'une sérieuse gravité, car une menace plane à cette heure sur le front du Trentin. Il serait étonnant que l'ennemi ne cherchât pas de ce côté le complément de sa manœuvre sur l'Isonzo.

JEAN NOREL.

LES REVUES

Les Ecrits nouveaux : poèmes de MM. Maurice Magre et Pierre Benoît. — *La Revue de Paris :* M. A. Fribourg : notes de guerre. — *Revue des Deux Mondes :* M. R. de la Frégeolière : croisières aériennes. — *Revue hebdomadaire :* Maurice Dalleré et son ami, par M. F. Le Grix. — *Revue bleue :* M. T.-F. Farman : l'aviation américaine. — Naissances. — Memento.

Les Ecrits nouveaux (1er novembre) viennent de débuter. La direction en est anonyme. La revue paraîtra le 1er de chaque mois « chez Emile-Paul », 100, rue du faubourg Saint-Honoré. Elle se présente sans annoncer ses vues. Le premier numéro vaut le meilleur programme. On y lit des lettres inédites de Barbey d'Aurevilly à son ami Trébutien, des vers de Mme de Noailles, un bon article de M. André Gide sur « Théophile Gautier et Charles Baudelaire », une fantaisie de M. André Billy : « Une poétesse en état de guerre », un dialogue mordant de M. André Germain consacré à « Jacques-Emile Blanche » où caquettent des dames, un serpent et le peintre franco-anglais. Il y a, en outre, des pages de Carl Spitteler, une étude très intelligente de M. René Gillouin : « A propos de M. Paul Claudel », et, de M. Paul Budry, un « Souvenir à Degas » que les amateurs d'art aimeront ou détesteront beaucoup.

L'apport très heureux à ce premier numéro me semble des poèmes de M. Maurice Magre et de M. Pierre Benoît.

Les premiers font augurer excellemment du prochain volume de poésies que M. Magre intitule : *La Montée aux Enfers*. On éprouve la très rare sensation du « nouveau », en lisant les pièces de M. Maurice Magre. Elles sont baudelairiennes, soit. Il y a, en elles, un prolongement très personnel de la sensibilité volontaire qui a produit *Les Fleurs du Mal*. « La Chambre de Barbe-Bleue », dont voici les quatrains finaux, est d'une couleur, d'une inspiration, d'un sens, qui la désignent pour les mémoires et, bientôt, pour les anthologies :

Voilà les cheveux courts de la Visitandine
Qui gardait un parfum de sacrilège aux seins,
Et voilà Belcolore avec ses jambes fines
Et Gaëtane aux yeux couleur de ciel marin.

Voilà celle qui, nue en d'épaisses fourrures,
Se jetait brusquement sur le lit de brocart.
Ses dents de louve étaient avides de morsures,
Ses reins battaient comme un bélier sur un rempart.

Voilà la plus petite et son visage d'aube,
La pudique, dont je n'ai pas baisé les doigts.
C'est lorsque mon poignard ouvrit en deux sa robe
Que j'ai su quel trésor était perdu pour moi.

Comme je vous aimais, ô mes épouses mortes !
Vous pouviez demander mes champs et mes châteaux,
Mais vous avez voulu le secret de la porte
Cramoisie, et la mort est venue aussitôt...

Vous ne saviez donc pas, ô femmes bien-aimées,
Qu'il n'est pas de palais qui ne cache en sa tour
La chambre en velours noir terrible et parfumée
Où dort le souvenir du sang et de l'amour ?

Plus jamais ! Vos bijoux jettent des clartés fauves...
Derrière la fenêtre on entend les corbeaux...
Les ongles sont bistrés, la chair est bleue et mauve...
J'effeuille le bouquet et j'éteins le flambeau...

« Sainte Perpétue » inspire à M. Pierre Benoît un triptyque harmonieux, pur de forme, d'un style aux nuances tout à fait délicates, qui révèle un poète sage et richement doué. On n'appréciera à son véritable prix cette troisième pièce du poème de M. Pierre Benoît que si l'on a lu les deux premières. La voici, pourtant, et, telle, on ne saurait n'en point aimer la plastique et la musique :

Mes compagnons d'un jour à l'arçon de leurs selles
Portaient des pistolets bizarrement verdis.

Je crois entendre encor leurs paroles et celles
Par lesquelles je sais que je leur répondis.
Je leur dis : Perpétue? Oui, je me la rappelle,
Tendre lys qui s'affaisse avec son col tranché...
Enfant, je l'ai chérie avec une ardeur telle,
Un trouble virginal si semblable au péché.
Les raisons de mourir qu'eut cette chère morte,
Je les comprenais mieux alors que maintenant.
Aujourd'hui, je frémis devant la grande porte
Dont tremble pour s'ouvrir déjà le noir battant.
Je ne veux pas mourir : glaise qui se craquèle,
Par le sang des martyrs ficus éclaboussés!...
Pour vous quitter ainsi, terre, terre mortelle,
Perpétue ignorait des choses que je sais.

§

Il serait particulièrement instructif de comparer les récits de guerre que l'on imprime aujourd'hui et ceux que l'on offrait, pendant les premiers mois du fléau, à la curiosité aiguë de l'arrière. L'héroïsme portait panache. On riait follement à la mort. Les grands mots intervenaient. Ce n'est pas un des moindres mérites du *Feu* de M. Henri Barbusse, qu'il ait créé ce courant de sincérité qui emporte la fausse rhétorique à l'oubli et montre, dans la guerre, la pire calamité que des hommes puissent infliger à des hommes.

La Revue de Paris (15 octobre) donne sous ce titre : « Au bois des Chevaliers » des extraits d'un carnet de guerre tenu par M. André Fribourg en 1914. Voici, le 7 octobre de la dite année, une compagnie qui en relève une autre, en première ligne. M. A. Fribourg a noté cette page :

Je m'installe. Contre mon habitude, j'enlève mon sac. Mes camarades en font autant, car notre marche d'approche a été épuisante. De longues minutes passent. Soudain, à ma gauche, dans le silence une voix s'élève, bizarre, sèche, basse, brûlante, monotone et dont le ton se hausse peu à peu. J'entends mal tout d'abord, mais bientôt je perçois un même mot ou plutôt le début d'un même mot répété rapidement, mécaniquement par une bouche de détraqué :

— Assass... assass... assass...

La voix se fait plus claire et vibre dans la nuit.

. . . . . .

. . . . . Les voyez-vous les lâches?... Ah les lâches, vous vous mettez tous contre un seul homme! Halte-là... halte-là...! halte-là...!

Et la voix s'abaisse peu à peu pour reprendre plus haute que jamais :

— Vous êtes tous jaunes... jaunes... jaunes; mais voilà ma mongolfière... La voyez-vous? La voyez-vous qui s'avance sur l'eau? Assass... assass... assass...

Un de nos pauvres camarades n'a pu résister à l'angoisse étouffante qui

nous étreignait tous depuis tant d'heures. La secousse a été trop forte pour lui et sa voix lamentable continue à remplir la forêt :

— Vous êtes tous jaunes... vous êtes tous jaunes...

Je veux le faire taire, mais alors il se dresse et hurle à pleins poumons :

— En avant, en avant, en avant!...

L'ennemi que le bruit tenait en alerte croit à une attaque et tire. Nous nous jetons sur l'homme, nous le maintenons collé à terre par les poignets et les chevilles ; il se tord, soulève son cou, tourne brusquement la tête à chaque seconde; sa joue droite et sa joue gauche, alternativement, heurtent le sol avec un bruit mat que je perçois malgré la fusillade. Nous n'avons pas de cordes ; nous attachons les poings et les pieds du malheureux avec des courroies de sac et tandis que par-dessus le parapet nous tirons sur l'ennemi, il gît au fond de la tranchée ; son corps est secoué par de longs soubresauts, ses joues se meurtrissent rythmiquement dans la terre, il halette, il s'épuise, mais garde assez de souffle pour nous crier encore :

— Assass... assass...

§

M. R. de la Frégeolière confie à **la Revue des Deux Mondes** (15 octobre) ses impressions de « Croisières aériennes ».

Voici un beau fragment de ces souvenirs d'un « matelot de l'air » :

Durant ma garde au-dessus de Paris, par un beau soir de juillet, je vis les nuages rouler en vagues aussi monstrueuses que les plus formidables houles de l'Océan ! A l'Est, derrière moi, Meaux s'assoupissait entre les replis de la Marne pâlie des premiers rayons de lune ; les plaines de l'Ourcq, blondes de moissons, se voilaient de mauve. A ma droite, tout au loin, les forêts de Compiègne et de Senlis mouchetaient le crépuscule de leur sombre masse ; en avant, la marée furieuse, où le soleil allait s'abîmer, s'élançait à l'assaut de la capitale. De leurs embruns écumeux, les lames éclaboussaient les ailes de mon oiseau, et je me laissais voluptueusement bercer au creux des plus fortes vagues pour rebondir sur leurs croupes tumultueuses.

Par temps d'orage, les campagnes se recouvrent d'un sueur de deuil, la voûte du firmament s'obscurcit sous une nuit diurne semblable à ces ténèbres brusquement appesanties sur la création à l'heure solennelle de la mort du Christ. Là-haut, un sentiment de solitude et d'épouvante nous envahit. Entre deux nuages, fondus ainsi qu'une gigantesque paupière, le soleil tout rouge glisse un regard tragique : on dirait l'œil sanglant de la mort contemplant la terre et dénombrant ses victimes!

Certains ciels nous donnent l'impression de voyages au pays des rêves et des chimères. Leurs chaos apparents s'ordonnent au contraire en architectures plus hardies, plus immatérielles surtout que tout ce que les conteurs lancés à travers les royaumes imaginaires des fées pourraient inventer! Une éclaircie survenue cet automne sur la Somme, après quelques pluvieuses journées, me permit d'entreprendre au déclin du jour une rapide croisière de chasse. L'étrangeté du spectacle dépassait là-haut tout ce dont j'étais coutumier. Mers de brume, continents polaires, longues traînées diaphanes, nimbus lourds de pluie s'échafaudaient les uns par-dessus les autres

sur dix mille pieds d'épaisseur, tamisés des derniers feux du couchant. Au hasard de ma route, je traversai des salles voûtées de cristal, hautes et profondes ainsi que des nefs de cathédrales, avec leurs pilastres de volutes livides, leurs resplendissantes verrières, leurs cryptes obscures comme des tombeaux. Je me croyais transporté parfois à l'intérieur de grottes sous-marines taillées dans l'écume argentée, la nacre irisée. Çà et là, des taches de lumière et d'ombre rappelaient quelque curieuse fleur de mer; de glauques traînées ondulaient à la manière d'algues chevelues. Si une fissure de la voûte laissait entrevoir un lambeau de ciel bleu, le soleil s'y infiltrant en gerbes de rayons réchauffait d'or les ailes et la croupe argentée de mon oiseau, et je rôdais au fond de ces antres, tel un monstrueux poisson dont les nageoires zébraient les parois incertaines de leurs éclairs d'acier! Seuls les shrapnells que l'ennemi ne cessait d'envoyer vers moi à travers les moindres échappées terrestres disaient encore de leur voix tonnante la guerre meurtrière et les hommes expirants, tandis que Péronne et Chaulnes, indistinctes à mes pieds, paraissaient endormies à jamais sous les flots comme Atlante ou Ys, les légendaires cités. De son vol inflexible, mon avion traversait les murailles opaques, mais impalpables, qui l'encerclaient; d'autres palais encore s'ouvraient les uns derrière les autres vers lesquels j'avançais guidé par de mourantes clartés, aussi ébloui qu'Aladin à travers les enchantements des *Mille et une Nuits!*

Soudain, à l'intérieur d'une salle richement décorée, un nuage me parut dessiner, aussi exactement que possible, les formes d'une femme alanguie sur quelque rouge draperie. La lumière attiédie donnait à son corps la transparence nacrée des chairs vivantes, un trait de feu précisait ses contours graciles, et les derniers flamboiements du soleil la casquaient de vapeurs dorées. Son visage diffus pourtant me parut une énigme que j'aurais aimé déchiffrer; déjà mes ailes l'effleuraient d'une caresse lorsque tout s'évanouit. De la vivante créature il ne restait qu'un nuage humide et glauque, semblable aux autres, dont je ressortis frissonnant, mes voiles poudrées à frimas!

Cette femme n'était-elle pas l'image de l'idéal fantôme d'illusions et d'espoirs plus fugitifs que la brume, que nous, les matelots de l'azur, poursuivons plus haut encore, jusqu'aux étoiles!

§

M. François Le Grix donne à **la Revue hebdomadaire** (29 septembre), en illustration à un article de critique sur des livres de MM. Bourget et Barrès, et sur *le Feu* de M. Henri Barbusse, une lettre du pauvre Maurice Dalleré à l'un de ses camarades de combat, aussi fidèle aux idées de droite que Dalleré défendait celles des esprits libres.

« Vous avez été étonné de la façon aimable avec laquelle je vous ai accueilli, de la facilité avec laquelle je vous ai fait partager et mon lit et notre table... Moi aussi, ça m'a surpris. Je ne suis pas habitué à tant d'amabilité de ma part... Le lendemain, vous vous souvenez, nous nous sommes promenés à cheval, et vous avez salué à plusieurs reprises des cimetières et des calvaires, avec un geste si simple, si convaincu, que je fus fier d'être à vos côtés. Pour les premiers seulement, j'accompagnais votre salut du mien; mais ça

ne fait rien, c'est bon, c'est beau de vivre à côté d'un homme qui respecte ses idées et qui ne s'observe pas... Nous avons discuté le soir. Et nous avons passé ainsi de longues heures avec des mots, des phrases, et des silences... Oh! des silences stupéfiants. Je crois que c'est Maeterlinck qui a écrit que le silence n'était pas à la portée de tous. C'est rudement vrai, mon cher ami, et voyez-vous, ce sont ces silences qui ont lié nos âmes. » Un autre jour : « Notre camarade Jeannin est mort. Vous qui priez, priez pour lui. Moi, je pense à lui. Que chacun lui donne le meilleur de soi-même et de son souvenir. » — « Dès le premier instant que j'ai connu sa mort, répond l'ami, j'ai prié pour que Dieu lui accorde le grand repos, celui où l'on connaît plus que le bonheur. Merci de m'avoir compris aussi; cela m'a été bien doux. Il y en a tant qui ne veulent pas comprendre ou qui sourient. Pour vous aussi, mon ami, j'aimerais à prier parfois. Rassurez-vous en tout cas ; aux yeux de Celui qui lit au fond de nos consciences, votre pensée pour notre camarade vaut ma prière, parce qu'elle procède de cette même grande et belle source : la Charité... Je suis heureux de voir que je vous avais bien compris, et que j'ai pu, pour parvenir à votre âme, faire le tour de cette barricade que vous interposez entre vous et la foule... Voulez-vous que je vous dise, mon ami, ce qui nous a si vite rapprochés : c'est que pour nous l'Amour a le même sens... »

On n'ose pas nommer cet ami de Maurice Dalleré, puisque M. Le Grix n'a pas cru devoir se le permettre : « son goût de l'ombre n'eût pas permis qu'on le nommât », écrit-il.

Cet ami meurt au poste où il a reçu de Dalleré la consigne de tenir « jusqu'au bout ».

Dalleré se refuse à croire, écrit M. F. Le Grix. Contre tous les témoignages, son ami est vivant, quelque part en Allemagne. Pendant deux mois il galvanise de sa confiance ceux qui désespèrent. Et puis l'évidence le courbe lui aussi.

Ah! non, il ne veut pas mourir encore. Ce serait indigne de lui, de se laisser mourir parce que son ami est mort. Il aime sa jeune femme, dont il est toute la vie; il y a encore ses belles idées, les lendemains de fraternité, la vie!... Mais pour la première fois, il sait qu'il va mourir ; il ne se défend plus.

D'abord, il veut témoigner devant les hommes. Au journal qui l'accueille le plus volontiers, à ce journal de parti, il confie son cœur : « Ce n'était ni un penseur ni un philosophe; ce n'était ni un sportsman ni un élégant officiel ; c'était un homme tout simplement. Son cœur seul m'avait fait l'aimer... Mon ami portait un grand Christ à sa ceinture. Je suis certain qu'il ne s'endormait jamais sans avoir fait sa prière. Ainsi, nos idées étaient bien différentes... Cependant nous nous aimions un peu plus chacun, de nous voir réciproquement, et avec tant de simplicité, tant de fierté aussi, être fidèles à nos idées... Je ne puis dire intégralement tout ce qui me faisait l'aimer fraternellement; je ne puis dire de quel découragement me charge ce nouveau deuil. » Ces lignes sont datées du 7 octobre 1916. *Le même jour,* Maurice Dalleré, revenu de permission, remontait aux tranchées. Un camarade veut l'arrêter au cantonnement : « Reste ici, ta compagnie sera rele-

vée dans deux heures. » Mais son destin l'entraîne. Il part; il arrive. Sa compagnie s'équipe pour redescendre. Dalleré semble empli d'un trouble inexplicable. Il s'approche d'un créneau. On le prévient encore : « Prenez garde; il y a de bons tireurs qui nous ont démoli deux ou trois veilleurs. — Vous savez bien qu'ils ne m'auront pas; c'est à deux cents mètres d'ici qu'est tombé mon ami; je veux voir où il dort. » Il braque ses jumelles, et, foudroyé, s'écroule dans cette ombre d'où il n'avait pu arracher celui qu'il aimait. Maurice Dalleré, qui avait passé indemne à travers deux années de combats, est mort sans combattre d'un mouvement de son cœur.

On dira peut-être : ce cas n'est pas « social », c'est un cas d'amitié particulière. Non, non, plus que deux nobles cœurs rejoints, c'était vraiment la réconciliation de l'intellectualisme anarchique et du « préjugé » héréditaire et bourgeois; plus encore que le parallélisme de deux volontés héroïques, c'était la charité, l'amour, la vie véritable enfin trouvée et florissante sur les rives de la mort.

§

Conclusion d'un article de M. T. F. Farman sur « Le Programme d'aviation américain » (**Revue bleue**, 27 octobre-3 novembre) :

Il n'est point besoin de manifester un désappointement quelconque parce que les Américains ne peuvent maintenir en service réel en Europe plus de 5.000 aéroplanes durant l'année qui vient. Ce nombre, ou même la moitié, avec le pouvoir accrû des corps d'aviation anglais et français, placerait certainement les forces aériennes de l'ennemi dans une position d'infériorité marquée. Ce serait presque un miracle si les Allemands pouvaient garder le pas avec la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis dans la construction d'avions et l'instruction de pilotes, étant donné spécialement que leurs pertes en machines et en pilotes ont été depuis de nombreux mois beaucoup plus grandes que celles subies par les puissances de l'Entente. Il n'est donc pas déraisonnable d'espérer que l'arrivée des Américains sur le front occidental résultera dans le gain pour les trois grands Alliés d'une maîtrise de l'air suffisamment complète pour leur permettre matériellement de hâter la victoire décisive.

Des batailles formidables entre des flottilles d'avions devront néanmoins être livrées, mais le bombardement des camps de l'ennemi, etc., à l'arrière des lignes de combat, sera effectué sur une échelle beaucoup plus grande que jusqu'ici. La destruction d'usines de munitions, loin dans l'intérieur de l'Allemagne, au moyen de bombes jetées par des flottilles imposantes d'avions, fera sentir aux Allemands que, si leur territoire n'est pas encore envahi par les forces de terre, la guerre y est transportée cependant d'une manière très effective De cette guerre, dirigée contre les places d'importance militaire, résultera inévitablement le massacre involontaire de non-combattants. Il y a, cependant, quelque chose de si répugnant à la vaste majorité des races latines et anglo-saxonnes dans l'idée de se venger sur des gens non armés et sans défense, même pour les crimes les plus haineux commis par d'autres personnes, quoique ces personnes appartiennent à la même race et à la même nation, qu'il n'est pas probable que des représailles pour les raids d'aéroplanes ou de zeppelins sur l'Angleterre ou sur la France seront sanctionnées. De plus, à part du sentiment, le fait

reste que les explosifs peuvent être plus utilement employés à la destruction d'usines de guerre, de lignes de chemin de fer, de ponts, d'arsenaux, de sous-marins, de commerce ou autres, dans les ports, etc... qu'à tuer des femmes, des enfants et des vieillards. Et en addition aux services que les avions des Alliés rendront par les bombardements aériens et par la participation aux batailles sur terre avec leurs mitrailleuses, il pourra être possible aux hydravions d'attaquer, avarier et peut-être détruire les navires de guerre allemands dans les ports ou même en pleine mer.

§

Lutetia (1, rue de Vaugirard), directeur: M. Georges Saulgeot, date de novembre son n° 2. Il débute par un beau cri : « Vive la Liberté ! » MM. Paul Fort et Marcel Millet collaborent à ce numéro qui témoigne d'un bel élan de jeunes poètes.

Montluçon-Revue (14, rue Bretonnie, à Montluçon) date de septembre-octobre son numéro 2. On l'ouvre sur une carte de l'Amérique du Sud. On y trouve un roman de M Maurice Duportet où la censure a mis un blanc ; — des « Aperçus » sur le Brésil, des vers de M. H. Gélis, de Mlle Maïna de Laranetta, de M. Henri Lullier, « mort au service de l'Humanité », dit la rédaction, le 25 septembre 1915, en Champagne, élève au Lycée Henri IV, en 1914.

La Basoche (directeur : M. H. Cliquennois, 1, rue Clovis) a paru pour la seconde fois le 1er novembre, en route pour une périodicité mensuelle. Ses buts, déclarés par M. Marcel Debièvre, tendent à remédier à un état de choses dénoncé par cet appel : « La littérature française est en décadence ! » M. Marcel Debièvre précise pour l'un des moyens de parvenir à cela : « Mettre à nu les vices qui rongent notre génie national, créer non pas du nouveau, mais de la vie, de la force... » La revue nous apprend que M. Raymond Guillermin a « passé brillamment la première partie » de son baccalauréat. Nous nous en réjouissons avec le candidat heureux. Elle nous apprend que le nom de M. Henri de Régnier « ne vivra pas » et elle attribue aux symbolistes « une religiosité féline et sensuelle ». Tout cela est moins certain que la réussite brillante de M. Raymond Guillermin en Sorbonne.

Memento. — *Vivre* (octobre) : « Nous autres », par M. André Delemer. — « Et la vie passe ! » fortes impressions d'un combattant : M. Marcel Millet.

La Caravane (octobre) : « La mort des Humbles », par Maurice Dalleré. — « A propos d'une édition de Baudelaire », par M. Louis Chadourne.

Le Correspondant (25 octobre) : "" : « La Question ouvrière en Angleterre ». — A l'armée d'Orient », par M. Jean Saison. — « Origines et débuts de Kerenski », par M. J. de Coussange.

Revue des Deux Mondes (15 octobre) : « Poésies », par M. Francis Jammes. — (1er novembre) : « Les Anzacs », par M. Charles Saléon. — « La belle France. Portraits », par M. Maurice Talmeyr.

Nord-Sud (octobre) : MM. P. Reverdy, Max Jacob, Léonard Pieux, G. Apollinaire, V. Huidobro, P. Dermée, Roch Grey, ont collaboré.

La Revue de Paris (1er novembre) : M. A. Chuquet : « Napoléon à Grenoble ». — M. Ch. Géniaux : « Sous les figuiers de Kabylie ». — Quatrième série des lettres inédites de Ch. Baudelaire.

Les Tablettes, de Saint-Raphaël (Var), « ne voulant pas s'asseoir sur le banc étroit des écoles, accueillent tous les talents ». Cette revue reconnaît celui de notre grand et regretté Remy de Gourmont, dans un bon article de M. Christian, paru dans le fascicule de septembre.

La Vie (novembre) publie des réponses à une Enquête sur la célébration nationale de la Fête des Morts. — Lire, de Mme Rachilde : « Dans le puits (ou la vie intérieure) », — une étrange, une curieuse et profonde méditation sur les temps actuels, — et un très beau portrait de Louis Pergaud.

La Revue (1-15 novembre) : « The Passionate Pilgrim », poésies de M. Saint-Georges le Bouhélier. — M. Jean Finot : « Conversations avec les morts ». — Miss Elsa Baker : « Lettres du Vivant homme mort ». — « Ernest Degas », par M. Camille Mauclair.

CHARLES-HENRY HIRSCH.

LE THÉATRE AU FRONT

La seconde des organisations officielles du théâtre dans la zone des armées a reçu le nom de « Théâtre du Front ». Elle est due à l'initiative du peintre Georges Scott qui, assisté du compositeur Henry Février et du chansonnier Charles Fallot, l'a fait approuver par le G. Q. G., l'a mise sur pieds et la dirige toujours actuellement. Frappé des difficultés que rencontrent la réunion et le transport d'une troupe venant de Paris et de la rareté des représentations qui peuvent être données ainsi à la troupe, M. Georges Scott a eu l'idée d'installer à demeure le théâtre dans les armées, sans demander aucune ressource aux éléments de l'arrière et de l'intérieur. Afin de pouvoir donner des spectacles aux troupes combattantes, dès qu'elles sont au repos entre deux relèves dans les cantonnements placés immédiatement derrière la ligne de feu, villages le plus souvent dépourvus de salle de spectacle ou même de local assez vaste pour une installation si précaire soit-elle, il fallait un matériel de scène. Ce matériel a été construit. Il consiste en une petite scène démontable, pourvue d'un décor, d'un rideau, de coulisses. Le tout peut être agencé sans difficulté en deux ou trois heures au plus dans une baraque Adrian, une salle quelconque, si on en rencontre une de capacité suffisante, ou en plein air, quand le temps le permet. Une cinquantaine de bancs pliants, donnant quatre cents places, accompagne les bois de la scène, et le matériel tout entier peut être transporté par un camion automobile ou par un wagon de chemin de fer si les distances trop grandes conseillent l'économie d'essence. Ainsi ont été heureusement résolues les grosses difficultés de la scène et

de la salle, et le théâtre Scott, pratique et d'un maniement aisé, permet de donner des représentations à n'importe quel endroit du front, cantonnement-village ou cantonnement de baraques, camps d'instruction ou de repos. Actuellement chacune de nos armées est dotée de trois matériels complets.

Chacun de ces théâtres est confié à un régisseur et — chose rare dans l'administration militaire — on a fait appel pour cet emploi à des gens de métier, artistes dramatiques ou lyriques, chanteurs de café-concert, hommes de lettres ou musiciens, qui, étant tous au courant de la cuisine théâtrale, ont paru et se sont montrés, en effet, aptes entre tous à l'organisation de spectacles. Placé sous la direction d'un officier de l'Etat-major de leur armée, assisté d'un régisseur général, les régisseurs sont envoyés dans les corps d'armée et les divisions avec mission de donner aux troupes le plus grand nombre possible de spectacles. Ils recrutent une troupe en faisant détacher temporairement auprès d'eux les meilleurs éléments artistiques qui leur sont signalés dans les corps qu'ils doivent visiter et, une fois leur spectacle établi, ils se transportent avec leurs artistes et leur matériel dans les cantonnements d'après un itinéraire établi. Voilà donc réalisé le véritable théâtre des armées, théâtre des poilus, qui leur appartient et où ils sont directeurs, artistes, machinistes, et spectateurs,

Cette organisation a donné et continue à donner d'excellents résultats. Les régisseurs se retrouvent dans des fonctions qui leur sont familières, travaillent avec goût et avec zèle à faire du mieux possible et déploient une ingéniosité avertie pour suppléer à tout ce qui peut leur manquer. J'en connais qui sont arrivés à donner plus de vingt-cinq représentations par mois, ce qui représente une activité de tous les instants si l'on songe que tous ces spectacles sont donnés dans des cantonnements différents. Beaucoup de ces représentations se déroulent tout près des lignes, quelques-unes l'ont été à sept ou huit cents mètres des boches et je sais des théâtres qui ont reçu le baptême du feu, au cours de leurs séances. Le spectateur que l'on va chercher ainsi presque dans la bataille et que l'on arrache pendant quelques heures au cabaret sordide et empesté, à la paille de son grenier ou aux charmes malsains de la femelle avec laquelle il s'est accouplé pour quelques jours, montre un grand contentement à l'annonce de ces distractions et les réclame aussi fréquentes que possible. Chansons, monologues, acrobaties, matchs de boxe même, et pièces légères en un acte remplissent le programme et il ne faut pas croire que toute qualité d'art et toute littérature soient exclues de ces représentations. Les poilus supportent très bien l'audition d'un beau poème ou d'un bon morceau de musique et tel régisseur a pu donner les scènes principales de *l'Avare* de Molière, avec un très vif succès.

Le seul reproche que l'on puisse faire au Théâtre du Front, c'est de n'être pas encore assis assez solidement et de n'avoir pas dans certaines armées toute l'autorité nécessaire. Mais il n'y a pas de sa faute, cela vient de l'esprit toujours timoré du commandement et de cette espèce de pudeur stupide qui conduit certains hommes, intelligents par ailleurs, à considérer comme négligeables et sans intérêt les amusements offerts aux soldats. Quand le grand état-major, osant ne plus agir au compte-goutte avec une organisation qu'il approuve et dont il comprend l'importance, lui donnera tout son développement et lui assurera, en l'imposant aux quelques récalcitrants qu'il rencontre encore, toutes les petites facilités dont il a besoin, quand tous les états-majors subalternes auront compris que dans une guerre aussi longue et aussi déprimante que celle-ci, rien de ce qui peut soutenir et distraire le soldat ne doit être négligé, le Théâtre du Front aura atteint son but. Il n'en est déjà pas très éloigné à l'heure actuelle.

LE RÉGISSEUR.

LETTRES ANGLAISES

H. G. Wells : *Mr. Brittling sees it through* ; *God the Invisible King* ; *The Soul of a Bishop* ; Cassell, 6 s. chacun.

Il y a quelques mois, je reçus la visite d'un éminent professeur de philosophie dans une grande université américaine. Il était en Europe pour quelques semaines dans le but d'étudier l'histoire psychologique de la guerre, disait-il. Pour être intéressant, le sujet n'en paraissait pas moins vague et confus. Pourtant, en ce qui concerne au moins les Français, il put recueillir certaines données qu'il m'assura être précieuses. Au point de vue anglais, il eut, entre autres, un document d'une incontestable valeur : le livre que Mr. H.-G. Wells a publié sous ce titre : **Mr. Brittling sees it through**. C'est ce livre qu'il faut lire pour connaître l'attitude de la haute bourgeoisie anglaise à l'égard de la guerre. Ces gens vivaient heureux et nourrissaient envers le monde en général des sentiments pacifiques engendrés par une indifférence profonde. Dans la routine d'une vie facile, ils pouvaient discuter, comme du haut de l'Olympe, avec esprit, détachement, froideur et, quelquefois, avec cynisme, des questions brûlantes pour le reste de l'Univers. Faire entendre à de tels dilettantes que les grands problèmes internationaux ne se résolvent point par un bon mot eût été impossible. L'excitation nécessaire pour rompre l'ennui de jours trop pareils leur était fournie par l'Irlande. On y jouait à la Revolution avec art, en ménageant les effets de théâtre. Le public feignait l'émotion et d'enthousiastes héroïnes de salon annonçaient déjà, avec complaisance, la défaite du gouvernement.

Quand la guerre de 1914 éclata, on crut que ce serait la même chose ; qu'il suffirait d'endosser un uniforme pour réduire les Allemands au néant. « Un des aspects de la guerre, dit Wells, était la tendance des Anglais à la considérer comme une plaisanterie. » Le cynisme, pourtant, n'empêche point d'avoir du courage. On peut mourir en raillant la vie et la bêtise humaine ; c'est encore une échappatoire à la monotonie des choses, mais il est plus difficile pour les parents dont les enfants sont sacrifiés à la fleur de l'âge de se contenter de phrases creuses. L'instinct reparaît et l'instinct demande une éternité quelle qu'elle soit. On transpose sa douleur du ton personnel à l'universel et l'on veut croire à la justice immanente pour ne pas devenir fou devant l'injustice qu'on subit.

Les plans de la nature sont-il donc mauvais ? » s'écrie Mr. Brittling après la mort de son fils. La vie est-elle cruelle dans son essence ? L'homme est-il étendu palpitant sur la table d'un vivisecteur éternel qui agit sans raison et sans pitié ? »

Ceux que le malheur frappe sentent ainsi le doute pénétrer dans leur âme, mais l'homme ne peut nier le bien et exister. Si amères que soient ses paroles, il a toujours au fond du cœur un rayon d'optimisme. Mr. Brittling n'échappe point à la règle, mais il trouve impossible de réconcilier son idéal de bonté et de justice avec la conception d'un Etre Suprême, omnipotent et miséricordieux, qui permette les cruautés dont le monde est témoin. A la jeune femme qui, incertaine du sort de son mari disparu, lui demande :

« Croyez-vous en Dieu ? Il ne peut exister n'est-ce pas, ou bien c'est un idiot, un idiot en bavette, un idiot qui arrache aux mouches leurs ailes !

Mr. Brittling répond :

« Oui, je crois, en Dieu, non pas en un Dieu absolu, infini, mais en un Dieu fini qui est toujours avec nous, qui lutte avec grandeur et sagesse tandis que nous luttons d'une façon faible et ridicule. Si je croyais qu'un Dieu omnipotent contemple les batailles, les morts, tout le gaspillage et toutes les horreurs de cette guerre et que, capable de les empêcher, il s'en amuse, je cracherais sur son visage impassible. Mais Dieu est nécessaire, et dans l'ordre de la nature. Dieu est notre âme intérieure, plus proche que notre propre souffle, que nos mains ou nos pieds ».

Les conclusions de Mr. Brittling se ressentent un peu trop des émotions du moment. Elles ne sont ni logiques ni, dans leurs détails, originales ; leur ensemble surprend par son bariolage. Et cependant l'on ne peut dire que l'auteur ne soit sincère. Les confessions qu'il fait par la bouche de son héros sont, de plus, symptomatiques de l'état d'esprit de la classe aisée d'hier et d'aujourd'hui en Angleterre. Elles intéressent et parfois émeuvent. Elles prennent rang auprès des meilleures œuvres de H.-G. Wells ; mais, celui-ci n'apparaît ici ni comme un penseur profond ni comme un philoso-

phe. Il se contente le plus souvent de remuer des idées courantes. Ses livres sont des documents qui serviront à l'Histoire de la psychologie, mais ils n'apportent point de conception neuve dans le domaine de la métaphysique.

Dans **God the Invisible King**, Wells a développé la thèse de Mr Brittling. D'un mélange de théories vieilles de plusieurs siècles, il a voulu former la religion moderne. Cette religion basée sur l'expérience personnelle a pour Dieu un être qui vient « on ne sait d'où » et qui agit dans l'homme et par lui contre l'esprit du mal. Il n'est point le Créateur, mais le « Capitaine de l'Humanité ». Sa principale vertu est le courage. Il en a d'autres, communes à beaucoup de dieux. Ceux-ci résignés maintenant aux outrages du temps peuvent méditer avec mélancolie sur l'étrange faculté qu'ont les hommes de réinventer ce qu'ils ont oublié ou détruit.

La fin ultime de l'Existence est un Etre caché à nos yeux (Veiled Being). La nouvelle religion ne sait rien sur lui, nous dit Wells, et elle ne peut affirmer que Dieu (le Dieu Capitaine) en sache davantage. La Vie vient de l'Etre inscrutable comme de par delà l'horizon les vagues roulent vers nous.

Mr Wells s'élève violemment contre la doctrine de la Trinité, mais ne la rétablit-il pas lui-même? Le « Veiled Being », c'est Dieu le Père, « Le Capitaine de l'Humanité » le Christ triomphant qui conduit les légions des saints au bon combat, et la Vie, qui ne procède que du Père, il est vrai, n'est autre que le Saint-Esprit. Au fond, Mr Wells ne se libère jamais des idées admises. Aussi, en dépit des attaques que son livre contient contre certains dogmes, contre les Eglises en tant que sociétés, contre les ecclésiastiques, il est accueilli avec faveur même par des évêques, comme, par exemple, celui de Birminghan.

Quelques-unes des définitions de l'auteur de *Dieu le Roi Invisible* intéresseront, sans doute, les professeurs de la philosophie à l'usage des femmes du monde. En voici deux ou trois : « Dieu n'est pas une abstraction ou un jeu de mots, un Infini. Il est aussi réel qu'un coup de baïonnette ou un baiser ». — La Trinité est une « danse à trois ». — Le Dieu des Juifs « un accapareur tracassier ». — « Le repentir est le commencement et la condition essentielle de toute vie religieuse. Les sociétés qui agissent par leurs secrétaires et leur sociétaires ne se repentent jamais. » — Il ne faut point omettre non plus cet avertissement précieux : « Avant d'avoir le temps de vous reconnaître, vous aurez échangé l'esprit de Dieu contre l'esprit de corps. »

The Soul of a Bishop termine la trilogie. Dans ce volume Mr Wells décrit avec son exactitude habituelle les conditions de vie dans un évêché anglican de province. Quant au personnage principal, il évolue naturellement vers la nouvelle religion et finit par abandonner son siège épiscopal. Le « Bishop » n'a que deux défauts :

il se drogue pour augmenter sa lucidité d'esprit, — ce qui n'est certes pas d'usage dans l'Eglise d'Angleterre, et ses connaissances théologiques ne sont point au niveau de celles du clergé de son pays. Quand on lui demande pourquoi on identifie le « Spermaticos Logos » avec la Seconde et non la Troisième Personne de la Trinité, il répond : « Ah ! c'est là en vérité le point faible de toute l'affaire. » Un confrère aurait composé sur le champ un discours savant et subtil. Le point fort de Mr Wells consiste à présenter aux lecteurs des idées très vieilles sous un accoutrement nouveau : Platon et Aristote en veston et chapeau melon, et même en khaki. Ces idées, il paraît parfois les découvrir, ou ignorer qu'elles aient été exprimées déjà sous une autre forme, mais cela n'a pas d'importance. Tout est dit, nous rétorquera Mr. Wells, mais je ne viens pas trop tard si je le répète sous une forme nouvelle accessible à tous. « L'homme de la rue », en effet, se montrera récalcitrant si on lui met dans les mains les œuvres de Platon, de Leibniz, ou d'Herbert Spencer, mais il lira volontiers et avec intérêt les livres de Wells, comme les Grecs subtils écoutaient leurs philosophes, qui étaient les Wells de leur temps.

HENRY-D. DAVRAY.

OUVRAGES SUR LA GUERRE ACTUELLE

Gabriel Alphaud : *Les Etats-Unis contre l'Allemagne*, Paris, Payot, 6 fr. — René Viviani : *La Mission française en Amérique*. Paris, Flammarion, 3 fr. 50. — René Puaux : *Etudes de la Guerre*, 1er cahier, Payot, 1 fr. 50. — Marcel Dunan : *L'Eté bulgare*, Chapelot, 4 fr. 50. — Abbé Jean Desgranges : *La Guerre et la Religion*, Bloud et Gay, 1 fr. 50. — André Dollé : *La Cote 304* et *Souvenirs d'un Officier de Zouaves*, Berger-Levrault, 3 fr. 50. — Léon Maccas : *Constantin Ier, roi des Hellènes*, Bossard, 43 rue Madame, 1 fr. 50.

Les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas entrés de plain pied dans la guerre. Avant de prendre une détermination si contraire à l'idéal pacifique de son pays, le président Wilson avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour mettre un terme au conflit qui depuis plus de deux ans ensanglantait l'Europe. N'avait-il pas discerné dès le début de quel côté se trouvait le droit, ou s'était-il imaginé qu'en offrant son arbitrage il contraindrait les Empires centraux à reconnaître leurs torts ? Chef d'une grande démocratie, profondément attaché à la paix, il s'est vu contraint de tirer l'épée, parce que les procédés de guerre de l'Allemagne, en entravant la liberté américaine, avaient exaspéré son sens de la justice et déterminé une réaction qui fut d'autant plus violente que sa longanimité avait été mise fortement à l'épreuve. Pendant une longue période, il s'était efforcé de ne faire aucune différence entre les deux groupes de belligérants, en maintenant la grande République américaine dans la plus stricte neutralité. La propagande germanique lui avait fait croire que le

« navalisme britannique » était beaucoup plus funeste aux Etats-Unis et aux libertés commerciales du monde que le « militarisme allemand ». On a signalé à l'époque le ton sévère et la visible hostilité de la note du 8 novembre 1915, adressée au Cabinet de Londres. Cette note marque le terme de la bienveillance américaine à l'égard de l'Allemagne. Depuis qu'elle fut lancée, quel chemin parcouru, si l'on en rapproche les termes du Message du 3 février 1917, par lequel le président Wilson annonçait au Congrès la notification de « rupture diplomatique » avec l'Allemagne.

Pendant ces quinze mois, jalonnés d'incidents de toute sorte, semés d'embuches et de traquenards germaniques, les Etats-Unis se sont avancés lentement vers la guerre. Les sympathies allemandes qui étaient réelles, et qui étaient faites d'admiration pour la science et le travail de nos ennemis, de respect pour leur force, se sont muées peu à peu en une hostilité qui oriente maintenant le pays tout entier vers des destinées nouvelles. Il faut relire dans le beau livre de M. Gabriel Alphaud le détail de tous ces incidents, le récit de toutes ces embuches et de tous ces traquenards. Après avoir étudié *l'Action allemande aux Etats-Unis* (voir le *Mercure* du 1er février 1916), M. Gabriel Alphaud, dans un second volume qu'il intitule : **Les Etats-Unis contre l'Allemagne**, rend compte des événements qui se sont déroulés depuis le rappel de l'ambassadeur autrichien Dumba jusqu'à la déclaration de guerre.

L'auteur montre tout d'abord de quelle façon s'affirmèrent pour la première fois, d'une façon décisive, les sympathies américaines à l'occasion de l'emprunt franco-anglais du mois de septembre 1915. Jusque-là nous avions laissé le champ complètement libre aux intrigues allemandes. Dans la lutte des influences qui tendaient à gagner l'opinion américaine, les Dernburg et les Bernstorff ne semblaient rencontrer aucun obstacle. Notre délicatesse répugnait à employer les méthodes brutales de la propagande germanique. Au lieu d'agir, nos représentants se contentaient de prononcer quelques discours.

Heureuses fautes ! écrit M. Alphaud. C'est précisément la discrétion de notre attitude, l'effacement de notre conduite, la réserve de notre jeu dans le bon aloi des paroles, qui constituèrent notre sauvegarde et consacrèrent bientôt notre suprématie. L'inaction fut mieux que délicatesse : elle fut habileté. Le paradoxe de M. Bergeret : « Agir, c'est nuire », devint la vérité. Les Empires centraux, qui se gardaient bien de discourir et dont les gestes s'ajoutaient brutalement aux gestes, sans discerner les voies ni choisir les moyens, nuisirent en agissant. Ils nuisirent aux Etats-Unis dont ils troublaient la tranquillité, dont ils alarmaient le pacifisme, dont ils froissaient la dignité. Ils nuisirent aux neutres dont ils méconnaissaient les droits, dont ils bafouaient la candeur et la faiblesse, en tentant de les corrompre ou en reniant la parole donnée. Ils nuisirent enfin à eux-mêmes, parce qu'on n'impose pas impunément à des civilisations différentes des procédés et des mœurs qui

déjà ne méritent plus ce nom. Leur zèle fut intempestif, leur action brutale, leur propagande sans scrupules, les ramifications et la révélation de leur présence dans les deux hémisphères malsaines et insupportables.

Les multiples fautes commises par les Allemands ont modifié progressivement l'état d'esprit des Américains. Leur germanophilie diminuait à mesure qu'augmentait la liste des crimes qui étaient inscrits à l'actif de l'Allemagne. Le retentissant torpillage de la *Lusitanie* est du 7 mai 1915. L'*Armenia*, l'*Ordana*, le *Leelanaw*, l'*Arabic*, l'*Hesperian*, le *Portland*, le *Lama*, le *Vico* ont été coulés dans les mois qui suivirent. En même temps les Empires du centre s'efforçaient d'entraver la fourniture du matériel de guerre aux Alliés. M. Alphaud donne au sujet des attentats et des incendies, des complots et des grèves les détails les plus effarants. « Le complot allemand aux Etats-Unis n'avait négligé aucun terrain, pas plus le commercial que le militaire, l'universitaire que le moral. » Au printemps de 1916, l'expédition des munitions en Europe fut un moment sérieusement compromise. Le comte Bernstorff avait en outre repris l'œuvre de corruption inaugurée avec tant d'audace par M. Dernburg. Les intrigues se poursuivaient au sein même du Parlement de Washington et n'avaient pas encore pris fin au moment où se produisait la rupture. Dans cette longue chaîne d'incidents, le conflit mexicain forme un chapitre à part qui permet d'entrevoir comment, parallèlement à l'agitation intérieure, la main de l'Allemagne s'applique à fomenter l'agitation extérieure. La sagesse clairvoyante du président Wilson parvient alors à écarter de nouvelles difficultés qui, en aboutissant à une guerre entre les Etats-Unis et le Mexique, eussent écarté le Nouveau Monde des champs de bataille de l'Europe. La longanimité du gouvernement américain, si diversement appréciée par la presse alliée, au mois de septembre 1916, devait s'expliquer quelques mois plus tard, quand les Etats-Unis se rangèrent à nos côtés.

Vers la fin de l'année 1916, les menées pacifistes remplacèrent le système brutal des attentats. L'Allemagne espérait encore impressionner l'opinion en Amérique par les hauts faits de son génie belliqueux. En juillet 1916, le sous-marin « commercial » *Deutschland* avait abordé sur les côtes des Etats-Unis. Cette manifestation théâtrale devait démontrer aux Américains que l'Allemagne est invincible et les inviter à peser sur les Alliés pour finir la guerre. On se doutait si peu à Berlin du revirement qui était en train de s'opérer à Washington qu'en décembre, par une de ces manœuvres dont les Allemands sont coutumiers, on s'efforçait encore de compromettre l'ambassadeur Gérard en lui prêtant des paroles qu'il n'avait jamais prononcées. « Jamais depuis le commencement de la guerre les relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne n'avaient été aussi cordiales »,

aurait déclaré M. Gérard, au banquet de la Chambre de commerce américaine. Mais, vers le même moment, M. Lansing annonçait que l'Amérique était « au bord de la guerre ».

Les faits les plus récents sont dans la mémoire de tous. M. Alphaud les commente avec clairvoyance, en s'efforçant de les éclaircir au moyen des données qu'il a rapportées de son séjour aux Etats-Unis. La réélection de M. Wilson est du 7 novembre 1916; le 19 décembre le président lance sa proposition de médiation aux belligérants. Les réponses qui parvinrent à Washington déterminèrent sa ligne de conduite :

La différence d'attitude entre les Alliés d'une part, les puissances centrales de l'autre, était trop grande pour que le président Wilson et le peuple des Etats-Unis ne la remarquassent point. La bonne et la mauvaise foi étaient mises en présence. Il eût fallu être aveugle pour ne point distinguer entre la netteté d'action, la loyauté d'explications de la France et de ses Alliés et l'équivoque voulue, gardée, proclamée de l'Allemagne et de ses tenants. La patience attentive du président Wilson subissait la dernière épreuve. En homme d'Etat, il sentait parfaitement que cette équivoque gagnerait, du terrain de la paix, le terrain de la guerre sous-marine et celui de toutes les promesses faites hypocritement par Berlin à Washington.

Son Message au Congrès (22 janvier) est un dernier acte de prudence. L'Allemagne y répond (31 janvier), tandis qu'elle notifie en même temps sa détermination de reprendre à partir du lendemain la guerre sous-marine à outrance. La rupture des relations diplomatique (3 février) apparaît comme la conclusion logique de cette provocation. Dès lors, et malgré l'opposition acharnée des députés et des sénateurs germano-américains, les événements marchent à grands pas. Les Etats-Unis, après avoir été « au bord de la guerre », y entrent de plain pied. L'esprit politique du président Wilson rompt les dernières résistances et les Américains, rangés aux côtés des Alliés, vont leur apporter le concours de cette énergie, de cet esprit de ressource qui, dans la paix, avaient fait l'admiration du monde. M. Gabriel Alphaud conclut son lumineux exposé par la phrase suivante :

Le résultat de trente-deux mois d'intrigues sans scrupules de la part de l'Allemagne aboutissait à se mettre en guerre avec le peuple le plus pacifique et le plus puissant du monde, celui qui avait professé pour la science allemande la plus grande admiration et dont la validité triomphante, après avoir supporté si patiemment les excès de la diplomatie et de l'espionnage germaniques en terre américaine, était le plus capable de briser la dernière résistance de Berlin.

Lorsque la coopération de la grande République américaine à la lutte universelle fut décidée, il devint nécessaire d'orienter l'opinion des Etats-Unis vers une compréhension totale de la guerre. Le prési-

dent Wilson mettait toutes ses ressources à notre disposition : « Nous sommes frères dans la même cause. » Et il entendait bien que son pays serait prêt, s'il le fallait, à faire tous des sacrifices qu'exigerait la victoire. Concours militaire, concours financier, concours économique, tout cela nous était acquis. Mais l'Amérique avait le droit de savoir pourquoi depuis trois ans nous nous étions battus, comment nous nous étions battus; il fallait en outre commémorer avec elle les épisodes glorieux qui, il y a plus d'un siècle, mêlèrent le sang français à celui de la jeune République. Ce fut l'objet de **la Mission française en Amérique**, à la tête de laquelle se trouvaient le maréchal Joffre et M. René Viviani, alors Garde des Sceaux et vice-président du Conseil des Ministres. M. René Viviani a réuni en volume, avec une préface de M. Henri Bergson, les vingt-quatre discours qu'il a prononcés sur le sol des Etats-Unis entre le 24 avril et le 13 mai 1917, ainsi que les deux discours par lesquels il rendit compte de sa mission à la Chambre des Députés et au Sénat. Ce n'est pas le moment de parler ici de la magnifique éloquence de l'homme d'Etat français qui par ses qualités éminentes était prédestiné à jouer, pendant la guerre, le rôle de « ministre de la parole ». Qu'il suffise de rappeler l'immense succès qu'il obtint et combien il fut en droit de se louer des résultats de son entreprise. Les détails de cet extraordinaire voyage appartiennent maintenant à l'histoire. Partout acclamée et fêtée par la population, la Mission alla de ville en ville, de Philadelphie à Saint-Louis, d'Indianopolis à New-York et c'est devant des milliers de personnes que M. Viviani improvisait ses discours. On s'est demandé comment le public américain parvenait à saisir toutes les nuances d'un discours dont il comprenait à peine le sens général, pourquoi il applaudissait un orateur dont généralement il n'entendait pas la langue. M. Bergson, qui fut du voyage, s'est chargé dans sa préface d'expliquer ce mystère :

Par quelle opération magique M. Viviani arrivait-il à captiver, à entraîner des auditeurs dont beaucoup ignoraient le français? Le fait se produisait invariablement et présentait toujours, si je puis m'exprimer ainsi, les mêmes phases. C'était, dès les premiers mots, une adhésion en quelque sorte physique de l'auditoire, qui se laissait bercer par la musique du discours. A mesure que l'orateur s'animait et que ses gestes dessinaient plus fortement sa pensée et son émotion, les assistants, attirés à l'intérieur de ce mouvement, adoptaient le rythme de l'émotion, emboîtaient le pas à la pensée, et comprenaient en gros la phrase lors même qu'ils n'en saisissaient pas les mots. Mais bientôt les mots prenaient chacun leur sens, parce que des termes communs aux deux langues ou des noms propres auréolés de gloire brillaient de loin en loin et propageaient alors leur luminosité tout le long des intervalles, — comme, un soir de fête, dans ces rampes de gaz qui dessinent la forme d'un monument, l'allumage çà et là de quelques becs

provoque, avec l'aide du vent, l'illumination soudaine de l'ensemble. Tel était, je crois, le mécanisme de l'opération, par laquelle on eût dit que la pensée de M. Viviani se communiquait directement aux esprits, sans passer par un intermédiaire matériel.

M. Viviani s'est efforcé partout d'orienter son public vers la volonté de vaincre. « Nous nous entendons entre hommes libres, décidés à sauver l'idéal humain », a-t-il dit dans sa déclaration aux représentants de la presse américaine. Déjà l'effort auquel il eut une si large part commence à porter ses fruits.

HENRI ALBERT.

§

Le second cahier des **Etudes de la Guerre** de M. René Puaux élucide un épisode important de la crise de juillet 1914 révélé par le procès Soukhomlinof et dont l'Allemagne avait voulu tirer parti pour se réhabiliter aux yeux des honnêtes gens. L'ex-chancelier Michaelis avait entonné un véritable chant de triomphe, à la séance du Reichstag du 4 septembre 1917 : Enfin, on savait qui était l'auteur responsable de la guerre ! C'était Soukhomlinof lui-même, le ministre de la guerre russe de 1914, et son âme damnée, le chef d'état-major général Januchkewitch. Oui, ce sont ces deux généraux qui, lorsque le Tsar leur a donné l'ordre de surseoir à la mobilisation, l'ont continuée et ont ainsi forcé l'Allemagne à attaquer pour se défendre. Le second, plus spécialement, a aggravé son cas en assurant l'attaché militaire allemand à Saint-Pétersbourg des intentions pacifiques de la Russie, alors que, de son aveu même, il avait l'ukase de mobilisation dans sa poche. « La parole d'honneur de M. Januchkewitch, s'écrie l'ex-chancelier, restera dans l'Histoire ! » Ah ! si le Président Wilson avait su tout cela quand il accusait le gouvernement allemand d'avoir « choisi son heure » pour faire la guerre, comme « il aurait jugé les choses autrement » !

Négligeons ce dernier *lamento* du sieur Michaelis. Le Président Wilson, même si l'épisode était tel qu'il est prétendu, n'aurait pas jugé autrement les torpillages, les espionnages et les mille machinations de l'Allemagne qui l'ont amené à lui déclarer la guerre. Donc ne parlons que de l'épisode, et d'abord de l'incident Januchkewitch.

Il est exact que, le 29 juillet 1914, à 3 h. de l'après-midi, ce général a eu un entretien avec le major von Eggelin, attaché militaire allemand. Le Tsar avait signé le matin l'ukase de mobilisation, que Januchkewitch avait en effet dans sa poche, mais, voulant montrer jusqu'au bout son bon vouloir pacifique, il avait invité Januchkewitch à aller déclarer à l'ambassade d'Allemagne que la mobilisation russe n'avait aucun caractère hostile à cet empire. Le général convoque l'attaché militaire allemand, lui transmet l'assurance en question,

lui offre, je reproduis les termes de von Eggelin lui-même, une confirmation écrite en lui donnant sa parole d'honneur que nulle part on n'avait procédé à une mobilisation, c'est-à-dire à l'appel d'un seu homme et à la réquisition d'un seul cheval jusqu'à cette heure, trois heures de l'après-midi ; il ajoute d'ailleurs « qu'il ne peut se porter garant pour l'avenir »... Où voit-on là de la déloyauté ? et d'où sort l'indignation du sieur Michaelis ? S'il y a manœuvre tortueuse, c'est chez le major von Eggelin qui refuse la confirmation écrite qu'on lui offre, affecte de ne pas comprendre ce qu'on lui dit (« j'ai fait alors observer au général que ce qu'il venait de me dire était une énigme ») et télégraphie aussitôt à Berlin qu'il considère cet entretien comme une fourberie. Le seul point obscur est de savoir si, en envoyant ce compte-rendu, l'Allemand donnait son opinion personnelle par sottise ou exprimait par ordre une opinion destinée à couvrir le Kaiser contre le Reichstag, l'étranger et la postérité.

Quant à la façon dont les deux généraux auraient poursuivi la mobilisation contre l'ordre de leur souverain, voici comment la chose s'est passée. Le 29 juillet à 11 heures du soir, le Tsar téléphone à Januchkewitch qu'il vient de recevoir un télégramme de Guillaume II s'engageant à garder une attitude amicale si la mobilisation générale n'était pas décrétée et il demande au général si on ne pourrait pas transformer la mobilisation générale en mobilisation partielle ; il téléphone de même à Soukhomlinof et lui prescrit d'arrêter la mobilisation générale ; l'autre répond que c'est techniquement impossible, mais le Tsar maintient son ordre (ceci n'est pas dans la nature de Nicolas II, et d'ailleurs toutes les dépositions de Soukhomlinof ne méritent qu'une confiance relative). Le ministre des Affaires étrangères Sazonof, mis la nuit même au courant de l'incident, se rend le lendemain matin chez le Tsar, lui montre les inconvénients de la mesure proposée, et, à 4 h. et demie de l'après-midi, après un conseil tenu entre Sazonof, Soukhomlinof, Januchkewitch et le Tsar, celui-ci laisse se poursuivre la mobilisation générale.

Où voit-on là, également, duplicité et désobéissance ? Il n'y a qu'un fléchissement de volonté chez Nicolas II, ce qui n'est pour surprendre personne. Ce télégramme qui l'a ébranlé, nous ne le connaissons pas, et c'est étrange. Le Kaiser, qui a publié tous ceux qui pouvaient servir sa cause, a caché celui-ci, et le Tsar en a fait autant. C'est le troisième télégramme que nous savons avoir été étouffé pendant cette période critique, et il y en a peut-être d'autres, les deux souverains étant reliés par un fil spécial qui leur permettait de causer librement ; quand on les trouvera, si jamais on les trouve, peut-être découvrira-t-on quelques intéressants cadavres entre ces deux confrères en absolutisme... Dans tous les cas, l'assertion des deux généraux, qu'il est techniquement impossible d'arrêter une mobilisation générale, est

l'évidence même, et Guillaume II ne s'est pas servi d'une autre expression dans son télégramme du 1er août au roi d'Angleterre quand il a cru, sur une bévue de son ambassadeur à Londres, que Georges V lui demandait d'arrêter sa propre mobilisation : « Pour des raisons techniques, la mobilisation que j'ai déjà ordonnée cet après-midi sur deux fronts, est et ouest, doit continuer suivant les mesures prises. »

Donc il ne reste rien de l'échafaudage. La guerre, œuvre « d'un parti militaire russe » dirigé par les Anglais et par « le groupe des chauvins français de M. Poincaré et consorts » ! La guerre, œuvre de Soukhomlinof ! Le sieur Michaelis croit vraiment ses lecteurs plus bêtes qu'il ne sont. Ce Soukhomlinof, s'il n'était pas lui-même agent de l'Allemagne, était dans tous les cas cuisiné à fond par les espions allemands, et s'il avait joué un rôle décisif dans l'affaire, ce serait pour le plus grand profit du Kaiser. Que le troisième chancelier cherche autre chose !

HENRI MAZEL.

§

M. Marcel Dunan, correspondant de guerre en Bulgarie pour le journal *Le Temps*, a raconté ses impressions de séjour dans le pays au moment où se fit l'entente avec l'Allemagne, dans **l'Eté Bulgare** (*Juillet-Octobre 1915*), que publie la librairie Chapelot. C'est l'historique de la période qui a précédé la rupture. L'auteur parle d'abord de son arrivée à Nich en Serbie, promu au rang de capitale, et son impression est loin de se trouver favorable, on peut le croire, en traversant le pays dévasté. Des conversations avec les hommes d'Etat serbes ne sont guère plus rassurantes. La Bulgarie, dès ce moment, était prête à entrer en guerre, mais laissait croire qu'elle hésitait encore sur le parti qu'elle devait prendre. Un des fonctionnaires de la légation serbe à Sofia qui reçut ensuite le journaliste, ne lui dissimula nullement d'ailleurs que le conflit était proche. — M. Marcel Dunan indique au passage cependant les aspects agréables ou curieux de la capitale, — de même que plus loin il notera la beauté de quelques paysages ou la curiosité de certains types, — et cherche surtout à dépeindre le caractère bulgare : rancunier, égoïste, avide, orgueilleux de sa civilisation récente et enviant la prospérité ou les agrandissements des Etats voisins. Mais il a aussi des qualités : patient, tenace, méthodique, courageux discipliné, jaloux d'acquérir la culture occidentale qu'il prise hautement. Le Bulgare, malgré qu'il ait eu dès le Bas-Empire un rôle historique, est un des derniers venus de la civilisation. Il est de race slave, finnoise ou touranienne, d'origine tartare. Le type mongol, reconnaissable dans le teint, les pommettes, les moustaches tombantes, sinon les yeux bridés, se retrouve chez certains. Le

pays, — « très fort déjà par l'avantage de sa position centrale entre les autres Etats Balkaniques, — est devenu le carrefour où chacune des deux moitiés de l'Europe peut couper l'autre. Sofia aux Alliés, c'est le tronçon austro-allemand séparé du tronçon turc, l'impossibilité de se ravitailler d'un côté en hommes et en grains, de l'autre en armes et en munitions. » Mais la Bulgarie voulait faire payer son concours. On croyait encore, au moment où écrivait M. Dunan, à son intervention possible aux côtés des Alliés et qui avait déjà failli se produire deux fois. — Entre temps, le récit donne des détails sur le personnage du Roi Ferdinand, et qui en montre le caractère curieux, sinon sympathique ; d'autres sur le ministre Radoslavof, sur Guenadief, et, derrière eux, tout un monde de politiciens qu'il vaut mieux ne connaître ni qualifier, car beaucoup ont plus ou moins des canailleries sur la conscience. Nous assistons d'ailleurs au marchandage qui précéda l'arrangement conclu à notre désavantage avec l'Austro-Allemagne. Des Bulgares déclaraient, naturellement, que le traité de 1913 avec les autres Etats Balkaniques avait été une injustice, et pour intervenir à nos côtés dans la guerre actuelle voulaient d'abord se garnir les mains, — aveu dépouillé d'artifice, mais après lequel M. Guenadief contestait tout ce qui avait été dit de défavorable sur ses compatriotes. M. Radoslavof exposa de même son programme d'intervention. Le pays se trouvait cependant envahi déjà par des légions d'Allemands « mobilisés dans les emplois civils », et s'occupant intensément de propagande. Le réseau de l'espionnage était tendu partout ; l'argent de l'adversaire circulait abondamment. Nombre de journaux se trouvaient à sa solde, et en partie les autres — qu'on suspendait lorsqu'ils se montraient défavorables au gouvernement. Les envoyés des États ennemis, le prince de Hohenlohe ou le duc de Mecklembourg, apportaient cependant la bonne parole, — et l'on voit passer dans le récit le major von der Golz, — « visage rasé, les yeux bleus, doux et insignifiants, mais flanqué de deux larges oreilles » ; les négociateurs s'enferment avec le tsar Ferdinand dont ils préparent la volte-face, — tant qu'on peut dire que dès ce moment (21 juillet 1915) l'accord de ces larrons était réalisé. Les diplomates accrédités à Sofia se rendaient si bien compte des choses que l'un d'eux put déclarer : « Il faut satisfaire la Bulgarie ou l'anéantir. » C'est qu'elle voulait profiter du moment pour faire reviser le traité de 1913 qui avait attribué, après la seconde guerre balkanique, des territoires sur lesquels elle se croyait des droits aux Etats voisins, — la Macédoine, la Dobroudja, l'accès de la mer extérieure surtout, avec Salonique. Les négociations des Bulgares aboutirent enfin à un arrangement avec les Turcs, qui leur donnait une porte sur la mer Egée. On avait proposé une occupation de la Macédoine par les troupes anglaises, qui devaient s'effacer ensuite devant la

Bulgarie. Mais il était trop tard. Malgré les cris et les avertissements multiples des partis hostiles à l'aventure, la Bulgarie jeta le masque et partit en guerre à côté des Austro-Allemands qui prenaient l'offensive contre les Serbes. — Mais on sait que Salonique fut occupé par les Alliés lors de l'évacuation des Dardanelles et que le rêve bulgare est renvoyé à un autre tempes.

Il y a d'ailleurs dans le volume de M. Marcel Dunan beaucoup de détails curieux, d'informations intéressantes que je ne puis indiquer. C'est une contribution précieuse à l'histoire diplomatique de la guerre et il peut aider à comprendre bien des événements restés obscurs, souvent parce qu'ils ont été présentés d'une façon trop simpliste. Il contient aussi nombre de portraits, — acteurs et comparses du drame, ministres, chargés d'affaires mélangés à ces négociations laborieuses. Entre temps, il donne encore un curieux aperçu de Bucarest en Roumanie, ville d'Occident où habite une race latine, enthousiaste et généreuse et dont la campagne interventionniste sut être menée avec circonspection, car l'armée « n'avait de munitions que pour tenir durant quinze jours » — ce qu'on vit bien, malheureusement, par la suite. Dernier détail encore et qui indique quels étaient l'astuce et le truquage dont sa neutralité avait à tenir compte : l'Allemagne, à un certain moment, fit passer à travers le pays des obus à ses amis les Turcs, qui en avaient bien besoin, jusque dans des *conduites de ciment*...

A la librairie Bloud et Gay, M. l'abbé Jean Desgranges, aumônier militaire, a publié une série de conférences sur **la Guerre et la Religion** où il étudie, passe en revue ce que l'Eglise a essayé pour atténuer les ravages de ce fléau, sinon l'abolir, — son sentiment et sa doctrine depuis les vieux âges. C'est dire qu'il expose le point de vue du catholicisme devant les horreurs que nous devons au conflit actuel. Il met en présence de la guerre la morale chrétienne et la morale laïque ; parle des transformations qu'elle apporte aux idées, aux conceptions ; indique ce que l'Eglise pense et ce qu'elle a fait contre la guerre et ses brigandages, — en particulier avec les deux institutions, autrefois, de la Trêve de Dieu et de la Chevalerie, etc... On pourra sans doute ne pas tenir pour absolument certaines toutes les assertions de l'auteur, quelques-uns pourront mettre en doute, plusieurs de ses propositions ; mais il reste toujours qu'il a traduit de hautes pensées et laissé tomber sur les tristesses présentes de nobles paroles.

Parmi les « récits de témoins » sur le conflit actuel, j'indiquerai encore le volume de M. André Dollé, **la Cote 304**, qu'accompagnent des *Souvenirs d'un officier de zouaves*, — récits des combats de Verdun où il fut blessé et suite d'anecdotes se rapportant surtout aux combats de Flandre. Pendant la bataille de Verdun,

le régiment vient prendre position à la fameuse cote 304 et s'installe dans les tranchées. Devant lui s'élève « le Mort-Homme » tacheté de fumées rousses et des grands geysers noirs des éclatements, zébrés de tranchées et de boyaux. Un moment le lieutenant Dolli doit aller reconnaître une source et se mettre en communication avec la compagnie voisine et il lui faut traverser un boyau rempli de cadavres, — des milliers de cadavres émergeant de la boue et qui pourrissent à l'air. Pendant une attaque à la grenade, il se trouve atteint, puis évacué avec d'autres, dans une auto dont le chauffeur est tué sur la route, et c'est un des éclopés qui doit se hisser à sa place et conduire le véhicule jusqu'au poste de secours. — Les épisodes suivants se déroulent en Flandre, — à Elverdinghe, dans le cimetière éventré et l'église en ruine ; dans certaines tranchées de l'Yser où les troupes ont réalisé une installation quasi-luxueuse, et près de l'Yperlée devenue un ruisseau boueux et infect ; ensuite à l'arrière, dans un village massacré, Bœsinghe, — dont les caves subsistent fort heureusement. Plus loin, c'est la nuit de Noël 1915, près de Nieuport, sous la mitraille qui vient bouleverser, éventrer des tombes ; puis l'auteur donne des croquis, des types, des anecdotes. — Le récit, d'ailleurs, est tout à la louange des zouaves et peut faire comprendre qu'ils n'ont rien perdu de leur entrain et de leur bravoure légendaires.

M. Léon Maccas a publié sur **Constantin Ier, roi des Hellènes** une curieuse plaquette où il étudie le personnage, son règne plutôt malheureux et les diverses influences qu'il a subies avant d'arriver à la culbute finale. Intelligence médiocre, — pas très brillante, dit le texte, — imprégné des idées de l'Allemagne où il a suivi les cours de l'Ecole de Guerre et certains cours de Sciences politiques, — de plus, entêté, colérique et n'ayant été favorisé que d'une éducation médiocre, le roi Constantin s'est fait de son rôle monarchique une idée à l'allemande ; il se hâta d'admettre le droit divin, mais profita médiocrement des leçons militaires de ses initiateurs, comme on le vit dans la campagne de 1897. Une autre malechance fut son mariage avec la reine Sophie, sœur du Kaiser, qui acheva de lui tourner la tête. Je n'ai pas l'intention de dire du mal de sa douce moitié, ni de répéter les propos de la chronique scandaleuse la concernant, mais il semble bien que dans le mariage, c'est elle surtout qui porte la culotte. Le couple, on peut le savoir, rêva d'abord de conquérir Constantinople et, en attendant son rôle de monarque, le prince héritier devint généralissime de l'armée grecque et se fit battre à Domoko par les Turcs, — les Turcs menés par les Allemands qu'il admire et qu'il admira plus encore d'avoir été cause de sa défaite. Pourtant, l'armée grecque, fatiguée de ses tracasseries, obtint en 1909 son éloignement, à la suite d'un petit *pronunciamento*, — ce qui ne l'empêcha pas de rester populaire parmi les troupes. Violent, passionné, — l'auteur

ajoute même : alcoolique, — mais partageant les peines, les fatigues et jusqu'à la soupe des soldats, il avait aussi leur vocabulaire poissard. On peut ajouter qu'il était peu scrupuleux, ce qui se retrouva ensuite lors de notre expédition des Dardanelles, et ailleurs. Devenu roi, il interprétait la constitution à sa manière, se targuait d'avoir une politique personnelle et prétendait l'imposer. La Grèce fut infestée d'Allemands, sous l'influence de la reine. On avait négocié pour obtenir son intervention à nos côtés dans la guerre présente. Constantin s'efforça surtout de l'en empêcher, s'il ne se rangea pas ouvertement parmi nos adversaires. Tout un complot fut organisé parmi les élément favorables, — où nous retrouvons le baron Schenck et d'autres intrigants, — et il fut heureux sans doute de se laisser forcer la main. Le rôle des « réservistes », du clergé excommuniant Vénizelos, l'attaque de nos troupes, le massacre des partisans de l'Entente sont des événements d'hier. Constantin a été enfin déposé, mais je ne serais pas surpris qu'il attende des jours meilleurs.

Quant à la reine Sophie, qui protégeait ouvertement tout ce qui arrivait d'Allemagne et dont on vient de publier la correspondance secrète, peut-être a-t-elle d'autres méfaits sur la conscience. Une intrigue autrefois avec un diplomate autrichien fit assez de tapage, — tant que l'intéressé reçut ses passeports. « Ame volontairement méchante, nous dit M. Léon Maccas, uniquement soucieuse de l'intérêt et de la grandeur de son pays d'origine et dépensant toute sa séduction pour y contribuer », — nous voyons surtout qu'elle agit par interêt familial, ce qui peut toujours se défendre. Pour le reste, n'y a-t-il pas aussi un peu d'acrimonie dans ce qu'on en raconte ?

CHARLES MERKI.

A L'ÉTRANGER

Allemagne

LE COMTE HERTLING ET SES PARLEMENTAIRES. — Tandis que l'Allemagne protestante célébrait, avec la pompe grave que commande le sérieux de l'heure présente, le quatrième centenaire de la Réforme, le comte Hertling, ministre bavarois et gentilhomme catholique, recueillait, en qualité de septième chancelier, la succession de Bismarck. La guerre crée des situations paradoxales, mais nos ennemis ne reculent devant aucune innovation qui soit de nature à les rapprocher de leur but. Chez eux, il n'y a plus en ce moment ni papistes, ni luthériens, il y a la guerre ! Les hommes politiques d'outre-Rhin, mieux que les nôtres, s'en sont rendu compte. Ils savent que sur les champs de bataille de l'Europe, le sort de leur pays se joue actuellement ; les considérations de personnes et de doctrines les embarrassent peu. Toutes les forces vives de la nation sont appelées à col-

laborer au salut de la patrie. Le Reichstag, bafoué et méprisé par la caste dirigeante, n'en a pas moins été appelé à collaborer au choix du premier ministre impérial. Le fait est sans précédent dans l'histoire de l'empire. Pour avoir été invités à donner leur avis dans une circonstance aussi capitale, les parlementaires libéraux oublieront facilement qu'ils ne regardent pas le monde avec les mêmes yeux que l'ancien titulaire de la chaire de philosophie religieuse à l'Université de Munich.

Aussi bien, dès avant le mois d'août 1914, l'antagonisme confessionnel était-il bien atténué en Allemagne. Qui donc se souvenait encore des luttes mouvementées du *Kulturkampf*? Le Centre catholique avait cessé d'être un parti d'opposition ; défenseur de l'ordre, il était devenu le pivot de toutes les combinaisons politiques. Dans l'empire de Guillaume II il n'y avait plus de place pour les controverses religieuses. Catholiques et protestants s'asseyaient aux mêmes tables des conseils d'administration et fraternisaient dans les ligues et les banquets patriotiques. Quand on n'a d'autre ambition que de dominer le monde, soit par les armes, soit par la pacotille, on ne s'embarrasse pas des vains soucis que créent les préoccupations de l'au-delà. Les théologiens protestants ne croyaient plus en Dieu et les ministres du culte catholique étendaient leur bienveillance aux foules bigarrées des unions populaires. On l'a bien vu lorsque la presse juive rivalisa de zèle avec les organes du centre pour célébrer les mérites du comte (alors baron) Hertling, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de sa naissance. C'était le 31 août 1913. L'année précédente, en février, ce vieillard distingué avait succédé au comte de Podewils, comme premier ministre de Bavière. Ses hautes fonctions lui conféraient de droit la présidence du comité des affaires extérieures du Conseil fédéral de l'empire. En cette qualité il collabora activement à la réussite de la nouvelle loi militaire. Grâce à lui, au moment où la guerre éclata les relations entre la Prusse et la Bavière étaient excellentes.

Le comte Hertling n'est pas Bavarois de naissance. Il appartient à une vieille famille aristocratique de Hesse et vit le jour à Darmstadt en 1843. Étudiant la philosophie à l'Université de Berlin, il vint apporter l'hommage de ses camarades au congrès catholique de Francfort, où il fit à vingt ans ses débuts comme orateur. Mgr Kettler salua alors, dans ce jeune homme, « une lumière du catholicisme ». Après un séjour de plusieurs années en Italie, M. de Hertling devint *privatdocent* de philosophie à l'université de Bonn en 1867. Il n'était pas de mise à cette époque, ainsi qu'il l'écrit lui-même mélancoliquement dans un de ses ouvrages, de s'affirmer « savant catholique » ; aussi le futur chancelier attendit-il treize ans sa nomination de professeur extraordinaire. Mais en 1876, il fonda la Société Goerres qui devait

exercer une influence considérable sur le développement des études historiques orientées vers Rome, et dont il fut longtemps le président. Son étude sur *Albert-le-Grand* est de 1880. Deux ans plus tard, il était appelé à Munich, où il occupa dès lors sa chaire sans interruption jusqu'au moment où, nommé ministre, il se fit suppléer. Pourtant on le voyait plus souvent à Berlin et à Rome que dans la capitale bavaroise. Il a publié un nombre considérable d'œuvres philosophiques et des traités d'éducation populaire. Ses polémiques contre le darwinisme lui attirèrent de nombreuses inimitiés.

Député du centre pour la circonscription de Coblence en 1875, il siégea au Reichstag jusqu'en 1890, pour se représenter de nouveau avec succès en 1896, dans la circonscription d'Illertissen en Bavière, qu'il représentait encore quand le roi l'appela à former un cabinet. Depuis la mort de Windthorst, M. de Hertling était considéré comme le chef le plus éminent du parti catholique. Il mena à plusieurs reprise des négociations officieuses avec Rome et obtint l'assentiment de Léon XIII à la création de la Faculté de théologie catholique de Strasbourg, entreprise de germanisation. La *Gazette de Cologne* l'a appelé l'autre jour (3 novembre) un « commissaire volontaire » auprès du Vatican. Au Reichstag, dans le groupement des majorités, son action avait été considérable et on le considère à juste titre comme l'un des artisans de la chute du prince de Bülow.

La grande politique avec ses vastes horizons fut toujours le terrain véritable de ses préférences, écrit la *Gazette de Francfort* du 3 novembre. A peine, dans tout l'empire allemand, il y a-t-il eu longtemps un homme d'Etat aussi familiarisé avec le mécanisme des intrigues de parti, que ce vieux parlementaire, habile dans l'art de traiter les hommes. Il passait à juste titre pour être un maître dans la rhétorique. Son don de la parole avait quelque chose de ce rare éclat qui gardait des traces d'une éducation puisée à la source des modèles latins.

Déjà au mois de juillet dernier le poste de chancelier impérial avait été offert au comte Hertling. Il refusa, en invoquant son grand âge et l'état de sa santé. Les circonstances lui paraissent-elles aujourd'hui plus favorables pour ramener l'accord entre les partis et mener à bonne fin la tâche difficile de liquider la guerre? En tous les cas, si les défaillances russes et le recul italien ont fait naître, en Allemagne, un nouveau courant d'optimisme, les cent jours du gouvernement de Michaelis ont légué à M. de Hertling une situation intérieure singulièrement obérée. La crise qui s'est ouverte le jour même où le Reichstag partait en congé s'est prolongée pendant plusieurs semaines et il a fallu de longues négociations infiniment délicates, pour aboutir à un accord qui permette au nouveau chancelier de gouverner avec le Reichstag, tout en conservant une étroite communion avec le commandement militaire. A trois reprises la « com-

binaison Hertling » faillit même échouer, parce qu'elle ne donnait pas satisfaction aux quatre groupes de la majorité. On s'est étonné de cette concession apparente que la couronne semblait faire aux institutions parlementaires. En réalité, il s'agissait de faire participer le Reichstag à une politique d'annexion en lui faisant partager les responsabilités de la guerre. On le verra bien quand la majorité donnera une nouvelle interprétation de sa motion en faveur de la paix. Flattée d'avoir été appelée à participer à un remaniement du ministère, elle ne boudera plus, comme elle l'a fait pendant trois mois, et donnera son assentiment à la révision des « buts de guerre ». La *Gazette de Cologne* (2 novembre) a appelé M. de Hertling « le chancelier de compromis ». L'heure viendra où les conservateurs cesseront leur opposition à ce « Bavarois ». Le « vieux renard », ainsi que l'ont baptisé les socialistes, saura manœuvrer avec assez d'habileté pour ramener dans le peuple allemand une union du moins apparente. Pour combien de temps ? Il appartient aux armées alliées d'agir de telle sorte que ce ne soit pas pour longtemps.

Les péripéties de cette longue crise, la première crise parlementaire qu'ait subie l'Allemagne depuis la fondation de l'empire, valent cependant d'être rappelées, parce qu'elles fournissent des indications précieuses sur l'esprit politique de nos ennemis. Pendant la semaine qui suivit le départ du Reichstag il apparaissait clairement que M. Michaelis, arrivé à l'extrême limite de ses moyens, ne pourrait plus conserver son poste. Les conservateurs se mirent alors à le soutenir, de crainte de le voir remplacer par M. de Kühlmann, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, soupçonné de sympathies anglaises. De l'amiral von Capelle, dont les révélations inopportunes avaient soulevé l'indignation au Reichstag, il n'était plus question, le ministre de la marine démissionnaire recueillant, dans le désarroi général, le bénéfice de l'hostilité qui allait au chancelier. Mais le gouvernement ne montrait aucun empressement à dénouer la crise. L'empereur était en voyage et les journaux, énervés par le manque de renseignements, parlaient avec mélancolie de l'ajournement de la solution jusqu'à la rentrée du Reichstag, alors fixée au mois de décembre. Le *Vorwaerts*, intitulant son article « Dictature ou système parlementaire », s'en prenait directement à la couronne et rappelait à M. Michaelis l'histoire du prophète Jonas qui ne sauva le navire qu'en se jetant à la mer (14 octobre). L'arrivée du prince de Bülow (17 octobre), au lieu de calmer les esprits, ne fit que compliquer la situation : à gauche et au centre on se demandait avec terreur ce que signifiaient les menées de l'ancien chancelier. Enfin, le lundi soir, 22 octobre, Guillaume II, revenant de Constantinople, s'installa au Nouveau Palais. « Dieu merci, écrivait la *Post* du même jour, la démission du chancelier ne dépend pas encore de la volonté

du Reichstag. » Tandis que les délégués de la majorité tenaient chaque jour des conciliabules mystérieux, dont les résultats n'étaient pas communiqués à la presse, les événements se précipitent. Le *Vorwaerts* du 23 réclame « un homme et un programme ». Le lendemain les chefs de partis sont reçus individuellement par M. Valentini, chef du cabinet civil de l'empereur. Mais Guillaume II semble hésiter et les nationaux-libéraux refusent leur concours à une démarche commune, destinée à éclairer le souverain sur la situation.

Le 27 octobre, l'empereur reçoit M. Helfferich, le vice-chancelier condamné par la majorité, M. de Breitenbach, vice-président du ministère prussien, M. Valentini, ainsi que le ministre de sa maison, comte Eulenburg. Le bruit court aussitôt que M. Michaelis a demandé à être relevé de ses fonctions, mais il ne se confirme pas. Le 29, surgit enfin la candidature du comte Hertling, lequel est mandé à Berlin et a de longs entretiens avec le ministre de Bavière auprès de la cour de Prusse. Il s'agit alors de nommer le président du conseil bavarois au poste de chancelier, en conservant M. Michaelis à la tête du ministère prussien. La combinaison est accueillie avec une défaveur unanime. Quelques jours plus tôt, M. de Hertling avait déclaré à la Chambre des députés de Bavière que la création de ministres de l'empire responsables devant le Reichstag ne correspondait pas au principe fédératif, tel que l'a établi la Constitution impériale. De plus, le *Vorwaerts* rappelait (29 oct.) que l'homme d'Etat catholique s'était prononcé en faveur du partage de l'Alsace-Lorraine.

Cependant, le 2 novembre au soir, le *Reichsanzeiger* annonçait la nomination du comte Hertling au poste de chancelier de l'empire, de président du ministère d'Etat prussien et de ministre des affaires étrangères. Ce fut alors, du jour au lendemain, un revirement complet dans toute la presse de gauche. Du moment que ce Bavarois était placé à la tête du ministère prussien, on pouvait espérer qu'il disposerait du pouvoir nécessaire pour imposer la réforme électorale aux réactionnaires du Landtag. Etant sans attaches avec les hobereaux prussiens, aucune considération de personnes, aucune tradition politique ne le ferait reculer devant les nécessités de l'heure. « Il ne s'agit pas seulement d'un changement de personne, mais du passage à un régime nouveau », disait péremptoirement le *Vorwaerts* du 3 novembre, et, dans le *Berliner Tageblatt*, M. Th. Wolff marquait sa satisfaction en écrivant : « Pour la première fois la représentation populaire ne s'est pas trouvée devant le fait accompli. » Le même journal ajoutait :

Le comte Hertling s'est montré jusqu'ici trop clairvoyant pour méconnaître son devoir. Il sait sûrement que la gauche a fait taire bien des scrupules, laissé de côté bien des conceptions fort naturelles ; il faudra que,

de son côté, il se montre prêt à collaborer sincèrement avec une majorité qui s'est constituée malgré tous les obstacles.

La *Gazette de Berlin à Midi* ne se tient pas d'aise :

L'étranger va-t-il encore pouvoir prétendre que le peuple allemand est gouverné par un despote ? La couronne s'est montrée sage ; la majorité du Reichstag, par son intelligence, par sa modération, par son esprit de concession, a réussi à dénouer une crise fort compliquée. Quelle chance de durer n'a pas un chancelier qui peut travailler avec la conviction qu'il est sûr d'une majorité qui seconde ses efforts !

Enfin la *Germania*, journal du centre berlinois qui devient en quelque sorte l'organe officiel du nouveau gouvernement, s'exprime ainsi :

Les choix faits par le comte Hertling pour les postes de secrétaires et de ministres prouvent, dans la mesure où ils sont connus, que le comte Hertling veut obtenir une participation des divers partis aux responsabilités du pouvoir pour mettre en évidence l'union intime qui existe entre l'empereur, le gouvernement et le Reichstag.

Mais le comte Hertling a tenu à faire comprendre qu'il n'abandonnait aucune de ses idées politiques. « Il n'a pas modifié son point de vue personnel au sujet de la parlementarisation », écrivait la *Gazette de Francfort* du 4 novembre. En prenant contact avec les représentants des groupes de la majorité, le nouveau chancelier n'a pas manqué d'insister sur le fait que les prérogatives de la couronne demeuraient entières. On a été, en outre, quelque peu surpris de voir la nomination de M. de Hertling paraître seule à l'*Officiel*. Qui donc allait remplacer M. Helfferich et qu'était devenue la promesse d'appeler des parlementaires à seconder le chancelier dans ses hautes fonctions? L'accord paraissait fragile entre le gouvernement et la majorité si, dès son arrivée au pouvoir, le comte Hertling s'engageait sur la voie désastreuse qu'avaient suivie ses prédécesseurs. Le 7 novembre, le chancelier offrit le poste de vice-président du ministère prussien à M. Robert Friedberg, professeur d'économie politique et député influent à la Chambre de Prusse. Mais il n'était plus question de M. de Payer, chef des démocrates de l'Allemagne du Sud, qui avait été désigné pour recueillir la succession de M. Helfferich.

M. Friedberg, qui appartient au parti national-libéral, ayant refusé d'entrer seul dans la combinaison, tout l'échaffaudage de l'accord entre les groupes de la majorité et le gouvernement menaçait encore une fois de s'effondrer d'un seul coup. Les partis de gauche se croyaient tellement maîtres de la situation que pendant deux jours ils insinuèrent naïvement que M. de Hertling allait reprendre le chemin de Munich pour laisser à un autre le soin de dénouer la crise. Enfin le cabinet civil de l'empereur, sans doute conseillé par le nouveau chancelier, finit par céder. Le 9 novembre, une dépêche de l'agence Wolff

parvenue en Suisse annonçait que M. Helfferich avait donné sa démission et qu'il était remplacé par M. de Payer.

C'est là une victoire incontestable des représentants de l'opinion sur l'absolutisme impérial. Mais il ne faudrait pas croire que la « couronne » a cédé d'un seul coup toutes ses prérogatives. Des parlementaires sont devenus ministres, mais les ministres ne sont pas devenus responsables devant le Parlement. Au mois de juillet déjà, MM. Spahn et Schiffer s'étaient vu attribuer des portefeuilles. En vertu de l'article 9 de la Constitution impériale, ils ont aussitôt été contraints à donner leur démission de députés. MM. Friedberg et de Payer ont fait de même. En sortant du Parlement fortifieront-ils les positions de celui-ci ? Ils deviennent fonctionnaires au même titre que les autres ministres, aux côtés desquels ils vont s'asseoir. Seuls pourront s'en plaindre les conseillers et chefs de service dont ils retardent l'avancement en leur bouchant l'horizon. Nommés « hors rang » ils n'en entrent pas moins dans la caste des hauts dignitaires de l'Etat et perdent tout contact avec le Parlement. Pour que la responsabilité ministérielle soit réalisée dans l'empire allemand, il faudra de nouveaux bouleversements qui ne s'accompliront pas à Berlin, mais sur le théâtre de la guerre.

HENRI ALBERT.

§

Autriche-Hongrie.

DU PAIN ET LA PAIX ! — L'aigle bicéphale entre en agonie. Mais les derniers spasmes de la bête sont terribles. Elle veut, de son bec émoussé et de ses serres fortement rognées, abattre au moins un de ses adversaires avant de rendre l'âme. L'Autriche-Hongrie se rue sur l'Italie. L'aigle de Prusse lui prête le renfort qui doit être décisif. Il devient absolument nécessaire pour les Empires centraux de sortir du marasme où les plonge la situation créée par la guerre qu'ils ont déchaînée. Nous avons dit déjà la famine qui règne dans la Monarchie dualiste et les ravages qu'elle cause. C'est pourtant là un des moindres soucis des gouvernants. Que leur importe, au fond, que la population civile meure de faim, pourvu que l'armée soit nourrie tant bien que mal, pourvu que l'Allemagne, cette providence des Habsbourgs, puisse tenir le coup et prêter son aide ? Pour permettre à cette tutélaire alliée de tenir, les autorités militaires austro-hongroises sont prêtes à tous les sacrifices, à tous les stratagèmes. Le député polonais Glombinski dévoilait, à la séance du Reichsrat du 19 octobre, une des ruses employées pour faire passer de cette Autriche affamée des vivres à la famélique Allemagne. « Le 6 octobre, dit-il, on a saisi à Rzeszow (Galicie) deux wagons d'un

train militaire allemand, parce qu'il a été démontré qu'au lieu de canons ils contenaient des vivres expédiés à Breslau. »

Si le pain manque, le nerf de la guerre, l'argent, n'abonde pas non plus. Aucun des pays belligérants, croyons-nous, ne se débat dans une situation financière aussi précaire que celle de l'Empire danubien. La baisse du change autrichien n'est même pas un critérium suffisant pour juger de cette situation. Ceux qui, avant la guerre, connaissaient les dessous des finances austro-hongroises se demandent avec surprise comment l'État habsbourgeois peut si longtemps échapper à la banqueroute, par quels subterfuges il peut arriver à maintenir son crédit intérieur. On lit même cette surprise entre les lignes des journaux bulgares,—car les fidèles alliés de Charles IV ne sont pas dupes. C'est ainsi que, le 5 septembre dernier, le *Preporetz*, de Sofia, traçait cet édifiant tableau : « Les billets de la Banque austro-hongroise, qui n'a publié aucun bilan depuis le début de la guerre, ont beaucoup perdu de leur valeur, à cause particulièrement du manque de données officielles. On dit que pour quatorze milliards émis en billets de banque, l'encaisse métallique n'est que d'un milliard de couronnes. Il est de fait qu'en Autriche un kilogramme d'or se vend 14.000 couronnes, alors que sa valeur ne devrait être que de 3280 couronnes.» Si nous en croyons, d'ailleurs, un journal socialiste tchèque de Vienne, les *Dělnické Listy*, l'agiotage atteint des proportions inouïes. Les banques payent les pièces d'or quatre fois leur valeur et les commerçants ou industriels beaucoup plus. Quelle confiance la population peut-elle avoir dans un Etat aussi fortement obéré? quel accueil fera-t-elle au nouvel emprunt que l'on prépare à Vienne ? Ce ne fut, du reste, pas sans difficulté que le gouvernement obtint de la Chambre le droit d'emprunter ; ce ne fut pas sans discussion non plus qu'il put faire voter le budget provisoire.

« C'est le problème financier le plus difficile et le plus effrayant que l'Autriche ait jamais eu à résoudre au cours de son histoire, disait la *Zeit* du 30 septembre; il dépasse tous les budgets des guerres napoléoniennes, non seulement par le montant absolu des chiffres, mais encore par le rapport entre les recettes et les dépenses. » La *Neue Freie Presse* du 2 octobre précisait la situation en ces termes :

Le gouvernement demande au Parlement un emprunt de neuf milliards. Jusqu'à présent il n'a pas de majorité pour lui voter cet emprunt.

Les députés slaves, en effet, se refusaient à accorder des crédits à un Etat qu'ils ne reconnaissent pas.

Au point de vue constitutionnel et au point de vue des rapports d'Etat, s'écriait le député tchèque Kalina, nous ne reconnaissons pas l'Autriche ;

nous ne connaissons que les royaumes et pays représentés au Parlemen d'Empire (1). Lorsqu'on parle de l'Autriche, on offense la constitution.

Près d'un mois se passe en périlleux débats. Tous les Slaves de l'Empire font des déclarations analogues.

Les Tchèques, dit le député Zahradník, revendiquent un Etat indépendant possédant tous les attributs de la souveraineté. Le Président du conseil a prétendu que personne ne s'adresse à l'étranger pour la réalisation de ses vœux; les Tchèques sont pourtant convaincus que la question de leur nation est trop importante pour être résolue ici à Vienne.

Au nom du Club yougoslave, le député Korošec est tout aussi catégorique.

Si la Monarchie, dit-il, ne se hâte pas d'accorder satisfaction aux peuples yougoslaves, la question sera tranchée par un tribunal extérieur à l'Empire. Nous sommes décidés à combattre par tous les moyens un régime qui exploite notre patrie slave comme un territoire colonial. En refusant de voter le budget, nous sommes en état de légitime défense.

De son côté, le Ruthène Petruczewicz déclare que toutes les régions ruthènes de la Monarchie doivent être unies en un corps indépendant et que les députés ruthènes voteront contre le budget. A son tour, le député polonais Glombinski vient présenter les revendications de sa nation :

Le Congrès de Vienne, en 1815, dit-il, avait déjà reconnu que le problème polonais ne peut être résolu naturellement et radicalement que par ce programme, y compris naturellement le littoral polonais et un port polonais. Nous croyons que la question polonaise, comme question internationale, ne peut être résolue en entier que par la voie internationale au congrès européen ou universel.

Seidler sent autour de lui l'Etat se désagréger. Les Allemands, furieux de voir leur proie tenter de s'échapper, tempêtent et menacent. Les discussions se font plus âpres.

Si le Président du Conseil, accuse le *Deutschnational* Hartl, veut comprendre clairement ce qui se passe au parlement, il n'a qu'à se procurer un rapport véridique sur ce qui se passe dans la partie tchèque de la Bohême. Une *révolution pacifique* y a lieu dans le but à peine dissimulé de nous affaiblir dans ces moments si difficiles à l'intérieur, et d'aider nos ennemis... Lorsque notre offensive contre la Russie nous a reconquis Tarnopol et Koloméa, les députés tchèques ont organisé des assemblées d'un caractère très suspect en profitant de l'émotion suscitée par les difficultés du ravitaillement. Quand nos troupes victorieuses sont entrées à Czernovitz, des grèves ont été fomentées à Prague... — Nous, Tchèques, lui répond le député Kalina, nous n'avons pas voulu la guerre. Nous avons dit avec in-

(1) C'est là, en effet, le titre officiel que portait la Monarchie des Habsbourgs jusqu'à ce que, en octobre 1915, François-Joseph eût arbitrairement décrété qu'elle s'appellerait désormais « Autriche ».

sistance qu'il ne fallait pas en venir à une guerre avec la Serbie. La guerre, c'est les Allemands qui l'ont voulue. — Vos troupes cependant, crie encore aux Tchèques le *Deutschradikal* Kroy, ont levé les bras et se sont rendues. — Elles ont eu raison, lui rétorque Stříbný, je le déclare ouvertement.

Pendant que s'échangent ces aménités où s'affirme la décrépitude de l'Empire, du haut de la tribune réservée au public, une voix, celle d'un capitaine, s'élève : « La population et l'armée ont faim. Donnez-leur du pain et la paix. » Du pain et la paix : oui, c'est bien ce qu'il faut aujourd'hui à la Monarchie épuisée. Le député socialiste allemand Seliger reprendra le mot pour expliquer pourquoi son parti refuse, lui aussi, de voter le budget et l'emprunt.

La question la plus urgente, dit-il en substance, est celle de l'alimentation. Le gouvernement n'a pas réussi à la régler et à secourir la population. Chacun fait ce qu'il peut et, sous l'influence de la misère, chacun ne pense plus qu'à soi-même. Si les affaires continuent ainsi, ce n'est pas un seul homme qui viendra à la galerie de la Chambre, mais il y en aura bientôt des centaines, soldats et civils, pour nous réclamer : du pain et la paix.

Après de pénibles pourparlers, après des promesses aux Polonais, Seidler parvenait enfin à constituer une majorité précaire sans doute, mais qui suffit, le 23 octobre, à voter le budget proposé. Quand nous disons « proposé », entendons-nous. Le gouvernement demandait que la Chambre accordât ce budget pour six mois. Par 243 voix contre 175, elle refusa. Elle l'accepta pour quatre mois par 227 voix contre 170. Les Polonais, en se joignant aux Allemands des partis bourgeois, avaient, une fois encore, sauvé la situation. Ils l'ont fait cependant à condition. « Nous l'avons fait, déclare le député Glombinski, sans porter préjudice à notre programme national et politique, et seulement pour avoir dans notre pays un état normal. » Il est clair par conséquent que tous les Slaves, y compris les Polonais, ne changent rien à leurs revendications. Ils veulent, eux aussi, du pain et la paix, mais une paix qui donne à leur nation l'indépendance complète, une paix destructive de l'Autriche-Hongrie — et non pas la paix que Charles IV, se livrant plus entièrement encore à l'Allemagne, tente d'aller chercher dans les plaines de l'Italie.

La faim et les revendications de ses peuples, en effet, poussent le jeune empereur à tenter un dernier effort pour arracher au sort inclément cette paix tant désirée. « Dans tous les milieux, écrivait le *Budapesti Hirlap* le 23 septembre, on espère fortement que la paix pourrait être conclue très prochainement. » Cependant toutes les tentatives pacifiques ont échoué. Les ennemis ne veulent rien entendre. Que faire ?

Notre force et notre résistance seules, affirme de même le *Budapesti Hirlap* du 29 septembre, seront en état de forcer nos ennemis à s'acheminer

comme des repentants vers la route de la paix *qui doit être conclue avant cet hiver*.

Cela devient une obsession. Le lendemain même, le 30 septembre, le ministre magyar Szerényi, parlant à Gömör, reprend le refrain : « Je suis à même, prétend-il de vous affirmer que la paix approche et qu'elle sera conclue à bref délai. » A Berlin, la même chanson résonne. Le 6 octobre, le député Gothein fait au sein du Comité du parti progressiste populaire les déclarations suivantes :

A l'intérieur de notre empire, la prolongation des heures de travail et l'insuffisance de l'alimentation, surtout dans les grandes villes et dans les centres industriels, ont renforcé les désirs de paix. La décadence des classes moyennes, le deuil et les soucis d'innombrables familles, travaillent aussi pour la paix... L'industrie de guerre gagne des sommes énormes, mais les classes moyennes sont en proie à la misère.

Entre gens que hantent si violemment l'idée de la paix, l'entente fut facile et la décision rapide. Il fallait, la Russie étant immobilisée, frapper un grand coup à l'ouest. Comme on ne pouvait espérer réussir en France, on se jeta sur l'Italie. Auparavant, le gouvernement austro-hongrois dut faire des préparatifs désespérés. Il vida, d'abord, les fonds de tiroir pour compléter les contingents fortement ébréchés. Le général-major Czapp, ministre de la Défense, dut même convoquer et envoyer au front les gens jugés inaptes au service armé. Une interpellation des socialistes tchèques (10 octobre) Pik, Habermann et Němec ne l'empêcha pas de maintenir sa décision. Une ordonnance ministérielle du 10 octobre prescrivait enfin la réquisition de tous objets de cuivre, pur ou en alliage, ainsi que les tuyaux d'orgue de construction postérieure à 1800.

Les Empires Centraux ont donc lancé contre l'Italie toutes les forces germano-austro-turco-bulgares dont ils peuvent encore disposer, toutes les munitions que peuvent leur fournir d'ultimes réquisitions. Ils ont obtenu, certes, un incontestable succès. Si elles possédaient autre chose que des *Ersatzglocken* (succédanés de cloches), faites, selon la *Zeit*, de rails au rebut sur lesquels on frappe à tour de bras, toutes les églises de l'Empire austro-hongrois auraient sonné à toute volée pour fêter les victoires. A défaut de cloches, le gong retentissant de la presse viennoise chante les bienfaits de l'alliance austro-allemande. La *Reichspost* du 30 octobre jubile en songeant que cette alliance « se montre plus forte et plus invincible que jamais ». Le même jour, le *Neues Wiener Tagblatt* dit :

Celui qui aime notre monarchie, à quelque peuple qu'il appartienne, n'a-t-il pas l'occasion de devenir un partisan convaincu de cette alliance avec l'Allemagne ?

Ceux qui, chez nous, aiment encore l'Autriche-Hongrie et songent

à la conserver méditeront avec profit ces paroles des journaux de Vienne et, plus particulièrement, cette phrase de l'officieux *Fremdenblatt*, organe de la cour :

Tout le monde peut se convaincre maintenant que l'alliance avec l'Allemagne doit être le pilier fondamental de notre politique.

L'Autriche-Hongrie a besoin de l'Allemagne et ne s'en séparera jamais : elle fera partie de la *Mitteleuropa* qui doit subjuguer le monde. En attendant cet heureux jour, les inséparables alliés sont obligés de nous avouer le but de leur entreprise contre l'Italie. Ils comptent sur leur succès — passager, croyons-nous — pour obtenir sinon du pain, au moins la paix. « Nous voulons conquérir la paix qui nous permettra de vivre », ajoute le *Neues Wiener Tagblatt* aux éloges de l'alliance austro-allemande. La *Reichspost* écrit, de son côté : « Les puissances centrales veulent la paix; elles veulent avoir une paix définitive. C'est pour cela qu'elles frappent si fort sur ceux qui ne veulent pas abandonner leur plan de conquête. » Elles ne trouveront sûrement pas de pain dans les plaines de la Vénétie ; quant à la paix, nous espérons que le printemps la leur apportera après leur défaite.

JULES CHOPIN.

§

Belgique.

NOUVELLES MANŒUVRES ALLEMANDES. — Certes, les temps sont d'épreuve pour nous et pour nos grands Alliés. Mais la Belgique n'a jamais autant souffert.

— « Nous maigrissons et nous pâlissons tous ; ceux qui ne perdent rien de leur poids ni de leur bonne mine sont tenus pour des phénomènes. Cependant, nous savons gré au gouvernement de résister aux tentatives boches de nous séparer de nos grands Alliés. Nous persistons à avoir foi en eux et en nous. Nos jeunes gens continuent à passer la frontière pour s'enrôler dans l'armée de l'Yser. »

Ce passage est extrait de la lettre que vient de m'écrire un ami bruxellois. Elle m'est parvenue par une voie que je ne dirai évidemment pas, mais je puis affirmer que le signataire est admirablement placé pour refléter l'opinion de mes compatriotes de la Belgique occupée. Il n'est pas complètement un inconnu pour les lecteurs du « Mercure de France ».

A ces propos font écho ceux prononcés *au nom du gouvernement belge* par notre ministre, M. Paul Seghers, lors de la commémoration récente du troisième anniversaire de notre victoire sur l'Yser : « pas de paix séparée, nous avons lié notre sort à celui de nos alliés,

nous serons battus ou vainqueurs avec eux », proclamait-il en manière de conclusion de son ferme et beau discours.

M. le ministre Paul Seghers est anversois. C'est un Flamand pur sang et même un flamingant qui ne s'en cache point. Cette particularité n'a rien pour me surprendre, car je sais bien que les Flamands sont d'aussi bons patriotes que mes congénères wallons. Je tiens tout de même à souligner ici l'origine essentiellement anversoise de M. Paul Seghers, parce que trop souvent des Français instruits, intelligents, mais mal, très mal renseignés, m'ont parlé avec défiance des Flamands et surtout des flamingants qu'une manie de généralisation les fait confondre avec les quelques criminels obscurs et sots de l' « activisme » à la de Clercq et à la Borms.

Je suis souvent surpris de l'ignorance où l'on se trouve en France des choses de chez nous. Et dire qu'il n'y avait que quatre heures de chemin de fer entre Paris et Bruxelles et quarante minutes de Bruxelles à Anvers!

Quelle erreur vous avez commise, amis français, en n'allant pas à Anvers, autrement qu'en touristes superficiels et un peu vains, que les rugosités de la langue flamande surprenaient et rebutaient ! Mais vous ignorez le cœur admirable du peuple flamand! Etes-vous renseignés sur notre gouvernement qui compte d'autres Flamands flamingants que M. Seghers? Etes-vous au courant du nombre de flamingants militants dans chacun de nos partis catholique, libéral, progressiste ou socialiste? Je gage que vous ne vous rendez pas compte que ces flamingants ne sont rien moins que germanophiles. Vous a-t-on dit que près des trois quarts des effectifs belges qui se battent dans les Flandres et qui ont servi de barrière vivante à Calais, sont flamands? Avez-vous entendu parler de l'accueil que réservait la ville flamande universitaire de Gand aux écrivains et aux œuvres français?

Méconnaîtriez-vous notre unité? Nos actes de guerre ne vous l'auraient-il pas démontrée ?

Vous n'êtes plus en droit d'ignorer ces choses, non plus que l'accord établi sous nos drapeaux entre les deux races dont est issue notre patrie belge indéfectiblement alliée à la vôtre.

Qu'il y ait eu des chamailleries entre nous, voire de cuisants malentendus au sujet de questions linguistiques, le fait s'est produit. Le nier ne servirait de rien. Les Boches s'efforcent d'attiser les cendres de ces querelles, là où elles ne sont pas complètement éteintes. Quoi de surprenant? C'est leur jeu classique ; mais le pire que nous puissions faire serait de nous y laisser prendre.

Quelqu'un de particulièrement bien renseigné m'avertissait ces jours derniers que, tout en appelant les Flamands leurs frères de race, en les cajolant, en instituant un traitement spécial en

faveur des prisonniers flamands, les Boches cherchaient à susciter une sorte d'activisme aussi bien parmi les Wallons du dehors que parmi ceux restés au pays. Comme le piège serait visible, sauf pour ceux qui se mettraient volontairement des œillères ou que de tenaces et mesquins préjugés rendraient aveugles !

Le Boche est un corrupteur né. Il connaît notre principale faiblesse, que nous partageons du reste avec nos amis français, et qui est de parler parfois entre refugiés, à l'arrière, comme si la guerre n'existait pas, de resservir dans nos discussions entre nous les vieux clichés et lieux communs de nos anciennes zizanies, au lieu que les Boches, eux, poursuivent en tous domaines une politique de guerre redoutablement serrée et adaptée aux contingences nouvelles.

Attention !

L'activisme wallon serait aussi dangereux pour nous, aussi profitable pour l'ennemi que l'activisme flamand. Un petit journal, *L'Opinion wallonne*, qui se publie à Paris et qui compte au demeurant parmi ses collaborateurs des Wallons du meilleur aloi belge, ferait peut-être bien de songer à ces considérations et principalement de surveiller soigneusement les sources de tous les articles dont, en les publiant, il assume la responsabilité. Les Boches savent fort bien abriter leurs mauvais coups derrière un pavillon loyal. Je sais ce que j'écris et je n'insiste pas davantage, du moins pour l'instant. Mon excellent compatriote, le bon écrivain et poète Louis Piérard, un pur Wallon, en sait assez là-dessus.

Les surenchères dictées par un esprit unilatéral, soit flamand, soit wallon, seraient actuellement aussi périlleuses que stupides, au même titre que des surenchères cléricales, anticléricales, socialistes ou réactionnaires.

Nos rivalités sont séculaires, mais de surface uniquement, puisque *dans toutes les heures graves de notre histoire* le sentiment national a repris le dessus et qu'il n'est pas une de nos grandes entreprises nationales où Flamands et Wallons n'aient rivalisé dans des émulations fécondes pour notre formation. Et n'est-ce pas là pour nous le point de vue le plus important ? Et même le seul point de vue ?

Pourquoi nos deux races seraient-elles plus incompatibles que, par exemple, les Celtisants, les Provençaux, les Flamands et les Catalans au sein de l'unité française ?

Qu'on lise nos Annales, on se rendra compte de la force créatrice du dualisme de notre petit pays.

Pirenne, notre grand historien, l'a si judicieusement mise en lumière ! Le mérite des condensations historiques de Pierre Nothomb est de populariser cette conception. Retenons qu'ils sont des Wallons, mais nul mieux qu'eux ne s'est rendu compte de la glorieuse contribution des Flamands.

Sans le flamingantisme du fief capétien qu'étaient nos Flandres, nous eussions été absorbés par la France, tout comme sans le romanisme des Wallons, nous eussions été assimilés par le Saint-Empire germanique, et il n'y eût pas eu de Belgique.

Que seraient les Flamands abandonnés à l'agriculture, leur seule ressource, et séparés des Wallons, qui sont surtout des industriels ? Les uns ont besoin des autres et chacune des deux parties n'existe qu'en fonction réciproque, solidairement.

Et que les Wallons qui se trouveraient induits en tentation d' « activisme » se souviennent de la lamentable mésaventure arrivée autrefois à l'un d'eux, le comte Albert du Bois, dont le projet était à peu près identique à celui qu'adopta Bethmann-Hollweg quand il cherchait à séduire la France en ayant le cynisme de lui proposer les Wallons, cependant que l'Allemagne prendrait les Flamands.

De tels projets ne sont que billevesées.

Si la France, aussi absurde que puisse paraître cette hypothèse, avait envahi notre sol en août 1914, nos troupes wallonnes eussent tiré sur ses soldats aussi certainement que nos troupes flamandes ont tiré sur les Boches quand ils ont déchiré le « chiffon de papier » que, sur la foi du roi de Prusse et de Guillaume II son successeur, nous étions fondés à tenir pour notre statut international.

Je citais plus haut l'engagement d'honneur pris par le Gouvernement belge de demeurer fidèle à l'Entente quoi qu'il advienne. Serait-il propre à la nature boche de s'imaginer qu'on ne prend de tels engagements que pour les violer ou en faire un objet de marchandages ? Ou bien les Boches croient-ils qu'un de leurs sourires suffit pour nous faire oublier nos serments?

En tout cas, à peine M. le ministre Paul Seghers venait-il d'engager notre pays, que les Boches ont eu l'audace de nous faire une nouvelle proposition de paix séparée basée sur la restauration et l'indépendance de notre royaume. Les journaux ont parlé de l'incident. Ce n'est rien plus, en effet, qu'un incident, notre gouvernement s'étant borné pour toute réponse à hausser les épaules. Nous sommes trop payés pour connaître ces messieurs.

Pour tenter le gouvernement du Havre, ils lui avaient envoyé un de nos compatriotes en émissaire d'un herr von L., agent secret de l'Allemagne. J'avoue que cette procédure me choque un peu. Et beaucoup de Belges en sont choqués comme moi et ne se privent pas de le dire.

Il n'est pas acceptable que des Belges, sous quelque motif que ce soit, acceptent de se faire les commissionnaires des Boches ou de discuter avec eux; pas plus acceptable que ne l'étaient le déjeuner et les échanges de vues du « citoyen révolutionnaire » Camille Huys-

mans, député de Bruxelles et secrétaire du bureau socialiste international, avec le herr Scheidemann.

La bonne foi de ceux qui se prêtent à ce genre de pourparlers peut n'être pas niable. Seulement leurs démarches sont de nature à donner lieu à toutes sortes d'interprétations, dont quelques-unes susceptibles d'être fâcheuses et nuisibles quant à la tenue morale des citoyens, qui est un des éléments primordiaux de l'effort contre le Boche. Inutile d'appuyer. Mais une des plus douloureuses rumeurs de ces derniers temps et que notre gouvernement s'est trouvé dans l'obligation pénible de devoir démentir officiellement, encore que cette rumeur fût totalement absurde en soi, n'avait pas d'autre origine qu'une de ces interventions inqualifiées.

Nous avons un gouvernement. Laissons-le à ses fonctions et à ses responsabilités. Les moyens d'être renseigné sur ce qui se passe dans la Belgique envahie ne lui font pas défaut, croyez-le bien. Au retour, ses actes seront soumis au jugement du pays. Qu'on le laisse faire en attendant et que personne ne s'imagine avoir le droit, en dehors de lui, fut-ce avec les meilleures intentions du monde, de causer avec les Boches de ce qui ne regarde ni eux, ni les Boches. Les socialistes auraient trop beau jeu pour reprocher aux gouvernants de l'Entente d'avoir mis des obstacles à leur projet de parlotte à Stockholm !

Notre liberté, notre indépendance, notre restauration, nous les attendons fermement. Elles sont inéluctables. Non seulement, nous avons fait assez pour les obtenir, mais encore personne ne se trouve pour contester notre droit. Même les propositions judéo-germaniques du grand leader de la révolution du ghetto, M. Zederblum (alias Lénine), veulent bien nous les concéder.

Dans l'entretemps qu'ils nous faisaient des offres mielleuses avec le but que l'on devine, les Boches détruisaient systématiquement le plus puissant de nos établissements industriels, dont ils avaient tiré parti jusqu'ici pour leurs besoins de guerre, l'usine Cockerill de Jemmeppe-sur-Meuse, qui réunit dans son immense rayon mines de houille, hauts fourneaux et ateliers métallurgiques, avec outillage pour la fabrication des canons du modèle Krupp (que notre armée d'avant-guerre avait eu la candeur d'adopter). Alentour, à Dugrie, et dans toute la zone qui s'étend entre Seraing et Liége, ils accomplissaient la même besogne dévastatrice.

Cette dévastation semble indiquer qu'ils sentent que l'heure de l'évacuation de notre territoire ne serait pas loin de sonner, évacuation qui résulterait d'un calcul diplomatique ourdi par eux et servirait de trompe-l'œil à l'usage de la naïveté russe.

— « L'Entente prétend que son but, diraient les Boches, est la libération de la Belgique; eh bien, nous devançons ses vœux, la Bel

gique se trouve désormais libérée, puisque nous en retirons « volontairement » nos troupes »...

Il est possible qu'un M. Zederblum (Lénine), en y mettant beaucoup de bonne volonté — il en a donné tant de preuves à l'égard des Boches, — puisse souscrire à ce calcul mensonger. Pour nous, nous ne nous y laisserons pas prendre. Et nous comptons sur nos alliés pour nous aider à ne pas être pipés.

Les Boches auraient donc momentanément ruiné notre pays, nous disons *momentanément* car nous savons les richesses que recèlent ses flancs et toute la productivité de notre main-d'œuvre, toutes nos puissances de rebondissement. Les Boches aussi sont au courant. Ils ne demanderaient pas mieux, après la guerre, que de nous avancer des capitaux pour nous aider à remettre ces richesses en valeur.

Mais le prêt des capitaux se traduit en intérêts et ceux qui font valoir les capitaux d'autrui travaillent en réalité pour le compte d'autrui. Ce que les Boches cherchent à réaliser, c'est de nous rendre leurs vassaux, de faire de la Belgique une sorte de colonie allemande.

Ils ont démoli pour que nous, nous reconstruisions avec leur concours et de manière qu'ils puissent prendre hypothèque sur nous.

Ils sauveraient les apparences. Nous serions soi-disant restaurés dans notre indépendance et notre liberté.

Mais les mots en boche n'ont pas la même signification qu'en wallon ou qu'en flamand, et nous sommes convaincus que les alliés entendront la restauration belge à la manière belge et non pas à la manière boche. C'est pourquoi M. Paul Seghers avait raison de dire que nous serions battus ou vainqueurs avec nos alliés.

GUSTAVE FUSS-AMORÉ.

§

Italie.

L'OFFENSIVE AUSTRO-ALLEMANDE ET L'OPINION PUBLIQUE. — Ce n'est pas à nous qu'il appartient de déterminer les raisons qui ont rendu vulnérable le front italien entre Plezzo et Tolmino. Ce qu'il est important de connaître (pour mieux peser les responsabilités), c'est la réaction de l'opinion publique en face d'une si foudroyante opération militaire. Le jour même où le communiqué du général Cadorna annonçait le repli de ses troupes vers la frontière (26 octobre), le Parlement écoutait discours sur discours, et couvrait d'applaudissements les déclarations de tous les ministres, — aussi bien d'ailleurs que celles des chefs de l'opposition.

La situation politique était en effet extrêmement embrouillée ; et il faut remonter à plusieurs semaines en arrière pour comprendre ce qui se passait alors. Le ministère Boselli, présidé par un homme très

âgé dont on résumait volontiers les qualités dans les formules de : « venerando uomo » ou « venerando patriota », était attaqué à peu près par tous les partis. M. Orlando, ministre de l'Intérieur, devenu depuis lors président du Conseil, avait eu, disait-on, pendant longtemps, une politique trop ondoyante et trop souple à l'égard des anciens « neutralistes » et des « socialistes officiels ». Cette accusation, lancée par les journaux qui avaient voulu l'intervention, prit corps le jour où on découvrit qu'un des directeurs de l'*Avanti*, M. Lazzari, avait essayé d'organiser une « grève » des maires socialistes. La « circulaire Lazzari » fit grand bruit. On y vit la conséquence de la faiblesse gouvernementale ; et l'on s'aperçut que l'autorité judiciaire était absolument désarmée devant une pareille provocation. Le décret que rendit alors M. Sacchi, ministre de la justice, pour réprimer la propagande contre la guerre, vint trop tard, à une heure où le mal était déjà fait. — A qui la faute? A celui qui était chargé de protéger la « santé publique », n'hésitait pas à dire le *Corriere della Sera.*

M. Orlando, écrivait-il le 4 septembre 1917, a une théorie de gouvernement qui, pour la politique intérieure d'un pays en guerre, n'est pas dissemblable de celle qui a obligé M. Malvy à quitter le pouvoir. Nous n'avons pas chez nous d'affaire Almereyda ; mais nous savons que des membres de l'entourage du ministre, à qui incombent de graves responsabilités, ne font pas mystère de leurs bonnes relations avec les prédicateurs de révolte. Jouissant de la plus grande autorité, les collaborateurs les plus intimes du ministre ont fait de leur longanimité à l'égard des empoisonneurs de la conscience nationale le fondement de leur science administrative. Et tout cela arrive parce que, d'après le ministre responsable, c'est faire preuve de géniale prévoyance que d'user de tolérance envers ceux qui entament la force de résistance du peuple.

Si « l'œuvre d'empoisonnement » se poursuivait avec continuité, et malheureusement parfois avec quelque succès, la faute en était à la passivité ministérielle. A ce grief s'en ajoutait un autre, également grave : on n'avait pas pris de mesures assez énergiques pour enrayer la crise alimentaire. Les chefs du Commissariat des vivres s'étaient montrés incompétents : et on s'étonnait que la direction d'un service aussi important eût été donnée à un avocat gênois, M. Canepa, socialiste réformiste notoire, mais organisateur médiocre. Pourquoi n'avait-on pas agi comme pour les « Voies et communications » dont la gestion avait été confiée à un excellent spécialiste, M. Riccardo Bianchi?... Il y avait malaise dans le pays et dans les milieux politiques. De là, le paradoxal développement des séances de Montecitorio, durant la deuxième quinzaine d'octobre : un Parlement qui rend hommage à presque tous les ministres les uns après les autres, à celui de la Guerre, le général Giardino, à celui des Affaires

Etrangères, M. Sonnino, à M. Boselli lui-même; qui applaudit d'ailleurs aussi vivement les réquisitoires des opposants, et vote finalement, à une énorme majorité, un ordre du jour de méfiance au ministère que depuis un an et demi on appelait « le ministère national ». En sorte que la situation était extrêmement confuse au point de vue politique. Les socialistes « officiels » avaient violemment pris à partie le ministre Bissolati, coupable d'avoir déclaré publiquement qu'il combattrait sans pitié les « empoisonneurs de la conscience populaire ». M. Canepa était venu présenter la défense de son œuvre, et avait rendu le ministre de l'Intérieur et le président du Conseil responsables de la désorganisation des services d'approvisionnement : M. Enrico Ferri avait développé sa motion pacifiste, mais sans trouver, à vrai dire, grand écho; et ce qui était beaucoup plus important, M. Francesco Nitti, porte-parole des anciens « neutralistes », avait exposé le programme que devrait avoir tout « cabinet de guerre », adressant quelques aimables paroles aux socialistes, ménageant à peine M. Salandra, mais se gardant de critiquer M. Sonnino ; s'inclinant avec un respect quelque peu ironique devant le patriotisme de M. Boselli, mais faisant l'éloge de M. Orlando.

La crise politique, qui résultait de ces séances souvent chaotiques, aurait été peut être difficilement résolue, si la situation militaire n'avait brusquement modifié l'état des esprits. Presque du jour au lendemain on fit un ministère : et on appela, pour le présider, l'homme d'Etat qui avait été accusé d'avoir laissé s'accumuler les raisons de mécontentement. Les journaux qui l'avaient le plus attaqué lui firent crédit. On reconnut que la nouvelle combinaison était loin d'être satisfaisante, qu'en des circonstances si graves on avait laissé trop de place aux « médiocres ». Mais il fallait cependant tout espérer d'un ministère qui était, plus encore que le « ministère national », celui de « l'Union sacrée ». La présence au gouvernement d'hommes si différents que MM. Orlando, Sonnino, Bissolati, Nitti, Meda, Cinffelli, était la preuve qu'on n'avait plus fait de distinction, à l'heure du péril, entre les partis, qu'anciens neutralistes comme anciens interventistes avaient accepté toutes les responsabilités. M. Francesco Nitti, dans son discours du 20 octobre, avait prévu cette fusion des forces de la nation, en disant :

J'espère que la communion dans la douleur et dans le succès fera que les ressentiments du passé ne seront bientôt plus qu'un souvenir ; j'espère que nous oublierons toutes les erreurs commises d'un côté et de l'autre; et l'Italie sortira victorieuse de l'épreuve.

A la fin d'octobre et de novembre, l'Italie a offert, en effet, à peu près le même spectacle que la France en août 1914. Les appels à la résistance venus de tous côtés ; les conseils municipaux proclamant la nécessité pour les populations de l'arrière de ne pas protester si

on leur demande des sacrifices ; le Parlement s'adressant à la nation ; le Roi parlant un langage de sobre patriotisme ; et le nouveau généralissime lançant à l'armée le laconique ordre du jour : « Je compte sur l'abnégation de tous. » Les villes du centre et du midi ont assisté au douloureux défilé des réfugiés du Frioul et de la Vénetie : et ceux qui jusqu'alors avaient suivi l'évolution de la guerre avec indifférence ont compris tout le danger que représentait pour l'Italie la menace germanique. Au lieu de provoquer les désordres sur lesquels comptaient les Allemands, cet exode a raffermi les cœurs. Il importe de noter, pour rendre toute justice à l'Italie, que pas une fois son moral n'a faibli au cours de ces journées malheureuses du début de l'invasion ; la soudaineté de l'événement aurait pu provoquer de l'abattement, et étant donnée la façon dont ce pays était entré en guerre, il aurait pu y avoir des récriminations, pour ne pas dire plus. Or, dès les premiers communiqués de Cadorna annonçant l'invasion, il y a eu dans l'opinion publique la même conscience du danger que dans la presse ; — et le même calme. Les divers partis ont tout de suite pris position. Dans les journaux milanais et romains, de gauche et de droite, on n'a pas trouvé une note discordante. Le *Giornale d'Italia* du 1er novembre le constate : « Si avant le rude coup qui les a frappés, les Italiens se permettaient de discuter sur telle ou telle question concernant la guerre, aujourd'hui ils ne discutent plus; mais ils affirment d'une façon éclatante et unanime leur volonté de victoire. » On organise la « défense interne » qui avait été jusqu'alors un vain mot ; et on commence à appliquer énergiquement les décrets de M. Sacchi sur la « propagande néfaste ».

L'Union sacrée implique naturellement l'adhésion des giolittiens et des « socialistes officiels » à la formule : « Tout pour la défense nationale. » Pour les giolittiens, l'évolution a été simple. Ou plutôt il n'y a pas eu évolution, mais affirmation d'un patriotisme qu'ils ont déclaré extrêmement clairvoyant. Qu'on songe à leur raisonnement : « En mai 1915, nous avons dit que la guerre contre l'Austro-Allemagne était une entreprise très périlleuse. Nous nous sommes rendu compte des difficultés, et nous avons proposé une solution plus prudente. On ne nous a pas écoutés. C'est une « minorité », ainsi que l'a dit M. Nitti dans son discours du 20 octobre, qui a voulu la guerre. Nous nous sommes inclinés. Maintenant nous nous trouvons devant une situation que nous n'avons pas créée. Mais nous n'hésitons pas une minute : nous mettons toutes nos forces au service de la patrie. Il n'y a plus maintenant ni neutralistes, ni interventistes ; il n'y a que des Italiens. » La *Stampa*, qui eut durant deux ans et demi de guerre une attitude souvent équivoque, tient à peu près ce langage : elle rend hommage à l'homme « qui depuis mai 1915 s'est renfermé dans un digne silence », M. Giolitti. Et on voit celui-ci

rentrer en scène avec un télégramme ardemment patriotique, adressé à M. Orlando. Sa participation à la séance du 14 novembre montre qu'il donne tout son appui au nouveau gouvernement et qu'il usera de toute l'autorité dont il jouit encore en Italie pour le bien de son pays... Si nous passons des hommes politiques aux théoriciens, aux philosophes qui, avant la déclaration de guerre, avaient des tendances nettement germanophiles, et qui ne s'en étaient pas débarrassés après le déchaînement du conflit, nous retrouvons la même volonté. M. Benedetto Croce, remarquable commentateur de Hegel, n'avait pas dédaigné, en 1915 et 1916, de soutenir dans sa revue *La Critica* des paradoxes que n'auraient pas désavoués les philosophes allemands ; et ses « postille » y étaient souvent perfides. Mais le danger que court sa patrie lui fait prononcer les plus graves paroles, et d'un coup il se réhabilite : « Une victoire facile et une défaite morale et réelle ; une bataille perdue, si elle l'a été après une âpre défense, est une victoire autant morale qu'effective... De tristes doctrines ont trompé quelques-uns de nos compatriotes en leur donnant des illusions sur la dure réalité de la vie et de l'histoire... Heureusement les derniers résidus de ces pernicieuses illusions disparaissent avec rapidité, consumés qu'ils sont par le feu de la guerre, qui, brûlant ce qu'il y a de plus mauvais en nous, nous redonne la pure, la religieuse conscience d'hommes qui défendent des choses sacrées, et qui savent qu'ils possèdent toute la puissance leur permettant de les défendre. Si nous n'avons plus que cette pensée pour nous guider et pour consolider notre œuvre, quoi qu'il arrive, nous sommes sûrs de vaincre. » (*Giornale d'Italia*, 5 novembre 1917).

Pour les « socialistes officiels », l'adhésion à la politique de défense nationale a été détournée et incohérente. A lire les communiqués du groupe parlementaire d'une part, et les articles de l'*Avanti* de l'autre, on sent très bien qu'il y a deux tendances au sein du parti collectiviste : celles des intransigeants, et celle des opportunistes. Dès que l'*Avanti* connut les premiers résultats de l'offensive austro-allemande et qu'il put constater que son influence n'y était pas étrangère, il y vit un sujet à dissertations historiques et sociales. Quand les organes bourgeois invoquèrent l'union sacrée, il fit de l'ironie, et déclara qu'il ne changerait rien à son attitude. Aussi est-il depuis le 26 ou le 27 octobre largement « échoppé » par la censure : le numéro du 4 novembre offrit à ses lecteurs une première page entièrement blanche. MM. Lazzari et Serrati restent donc intraitables, et parmi les députés « socialistes officiels », M. Maffi et deux ou trois autres sont de leur avis. Ce sont à vrai dire les moins influents. MM. Turati, Treves, et Graziadei sont décidés à ne pas les écouter, à faire trêve aux discussions politiques, et à soutenir le gouvernement. Ils n'ont pourtant pas eu assez d'esprit de décision pour don-

ner, immédiatement, et publiquement, la preuve de leur bonne volonté. Ils n'ont pas signé le manifeste du Parlement à la Nation. Et c'est dans une revue qui n'est pas très lue, la *Critica sociale*, que MM. Turati et Treves ont exprimé leur opinion. Par bonheur, tou les journaux ont fait à cet article la plus grande publicité ; et il a été considéré comme définissant ce que sera désormais l'attitude de la grande majorité du groupe « socialiste officiel ». Il vaut la peine d'en citer quelques passages : « Le socialisme, dit-il, est une doctrine réaliste même dans le sentiment, même dans l'amour : famille, patrie, humanité sont des échelons qu'on ne peut sauter. Et ainsi, quand la patrie est accablée, quand l'envahisseur la menace, les colères contre les hommes et les événements qui amenèrent cet état de choses semblent passer en seconde ligne ; notre âme est seulement livrée à l'atroce douleur pour les dommages et les deuils ressentis, à la ferme volonté de combattre, de résister jusqu'au bout. En cela, le socialisme n'abjure aucun de ses principes. Il reste lui-même, et s'adresse au prolétariat, en criant : « A l'aide ! à l'aide ! C'est l'heure suprême du devoir et du sacrifice »... Dans la douleur cuisante que provoque l'invasion de la patrie, le prolétariat souffre pour des raisons personnelles. Et voilà pourquoi, dans toutes les grandes heures de l'histoire, il se soulève et tend ses bras musclés pour la grande épreuve. Il brise le petit réseau des connexions formelles, pour s'attacher à la grande idée fondamentale de la vie et de l'amour : il ne se renie pas lui-même et il sauve la patrie. » (*Critica sociale*, 11 novembre 1917.)

Ce document suffirait à prouver que l'union sacrée n'est plus un vain mot en Italie. Il est à prévoir du reste que les résistances des quelques extrémités du « socialisme officiel » tomberont, et ainsi l'ordre du jour présenté le 14 novembre par MM. Giolitti, Luzzatti, Boselli, Salandra, et soutenu par Turati, et voté par le Parlement, reflète parfaitement les sentiment de la nation entière.

J. MIRABEL.

§

A travers la Presse.

LA PRESSE ALLIÉE. — Pour répondre à une certaine campagne contre la Pologne, dirigée en vue de précipiter l'entrée en ligne de celle-ci, *la République Polonaise*, sous la plume de M. Joseph Lipkowski, tente une « mise au point » de la question :

Ainsi, nous avons vu surgir dans la presse des articles remplis de phrases insidieuses dans le genre de celle-ci : « On rencontre de ces Polonais, qui se persuadent que le Congrès des Nations leur apportera Varsovie sur un plateau. Allons donc ! Les Serbes, les Roumains et les Belges sont en ligne, ils se font tuer à côté des Anglais, des Français et des Russes afin

d'abaître le germanisme, qui ne tombera sans doute pas tout seul. » (*Polonia du 28 juillet.* « La neutralité de la Pologne. »)

L'auteur de cette phrase s'est-il rendu compte de la portée de cette accusation?

On semble complètement ignorer que la Pologne a fourni aux armées russes un million deux cent mille soldats, et des meilleurs, dont plus de la moitié est déjà glorieusement tombée pour la cause des Alliés. C'est même beaucoup plus que les armées serbes, belges et roumaines réunies.

Quant aux Polonais qui habitent l'étranger, et qui avaient ainsi une entière liberté d'action, ils ont prouvé leur sympathie pour la cause des Alliés en s'enrôlant en masse dans leurs armées. Ainsi la colonie polonaise en France a donné 16 o/o de son effectif total, et dans les armées canadienne, anglaise ou des Etats-Unis, le nombre de soldats polonais dépasse de beaucoup leur proportion numérique.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, grâce à l'admirable résistance que la Pologne a opposée aux projets allemands, en se basant justement sur cette soi-disant neutralité qu'on ose lui reprocher, elle a empêché la levée d'une armée de 800.000 hommes que les Allemands comptaient tirer de notre pays. C'est comme si nous avions renforcé les Alliés de 800.000 combattants nouveaux.

En résumé, la Pologne a jeté dans la balance militaire plus de 2 millions d'hommes au profit des Alliés.

Dans ces conditions, nous ne comprenons vraiment pas comment on peut nous accuser de « déserter le combat », et nous opposer le concours des Serbes ou des Roumains.

Il nous reste à répondre encore à une attaque directe, qui constitue à l'égard de la Pologne une menace et une sommation aussi déplacée que superflue. On répand un peu trop la phrase que voici : « Si la Pologne déserte le combat de la justice, qu'espérera-t-elle trouver à l'heure du jugement, c'est-à-dire au Congrès des Nations? Si elle se désintéresse de nos affaires, quel souci voudrait-elle que nous ayons des siennes? »

Pour répondre à cette phrase stupéfiante, nous nous permettons de rappeler que la Pologne a soutenu seule pendant plus d'un siècle, le combat désespéré « de la justice », sans qu'aucun Etat européen ait songé à l'aider, ou seulement à intervenir pour adoucir la terrible oppression dont elle était victime.

En ce qui concerne la guerre actuelle, nous venons d'exposer les services que la Pologne a rendus à la cause des Alliés, et, certainement, « l'intérêt » que nous avons montré pour leur cause n'est pas moindre que celui qu'ils ont témoigné à la nôtre.

Même à l'heure présente, au seuil de la quatrième année de guerre, la Pologne a-t-elle reçu la garantie collective des Alliés, dans le genre de celles qui n'ont été ménagées ni à la Belgique, ni à la Serbie?

Sommes-nous enfin fixés sur les véritables intentions des Alliés à notre égard? Avons-nous l'assurance que, si une contre-révolution rétablissait en Russie le pouvoir absolu, la question polonaise ne serait pas à nouveau considérée comme une affaire intérieure russe?

Avons-nous la certitude qu'à un moment donné, on ne se désintéressera

pas de la Pologne comme dans le passé, pour résoudre plus facilement d'autres problèmes ?

Enfin, quelle est la Pologne que l'on compte nous rendre et en quoi ressemblera-t-elle à celle que l'on nous a prise pour la déchirer ?

LA PRESSE ENNEMIE. — Le mois dernier, M. Germain Bapst faisait, à Toulouse, une conférence sur la nécessité pour la France de réclamer les frontières de 1814, lesquelles englobaient tout le bassin du Briey et presque tout le bassin lorrain. Il est intéressant de rapprocher des conclusions de M. Germain Bapst la déclaration suivante de la *Magdeburgische Zeitung*, intitutulée : « Briey et le Partage de la Belgique ».

Nous avons souvent formulé l'exigence de l'annexion du bassin de Briey-Longwy, exigence qui vient d'être corroborée par le significatif aveu de Germain Bapst. Nous ne concevons pas l'annexion de Briey sous la forme d'un arrachement brutal à la France : il n'y a pas de place pour une opération de ce genre dans la paix de conciliation qui doit venir et viendra un jour. Si la possession de Briey et Longwy nous paraît indispensable pour l'avenir de notre industrie et pour la sécurité de l'Empire, active et passive, il faut rechercher le moyen d'obtenir la possession du précieux territoire minier par la voie de l'arrangement amiable. L'abandon par la France de cette région ne constituerait pas une blessure inguérissable : il lui resterait les minerais de la Normandie, des colonies, etc., et elle pourra se consoler de la perte du territoire de Briey-Longwy, qui n'a manqué d'être rattaché à l'Allemagne en 1871 que par une sorte de hasard, dès l'instant qu'elle sera assurée d'être ravitaillée suffisamment en coke allemand. Il y a quelques mois déjà, on a signalé ici le moyen qui pourrait même transformer en joie la douleur causée par la cession : nous voulons parler de l'article du Dr Cl. Klein, paru dans notre numéro 459, sur le partage de la Belgique et l'annexion de la plus grande partie de la Wallonie à la France. On a traité ce projet d'utopique, objecté que ni les Français ni les Wallons n'accepteraient. Il y aurait certainement de grandes difficultés à surmonter, mais elles pourraient être surmontées si l'Allemagne et la France voulaient fermement cette solution. Ce serait affaire à une diplomatie allemande habile à rendre les Français consentants. Il serait singulier qu'on ne pût arriver à leur faire comprendre quel est le plus agréable : de sortir de cette guerre épuisés, appauvris, soccagés, sans Alsace-Lorraine, ou de s'enrichir d'une province prospère, des charbonnages et des industries de la Sambre et de la Meuse et de rehausser la splendeur de l'Etat français par l'acquisition de Bruxelles, le second centre de la vie intellectuelle française (car nous pourrions ajouter au cadeau, sans hésitation, la ville de Bruxelles qui, en dépit de sa couche inférieure flamande, est irrémédiablement francisée au point de vue de la culture). Qu'on verse lentement, en doses convenables, cette douce liqueur aux Français ; elle ne manquera pas son effet. Quant aux Wallons, il n'y a vraiment pas à craindre qu'il s'insurgent contre cette annexion comme ils feraient contre un protectorat plus ou moins strict de l'Allemagne. Les Flamands laissés à eux-mêmes, délivrés de la tyrannie et de l'esclavage intellectuel wallons, ne pleureraient sans doute pas bien

longtemps la vieille splendeur de l'Etat belge. Tout dépend de l'entente entre France et Allemagne. Nous ne caressons aucune chimère de réconciliation : il s'agit d'une affaire limpide et raisonnable, à laquelle gagneraient les deux parties.

LA PRESSE NEUTRE. — M. G. W., dans le *Journal de Genève*, s'émeut ainsi de l'entrée des troupes austro-allemandes en Italie :

Ce n'est plus le moment de discuter sur les raisons qui ont poussé l'Italie dans le conflit, sur ses buts de guerre, sur ses revendications territoriales et maritimes. Ce n'est plus l'heure d'examiner si l'Italie devait rester neutre. Le pouvait-elle ? Grande puissance mêlée depuis longtemps à la grande politique européenne, elle devait être fatalement entraînée tôt ou tard dans la bataille, pour tenir son rang et travailler à la formation de l'Europe nouvelle, pour « vivre, suivant le mot de Cavour, dans l'Europe de demain ».

Aux objections et aux réserves formulées dans certains journaux, nous répondrons par une seule question. L'Italie invitée en 1913, comme l'ont révélé les documents diplomatiques, à concourir à l'asservissement de la Serbie, s'y était refusée : pouvait-elle, en 1914, joindre ses forces à celles de l'Autriche pour l'écrasement des Serbes ? La nation de Cavour et de Garibaldi pouvait-elle se faire la complice de la violation de la Belgique ? Mazzini écrivait en 1859 à la jeunesse italienne : « Bien au-dessus de tous les calculs, de toutes les tactiques humaines, il existe une loi morale que les peuples ne violent jamais impunément. » Voit-on les fils de Mazzini s'associer au crime de Louvain ?

On a voulu, d'autre part, nous effrayer en nous montrant certains excès du nationalisme italien. On a fait bondir nos cœurs de patriotes en ébrandissant sous nos yaux la carte de géographie où le sieur Brentari écorne notre frontière du sud. Mais rendrons-nous tout un peuple responsable de l'erreur de quelques hommes ? Laissons tout ce passé. Ne voyons que le présent tel qu'il résulte de ce fait nouveau : l'Italie trahie par la révolution russe, les Austro-Allemands aux portes de la Lombardie.

Le nationalisme des grandes puissances est une menace constante pour les petits pays. Nous, Suisses, nous devons tous exécrer ce système des nationalités qui voudrait remanier la carte d'Europe, suivant d'abominables théories de langues, de races et de partage des eaux, et non pas d'après le vœu des peuples et les traditions de leur histoire. Mais quelle est la nation qui incarne à cette heure avec le plus de force ces détestables principes ? L'Alsace-Lorraine annexée contre le vœu de sa population est gouvernée depuis quarante-sept ans comme un pays sujet. La Prusse, bien avant la guerre, s'est arrogé le droit d'exproprier les Polonais de Posnanie parce que, n'étant pas allemands de langue et de race, ils sont un danger pour l'Etat. Quel est le pays qui, profitant du malheur et de l'écrasement de la Belgique, cherche à creuser entre Flamands et Wallons un fossé de méfiance et de haines ? Quel est le pays où les Treitschke de l'Université et les Bernhardi de l'armée s'accordent dans leur mépris des petits peuples et dans leur culte de la force qui suffit à leurs yeux à créer le droit ? Et

que restera-t-il de la Suisse si l'esprit de cette Allemagne nouvelle, si éloignée de l'ancienne, venait à triompher en Europe ?

La Suisse — et cela doit être pour toutes les Suisses une raison de plus de l'aimer et de la défendre — est par elle-même une protestation vivante et éternelle contre cette conception brutale et sauvage du principe des nationalités. La Suisse est une image réduite de cette société future des nations qui peut seule mettre un terme aux massacres et assurer la paix, cette paix à laquelle l'humanité entière, abîmée de douleurs, aspire de tous ses vœux. Mais l'Allemagne nouvelle, seule parmi les nations, méprise tout idéal qui n'est pas celui de sa propre race. Comment édifier avec elle, si elle est victorieuse, cette Europe de demain ?

Les ennemis de l'Italie peuvent accumuler contre elle tous les griefs du monde. Elle garde une vertu unique et triomphante : elle se fait aimer. Aucun pays n'a été, à travers les siècles, l'objet de tant d'amour. Or toute l'expérience de l'humanité nous apprend que la raison est stérile et que l'unique vérité est dans le cœur des hommes.

Les Allemands à Bellune et demain peut-être à Trévise, à Vicence, à Padoue, à Venise, merveille du monde... Tout homme, si neutre qu'il soit, s'il est capable d'une pensée libre, doit frémir en son âme et souhaiter que l'Italie, dans ces plaines où triomphèrent ses armes et celles de la France en 1859, retrouve son souffle, sa vie, sa liberté.

PAUL MORISSE.

VARIÉTÉS

Iconeuphonia. — Malgré l'étroitesse de ses locaux le Concert-Rouge s'est toujours signalé aux amateurs par la probité de son art et son désir de perfectionnement ; c'est pourquoi nous ne sommes point surpris de le voir, en pleine guerre, s'engager résolument dans une voie presque entièrement nouvelle.

Depuis longtemps déjà, il est vrai, diverses écoles philosophiques discutent sur l'identité foncière de toutes les sensations artistiques ; mais jusqu'ici nul n'avait encore tenté de réaliser une adaption plastique, et autre que la danse, de la musique.

L'iconeuphonia, tel est le barbare néologisme, tente d'associer aux sensations auditives fournies par l'orchestre des sensations visuelles données par un écran cinématographique.

Cette tâche d'adaptation est ardue, mais ne semble pas à proprement parler irréalisable ; cependant, à notre avis du moins, la tentative n'a pas donné de résultats entièrement satisfaisants. Recherchons donc quelles peuvent être les causes de cet échec partiel.

Tout d'abord une question primordiale se pose : dans l'état actuel de l'instruction de nos sens, notre esprit est-il généralement capable de synthétiser immédiatement sans trop de difficulté ni d'erreur des sensations esthétiques d'origine très différente ? Il semble que non.

Sans doute on invoquera le phénomène bien connu de l'audition colorée ; dans ce cas, il est vrai, des impressions purement auditives correspondent exactement, pour certains individus, à des sensations visuelles ; mais ce phénomène est fort rare, très limité comme effets et conserve un caractère très subjectif quant aux associations créées entre la gamme des couleurs et celle des sons.

D'autre part il ne peut être nié que certaines architectures, certains paysages n'évoquent en nous des idées de calme, de majesté, d'agitation identiques à celles éveillées en nous par certains accents musicaux, mais il est à craindre que ce ne soit là plutôt une identité de sensation et non une addition d'impressions diverses.

Quoi qu'il en soit, il se peut qu'à un degré inférieur, et l'une ou l'autre étant partiellement sacrifiée, la vue et l'ouïe se puissent compléter. Mais, pour obtenir un semblable résultat, il est indispensable que la plus large liberté soit accordée à chacun des deux sens. La musique, en raison de son caractère très affectif, reste surtout subjective et échappe presque entièrement à l'emprise de la vie matérielle ; la vision, au contraire, en raison même de son caractère pratique, est devenue très objective, c'est donc elle qui doit le plus être libérée dans une combinaison des deux sens.

La vue ne devra apporter à notre esprit que des idées extrêmement simples ou simplifiées, des schémas d'idées ou mieux des symboles, indiquer plutôt des directions que figurer des objets précis, et c'est sans doute la compréhension de ces nécessités qui a permis à Isadora Duncan d'interpréter chorégraphiquement, on sait avec quel succès des œuvres aussi *sensitives* que celles de Beethoven par exemple.

L'écran devra de même ne nous montrer que des lignes ; la mobilité de l'image ne semble qu'accessoire, sinon même inutile. Ainsi le mieux consisterait à projeter, ce qui d'ailleurs a, en partie, été tenté, des reproductions d'œuvres d'art célèbres, très expressives à la fois et très simples et aussi concordantes que possible avec la partition exécutée.

L'architecture, humaine ou naturelle, avec ses plans et ses lignes nettes et précises, devrait, peut-être, être préférée la peinture comme à la sculpture.

Si elle était possible à reproduire dans de bonnes conditions, la couleur serait à coup sûr un auxiliaire précieux.

Ainsi, en résumé, il faudrait se garder d'imposer une vision absolument définie, ne pas vouloir traduire par une réalité visuelle une allégorie musicale, mais bien plutôt ajouter à un symbole un autre symbole d'espèce différente.

Au demeurant, la question reste entière de l'utilité réelle de cette intéressante tentative et l'on peut se demander si vraiment l'Iconeuphonia répond à un besoin nouveau.

Dans tout concert, la foule des assistants peut grossièrement être divisée en deux grands groupes : d'une part les véritables musiciens dont l'oreille longuement éduquée, et souvent prédisposée, jouit intensément et savamment des harmonies qui lui sont offertes; d'autre part le groupe beaucoup plus considérable des amateurs qui, souvent sans grande culture musicale, goûtent cependant une joie réelle, mais analysent peu et mal leurs impressions.

Pour les premiers, l'Iconeuphonia est inutile, car jamais nul écran ne parviendra à ajouter à la splendeur et à l'amplitude de leur vision intérieure ; pour les autres, on risque plutôt d'enlever à leur plaisir musical en occupant leur attention visuelle, car l'œil, mieux accommodé par son constant usage, imposera son vouloir à un sens plus raffiné, mais moins entraîné.

Ainsi considérée, l'association de la vue à l'ouïe semble devoir être plus dangereuse et plus inutile que fructueuse.

Quoi qu'il en soit, considérons ce qui a été réalisé et jugeons-le.

Notre impression est nettement celle d'un échec; à quoi tient-elle?

Peut-être, nous l'avons indiqué, à des raisons psycho-physiques, mais l'exécution matérielle nous fournit à elle seule assez d'arguments.

A la base même, et sans critiquer des choix parfois malheureux, nous trouvons une grave erreur. Pour une tentative d'un genre si spécial, il fallait au moins que les films fussent spécialement adaptés et même créés pour les ensembles musicaux ; or, il n'en est rien et nous voyons parfois des rapprochements assez cocasses. Ainsi aux *Erinnyes* de Massenet correspond un film intitulé : « Au temps des Druides » ! Le thème si matinal, si clair de *Peer Gynt* est joint à une vue de la noirâtre ville de Thiers ; la délicate *Enfance du Christ* devient un sujet de mascarade.

Quant à croire ajouter au plaisir d'entendre l'*Aria* de Bach en projetant des vues de la maison natale ou du cabinet de travail du maître, l'idée est trop contestable!

Beaucoup plus intéressante et se rapprochant bien davantage du but cherché nous semble la partie du programme intitulée : « Affinités esthétiques ». Durant l'exécution de certains fragments de Beethoven, on nous montre diverses œuvres de Michel-Ange, de Raphaël et de Vinci ; c'est là la bonne voie sans doute, mais outre que les morceaux choisis ne sont point d'une suffisante simplicité, l'exécution matérielle est fort mauvaise. Les projections, mal mises au point, déforment piteusement leurs modèles ; les ensembles (pourquoi des ensembles?), tel par exemple le *Jugement dernier* de la Sixtine, sont d'une insupportable confusion.

Un seul film s'accorde parfaitement avec l'orchestre : c'est celui de la *Bacchanale* de Saint-Saëns, tourné durant l'exécution de la

Bacchanale elle-même. Seulement, c'est peut-être là la condamnation même du système, puisque seule une adaptation chorégraphique préalable s'accorde vraiment avec le thème lui-même : projeter une danse, ce n'est point rapprocher deux affinités, c'est bien plutôt exprimer sous des formes à peine différentes une même pensée musicale.

Ainsi donc l'Iconeuphonia est loin d'avoir atteint son but et de nous avoir persuadés de son utilité; nous devons cependant lui être reconnaissants d'avoir ouvert hardiment aux concerts une vie qui plus tard sera peut être pleine d'attraits.

PIERRE BERTHELOT.

PUBLICATIONS RÉCENTES

[Les ouvrages doivent être adressés *impersonnellement* à la revue. Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages *personnels* et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.]

Archéologie

J.-A. Brutails : *Pour comprendre les monuments de la France.* Avec de nombreuses illustrations; Hachette. » »

Henri Tausin : *Les Devises des Villes de France;* Campbell. » »

Esotérisme

Annie Besant : *La science moderne et l'être superconscient;* Publ. théosophiques. 0 50

Annie Besant : *Les Maîtres.* Trad. de l'anglais par L. Hauser; Publications théosophiques. 1 »

Gaorges Chevrier : *La mission créatrice* ; Publication théosophiques. 2 50

Léon Cléry : *Qu'est-ce que la théosophie ?* Publications théosophiques. » »

Histoire

Albert Pingaud : *Bonaparte président de la République italienne;* Tomes I et II; Perrin. 15 »

Henri Welschinger : *Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France;* Berger-Levrault. 1 25

Alexandre Zévaès : *La Révolution russe ;* Rivière. 3 »

Littérature

Sylvain Boumariage : *L'heure à double visage ;* Figuière. 3 50

Blaise Cendrars : *Profond aujourd'hui.* Avec 5 dessins de A. Zarraga ; La Belle édition. » »

Léonard Constant : *Henry du Roure ;* Bloud. 3 »

Henri Dehéraiu : *La carrière africaine d'Arthur Rimbaud ;* Champion. » »

Georges Fonsegrive : *L'évolution des idées dans la France contemporaine ;* Bloud. 5 »

Eugène Grelé : *Paul Challemel-Lacour. I : Sa famille, son enfance, sa jeunesse ;* Champion. » »

Johannès Jorgensen : *Dans l'extrême Belgique.* Traduit du danois par J. de Coussange ; Bloud. 3 50

Julien Laurec : *Le renouveau catholique dans les lettres* ; S. n. d'éd. » »

Adrien Mithouard : *La terre d'Occident.* Préface de Raoul Narsy; Perrin. 3 50

Frank Olivier : *Les Epodes d'Horace ;* Payot. 5 »

Edmond Thiaudière : *La Prisée de ce monde* ; Fischbaeher. 2 50.

Israël Zangwill : *Les Enfants du ghetto.* Trad. de Pierre Mille ; Crès. 3 50

Musique

Edouard Ganche : *La Pologne et Frédéric Chopin.* Avec un médaillon inédit ; Morelli. 2 »

Zygmunt L. Zaleski : *La patrie musicale de Chopin ;* Rondanez. » »

Ouvrages sur la guerre actuelle

Maurice Ablay: *De la gloire et du sang;* libr. moderne, Londres. 4 »

Paul Adam: *La terre qui tonne* ; Chapelot. 3 50

Amis de la France. Trad, de Firmin Roz. Préface de S. E. J. J. Jusserand ; Plon. 3 50

S. R. *Chronologie de la guerre : 1er janvier-30 juin 1917* ; Berger-Levrault. 3 »

Les Communiqués officiels ; Berger-Levrault. XXXI : juin 1917. 0 90

Léon Gaillet : *Coulibaly;* Jouve. 2 25

Raymond Genty : *La flamme victorieuse* ; Berger-Levrault. 3 50

Amédée Guiard : *Le Carnet intime de guerre*. Préface de M. Barrès ; Bloud. 0 60

Jules Hoche : *En Alsace reconquise* ; Albin Michel. 3 50

V. Lebedev : *Souvenirs d'un volontaire russe dans l'armée française*. Trad. du russe par P. E. Trogan et I. de Wyzewa. Préface de Pierre Mille ; Perrin. 3 50

H. Kervyn de Lettenhove: *La guerre et les œuvres d'art en Belgique* ; Van Oest. 4 »

Louis Madelin : *La mêlée des Flandres*. Avec 3 cartes ; Plon. 3 50

Albert Mousset : *Alphonse XIII et les œuvres de guerre;* Bloud. 0 60

Fernand Passelecq : *La Question flamande et l'Allemagne*. Avec 2 cartes et un Index ; Berger-Levrault. 4 »

Henriette de Vismes : *Histoire authentique et touchante des marraines et des filleuls de guerre;* Perrin. 3 50

H. Carton de Wiart : *La politique de l'honneur;* Bloud. 3 »

Philosophie

Kant : *Ecrits politiques*. Introd. et notes par A. Aulard ; Renaissance du livre. 0 60

Poésie

Jacques d'Avray : *Tragi-Poèmes : le Clown, les Aveugles-Nés, la Glace, Ophis, Hères, le Fou de la Grève, Rataplan;* Sao-Paulo, s. n. d'édit. « »

Charles Baudelaire : *Les Fleurs du mal*. Préface par Gustave Kahn; Flammarion. 3 »

Fernand Boutrolle : *Chants de guerre et chansons d'amour*, suivi de *Souvenirs de Prusse et de Pologne. Impressions d'Algérie ;* Jouve. 3 50

Dr Castueil : *Sur le tard ;* Carbonell, Marseille. 2 »

Paul Eluard : *Le devoir et l'inquiétude*, suivis de *Le Rire d'un autre*. Avec une gravure sur bois de André Deslignères ; Gonon. » »

Paul Fort : *L'Alouette* ; L'Edition. 3 50

Auguste Galène : *Destinées ;* Jouve. 3 50

Georges Lambert : *Rondels des temps présents ;* Jouve. 1 50

Ernest Monvert ; *La danse des parfums*. Introd. par Carlos Haybrard ; chez l'auteur. 1 »

Gaston Sorbets : *Lueurs et reflets de la guerre;* Edit. franç. illust. 3 50

Roman

René Bazin : *La Closerie de Champdolent ;* Calmann-Lévy. 3 50

Charles Derennes : *Casssinou va-t-en guerre*. Illust. de Léon Fauret, Edit. franç. illust. 3 50

Alfred Machard : *Bout-de-Bibi, enfant terrible ;* Flammarion. 3 50

Edouard de Ménieux : *La Tudesquite ;* Jouve. 3 50

Marcel Nadaud : *Les derniers mousquetaires ;* Albin Michel. 3 50

Baronne d'Orchamps : *Les deux frissons ;* Albin Michel. 3 50

Jean Paulhan : *Le Guerrier appliqué ;* Sansot. 3 »

Claude Varèze : *L'Eau lustrale ;* Grasset. 3 50

Sciences

Julien Costantin : *La Vie des Orchidées ;* Flammarion. 2 »

Dr Josefa Ioteyko : *La Science du travail et son organisation* ; Alcan. 3 50

Stanislas Meunier : *Histoire géologique de la mer ;* Flammarion. 4 »

Sociologie

Paul L. d'Arc : *Pour l'après-guerre : L'Education française* ; Grasset. 3 50

Henri Colas : *La famille* ; Bloud. 1 30

*** *Les dangers mortels de la révolution russe* ; Payot. 4 »

Jacques Desbleumortiers ; *La « Désannexion » ;* Jouve. 2 »

J.-H. Rosny aîné : *L'Aube du futur ;* Crès. 1 75

Théâtre

Elie-André Clot : *L'Avare*, comédie en 2 actes, en vers, d'après Goldoni ; Rey. 3 »

Elie-André Clot : *L'Ecole d'un veuf*, comédie en vers en 3 actes et 4 tableaux ; Georg, Lyon. 2 »

Alfred Mortier : *Dramaturgie de Paris* ; Crès. 3 50

Un zouave : *Marraines de Paris*, scènes de guerre ; Jouve. 1 50

MERCVRE.

ÉCHOS

Mort d'Auguste Rodin. — Mort d'Adrien Bertrand. — La jeunesse de Léon Bloy. — Ministres poursuivis. — Les officiers français en Italie. — Au Vieux-Colombier. — La Boxe interdite à New-York. — La Main qui se souvient. — Au service de la Chine. — Les savants anglais et les Académies allemandes. — Les Réservistes français du Canada. — La révolte de Luther. — Le centenaire de la mort d'Elvire. — A l'Académie Goncourt. — L'art en Amérique. — « Le Bourgmestre de Stilmond ». — Grand concours littéraire national. — L'abonnement au *Mercure de France* en 1918. — Erratum.

Mort d'Auguste Rodin. — Il était né le 14 novembre 1840 ; il est mort dans le troisième jour de sa soixante-dix-huitième année, le 17 novembre 1917. Ce n'est pas une gloire qui nous soit ravie puisque, autant qu'il soit permis à l'homme, celui-ci avait eu le temps et les moyens d'aller au bout de sa pensée, d'accomplir son œuvre : c'est une étoile qui définitivement se fixe au ciel français. Il était, du reste, depuis de longues années, en possession de la renommée absolue ; il n'y avait pas de nom plus grand que le sien dans le monde des vivants : on peut même dire que ce front est le dernier qu'ait touché le rayon de la vraie gloire.

Ses débuts avaient été des plus modestes, des plus pénibles, même. Le contraste est saisissant entre l'enfant de la rue de l'Arbalète — au quartier Mouffetard — qui passait inaperçu à l'école communale comme, un peu plus tard, à l'école nationale de dessin, ou l'homme qui devait, des années durant, accepter, pour vivre, des collaborations anonymes à Paris et à Bruxelles, et l'illustre vieillard de qui l'on peut dire que tout l'univers civilisé a, malgré et parmi le bruit énorme de la guerre, distingué et respectueusement recueilli le dernier soupir.

Rodin a connu la réelle misère. Il avait beau multiplier les efforts, on faisait semblant de ne pas l'apercevoir, ou bien on lui marquait nettement qu'on ne voulait pas de lui. Ce sont des histoires connues, mais qu'il n'est pas inutile de rappeler dans le moment où les maîtres officiels de l'art font assaut d'enthousiasme devant cette grande tombe. Leur idéal diffère-t-il tant, somme toute, de celui que professaient, il y a trente ou quarante ans, leurs prédécesseurs, ceux qui à trois reprises fermèrent l'Ecole des Beaux-Arts au jeune Rodin, qui refusèrent au Salon son *Homme au nez cassé*, qui, en 1877, accusèrent l'artiste d'avoir moulé sur nature son *Age d'Airain* ? Accusation plus absurde encore qu'injuste et à laquelle ne croyaient certes pas ceux qui la formulaient. L'Académie, l'Ecole et les Salons préludaient ainsi aux concerts de calomnies dont ils allaient, avec une admirable constance, accueillir désormais toutes les tentatives importantes de Rodin après l'*Age d'airain* le *Saint Jean prêchant dans le désert*, et l'*Adam*, et l'*Eve*, et le *monument de Victor Hugo* (resté en plâtre, celui qui ne fut jamais exécuté en marbre ni en bronze, le plus beau des deux), et le *Balzac*, et l'*Homme qui marche*.

Attitude très compréhensible. Celui qui venait dire sur ce ton-là le mot Nature était le révolté qu'il fallait mettre de vive force au pas et décourager : ou bien, allait-on être obligé de travailler pour de bon, malgré les formules apprises et les situations acquises, et de regarder, en effet, et en face, et selon tous ses profils, la Nature ? A quoi bon dès lors être de l'Académie !

Rodin ne se laissa pas décourager, il continua d'avancer jour à jour, imperturbablement, dans le chemin où il se sentait appelé, un chemin difficile et désert, mais qui montait. L'artiste méconnu finit par se trouver si haut, si loin au-dessus de ses détracteurs que leurs injures ne l'atteignaient plus.

Elles ne l'en avaient pas moins fait réellement souffrir. Elles avaient gêné son développement, retardé pour lui l'éclosion de cette fleur des heures où l'artiste, accueilli, compris, applaudi, aimé, sent se décupler ses forces sous l'afflux de toutes les sympathies et, sachant qu'il peut compter sur le consentement universel, conçoit des œuvres qui relieront, par un lent achèvement, le présent à l'avenir. Quand il put goûter le charme de cette heure, il en avait dépassé le désir. Il ne quitta point le refuge qu'il s'était ménagé dans le travail, dans le travail à jamais solitaire.

Il est juste de dire que, dans cette solitude, les admirateurs étrangers — Angleterre, Etats-Unis, et la Russie, et cette Allemagne... — étaient venus le troubler, doucement, quand le public français lui résistait encore. Et peut-être sans cet appui de par-delà les frontières et les mers eût-il malaisément supporté nos dénis de justice et leurs conséquences, particulièrement graves dans un art comme cet art de la statuaire, où la moindre réalisation entraîne tant de frais, peut-être : — mais les suffrages de l'étranger valurent-ils jamais, pour un cœur d'artiste, les applaudissements de la patrie ?

Or, ne l'oublions pas, comme nous pourrions être tentés de le faire, dans cette revue du *Mercure de France* où Rodin fut toujours âprement défendu, c'est en 1898 que la Société des Gens de Lettres refusa le *Balzac* qu'elle lui avait elle-même demandé. Et, deux ans plus tard, à l'Exposition universelle, Rodin, trahi par la gloire (il avait soixante ans), recourait à de pénibles expédients, inévitables, pour conjurer les fâcheuses conséquences de son entreprise d'exposition personnelle au rond-point de l'Alma...

Depuis une quinzaine d'années, les derniers ennemis avaient, apparamment, désarmé. L'Etat acceptait, il y a peu, le don que l'artiste lui offrait de son œuvre et de ses collections, et le Musée Rodin était légalement institué à l'Hôtel Biron.

C'est sans doute en raison du caractère officiel qu'il avait, de ce fait, et de son plein gré acquis, que Rodin crut devoir accepter un fauteuil à l'Institut. La mort n'a pas permis la solennelle introduction. Rodin reste comme hésitant entre l'académie de Puvis de Chavannes et celle de M. Puech. L'artiste ne s'était résigné à cette concession (il affectait de parler de l'Institut au féminin : « Elle est si méchante ! » disait-il, se souvenant qu'il n'y a rien de pire qu'une femme privée de bonté) qu'*in extremis*, par devoir : un mariage de raison.

Du moins, le geste esquissé contraindra-t-il les officiels à persévérer

dans l'attitude qu'ils ont adoptée depuis le 17 novembre 1917. Ils expliqueront au monde, eux et leurs sucesseurs (après avoir relu les livres de Gustave Geffroy), l'œuvre de Rodin : les monuments déjà plus haut indiqués, et les *Bourgeois de Calais*, et le *Baiser*, et le *Claude Lorrain*, et tant d'autres, la *Porte de l'Enfer*, dont les groupes détachés racontent en style réalisé l'histoire de l'amour et de la douleur, et ces innombrables effigies, marbre ou bronze, de poètes, d'artistes, de politiciens, de femmes...

Ils seront aussi chargés de dire à la postérité pourquoi Rodin a préféré, pour son dernier repos, son petit jardin de Meudon au Panthéon, qu'il pouvait se promettre, — soit que ces messieurs, suspectent cet excès de modestie, soit qu'ils s'inclinent devant ce comble d'orgueil.

§

Mort d'Adrien Bertrand. — Adrien Bertrand, qui vient de mourir, avait obtenu un des deux prix Goncourt décernés l'an dernier. Il avait été blessé en 1914 et il est mort des suites de ses blessures. Il avait connu la guerre à l'ancienne et les combats de cavalerie. Il était chevalier de la Légion d'honneur et gardait précieusement un rare trophée de la guerre, de cette guerre de tranchées et d'infanterie : un sabre d'officier de cavalerie allemand.

Une plaie qu'il avait reçue à l'aorte l'emporte après trois ans de souffrances supportées stoïquement et sans qu'il interrompît son travail littéraire. Il avait obtenu le prix Goncourt avec l'*Appel du sol* et avait fait représenter au Théâtre Français sa *Première Bérénice*. Il allait paraître de lui un livre qui est tout imprimé et entièrement corrigé : *L'orage sur le jardin de Candide*.

Cette vie si bien remplie fut celle d'un bon écrivain et d'un honnête homme. Tandis qu'avant la guerre, il rédigeait les comptes-rendus parlementaires de *l'Homme libre*, il avait promis à un jeune écrivain un article sur un roman qui lui avait plu. La rédaction qui goûtait moins le livre retardait indéfiniment l'article qui restait sur le marbre. Adrien Bertrand alla trouver le secrétaire de la rédaction : « Je vous donne quatre jours, dit-il, pour que l'article paraisse, sans quoi je démissionne », et cette rubrique parlementaire constituait sa seule ressource à cette époque.

Adrien Bertrand laisse le souvenir d'un brave et bien des regrets.

§

La Jeunesse de Léon Bloy.

Dimanche, 18 novembre 1917.

Cher monsieur Vallette,

Permettez à un des rares témoins de la jeunesse de Léon Bloy d'apporter quelques précisions forcément ignorées de l'auteur de la note publiée dans le *Mercure de France* du 16 novembre.

Si ces souvenirs contredisent tant soit peu, pour ces temps éloignés, les indications de cette note, c'est que j'ai le peu enviable privilège d'avoir assisté à cette période depuis longtemps abolie de la vie de Léon Bloy.

Il habitait la rue Rousselet avant d'y avoir connu Barbey d'Aurevilly, et c'est tout à fait fortuitement qu'il fut amené à se présenter chez lui, n'ayant lu encore, que je sache, la moindre ligne de lui.

Léon Bloy, à cette époque de sa jeunesse, vers 1867, cherchait douloureusement sa voie. Il avait en vain tenté de faire accepter dans *la Rue* de Vallès un premier essai de littérature, et c'est, déjà *désespéré*, qu'il se présenta chez Barbey d'Aurevilly, auquel il lut un article dithyrambique sur le Progrès !

Il ne pouvait vraiment tomber plus mal ou mieux.

D'Aurevilly, avec sa belle franchise outrancière, lui déclara que cela ne valait absolument rien et l'invita, c'était le baume du Samaritain, à revenir le voir.

Ce merveilleux apprivoiseur de fauves avait deviné, par delà les enfantillages de l'apprenti écrivain, quel lion serait un jour ce Léon Bloy. Il l'a d'ailleurs proclamé magnifiquement en une préface écrite pour le premier livre de Léon Bloy, *Le Révélateur du Globe*, préface qu'on retrouve dans *Philosophes et Ecrivains religieux et politiques* (Lemerre).

C'est au cours de ses premières entrevues avec l'auteur du *Prêtre marié* que Léon Bloy eut l'occasion de lire ce prodigieux roman catholique. Il le fit d'une traite, en une nuit, et sortit littéralement bouleversé de cette lecture.

Fut-ce là son Chemin de Damas ? Toujours est-il que, de ce moment, son esprit, son cœur, son âme prirent une direction religieuse dans laquelle il devait bientôt, comme écrivain, marcher seul. En effet, Léon Bloy n'est le fils ni le cousin de personne. Il ne s'apparente pas plus à d'Aurevilly qu'à Louis Veuillot ou à Vallès, quoi qu'on en ait dit.

Son enthousiasme pour *un Prêtre marié* se retrouverait en une longue étude sur ce roman parue dans la *Revue du Monde catholique* du 10 novembre 1876, qu'il n'a pas jugé bon de recueillir.

Il ne fut jamais le secrétaire, même bénévole, de d'Aurevilly. Ce dernier n'aurait pu s'offrir ce luxe dont il n'avait nul besoin d'ailleurs, lui dont tout le faste consistait en un bout de dentelle à ses cravates. Tout au plus, Léon Bloy, aidé d'un ami, corrigeait-il les épreuves d'articles que d'Aurevilly envoyait au *Constitutionnel* pendant ses séjours dans le Cotentin.

Avant d'avoir pu rien publier, Léon Bloy dut s'astreindre à gagner un pain amer dans des études d'avoué. Il fut même un instant dessinateur au Chemin de fer du Nord.

Tels furent les premiers pas de Léon Bloy dans cette longue voie douloureuse semée de livres impérissables.

Recevez, cher monsieur Vallette, l'expression de mes meilleurs sentiments.

G. L.

§

Anciens Ministres poursuivis. — On en parle souvent, cela se pratique peu. Mais l'anecdote étant d'actualité, il n'est peut-être pas sans saveur de rappeler qu'en Angleterre, sous le règne de Charles II, les ennemis du comte de Danby, alors ministre, se disposaient à demander qu'on lui fit son procès, et leur projet aurait probablement réussi sans le comte de Carnavon, son ami, qui, sans être un homme de génie, parvint par le singulier discours suivant à détourner la foudre au moment où elle allait frapper le ministre :

« Milords, dit-il, je sais assez mal le latin, mais passablement l'anglais, et je crois connaître l'histoire de mon pays.

« Cette étude nécessaire à tout bon patriote m'a mis au fait des suites fâcheuses qu'eurent presque toujours ces sortes de procédures inspirées par l'esprit de parti ainsi que du sort funeste de presque tous ceux qui les ont entreprises, j'en pourrais citer nombre d'exemples anciens ; mais, milords, pour ne pas risquer d'ennuyer l'assemblée, je ne remonterai pas plus haut qu'au règne d'Elisabeth.

« En ce temps, le comte d'Essex fut poursuivi par sir Walter Raleigh, et vous savez ce qui est arrivé à sir Walter Raleigh ; lord Bacon poursuivit ce même sir Walter, et vous savez ce qui est arrivé à lord Bacon ; de là le duc de Buckingham poursuivit lord Bacon, et vous savez ce qui est arrivé au duc de Buckingham ; sir Thomas Wentworth, depuis comte de Strafford, poursuivit le duc de Buckingham, et vous savez ce qui est arrivé au comte de Strafford ; sir Havry-Vanne poursuivit le comte de Strafford, et vous savez ce qui est arrivé à sir Havry-Vanne ; le Chancelier Hyde poursuivit sir Havry-Vanne, et vous savez ce qui est arrivé à ce chancelier ; sir Thomas Hosburny, à présent comte de Danby, a poursuivi le chancelier Hyde ; mais qu'arrivera-t-il au comte Danby : c'est ce que notre décision va vous apprendre. En attendant pourtant que celui qui veut poursuivre le comte de Danby paraisse, je vous jûre qu'il ne sera pas difficile de prédire ce qui devra lui arriver à lui-même. »

Et le comte de Danby ne fut pas poursuivi.

On ne saurait exprimer l'effet qu'un tel martyrologe, prononcé d'une voix aussi forte qu'imposante, avait produit sur la chambre des pairs. Il suffit de dire que le duc de Buckingham, le plus grand adversaire du comte de Danby, frappé de ce qu'il avait d'effrayant, ne put s'empêcher de s'écrier : « Cet homme est inspiré... ! Un verre ou deux de vin de plus ont, ma foi, terminé l'affaire » (le comte de Carnavon passait pour aimer un peu le vin), et en effet il n'en fut plus parlé.

§

Les Officiers Français en Italie. — Voici un petit document historique qui vaut la peine d'être signalé, que tous les journaux italiens ont publié en français.

AUX OFFICIERS
des Armées Françaises en Italie
la
Banca Commerciale Italiana

chez toutes ses Filiales, se chargera « *franco de commission* » de tous transferts de fonds de et à Paris ou autres localités en France, pour compte de MM. les Officiers de l'Armée Française, par l'intermédiaire de la

BANQUE FRANÇAISE ET ITALIENNE
pour l'Amérique du Sud
41, Avenue de l'Opéra, PARIS

Elle payera les chèques émis par MM. les Officiers sur leurs banquiers, jusqu'à 125 francs, contre présentation du carnet de chèques en leur nom. Pour des montants supérieurs l'autorisation télégraphique des banquiers sera demandée.

Cette annonce fait pendant à une autre identiquemais, en langue anglaise et destinée aux officiers de l'armée de Sa Majesté britannique.

§

Au Vieux-Colombier, avant que les conférences aient commencé de même que les concerts, une exposition de peintures, dessins, aquarelles et sculptures s'est ouverte, qui réunit des œuvres de Mme Chana Orloff et de MM. Eugène Corneau, René Durey, Henry de Waroquier. Le vernissage a eu lieu le 22 novembre. L'Exposition est ouverte les jours d'audition musicale et les mercredis et vendredis de 4 h.à 6 h. La première conférence de M. Guillaume Apollinaire a été faite le 24 novembre.

§

La Boxe interdite à New-York. — La société sportive américaine est en émoi, car, depuis le 15 novembre, les combats de boxe en public ne sont plus autorisés dans l'Etat de New-York. Ils sont frappés d'interdiction.

La réglementation de la boxe et de ses manifestations dans l'Etat de New-York a son histoire. Elle mérite d'être rappelée au lendemain d'une interdiction qui aura une répercussion considérable auprès des gouvernements particuliers de toutes les autres fractions de la grande Confédération américaine. Car si chaque Etat possède sa législation particulière, il était de notoriété admise que les règles de boxe de l'Etat de New-York établissaient jurisprudence en cette matière sportive.

Si nous nous reportons à vingt ans en arrière, on peut se rappeler que, de 1896 à 1900, la pratique de la boxe était permise. Elle fut soudainement interdite en 1900 et jusqu'en juillet 1911, époque à laquelle intervint la décision abrogée aujourd'hui.

C'est par la loi du 25 juillet 1911 que la boxe reçut droit de cité dans la grande capitale américaine. Le Parlement de cet Etat avait, en effet, voté un texte légal instituant la création d'une Commission Athlétique, chargée d'assurer la réglementation sportive de la boxe et d'en contrôler les séances publiques.

Depuis la recente interdiction, il ne reste plus que trois Etats américains dans lesquels les combats de boxe seront permis. Ce sont ceux de Wisconsin, de Minnesota et de Louisiane. Cependant, des réunions en public sont souvent organisées dans d'autres Etats, mais cette pratique n'est pas légale. Ainsi, dans les villes comme Philadelphie, Boston et plusieurs autres grands centres, la boxe peut faire recette quand la police se montre négligente dans l'application des lois. C'est une simple question de tolérance de la part des autorités.

Il est intéressant de rappeler, à propos des règlements qui régissaient la boxe dans l'Etat de New-York, que les combats étaient seulement autorisés en dix reprises maximum, et que l'arbitre ne devait pas faire connaître sa décision. Cette règle, qui interdisait la proclamation du vainqueur, ne résultait pas du texte de la loi de juillet 1911, mais d'un décret de la Commission. Et c'était pour décourager les paris et les jeux que la Commission d'alors avait formulé cette règle contre le prononcé de la décision.

Il est intéressant, d'autre part, de faire remarquer que le gouvernement fédéral des Etats-Unis, par une loi votée lors du dernier Congrès de Washington, a interdit l'importation et l'exportation, soit pour l'étranger,

soit d'Etat à Etat, de films qui, sous forme de tableaux fixes ou mouvants, représentent des séances de boxe. Cela peut paraître surprenant de la part d'un pays où le sport du poing est pratiqué par tant d'amateurs, mais cette loi contre les films a été surtout votée pour supprimer les projections du dernier combat entre Jim Jeffries et Jack Johnson.

§

La Main qui se souvient. — On sait que les personnes amputées d'un membre conservent le « sens » de ce membre et que le membre perdu peut même les faire souffrir. Un soldat écrit au *Manchester Guardian :*

J'ai eu l'infortune de perdre la main gauche à la Côte de Messines en juin dernier et toute la souffrance occasionnée par la blessure est dans la main que je ne possède plus depuis longtemps. Ce qu'il y a actuellement de particulier, c'est qu'un jour les doigts de la main amputée sont ouverts et le lendemain, fermés. Ce changement s'opère durant le sommeil et, une fois ou deux, en des nuits agitées, j'ai réellement senti ce changement se faire. J'étais gaucher et, durant l'attaque, je tenais mon revolver de la main gauche, aujourd'hui perdue. Quand les doigts sont clos, ils sont exactement dans la position où ils se trouvaient en serrant le revolver. La seule explication que je puis offrir est que ce qui me restait de la main après avoir été blessé fut amputé exactement 24 heures après. Ainsi je fus blessé vers 4 heures du matin et fus opéré vers la même heure du jour suivant, et c'est précisément vers cette heure que s'opère le changement dans la position des doigts.

§

Au Service de la Chine.— Le correspondant à Hankong du journal japonais le *Jiji* mande à ce dernier l'arrivée d'Anglais devant prendre, dans le service des douanes chinoises, la place précédemment occupée par des Allemands. Le caractère de ce service est des plus cosmopolites et chaque nation y tient une place en rapport avec ses intérêts propres. En voici la composition, en août 1914.

Japon	57
Angleterre	36
Etats-Unis	19
Portugais	10
Autriche	9
Danemark	9
Allemagne	6
Suède	5
Italie	3
Corée	2
Norvège	2
France	1
Grèce	1
Monténégro	1
Roumanie	1
Russie	1
Espagne	1

§

Les Savants anglais et les Académies allemandes. — La Société Royale des sciences britanniques vient de publier une note sur l'inscription au titre étranger des savants anglais dans les académies et sociétés savantes d'Allemagne.

« La déclaration de guerre par l'Allemagne contre la Russie et la France, dit cette note, fut accueillie comme chacun sait avec enthousiasme par la presque unanimité de la nation allemande. Les professeurs, qui constituent

une forte majorité dans les académies et sociétés allemandes, se sont employés avec zèle à exciter cet enthousiasme. C'est grâce à eux surtout que s'est implantée dans les esprits allemands l'idée que l'Allemagne est supérieure à toute autre nation et que par suite il n'est que juste que cette puissance étende son empire sur les autres nations. Aucune société savante allemande, à notre connaissance, n'a publié de protestation contre les nombreuses violations des lois de l'humanité et du droit international qui ont caractérisé les méthodes de guerre des Allemands.

« Les membres de la Société Royale britannique réprouvent l'acte du gouvernement allemand qui a provoqué la guerre, ils réprouvent ses méthodes de guerre aussi énergiquement que toutes les autres classes de la nation britannique. »

La Société royale invite par conséquent ses membres à suivre l'exemple de ceux qui ont déjà renoncé à indiquer après leurs noms, dans l'annuaire de la Société et dans les autres annuaires, qu'ils furent membres honoraires de sociétés savantes d'Allemagne.

§

Les Réservistes français du Canada. — A la dernière session de la Chambre des Communes canadienne, un projet de loi a été déposé ayant pour but d'aider les réservistes français et belges, qui rentrèrent en France au moment de la déclaration de guerre, à obtenir des concessions de terres et tous autres avantages pouvant être accordés aux soldats appartenant au corps expéditionnaire canadien.

Dès 1915, grâce aux demandes émanant du représentant de la France au Canada, le Gouvernement Fédéral avait accordé aux « Homesteaders » français que leurs titres de propriétés fussent protégés pendant leur absence et que, de plus, le temps passé sous les drapeaux fût compté comme temps de présence sur leurs terres.

Dans la Colombie Britannique et dans le Manitoba, dans l'Alberta et la Saskatchewan, des réservistes français, partis sans avoir eu le temps de régler leurs affaires, ont pu, grâce aux mêmes démarches du consulat général près des autorités provinciales ou municipales, obtenir des sursis pour le paiement de taxes arriérées ; il a même été possible, dans certains cas, d'obtenir de compagnies particulières qu'elles consentent à des arrangements facilitant aux réservistes français partis au front ou à leurs familles le paiement des créances dues soit pour l'achat de terres, soit pour l'achat d'instruments agricoles.

Enfin, le projet principal, ayant en vue l'égalisation des pensions et autres privilèges pouvant être accordés aux soldats canadiens et aux réservistes français ou à leurs familles, avait été proposé et étudié depuis longtemps par un grand ami de la France, l'honorable Rodophe Lemieux, dont la bienveillante sollicitude envers les soldats français partis du Canada est bien connue du gouvernement de la République et de la colonie française du Canada.

§

La Révolte de Luther. — Le 31 octobre 1517, Luther se révoltait à Wittemberg et ce geste, dont l'Allemagne a pu célébrer le 4e centenaire, eut des conséquences incalculables.

Beaucoup voient dans la révolte de Luther, à propos des indulgences, la naissance du germanisme, tel que le monde civilisé, épris de liberté, est obligé de le combattre aujourd'hui.

C'est pourquoi il est bon de faire ressortir toute l'importance qu'a ce centenaire.

§

Le Centenaire de la mort d'Elvire. — Les fervents du romantisme célébreront bientôt le centenaire de la mort de Julie-Françoise Bouchaud des Hérettes, épouse du physicien Charles, et qui mourut le 18 décembre 1817.

Le physicien Charles mérite d'être illustre à jamais, puisqu'il avait imaginé de gonfler avec le gaz hydrogène la Montgolfière qui fut le premier appareil qui ait permis à un homme d'explorer les espaces supérieurs.

Quant à sa jeune femme, c'est elle qui eut la gloire d'être Elvire, l'Elvire de Lamartine, celle qu'il chanta dans *le Lac*, celle qu'il regretta dans *le Crucifix*, celle enfin qu'il a immortalisée et que l'on doit placer désormais auprès de Laure, auprès de Béatrice,

Avant de mourir, elle lui écrivit une lettre où elle affirmait sa volonté de vivre. « Je vivrai, ajoutait-elle, *pour expier* », et ces mots soulignés disent tout l'emportement, tout le remords que comporta cet amour défendu dont furent témoins les petits flots du lac du Bourget et les châtaigneraies savoyardes, cet amour qui est à la base même de tout le mouvement romantique en France...

1817, c'était aussi l'année de *la Chambre introuvable*...

§

A l'Académie Goncourt. — Les Neuf ne se pressent guère de redevenir les Dix. C'est la guerre. Et puis comment faire pour que le goût décide entre les mérites divers de MM. Jean Ajalbert, Joséphin Péladan, Georges Courteline et Raoul Ponchon? Pourtant il y a en France des lois sur le système décimal et il serait désirable que les neuf se décidassent enfin sur le nom du dixième. Raoul Ponchon est un poète, il n'a jamais publié de prose et n'a jamais rien réuni en volume. Il semble que sa candidature ne puisse même pas entrer en ligne de compte. Quant à Courteline, sa place semble désignée sous la coupole au bout du Pont des Arts. Il reste donc Jean Ajalbert et Joséphin Péladan. Le premier possède au sein de l'Académie Goncourt de solides amitiés. Mais le second est un écrivain plus important, encore qu'il n'ait point réussi auprès du grand public. C'est un prosateur. Il a eu de l'influence sur quelques écrivains et un certain nombre d'esthéticiens, non seulement en France, mais encore à l'Etranger. Il pèse sur lui les bizarreries de sa jeunesse au temps où il était sâr et toutes ses idées, dit-on, il ne les a pas tirées de son propre fond. Qu'importe? Il a eu le mérite, selon ses amis, de restaurer le premier les notions relatives à la hiérarchie. Et cela suffit à faire de lui un homme considérable. Ses autres mérites sont nombreux comme écrivain. La dignité de sa vie doit aussi le désigner à l'attention et il ne serait pas impossible que l'Académie des Dix s'arrêtât enfin un jour à ce choix qui serait approuvé par tout le monde.

En attendant, les neuf se préparent à décerner leur prix annuel et les deux noms le plus souvent prononcés sont ceux de Georges Duhamel pour

sa *Vie des Martyrs* de M. Louis Léon-Martin pour son *Jean Denis*, de Jean Bélière avec son *Franzili*, de Paul Fiolle avec sa *Marsouille*.

On parle encore de M. Machard avec sa *Guerre des gosses*, de Jean des Vignes Rouges avec *André Rieu officier français*, de Mme Varese avec *l'Eau lustrale*, de M. Henri Malherbe avec *La Flamme au poing*, de Jean Paulhan avec *Le guerrier appliqué*.

§

« **Le Bourgmestre de Stilmonde** ». — C'est le titre du nouveau drame que vient de terminer Maurice Maeterlinck. Pour la première fois dans son œuvre théâtrale, Maeterlinck s'inspire de l'actualité, en l'occurrence, l'épouvantable conflit au milieu duquel nous avons l'horreur de vivre.

Délaissant les faciles clichés patriotiques usagés courageusement depuis quarante mois par les merlans et garçons de bain ordinairement accrédités près les théâtres du Boulevard, Maurice Maeterlinck met en scène un officier allemand intelligent, sympathique, voire aimé par une fille du pays qu'il envahit, et accomplissant, en des conditions pathétiques, son affreux « devoir », parce que l'odieuse Kultur le lui commande.

Dédaignant les reproches à l'individu même, Maeterlinck invective contre l'Idée qui le meut — et l'horreur qu'il parvient ainsi à vous inspirer pour l'inhumaine doctrine boche n'en est que plus atrocement saisissante.

Quelques privilégiés ont pu prendre connaissance du *Bourgmestre de Stilmonde*, dont le plus remarquable de nos directeurs de théâtre, — et en ont manifesté tout leur enthousiasme à l'auteur. Mais où et quand ce drame sera-t-il joué, il est impossible à cet égard de donner aucune précision, défense absolue étant faite par la censure de mettre un uniforme allemand sur la scène française... Et Maeterlinck ne s'abaissera jamais au subterfuge grossier d'un hypocrite déguisement.

Donc, il est probable que le *Bourgmestre de Stilmonde* nous reviendra quelque jour d'Amérique, — comme l'*Oiseau Bleu* nous est arrivé de Russie. — G. M.

§

Grand concours littéraire national. — Les diverses œuvres de guerre de Lyon et Rhône ont décidé d'organiser à l'effet de se procurer des ressources nouvelles, indispensables après un effort soutenu de trois ans, une *Semaine d'économie* et de *Charité*, pour le milieu de décembre prochain.

Placée, sous la présidence de M. le Gouverneur Militaire de Lyon, de M. le Préfet, de M. le Maire, de M. le Recteur d'Académie, et sous le haut patronage de S. E. le Cardinal-Archevêque, cette œuvre de véritable union fait appel à la générosité de tous.

Elle ouvre, dans toute la France, un concours littéraire sur un sujet à traiter en vers ou en prose avec un maximum de cent vers ou de cent lignes, et pour seules conditions l'obligation d'être Français et de joindre à son manuscrit une offrande de cinquante francs.

Les sujets proposés au choix des concurrents sont les suivants :

1° Les Forêts dévastées ; 2° Le Fond tragique de la Mer ; 3° Légendes sur les pierres d'église ; 4° Tombes et berceaux ; 5° Le Fer et le Feu.

Le jugement du concours est confié à l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon.

Un prix d'honneur, consistant en un objet d'art, offert par le Président de la République, sera décerné, dans une séance solennelle, au travail classé premier. Deux autres prix, offerts par les Ministres des Beaux-Arts et de l'Instruction publique, seront attribués à la section poésie et à la section prose. Les noms des cinquante premiers lauréats seront publiés et leurs travaux réunis en un volume, qui sera vendu au profit de la *Semaine* et dont un exemplaire leur sera offert.

Les manuscrits devront être parvenus, avant le 10 décembre 1917, au siège de l'Œuvre, Hôtel de la Caisse d'Epargne, 12, rue de la Bourse, à Lyon, avec cette suscription : « Concours de la Semaine d'Économie et de Charité. » Ils devront être signés d'un pseudonyme et accompagnés d'un pli fermé contenant le nom de l'auteur. Ils ne seront pas rendus. (*Communiqué.*)

§

L'Abonnement au « Mercure de France » en 1918. — Dès janvier 1916, nous avons dû majorer le prix de vente au numéro. Nous espérions ne pas avoir à modifier notre tarif d'abonnement et laisser ainsi à nos abonnés le bénéfice d'une forte prime (la différence entre le prix de l'abonnement annuel et celui de 24 numéros étant de 11 francs). Mais les difficultés s'accroissent de mois en mois et nous obligent à fixer comme suit le tarif pour 1918 :

Un an :	France	32 fr.;	Etranger	37 fr.
Six mois :	—	17 fr.;	—	20 fr.
Trois mois :	—	9 fr.;	—	11 fr.

Il n'est plus reçu de *nouveaux* abonnements pour trois ans. Mais nos *anciens* abonnés de trois ans peuvent se réabonner pour une même période aux conditions suivantes : France, 85 fr.; Etranger, 100 fr.

§

Publications du « Mercure de France » :

PENDANT LA GUERRE, *Lettres pour l'Argentine*, par Remy de Gourmont, avec une Préface de Jean de Gourmont. Vol. in-18, 3.50 (15 japon à 20 fr. ; 14 chine à 18 fr. ; 89 hollande à 15 fr.).

LETTRES A L'AMAZONE, par Remy de Gourmont, avec un frontispice et la reproduction en fac-simile d'une lettre de l'auteur. Vol. in-18, 3.50 (13 japon à 20 fr. ; 12 chine à 18 fr. ; 82 hollande à 15 fr).

§

Erratum. — Une inexactitude s'est glissée dans une des premières phrases de l'article de M. Palante : *La Sentimentalité*, inséré dans notre numéro du 16 novembre. Il s'agit de cette phrase : « Un Remy de Gourmont, au nom des droits de la virilité intellectuelle et de la vérité philosophique, nous mettait en garde contre les écueils de la sentimentalité : la vulgarité, la fadeur, la fausseté du sentiment. » C'est vérité *physiologique*, et non vérité philosophique, qu'il faudrait lire.

MERCVRE.

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imp. du MERCVRE DE FRANCE (G. ROY), 7, rue Victor-Hugo.

BULLETIN FINANCIER

La tenue de nos Rentes n'est pas uniforme, le 5 o/o est ferme à 87 fr. 70, tandis que 3 o/o Perpétuel toujours arbitré baisse à 59 fr. 75.

Les fonds et valeurs russes entraînés par la complexité des événements ont manifesté ne indécision qui s'est vite transformée en lourdeur. Toula, Bakou, Platine, Briansk, nscrivent en nouvelle baisse. Enfin, les nouvelles confuses et contradictoires, venues : Pétrograd et de Moscou, ont exercé une fâcheuse répercussion sur les difiérents pes de rentes : Russe 4 o/o 1901, 47 fr. ; 4 1/2 o/o 1909, 57 fr. 50 ; 5 o/o 1906, fr. 50 ; 3 o/o 1891, 46 francs.

Les chemins français n'ont pas encore été autorisés à relever leurs tarifs, bien que ut le monde semble d'accord pour adopter au plus tôt une mesure rendue nécessaire r les circonstances exceptionnelles où se trouvent nos grandes Compagnies ; en attenant, ils perdent de nouveaux quelques points : Orléans 1097 fr. ; Est 750 fr. ; Nord 99 fr. ; Midi 895 fr. ; P.-L.-M. 950 francs.

Parmi les grandes banques, la fermeté prédomine : Banque de Paris 1060 fr. ; Union risienne 645 fr. ; Comptoir d'Escompte 773 francs.

Le Conseil d'Administration de la Banque française pour le Commerce et l'Industrie roposera à l'assemblée du 5 décembre prochain de fixer le dividende à 12 fr. 50 par tion, égal à celui de l'an passé. Dernier cours de l'action 218 fr. — Le Crédit Mobier français est bien tenu à 410 fr. Le Conseil d'administration de cette société propora à la prochaine réunion de majorer le dividende qui sera porté à 20 fr. par action, rs que pour 1915-1916, il n'avait été réparti que 15 francs.

Au groupe des Métallurgiques, il y a eu de l'irrégularité, mais c'est toujours la résisnce qui prédomine. Notons la bonne tenue du Creusot, de Penarroya et des Usines la Basse-Loire.

Le nouvel emprunt obtient le plus grand succès, et nombreuses sont les Sociétés qui t avancé l'échéance de leurs dividendes pour en permettre le remploi en 4 o/o franis, qui, au cours d'émission, ne l'oublions pas, est productif d'un intérêt de 5 fr. 83 net.

LE MASQUE D'OR.

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITE INDUSTRIELLE

SOCIÉTÉ ANONYME

au Capital de 10.000.000 de francs

Siège Social à Paris, 39, rue Cambon

La Compagnie d'Electricité Industrielle procède actuellement à l'émission de 40.000 ligations de 6 o/o de 500 francs chacune, rapportant 30 francs par an, nets d'impôts ésents et futurs, payable par moitié, les 15 mai et 15 novembre.

Ces obligations sont amortissables en vingt-cinq années, de 1921 à 1945, par voie de age au sort ou par rachat, sous réserve de remboursement anticipé total ou partiel au ix de 515 francs.

Elles sont émises au prix de 430 francs. Les souscriptions sont reçues :

A Paris, à la *Société Centrale des Banques de Province*, 41, rue Cambon ;

En province, chez les *Banquiers*, Membres du Syndicat des Banques de Province.

La notice prévue par la loi du 30 janvier 1907 a été publiée dans le n° 43 du 22 octobre 1917 du *Bulletin des Annonces Légales obligatoires*.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Ces annonces sont exclusivement reçues par M. CLAUDE, 6, rue Vivienne.

endre par adjon : 1° *Mairie de Mindorge*, com de ermont (Oise), le dim. 2 décre 1917, à 14 h., par e Jarry, notaire à Amiens.

ps **FERME** avec logements d'ouvriers et maie son de maître, sis à Mindorge et Maulers, Fontaine-Saint-Lucien, Maisoncelle-Saintre, cont. 109 h. 60 a. **M. à pr. 70.000 fr.**

à *Senlis*, ét. de Me *Langlois*, not., le mardi c. 1917, par Me Jarry, not. à Amiens (et *Langlois*, à Senlis).

OPRIÉTÉ DITE DE MALASSISE

mprenant : **Petit château**, parc, ferme, avec terres, **communes d'Apremont, Creil et Verneuil sur-Oise.** Contce 108 h. 41 a. **M. à pr. : 200.000 fr.**

2° **MAISON A SENLIS** avec jardin, 10, r. des Cordeliers et 29, rue de la République. Contce 56 ares 88. **M. à pr. 50.000 fr.**

3° **MAISON RUE DE CHARONNE, 76-78** et **43, rue S.-Bernard.** Contce 479 m. 30 env. Rev. brut annuel 8.393 fr. **M. à pr. 70.000 fr.** S'adr. pr renseign. auxdits not. et à Mes **Amand**, Jacquet, avoués à Beauvais, Huet, not. à Beauvais, et M. Floriet, archte à Paris, 7, rue Abel.

MERCVRE DE FRANCE

26, rue de Condé, Paris

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois
et forme dans l'année six volumes

Littérature, Poésie, Théâtre, Beaux-Arts
Philosophie, Histoire, Sociologie, Sciences, Voyages
Bibliophilie, Sciences occultes
Critique, Littératures étrangères, Revue de la Quinzaine

La **Revue de la Quinzaine** s'alimente à l'étranger autant qu'en France. Elle offre un nombre considérable de documents et constitue une sorte « d'encyclopédie au jour le jour » du mouvement universel des idées.

ABONNEMENT

TARIF POUR 1918

Les abonnements partent du premier des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

FRANCE		ÉTRANGER	
Un an.....	32 fr.	Un an.....	37 fr.
Six mois.....	17 »	Six mois.....	20 »
Trois mois.....	9 »	Trois mois.....	11 »

Envoi franco, sur demande, d'un numéro spécimen et du catalogue complet des Editions du *Mercure de France*.

Poitiers. — Imprimerie du Mercure de France, G. ROY, 7, rue Victor-Hugo.